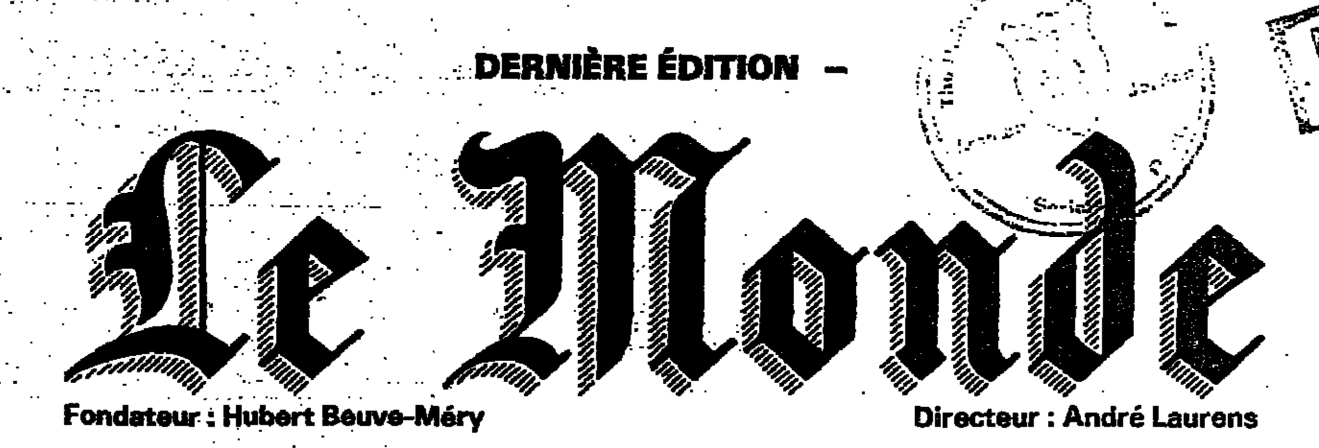
DERNIÈRE ÉDITION –



Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : André Laurens

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 12216 – 6 F – DIMANCHE 6 - LUNDI 7 MAI 1984

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 – Tél. : 246-72-23

La rigueur de M. Delors

Le chômage entre parenthèses

M. Delors a le vent en poupe. Il se sent pousser des ailes. L'étranger lui décerne des satisfecits, et les milieux patronaux ne cachent pas, du moins en privé, que les choses vont mieux à leur sens. Successivement, le Conference Board, organisme américain d'études économiques, et le Conseil économique et social des Communautés européennes viennent de dresser un bilan plutôt positif de la situation économique de la France.

Fort de cela, le ministre de l'économie et des finances pousse ses pions sans retenue. Avec ce côté bravache qu'il affectionne parfois, il annonce que *« le budget de 1985 sera d'une rigueur sans commune mesure avec celui de 1984 »*. Provocation ? Tout montre, en tout cas, que M. Delors n'hésite pas à pousser à bout tous ceux qui, dans la majorité, faisaient de la rigueur une étape douloureuse, mais une étape dans la politique économique de la gauche. M. Marchais donne le ton en déplorant que le ministre des finances préfère donner confiance à la finance internationale plutôt qu'aux travailleurs français. Et M. Krasucki parle d' *« un budget maso »* qui n'est *« pas supportable »*.

Il est de fait que la rigueur prend une tournure nouvelle. Dès lors que l'on veut maintenir le déficit budgétaire dans les limites de 3 % du PIB et que l'on ajoute à cet exercice déjà difficile une diminution d'un point des prélèvements obligatoires, on voit mal ce qui permettrait de réussir l'opération sans une vigoureuse diminution des dépenses de l'Etat. La rigueur de ces deux dernières années s'exprimait par un accroissement des impôts, celle de 1985 résultera d'une remise en cause des *missions de l'Etat. On comprend que certains s'inquiètent* de cette nouvelle orientation s'il s'avérait que des secteurs, jusque-là déclarés prioritaires, devaient être touchés. Il s'est même trouvé un ministre, en l'occurrence M. Fabius, pour déclarer qu'il acceptait très mal la méthode et ne voulait pas que la recherche soit sacrifiée.

Voilà la polémique bien engagée. Le ministre des finances, pour faire face à ses détracteurs, ne manque pas de rappeler la mission qu'il a reçue du président de la République de diminuer d'un point les prélèvements obligatoires, qualifiant cette décision de *« contrainte saine et vitale »*. *« Il n'y a aucune raison de demander l'effort seulement à l'avant-garde constituée par l'industrie. »* Cet effort, *« tous les secteurs de l'économie doivent le faire, et l'administration en premier lieu, où les secteurs protégés de la concurrence représentent 40 % de l'activité »*. Rue de Rivoli, on considère que ce sont les dépenses publiques d'intervention qui pourraient être touchées. Ces crédits financent l'action économique et sociale de l'Etat et doivent atteindre 315 milliards de francs en 1984, soit le tiers environ des dépenses publiques.

Cela reviendrait à diminuer les subventions à l'agriculture, aux transports, au logement et même à l'emploi, et donc à accentuer les difficultés du seul indicateur dontcurieusement on parle le *moins possible ces derniers temps*, celui de l'emploi précisément.

FRANÇOIS SIMON.

(Lire la suite page 15.)

L'Allemagne et ses trente-cinq heures

La partie de poker tourne à l'avantage des métallurgistes

De notre correspondant

Bonn. – Dans la partie de poker qui l'oppose au patronat et au gouvernement allemands sur la semaine de trente-cinq heures, le syndicat IG Metall a remporté, vendredi soir 4 mai, un point important. A 80,5 % les salariés de la métallurgie de la *région* Nord Wurtemberg-Nord Bade se sont prononcés pour l'utilisation de tous les moyens syndicaux *« y compris la grève »* afin de pour suivre la lutte. 92,4 % des 251 000 inscrits ont pris part au vote. La prochaine consultation doit avoir lieu les 8 et 9 mai dans la Hesse.

La région du Nord Wurtemberg-Nord Bade n'avait pas été choisie au hasard par les dirigeants d'IG Metall pour ouvrir le feu. Particulièrement favorisée sur le plan économique, elle constitue l'un des bastions du syndicat, qui peut compter sur les troupes bien organisées du secteur automobile (Daimler-Benz, Audi NSU, Bosch). Les salaires y sont élevés et le taux de chômage nettement inférieur à la moyenne nationale. Aussi, l'appel à la discipline syndicale et à la solidarité avec les chômeurs avait plus de chances d'y être entendu que dans des régions plus durement affectées par la crise.

Lors de la dernière grève qui avait affecté la métallurgie en 1978, dans le Bade-Wurtemberg, la même *consultation avait donné* une majorité de 90,3 % en faveur de la grève. Mais les circonstances n'étaient pas les mêmes : le chômage était loin *d'être aussi important qu'aujourd'hui* et le patronat avait beau jeu pour dénoncer le danger que ferait peser une action dure sur la reprise économique. En outre, selon les sondages, le thème des 35 heures avec maintien du salaire est loin d'être aussi populaire, y compris parmi les syndiqués, qu'une partie des organisations syndicales le souhaiterait. Dans ces conditions, on peut comprendre la satisfaction des dirigeants de l'IG Metall, vendredi soir, à Stuttgart, alors que la barrière fatidique des 75 % nécessaires pour déclencher la grève avait été largement dépassée. Ceux-ci peuvent espérer maintenant un phénomène d'entraînement au moins pour la semaine prochaine dans la Hesse.

Rien ne se passera en attendant. Ce n'est que le 10 mai que la direction du syndicat de la métallurgie se réunira pour décider de la marche à suivre. Si les résultats de la Hesse venaient confirmer ceux de vendredi, il est probable que l'on s'acheminera sans plus attendre vers un début de grève générale dans les *deux régions*. *« Tant que le patronat ne cède pas sur le principe de la réduction de la semaine de quarante heures, il n'y a pas de raison de reprendre les négociations »*, affirmait un porte-parole d'IG Metall.

Le débat parlementaire qui s'est déroulé vendredi au Bundestag, à la demande des « verts », a également montré que sur le plan politique la situation restait figée, opposition et majorité se renvoyant à l'avance les responsabilités d'un conflit dur. Et les derniers chiffres sur le chômage, *publiés par l'Office* fédéral du travail à Nuremberg, sont trop incertains pour ajouter de l'eau au moulin des uns ou des autres. Sans doute y a-t-il eu en avril *128 000* chômeurs de moins que le mois précédent ; mais le nombre des personnes sans emploi, qui était encore de 2 253 000, soit 9,1 % de la population active (contre 9,6 % en mars), est loin de correspondre aux *attentes*. Dans le secteur du bâtiment, qui aurait dû bénéficier de la saison, il est même supérieur à celui enregistré pour la même période en 1983.

HENRI DE BRESSON.

M. MARCEL DEBARGE
invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du Parti socialiste, où il est notamment chargé des relations extérieures (rapports avec les partis et les syndicats), sera l'invité de l'émission hebdomadaire le *« Grand Jury RTL-le Monde »*, dimanche 6 mai, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Debarge, sénateur de Seine-Saint-Denis, maire du Pré-Saint-Gervais, répondra aux questions d'André Passeron et de Michel Noblecourt, du *Monde*, et de Gilles Leclerc et de Dominique Pennequin, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marque.

Du Panshir, l'offensive soviétique s'étend à tout l'Afghanistan

Au fur et à mesure que les informations continuent de filtrer au compte-gouttes de l'Afghanistan, il apparaît que l'offensive soviétique déclenchée il y a deux semaines autour de la vallée stratégique du Panshir s'étend en fait à l'ensemble du pays. C'est ce facteur, au moins autant que les effectifs des troupes engagées et le matériel utilisé (*le Monde* du 26 avril), qui témoigne de l'importance de l'enjeu pour les stratèges du Kremlin.

Dans leur lutte contre la résistance, les *Soviétiques ont laissé* échapper une prise de choix, le « commandant » Massoud, chef des maquisards au Panshir et coordinateur de la lutte dans les quatre provinces de Baghlan, Kapisa, Kundunz et Parwan, au nord de Kaboul. Le Jamiat I Islami – le parti de Massoud – à Peshawar, au Pakistan, a en effet reçu jeudi 3 mai un message de Massoud qui ne se trouve *plus dans la vallée* même. Envoyé le 30 avril, il donne les premiers détails et sa version des combats dans la région du Panshir. Après les bombardements commencés le 21 avril, l'offensive soviéto-afghane s'est développée à *partir du 26. En dépit d'une résistance* acharnée, les Soviétiques semblent être parvenus au fond de la vallée. Pour cela, ils auraient utilisé des gaz de combat qui leur auraient permis d'accélérer leur avance et auraient fait près de quatre cents morts chez leurs adversaires.

Parallèlement, ils ont attaqué la vallée d'Andarab, au nord du Panshir, plus riche, plus peuplée, et complémentaire dans la stratégie des maquisards. Ces derniers ont riposté dans la vallée, mais aussi en dehors. *Selon le commandant* Massoud, ils auraient abattu plusieurs avions et hélicoptères, détruit des dizaines de blindés et plus de cent cinquante camions, tué un millier de Soviéto-Afghans dans les secteurs d'Andarab, de la plaine de Chamali, au nord-ouest de Kaboul, et autour du col de Salang. Il n'a pas parlé des pertes subies par ses hommes. La route entre Kaboul et l'URSS, qui *passe par ce col, demeure coupée* après la destruction de dix-sept ponts.

Malgré cette résistance, et des informations qui avaient permis l'évacuation des civils et la retraite stratégique de la plupart des moudjahidines, il apparaît que les Soviétiques contrôlent actuellement le Panshir et le gros de la vallée d'Andarab.

C'est en fait depuis février que l'état-major soviétique avait entrepris le « bouclage » progressif et systématique de la région du Panshir : opérations terrestres, héliportages et parachutages de commandos de choc – deux des huit brigades d'élites aéroportées soviétiques seraient en Afghanistan – ont eu lieu sur les deux routes menant au *Pakistan, sur les hauteurs dominant* la vallée et dans les cols la reliant au monde extérieur. Ces commandos, largués parfois de nuit, opèrent jusqu'au Paktia, à plus de 100 kilomètres au sud-est de Kaboul, ou dans le Nouristan. Parallèlement, pour éviter les graves risques d'embuscades sur la route directe URSS-Kaboul, les Soviétiques renforceraient leur implantation le long *de la rocade sud ; ce qui expliquerait* le renouveau des combats autour des villes de Hérat, dans l'ouest du pays, et de Kandahar, dans le sud, où de très violents bombardements ont été signalés depuis plusieurs semaines.

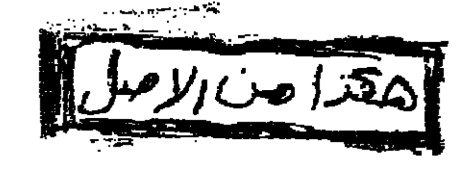
Désertée, la vallée du Panshir est occupée par les Soviétiques. Celle d'Andarab, moins éprouvée et moins bien préparée à la guerre, serait un gain au moins aussi important. Si les Soviétiques parvenaient à boucler hermétiquement l'accès au secteur, *ils empêcheraient à la fois l'arrivée* de vivres, de munitions et de ren*forts, et ils accuteraient les maquisards* dans une zone de hautes montagnes inhospitalières. Ceux-ci connaissent parfaitement le terrain, mais le rapport des forces n'est guère en leur faveur : les Soviétiques ont lancé une trentaine de milliers d'hommes dans l'opération – dont la moitié environ au Panshir – et, à la faveur de la relève de printemps, auraient fait passer leur corps expéditionnaire de cent dix mille hommes environ à cent quarante mille hommes, dotés d'un matériel très perfectionné. De nouvelles troupes d'élite afghanes, plus sûres et efficaces que l'armée régulière (*le Monde* du 14 avril) entrent progressivement en action.

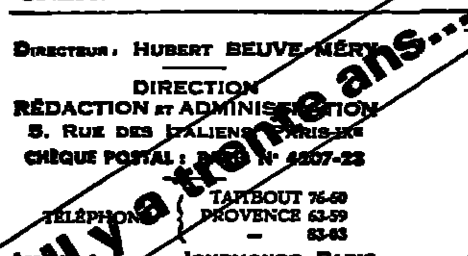
Si cette offensive réussit, son effet psychologique en Afghanistan et à l'extérieur peut être grave. Stratégiquement, elle « gèlera » une zone-clé de la résistance et bloquera l'accès aux zones de dissidence très actives proches de la frontière soviétique (région de Mazar-I-Sharif). Mais il faudra pour cela immobiliser sans doute plus de dix mille hommes *dans des positions fixes difficiles* à défendre et à ravitailler, dans des montagnes, parfois à plus de 3 000 mètres. Il faudra aussi que les Soviétiques abandonnent ce que l'on a pu appeler leur tactique de « rezzou » – des « coups de poing » effectués par blindés et transports de troupes – pour envoyer leurs soldats se battre à pied sur un terrain hostile, au risque de subir de très lourdes pertes. Il faudra attendre les semaines qui viennent pour savoir s'ils choisiront d'occuper le terrain conquis ou s'ils se retireront – *comme ils l'ont fait auparavant*.

Mais un succès militaire s'accompagnerait-il d'une victoire politique ? Pour le moment, on note plutôt une tendance à l'unification de la résistance. Des opérations de diversion ont en effet eu lieu dans plusieurs régions du pays, et l'on assiste ainsi à la première coordination – nécessité faisant loi – entre moudjahidines hier rivaux. Des renforts ont été envoyés des régions de Mazar-I-Sharif et du Hazaradjat. Sans doute les résistants sentent-ils que l'offensive au Panshir, même si elle est plus difficile, longue et coûteuse que ne le prévoyait Moscou, n'est que la première d'une série d'opérations qui ont pour objectif de les éliminer et de renforcer le régime chancelant et dépendant de Kaboul. Pour l'Union soviétique en Afghanistan, comme pour le Vietnam au Cambodge, une victoire militaire demeure le préalable à toute solution « politique ».

PATRICE DE BEER.

(Voir la carte en page 3.)





ONZIEME ANNEE — N° 2885 | 12 PAGES — ★★ | DIMANCHE 9 et LUNDI 10 MAI 1954.

Il y a trente ans...

Directeur : HUBERT BEUVE-MÉRY

DIRECTION
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, PARIS-IXe
CHÈQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23
TÉLÉPHONE { TAITBOUT 76-60 / PROVENCE 63-59 / — 83-63
Adresse télégr. : JOURMONDE PARIS

Le Monde

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	1 an
France et Un. Fse	1 290 f.	2 450 f.	4 850 f.
Etranger	1 800 f.	3 400 f.	6 700 f.
Afr. Nord (avion)	1 570 f.	3 020 f.	6 000 f.

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois

PARIS & DÉPARTEMENTS. le n° 18 fr.
ALGÉRIE & TUNISIE .... — 18 —
MAROC (t. comp.) 18 fr. ESPAGNE 2 pt.

DEPUIS CETTE NUIT LE CENTRE « ISABELLE » NE RÉPOND PLUS

Sans nouvelles de la garnison de Dien-Bien-Phu

Après une héroïque tentative de sortie, Isabelle, dernier centre de résistance de Dien-Bien-Phu, a cessé de donner de ses nouvelles. Toute liaison étant ainsi coupée depuis hier avec le camp retranché, on est sans renseignements précis sur le sort des quelque dix mille hommes des forces de l'Union française. Le Vietminh affirme qu'il a capturé le « commandant de la garnison », sans indiquer s'il s'agit du général de Castries, et les derniers défenseurs groupés autour de son P.C. On peut seulement espérer que des groupes parviendront — au prix de terribles fatigues — à rejoindre la colonne du colonel de Crèvecœur, distante d'une cinquantaine de kilomètres.

Ainsi s'achève un des faits d'armes les plus glorieux et les plus tragiques de nos annales militaires. Le silence qui s'abat peu à peu sur la « cuvette » bouleversée pèse aussi sur la France.

La perte de la forteresse oblige dès aujourd'hui à réfléchir sur les perspectives de la guerre, qui continue. Que le Vietminh ait subi de lourdes pertes, comme l'assure le commandement, qu'il ait été stoppé dans une offensive générale vers le Laos, ne doit pas masquer le fait que la menace à l'intérieur du Delta s'est pendant ce temps aggravée. Giap, constamment renforcé en hommes et en matériel — n'utilise-t-il pas depuis quelques jours les « orgues de Staline » ? — devra certes regrouper et réorganiser ses forces. Mais il aura en face de lui des unités amenuisées par les terribles ponctions faites, en troupes de choc surtout, au profit de la forteresse du pays thaï. Il peut compter sur ses régiments infiltrés dans le Delta et jusqu'à Hanoï. A l'état-major du général Cogny on estime que la bataille du Delta pourrait être déclenchée en juin prochain. Quelles répercussions la prise de Dien-Bien-Phu aura-t-elle sur le moral de la population indochinoise et sur celui de la jeune et fragile armée vietnamienne ? C'est la question que se posent les chefs militaires.

Nous avons un mois, peut-être plus, mais peut-être moins, pour leur rendre confiance, regrouper leurs forces et intensifier la défense. « Les dispositions sont prises, a déclaré hier M. Laniel, pour que la force du corps expéditionnaire ne se trouve pas amoindrie. » La tâche, nul n'a le droit de se le dissimuler, sera terriblement lourde.

A Genève, où l'atmosphère était empoisonnée par les polémiques menées autour de l'évacuation des blessés, le ciel s'est encore obscurci. Bien que la chute de la forteresse eût été dès longtemps prévue et que sa longue résistance n'eût été due qu'à un miracle de courage, les délégués occidentaux ont pris brusquement conscience des obstacles que dressera devant eux un adversaire enhardi par un succès qu'il n'a aussi durement payé que pour le faire peser au moment décisif dans les négociations.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

RÉPONSE à la note soviétique

Les Occidentaux ont répondu hier à la note soviétique du 31 mars.

Les circonstances mêmes rendent sans doute difficile une analyse sereine de ces documents. Ce n'est pas au moment où elle est sous le choc d'une défaite — pourtant depuis longtemps prévue que l'opinion publique peut éc[...] aux soucis d'une actualité [...] Mais on aurait voulu [...] matie occidentale suff[...] dée de sa mission [...] pour ne pas ju[...] de plus la por[...] tives qu'e[...] 31 mars. enco[...]

RENDEZ-VOUS DE LA SEMAINE

Dimanche 6 mai. — *Salvador :* second tour de l'élection présidentielle.
Athènes : destruction des fichiers de la police politique.

Lundi 7 mai. — *Bruxelles :* conseil des ministres de la CEE.
Séoul : visite de M. Thorn, président de la commission de la CEE.
Papouasie — Nouvelle-Guinée : visite de Jean-Paul II.

Mardi 8 mai. — *Japon :* visite du vice-président américain M. Bush.
Suède : conférence sur le désarmement en Europe.

Mercredi 9 mai. — *Strasbourg :* discours du président portugais M. Eanes devant l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.
Tunis : assemblée de la Banque africaine de développement.
Japon : visite de M. Gaston Thorn.
Corée du Sud : réunion annuelle américo-coréenne sur la sécurité.
Iles Salomon : visite de Jean-Paul II.

Jeudi 10 mai. — *Bruxelles :* conseil des ministres des transports de la CEE.
Thaïlande : visite de Jean-Paul II.
Moscou : visite du roi Juan Carlos d'Espagne (jusqu'au 16).
Washington : conférence des dix-sept pays industrialisés.

Samedi 12 mai. — *Bruxelles :* réunion informelle des ministres de l'économie et des finances des Dix.

SPORTS

Dimanche 6 mai. — *Automobilisme :* Grand Prix de formule 1 de Saint-Marin, à Imola.

Mardi 8 mai. — *Cyclisme :* Quatre Jours de Dunkerque (jusqu'au 13).

Mercredi 9 mai. — *Football :* finale de la Coupe de l'UEFA, Anderlecht-Tottenham (match aller).

Vendredi 11 mai. — *Football :* finale de la Coupe de France au Parc des Princes.
Sports équestres : CSIO de Paris à Auteuil (jusqu'au 13).
Karaté : championnats d'Europe à Paris (stade Coubertin), jusqu'au 13.

Samedi 12 mai. — Marathon de Paris.

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 550 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 35 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 Kr. ; Espagne, 150 pes. ; E.-U., 110 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 76 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 800 L ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 35 f. ; Norvège, 10,00 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 9,00 kr. ; Suisse, 1,70 f. ; Yougoslavie, 162 nd.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

LES DERNIÈRES HEURES

Lorsque entre 17 et 18 heures (heure locale) le Vietminh a lancé les premières attaques de la dernière phase de la bataille, son artillerie soumettait depuis quarante-huit heures la garnison à un tir presque ininterrompu. Des pièces tenues en réserve avaient été installées sur de nouvelles positions, et l'adversaire avait disposé une profusion d'armes automatiques légères. Il utilisait notamment pour la première fois des « orgues Staline », que les Russes employèrent au cours de la dernière guerre mondiale : ce sont des tubes rassemblés par dix qui crachent des projectiles « rockets » et causent d'importants dégâts.

Le Vietminh attaque suivant trois directions : au nord, au nord-ouest, à l'est. Le camp retranché est pris en tenaille. Mais c'est à l'est, sur Eliane, qu'il concentre la masse de ses hommes. On l'avait prévu, et c'est là que l'on a mis les plus gros moyens qui nous restent ; on y a multiplié les points d'appui et les réseaux de barbelés.

Au plus dur

Eliane, situé sur une hauteur, avec les ruines d'un poste qui fut le seul point fort, aurait pu être le dernier point de repli s'il avait été possible de bouger, mais les assaillants attaquent ce dispositif en plein centre, au plus dur. Leur but est d'empêcher tout mouvement de nos hommes. La situation s'aggrave.

A 22 heures le Vietminh est au contact sur toute la face du dispositif est.

Dans le même temps il submerge trois points d'appui sur Claudine.

A minuit il a pénétré dans le dispositif est. Partout des combats au corps à corps. Nos hommes se maintiennent encore, mais ils sont épuisés. Les stocks de munitions diminuent.

A l'aube, Eliane est pratiquement au Vietminh, bien que nos forces y résistent encore sur deux points d'appui. Les combats continuent maintenant sous la pluie, dans une boue glissante, aux bords de la rivière. Epervier, le P.C. du général de Castries, au milieu d'un hérisson énorme de barbelés, est maintenant directement menacé. Le commandant du camp tente une contre-attaque.

A 8 heures il se rend compte qu'il n'est plus en mesure de la poursuivre. Les assiégés se défendent pourtant encore pied à pied.

Dans la matinée trois nouveaux points d'appui, au sud-est, à l'est et au nord, tombent.

A midi des poussées du Vietminh menées sans grande vigueur, au nord-est et au sud-est, sont encore contenues.

A 14 heures la situation a peu évolué sur le pourtour. Les combats les plus violents se déroulent toujours à l'intérieur, au creux de la cuvette.

A 16 heures le Vietminh amène des renforts. Les points d'appui d'Eliane vont être submergés, tandis que des combats, sur lesquels nous ne possédons encore que peu de renseignements, sont en cours sur le centre sud-ouest (Claudine).

A ce moment, par télétype, le général de Castries déclare au général Cogny : « Eliane 3, 11 et 12 sont tombés. Les harcèlements violents des mortiers et des canons se poursuivent. Les Viets s'infiltrent massivement à travers les points d'appui de la face ouest. »

Le général continue à donner ses ordres. Il est toujours en communication avec le Dakota du P.C. volant au-dessus de la cuvette.

A 16 h. 45 le général de Castries lance le dernier message, que nous donnons d'autre part.

Tentatives de sorties ?

Que s'est-il passé entre temps ? Une dépêche A.F.P. avance l'hypothèse que les légionnaires parachutistes qui constituaient le dernier carré autour du P.C. tentèrent vraisemblablement une percée en direction d'Isabelle qui avait été peu attaqué et demeurait assez solide pour recueillir les rescapés.

Une émission de Radio-Pékin annonce pour sa part que les forces vietminh ont anéanti près de deux mille soldats de l'Union française « qui tentaient d'effectuer une percée au point d'appui méridional de Dien-Bien-Phu ».

Est-ce à dire que les derniers défenseurs du réduit central ont tenté une sortie vers le sud ou que la garnison d'Isabelle a tenté de se porter au secours des premiers ? On ne sait.

On manque également d'informations sur les combats qui ont dû se dérouler la nuit dernière sur le centre de résistance. Sa garnison était encore forte, mais elle ne disposait plus que d'une seule pièce d'artillerie.

Depuis 1 h. 50 (heure locale), Isabelle ne répond plus. Le dernier message transmis un peu plus tôt à Hanoï par le colonel Langlade disait :

« *Je ne peux plus communiquer avec vous.* »

A 3 heures du matin (heure locale) les défenseurs d'Isabelle ont, semble-t-il, encore contre-attaqué.

Dans les milieux militaires on estime qu'il existe encore une très faible possibilité qu'Isabelle ne soit pas tombé aux mains de l'ennemi. On a la certitude que ce centre de résistance a contenu pendant plusieurs heures les assauts du Vietminh.

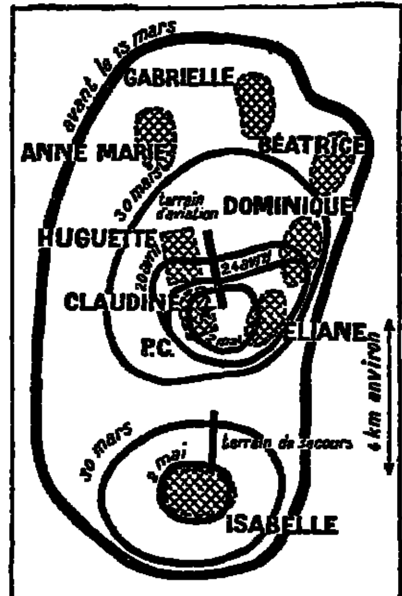
Selon la radio vietminh

LE « COMMANDANT DE LA GARNISON » SERAIT PRISONNIER

Hong-Kong, 8 mai (A.P.). — La radio du Vietminh déclare que le commandant de la garnison de Dien-Bien-Phu et les hommes d'environ dix-sept compagnies des forces de l'Union française ont été faits prisonniers lors de la chute du camp retranché.

Le nom du général de Castries n'a pas été prononcé dans cette émission. Il a été simplement dit que le commandant de la garnison avait été fait prisonnier, que toutes les troupes de l'Union française s'étaient « rendues » et que le Vietminh avait remporté une « victoire complète ».

« Nous avons abattu cinquante-sept avions au-dessus de Dien-Bien-Phu », a encore dit le speaker, qui a annoncé : « Nous ferons aux auditeurs un récit complet ce soir ou demain. »



POUR L'HONNEUR

Par ROBERT GUILLAIN

« On va leur montrer !... » Je crois bien que c'est ce mot-là que je retenais surtout de ma visite, en redescendant de Dien-Bien-Phu, tout au début de février.

« On va leur montrer... » J'avais entendu cela un peu partout. Sur le piton rouge, ou piton Gabrielle, où déjà la bataille était engagée à 1 000 mètres seulement en avant de nous. Sur le piton Béatrice — le premier à tomber, un peu plus tard, — où un lieutenant de « paras » me montrait d'en haut les forêts où se cachait le Viet, dans les crêtes qui dévalaient vers nous comme un troupeau de bêtes.

« On va leur montrer... ». C'était ce que me disait le colonel de Castries à la table de sa popotte souterraine, où l'on servait encore au menu, plus pour bien longtemps, de la *salade parachutée.*

Montrer quoi ? Ce qu'on savait faire, parbleu. Ce qu'on valait. Qui on était. Comment on saurait, selon l'expression consacrée, « casser du Viet », et mourir s'il le fallait.

Sans casque, tête nue au soleil, nos hommes pensaient à peine à cette mort possible. Ils souhaitaient la « bagarre ». Ils étaient pleins d'impatience, après deux mois déjà d'un siège sans combat.

Ils demandaient la bataille. Quand, le 25 janvier, elle s'était présentée, presque certaine, puis s'était dérobée, ils enrageaient. C'était l'époque où Dien-Bien-Phu se croyait imprenable. Et tous, depuis les hommes jusqu'aux chefs, voyaient dans ce champ de bataille préfabriqué l'endroit où Giap, s'il attaquait, nous donnerait enfin pour la première fois l'occasion tant attendue de briser ses divisions régulières.

Le journaliste en visite finissait par se laisser convaincre. Et pourtant... Le simple bon sens laissait dans l'esprit du visiteur un doute. Je notais dans mon carnet ce soir-là, avant de m'endormir sur mon lit de camp dans une cagna souterraine, ces mots auxquels je ne change rien :

« Impression première : être enfermés, être cernés. Etre connus de l'ennemi et ne rien savoir de lui. Nous dépendons du renseignement, et nous en avons très peu. Impression d'être dans la gueule du loup.

***

« On va leur montrer... » : j'ai continué à entendre ces mots un peu plus tard, quand la bataille est enfin venue, mais peu à peu ils prenaient un autre sens.

Montrer à qui ? A ceux d'en face, bien sûr, aux Viets. Mais aussi à un autre cercle de spectateurs qui commençaient seulement à découvrir ce spectacle de gladiateurs dans l'arène.

A ceux de Hanoï, par-delà 300 kilomètres de pays tenu par les Viets. Aux gens de Saigon, occupés à boire des alcools glacés aux terrasses ombragées des cafés ou à regarder les belles filles à la piscine du cercle sportif. Et aux gens de France.

C'est à ceux-là qu'on pensait tout particulièrement. Il fallait enfin *leur montrer.* Leur montrer où avaient conduit leur négligence, leur incroyable indifférence, leurs illusions, leur sale politique. Et comment leur montrer cela ? En mourant pour que leur honneur tout de même soit sauf, pour un reproche et pour une leçon. Pour un rachat de leurs fautes et de leur veulerie.

Nos morts de Dien-Bien-Phu, je l'affirme, sont morts en protestant, en faisant appel contre la France d'aujourd'hui au nom d'une autre France pour laquelle ils portaient témoignage.

***

Au deuxième jour de l'attaque du 13 mars tout paraissait perdu. Dans un bureau de la citadelle, à Hanoï, à l'état-major du général Navarre, arrivé de Saigon, des officiers éreintés par une longue veille se regardaient en disant : « C'est joué, et c'est raté. » Le « patron », dans la salle voisine, restait seul, très calme, disaient ses visiteurs, et presque muet.

Au troisième jour cependant Castries tenait. Ce n'était pas joué. On allait maintenant pouvoir « leur montrer ». Et pour ce témoignage, il se levait des volontaires à travers toute l'Indochine.

J'ai fait le voyage aérien, de Saigon à Hanoï, avec ceux qui « montaient » à Dien-Bien-Phu. C'était dans un avion civil, réquisitionné par l'armée ; car dans tous les « coups durs » nous nous trouvions à court d'appareils de transport, et pendant une semaine tout trafic normal était suspendu sur les lignes commerciales.

Un avion d'une quarantaine de places. Mais quand quarante « paras » furent montés, et se furent assis sur le sol — on avait enlevé tous les sièges, — si serrés qu'ils bouchaient la porte de la cabine du pilote, on en fit monter encore vingt-cinq de plus. « Occupez le milieu. Emboîtez-vous les uns dans les autres... » Et le « barda » par-dessus le marché. « C'est le métro ! », dit un para dont j'avais les genoux dans le menton.

Pour échapper aux crampes je passai un moment dans la cabine de pilotage. Nous étions à 3 000 mètres au-dessus du pays viet, et le pilote, aux traits ravagés, m'expliquait : « Dites-leur un peu ça, à ceux de Paris. Voilà seize heures que je suis en route, et mes deux aides avec moi. L'appareil est fatigué, et nous sommes trop lourds. C'est comme cela tous les jours. La règle est de ne jamais dépasser seize heures de travail et de vol sans prendre de repos. Mais avec Dien-Bien-Phu ce n'est plus possible. L'autre jour j'ai fait vingt-six heures... Une autre fois, il a fallu refuser la mission. Voici le rapport que j'ai dû adresser pour m'expliquer. On m'a approuvé. Mais aujourd'hui je n'ai pas encore fini. Parti ce matin de Hanoï pour Saigon, je vous ramène à Hanoï, et là, à 21 heures, je devrai repartir. On nous attend à Seno. Nous aurons vingt heures de route dans les pattes. »

Je revins m'asseoir dans le « métro ». Nous volions au-dessus du golfe du Tonkin. On avait distribué aux hommes des sandwiches. « Demain soir, me dit mon voisin en riant, nous casserons la croûte à Dien-Bien-Phu. Nous *sauterons* demain. »...

***

C'étaient les hommes qui devaient sauver la situation après l'attaque du 30 mars. Car pour la deuxième fois, tout parut perdu. Le jeudi soir, quatre jours après ce début du deuxième acte, la situation était désespérée. On n'en était pas encore tout à fait aux heures où de l'enfer de Dien-Bien-Phu plus rien ne sortirait, même plus les nouvelles, et j'eus un peu après, en confidence, quelques détails sur l'état de nos défenses.

Trente-six heures de combat avaient fait du piton Eliane, où le Viet attaquait avec acharnement, un champ de bataille fantastique.

(Lire la suite page 8.)

Le jour même où la France pavoise pour l'anniversaire d'une victoire elle se recueille sur une *défaite.* Il n'y a certes pas de commune mesure entre cette victoire et cette défaite, et les circonstances dramatiques de la bataille ne doivent pas faire perdre, comme l'a dit Sir Winston Churchill, « le sens des proportions mondiales ». Mais parce qu'elle n'apporte à nos cœurs angoissés que la douloureuse consolation de porter au plus haut l'héroïsme des hommes la tragédie de Dien-Bien-Phu retentira aussi comme un grave avertissement dans la conscience du pays.

Comme en mai 1940 elle déchire brutalement le voile toujours plus épais de mensonges dans lequel les Français sont comme enveloppés. Engagés dans une lutte dont ils n'étaient pas *juges,* nos hommes, comme ils en avaient le devoir, ont accepté les pires souffrances et obéi jusqu'à la mort. Victimes des fautes accumulées, ils ont peut-être empêché l'occupation complète du Laos, mais certainement pas, comme on veut encore le faire *croire,* protégé efficacement le delta, plus pourri que jamais.

On ne manquera pas d'apporter toutes sortes de justifications politiques ou stratégiques à cet affreux sacrifice. Le sens le plus profond qu'il puisse avoir est celui d'une suprême protestation contre l'accumulation des erreurs, des lâchetés, des faux semblants, dont la permanence conduirait infailliblement à de nouvelles catastrophes. L'affirmation aussi à la face du monde que dans les veines de ce peuple désemparé coule toujours le sang des héros qui ont fait les grandes heures de son histoire.

LA CONFÉRENCE INDOCHINOISE S'OUVRE CET APRÈS-MIDI A GENÈVE

Genève, 8 mai (*Reuter*). — On annonce officiellement en dernière minute que la conférence sur l'Indochine s'ouvrira cet après-midi au Palais des nations.

Étranger

LA VISITE DE JEAN-PAUL II EN CORÉE DU SUD

Le pape affronte à Pusan les réalités sévères du monde du travail

De notre envoyé spécial

Pusan. – Arrivant de la ville universitaire de Taegu, où il avait ordonné trente-huit prêtres sud-coréens, Jean-Paul II devait, ce samedi 5 mai, à Pusan (qui compte trois millions cent mille habitants, dont cent soixante-six mille catholiques), affronter une autre réalité de la Corée du Sud, celle du monde du travail. Un problème fondamental dans un pays qui a connu, depuis les années 60, c'est-à-dire en moins d'une génération, une révolution industrielle que l'Europe a mis un siècle à réaliser. La rapidité même du processus (avec ses conséquences inévitables : urbanisation, éclatement de la famille, mutations des valeurs) a entraîné des changements profonds dans les modes de vie d'une population encore à 70 % engagée dans des activités agricoles il y a un quart de siècle (aujourd'hui cette proportion n'est plus que de 25 %).

Jean-Paul II n'a pas manqué, depuis son arrivée à Séoul, de souligner les progrès considérables qu'a connus la Corée. Mais il a également insisté, dès son premier discours à l'aéroport de Séoul, en présence du président Chun, sur la nécessité de rendre la société plus humaine.

Il a été amené, à Pusan, à concrétiser sa pensée. Le développement économique de la Corée du Sud s'est fait au prix d'un effort considérable en travail de la part de la classe ouvrière. Il y a dix ans encore, dans la capitale, un ouvrier travaillant dans les petits ateliers textiles du marché Tong-Dae-Mumn se donnait la mort par le feu, comme les bonzes au Vietnam, pour protester contre les conditions de travail. A Pusan, l'intensité de travail demandée aux jeunes ouvrières (dans l'électronique ou le textile) demeure élevée. Dans son discours de bienvenue, l'archevêque de Pusan a notamment souligné : *« Comme ailleurs, les ouvriers ici souffrent de bas salaires, et les pêcheurs et les paysans de revenus insuffisants. »*

Même si des progrès ont été accomplis et si, d'une manière générale, les conditions de vie de la majorité des Coréens se sont considérablement améliorées, beaucoup reste à faire. Dans la région de Pusan, révèle une publication du diocèse, les salaires sont encore plus bas qu'ailleurs, car les ouvriers sont employés essentiellement dans de petites et moyennes entreprises. La majorité des ouvrières venues de la province vivent en dortoirs.

Se pose, en outre, aujourd'hui, le *problème de la répartition des richesses*. La question de la disparité des revenus dans une société animée d'un dynamisme social extraordinaire, du fossé grandissant entre une nouvelle classe moyenne au niveau de vie relativement élevé et les couches défavorisées, est devenue particulièrement aiguë.

Les Eglises et la condition ouvrière

Les déclarations du pape à Pusan étaient d'autant plus attendues que l'Eglise (les catholiques mais aussi les protestants) a un rôle important à jouer. Pour ces populations immigrées dans les grandes villes (Séoul a aujourd'hui dix millions d'habitants), coupées de leurs structures familiales, essentielles dans une société confucianiste, le message chrétien, par le sens qu'il donne à l'individu, constitue un nouvel ancrage culturel. Il est à même, en outre, dans le contexte de l'éclatement des structures traditionnelles, d'offrir des embryons de communautés.

Surtout, les Eglises chrétiennes, qui se sont beaucoup développées avec l'industrialisation – dans des zones comme celle de Inchon, au nord de Pusan, où se trouvent des chantiers navals et des aciéries, le taux des conversions est de 15 % par an, – ont répondu à une demande du monde ouvrier pour une amélioration des conditions de travail. Des prêtres, des missionnaires étrangers *vivant directement la condition ouvrière*, les missions protestantes urbaines également ont largement contribué au développement de la présence de l'Église dans le monde industriel.

Si l'Eglise veut aujourd'hui développer son acquis et son prestige, il s'agit pour elle de ne pas renoncer à son engagement aux côtés des plus défavorisés : *« La croissance numérique de l'Eglise ne suffit pas, il faut aussi commencer à vivre le message chrétien »*, dit un prêtre.

A la veille de son départ, lundi, pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée, on peut déjà penser que Jean-Paul II a dit en Corée un certain nombre de choses qui répondaient à une attente populaire. Ce qu'il n'a pu dire directement à travers ses discours, il l'a fait comprendre d'une autre manière. Ainsi, comme c'est souvent le cas dans des pays à régime « musclé », il a fait passer son message en s'adressant, vendredi, aux diplomates. Il a notamment longuement développé devant eux le thème de la dignité humaine : *« La personne humaine est révérée et respectée dans sa dignité inviolable et ses droits inaliénables ; l'injustice et l'agression apparaissent pour ce qu'elles sont, engendrant une situation de chaos, dont, tôt ou tard, tous seront victimes. »*

« En tant que diplomates, a poursuivi le pape, *vous êtes dans une situation privilégiée pour renforcer la bonne volonté entre les peuples et les gouvernements. Vous avez ici, en Corée, une mission particulière, et je prie pour que votre expérience vous convainque que seule l'affirmation des droits fondamentaux de l'homme et le respect effectif de la dignité de chacun apporteront une réponse à l'aspiration de tous les peuples du monde de vivre en paix. »*

PHILIPPE PONS.

LE PRIX D'UNE RÉUSSITE

La semaine de soixante-six heures

De notre envoyé spécial

Séoul. – Difficile pour le pape de visiter à l'improviste une de ces immenses usines coréennes où sont fabriqués postes de télévision, radios, réfrigérateurs, machines à laver, climatiseurs, vidéos ou ordinateurs. La visite d'un journaliste ne s'improvise pas non plus. Mais même préparée dans le détail et commentée par un responsable maison, elle réserve aux adeptes de la semaine de trente-cinq heures de nombreux sujets de réflexion.

A 80 kilomètres de Séoul, à Suwon-City, le groupe Samsung – *un des plus grands conglomérats coréens*, qu'on appelle ici les Jae Bull – a installé son industrie électronique et ses fabrications d'appareils domestiques. L'ensemble a été créé en 1969. Il emploie maintenant dix-huit mille personnes. Sur les chaînes de montage, les ouvrières sont pour la plupart extrêmement jeunes. La raison n'en est pas mystérieuse : une fois mariées, les jeunes femmes doivent donner leur démission. C'est la règle en Corée.

Salaire mensuel annoncé : entre 2 500 et 3 000 F par mois. Mais on travaille ici, comme partout dans le pays, six jours par semaine et douze heures par jour, sauf le samedi où les feux s'éteignent à 15 heures. La journée débute à 8 heures du matin et se termine à 22 heures, avec une heure d'arrêt pour le déjeuner et une heure pour le dîner. Cela fait des semaines de soixante-six heures, mais cela peu aller au-delà ; plus quand les carnets de commandes sont bien remplis, alors que lorsque l'activité se ralentit, le temps de travail peut être réduit. Toujours est-il que lorsque nous passons, à l'abri des regards, au-dessus d'une chaîne de montage de précision, des ouvrières dorment quelques instants, la tête dans les bras. Fin de la pause : une responsable passe et réveille chacune. Le soir, trois mille personnes sur dix-huit mille dorment à proximité immédiate de l'usine.

Des primes, des récompenses, *viennent encourager* les bons résultats ou les trouvailles améliorant la productivité. On nous dira par la suite qu'en Corée de nombreuses entreprises distribuent jusqu'à quinze ou seize mois de salaire. Les vacances sont de quinze jours par an, généralement prises en deux fois : à l'automne puis au début de la nouvelle année. S'y ajoutent les jours de fête.

Difficile de connaître le degré de fatigue de ces ouvrières, généralement souriantes. *« Nous ne sommes pas des Japonais, nous ne sommes pas des maniaques de l'exportation »*, nous répétera-t-on partout chez Samsung, mais aussi chez Daewoo et chez Hyundai, autres géants de l'industrie coréenne. *« Mais c'est vrai, nous travaillons énormément. Cette génération est sacrifiée »*, reconnaît, un soir, M. Kim Woo Choong, le grand patron de l'empire Daewoo – qui, pour tout Coréen, est l'image de la réussite. *« Cela durera encore vingt ans »*, ajoute-t-il, avant de nous lancer : *« Je n'ai jamais pris de vacances. »*

Mobilisation

Créé en 1967, avec un capital de 3 000 dollars, Daewoo exportait déjà, dix ans plus tard, pour 300 millions de dollars... Les observateurs étrangers estiment qu'en Corée les ouvriers *« ont tout à fait conscience d'être exploités »*, mais que la mobilisation est très grande sur les deux thèmes de la sécurité nationale et de l'exportation, condition de survie.

Les anecdotes sont édifiantes. Chez Daewoo, les vacances ont été récemment supprimées car *« on avait mal travaillé »*. Un soir de fête, alors que chacun s'apprêtait pour le dîner, le grand patron a convoqué la totalité de son état-major pour recevoir *un important* client étranger qu'il s'agissait de bien traiter pour enlever un marché.

Sur le thème de la mobilisation, les habitudes ne sont pas moins savoureuses. Les pique-niques sont très appréciés en Corée, le dimanche et les jours de fête. Il arrive donc souvent qu'une entreprise organise pour son personnel de telles parties de campagne. Une vingtaine ou une trentaine de cars sont affrétés et roulent pour les salariés du groupe. On pique-nique sur un thème de réflexion et on fixe un but à la journée. Il n'est pas nécessaire de viser très haut, de philosopher. On se contentera souvent de réfléchir sur des thèmes simples et pratiques, du genre : le meilleur moyen de rendre l'atmosphère respirable dans un bureau ou une salle de réunion polluée par les fumeurs. Thème d'action : on ramassera les papiers gras aux alentours, on nettoiera la campagne. Le grand patron et son staff, une fois encore au grand complet, donneront l'exemple.

Le sifflet semble jouer un grand rôle dans la vie quotidienne. Les institutrices l'utilisent abondamment pour faire scander aux enfants des slogans patriotiques. Des moniteurs aux tenues léopard s'en servent aussi pour discipliner des jeunes gens aux humeurs trop fantasques. La moitié des Coréens ont moins de vingt ans... Dans les campagnes, chaque village a son haut-parleur fixé au sommet d'un arbre. Il permet de diffuser informations et recommandations. Pour contrebalancer cette pression constante de la collectivité et de l'entreprise, point de syndicats, pas de grèves.

« Il faut mesurer ses paroles et ses critiques si l'on ne veut pas avoir d'ennuis. Le téléphone est surveillé, le courrier ouvert », nous a-t-on dit, avant de reconnaître que *« le bilan est globalement positif »*.

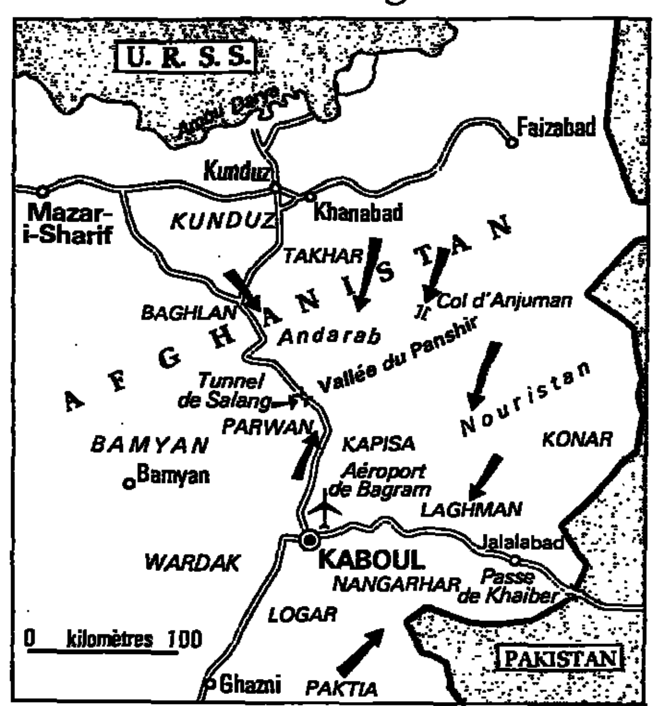
Le décollage économique s'est fait à partir de 1962 et s'est accéléré vers les années 70. En vingt ans (1962-1982), le produit national a été multiplié par un peu plus de 4,5 en volume. Le revenu par tête est passé de 461 dollars en 1962 à 1 879 dollars en 1983. Si la consommation de viande est encore un luxe qu'on ne peut s'offrir plus de deux ou trois fois par mois, les marchés semblent bien approvisionnés (l'agriculture est très protégée) et les vêtements, de bonne qualité. Sur sa lancée, la Corée et ses quarante millions d'habitants devraient rattraper avant longtemps le niveau de vie de pays comme la Hongrie ou le Portugal.

ALAIN VERNHOLES.

Gabon

● VISITE DE M. HERNU. – Le ministre français de la défense était attendu, ce samedi 5 mai, à Libreville pour une visite officielle de quarante-huit heures, au cours de laquelle il inspectera les forces françaises stationnées au Gabon et aura des entretiens avec les autorités gabonaises portant sur les questions de coopération bilatérale et sur des sujets d'intérêt commun, notamment le conflit tchadien.

L'offensive soviétique s'étend à tout l'Afghanistan



Les flèches signalent les offensives d'encerclement soviétiques

LE GOUVERNEMENT DE CHYPRE RÉCLAME DES SANCTIONS CONTRE LA TURQUIE

Le Conseil de sécurité des Nations unies est réuni depuis le jeudi 3 mai à la demande du gouvernement de Nicosie pour examiner les derniers développements de la crise chypriote. Les représentants de Nicose à l'ONU ont fait circuler un projet de résolution condamnant *« les actions sécessionnistes »* des autorités chypriotes turques et menaçant la Turquie de sanctions. Le texte demande à nouveau à tous les gouvernements de ne pas reconnaître le *« prétendu Etat »* créé le 15 novembre dernier dans le nord de l'île

Prenant la parole vendredi pour la deuxième fois devant le Conseil de sécurité, M. Denktash, le leader chypriote turc, a affirmé qu'il souhaitait toujours le rétablissement d'un Etat binational.

Le président de Chypre, M. Kyprianou, a, d'autre part, rendu public le plan de règlement qu'il a soumis au début de cette année au secrétaire général de l'ONU. Ce plan propose que 25 % du territoire de l'île soit placé sous administration chypriote turque (la communauté chypriote turque représente 18 % de la population de l'île et contrôle actuellement, grâce à l'armée turque qui occupe la zone nord depuis 1974, environ 40 % du territoire).

Liban

Des chrétiens et des musulmans organisent une « marche de la paix »

De notre correspondant

Beyrouth. – La situation s'est gravement dégradée vendredi soir 5 mai le long de la ligne de front à Beyrouth et dans sa banlieue sud. Les bombardements des quartiers résidentiels surtout de Beyrouth-Est (secteur chrétien) ont été violents durant toute la nuit, malgré plusieurs cessez-le-feu. Ils ont cessé à l'aube, et, ce samedi matin, la situation était calme.

L'explication communément avancée de cette flambée qui confirme une fois de plus l'inanité du désengagement des forces belligérantes, est le désir de torpiller les progrès discrets réalisés en vue du règlement de la crise née du refus de M. Berri de participer au gouvernement d'union nationale formé le 30 avril par M. Karamé et parrainé *par Damas. Le chef d'Amal* (*milice* chiite) a reçu un blanc-seing du bureau politique de son mouvement concernant sa participation au cabinet, mais des mécontents peuvent considérer qu'il se prépare, ce faisant, à brader la victoire chiite, même s'il obtenait la constitution d'un super-organisme, à défaut d'un *ministère, des affaires du sud et de* la banlieue sud.

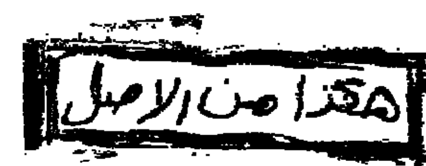
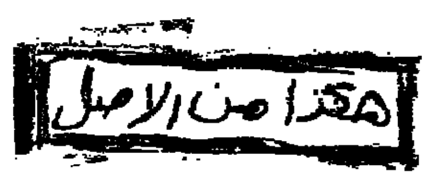
La presse relève que M. Berri rejoint les Forces libanaises (milices chrétiennes) dans sa répudiation du pacte intercommunautaire de 1943 exprimée en termes véhéments par les deux parties à l'occasion de la formation du gouvernement Karamé. De même, une volonté notable de dialogue a été enregistrée entre les Forces libanaises et le PSPF *(druze) dont la radio a diffusé une* déclaration faite à son intention par M. Fradi Frem, chef de la milice chrétienne dans laquelle celui-ci affirme que la crise libanaise doit être réglée sur le fond par la *« génération de la guerre »* dont M. Joumblatt lui-même, ainsi d'ailleurs que M. Berri, font partie. Il reste que s'ils sont d'accord sur les représentativités respectives, MM. Berri, Joumblatt et Frem ne le sont guère sur les structures du Liban de demain : centralisé et déconfessionnalisé, donc islamisé pour les uns, régionalisé, donc autonome pour les autres.

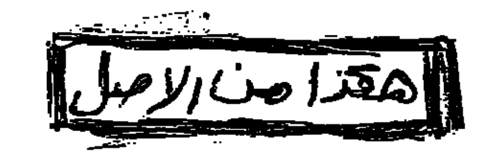
Certains voient cependant une autre cause à l'escalade militaire de la nuit de vendredi : saboter la *« marche de la paix »* qui doit se dérouler dimanche matin à Beyrouth. Une nouvelle flambée la nuit prochaine risque en effet de refroidir l'ardeur des marcheurs et d'en réduire en conséquence fortement le nombre. L'idée de cette manifestetion a germé dans la tête d'une institutrice musulmane de Beyrouth-Ouest, Mlle Imane Haidar. Lancée par un groupe de personnes chrétiennes et musulmanes sans coloration ni activité politiques, elle a tout de suite trouvé un écho favorable à Beyrouth-Ouest. cette manifestation du « ras-le-bol » populaire à l'égard de *« la guerre et des guerriers »* a recueilli une telle adhésion spontanée des deux côtés de la ville et risque de prendre une telle ampleur qu'elle a suscité une double réaction : tentative de récupération par certains mouvements politiques, surtout à l'est ; *agacement de certains autres*, surtout à l'ouest. Pour éviter les deux écueils, les organisateurs ont décidé, d'une part, que la « marche » serait silencieuse et, de l'autre, qu'il n'y aurait pas de cortège, mais un rassemblement à la place du Musée, symbole à la fois de la coupure de la ville en deux et de la volonté de sa *population de maintenir le lien entre* les deux secteurs à travers cet unique passage laissé à sa disposition.

Des marches similaires devaient avoir lieu le même jour à Paris (1), à Washington, à New-York, à Chicago, à San-Francisco et peut-être à Londres, à l'initiative des nombreux Libanais résidant dans ces villes.

LUCIEN GEORGE.

(1) Les Libanais de Paris ont décidé de se rassembler, dimanche 6 mai, à midi, à proximité de l'ambassade du Liban, place Victor-Hugo. La manifestation, autorisée par la préfecture de police, devait avoir pour unique slogan *« non à la guerre, oui à la paix »* et se terminer au pied de la tour Eiffel.



Étranger

Bolivie

Situation confuse après la démission de M. Lechin, président des syndicats

La Paz *(AFP)*. – Le président de la Centrale ouvrière bolivienne (COB, regroupant la quasi-totalité des syndicats boliviens), M. Juan Lechin, a annoncé, le vendredi 4 mai, qu'il avait décidé de donner sa démission en raison de l'« *indiscipline* » de certaines organisations ouvrières.

Cette déclaration est intervenue le jour où l'activité économique reprenait pour l'essentiel en Bolivie, après une grève générale de soixante-douze heures décrétée par la COB pour protester contre un plan d'austérité du gouvernement.

La décision de M. Lechin serait notamment due à l'attitude de certains syndicats du secteur industriel de La Paz, qui refusent de mettre un terme à une grève illimitée commencée voilà dix jours. Ignorant les décisions prises la semaine dernière au niveau national, les organisations de La Paz ont durci leur mouvement ces derniers jours, et deux cents de leurs membres observent depuis le 3 mai une grève de la faim.

Selon le secrétaire général de la COB, M. Oscar Sanjines, la décision de M. Lechin ferait suite à l'attitude des employés du pétrole, qui réclament une augmentation de 300 % de leurs salaires.

Parmi les rebelles à l'ordre de reprise du travail figurent les employés de la Banque centrale, qui refusent de mettre en œuvre la dévaluation de 300 % du peso décrétée il y a trois semaines. La police a d'ailleurs occupé, ce samedi 5 mai, les locaux.

M. Lechin, qui avait été confirmé en juin dernier dans ses fonctions, a retiré son nom d'une convocation adressée le 4 mai par son comité exécutif pour une assemblée nationale extraordinaire la semaine prochaine. Cette assemblée doit analyser le résultat des négociations avec le gouvernement. La COB tente de parvenir à un accord portant notamment sur une augmentation des salaires. Le gouvernement avait proposé une augmentation de 100 % du salaire de base, ce qu'avait refusé, le 3 mai, M. Lechin, affirmant que cette augmentation était insuffisante.

Le plan d'austérité annoncé le 13 avril dernier par le gouvernement du président social-démocrate M. Siles Zuazo, à la tête d'une coalition de gauche, prévoit, outre la dévaluation de 300 % du peso, une augmentation d'environ 200 % du prix de nombreux produits de base.

Ancien vice-président de la République de 1960 à 1964, M. Lechin, âgé de soixante-dix ans, dirige le mouvement ouvrier bolivien depuis une quarantaine d'années. C'est l'une des plus grandes figures syndicales de l'Amérique latine.

Equateur

Droite contre gauche modérée au deuxième tour de l'élection présidentielle

Le deuxième tour de l'élection présidentielle en Equateur devait avoir lieu le dimanche 6 mai. Deux candidats restaient en lice : MM. Rodrigo Borja, représentant la gauche modérée, et Leon Febres Cordero, conservateur.

Neuf candidats s'étaient opposés au premier tour, le 29 janvier. M. Borja était arrivé en tête, mais de fort peu : il avait recueilli 28,7 % des suffrages contre 27,7 % à M. Febres. Des sept éliminés, trois ont apporté leur soutien à M. Borja : MM. Huerta (démocrate), Trujillo (démocrate-chrétien) et Maugé (communiste) ; ensemble, ils avaient obtenu 15,6 % des suffrages. M. Febres Cordero, en revanche, n'a bénéficié d'aucun désistement ; mais il espère rallier sur son nom une partie des voix de la Concentration des forces populaires (CFP) et du Front radical alfariste, également en lice le 29 janvier. Au premier tour, les candidats de ces deux formations populistes avaient réuni respectivement 14 % et 7 % des voix.

Au clivage gauche-droite s'ajoutent des considérations régionales : il faut compter avec le traditionnel antagonisme entre Quito, la capitale politique, et Guayaquil, le grand port sur le Pacifique. Pour nombre d'Équatoriens, M. Borja apparaît comme l'homme de la sierra, et M. Febres Cordero comme celui de la côte. Le 29 janvier déjà, le premier avait obtenu ses meilleurs résultats sur les hauts plateaux andins et à Quito, dont il est originaire, le second arrivait en tête à Guayaquil, sa ville natale.

La gauche démocratique (ID), de tendance social-démocrate, fondée par M. Borja, s'est fortifiée avec les changements intervenus dans la société équatorienne en raison du boom pétrolier des années 70. L'or noir, qui a supplanté la banane comme principal produit d'exportation, n'a, certes, pas répondu à l'attente de la majorité des Équatoriens. Mais il a apporté un début d'industrialisation, orientée principalement vers le marché intérieur ; il a favorisé, du même coup, l'éclosion d'une petite classe moyenne.

Soutenu, lui, par l'ancienne oligarchie, M. Febres Cordero est directement lié aux puissants groupes d'import-export de Guayaquil et aux grandes entreprises agricoles de la côte. Champion d'une droite musclée, le porte-drapeau du Front de reconstruction nationale s'était révélé l'un des censeurs les plus acerbes de la politique réformiste du président démocrate-chrétien sortant, M. Osvaldo Hurtado. Défenseur acharné de la libre entreprise, il souhaite ouvrir davantage le pays au capital étranger pour le sortir de l'impasse actuelle. Pour le premier tour, il avait mené campagne tambour battant, à grand renfort de publicité ; mais ni son charisme personnel, ni les sommes investies n'avaient apparemment suffi à combler l'attente de ses partisans.

Pour le second tour, M. Febres Cordero a préféré donner la priorité au travail sur le terrain, dans les usines et les bidonvilles – ultime effort pour s'attirer les voix des couches populaires. Il a multiplié les promesses, s'engageant à construire des logements bon marché, à lutter contre le chômage et à réactiver l'économie. Son principal argument pour dénigrer son adversaire a été de l'accuser d'être « *à peine meilleur qu'un communiste* ».

Un lourd héritage

Conscient de l'enjeu, M. Borja s'est employé, lui, à rassurer les milieux d'affaires et à se démarquer du soutien communiste. Il s'est aussi défendu de vouloir nationaliser l'économie. Mais il a pris soin de rappeler à son électorat populaire que, pour lutter contre le chômage, il entendait réinvestir une partie des revenus du pétrole en travaux publics et donner une nouvelle impulsion à la petite industrie.

Pas plus que son prédécesseur, le vainqueur, quel qu'il soit, n'aura la tâche facile pour gérer les séquelles du lourd héritage laissé en 1979 par les militaires, au lendemain de l'euphorie pétrolière. Les caisses de l'Etat sont vides, la dette extérieure dépasse 7 milliards de dollars, et les responsables économiques estiment que la récession se poursuivra au cours des prochains mois.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Irlande : *Imaginer la paix*

Le « document historique » de Dublin :

De notre correspondant

Dublin. – Le « *document historique* » publié au château de Dublin jeudi et marquant un moment important dans l'histoire de l'Irlande a été condamné à Londres et à Belfast comme « *trop vert* » (le vert étant la couleur symbolique du nationalisme irlandais) dans son contenu et son ton. Cependant, le rapport pour une Irlande nouvelle prouve à quel point l'opinion publique dans l'Irlande du Sud a évolué ces dix dernières années. Les quatre partis nationalistes qui ont participé à sa rédaction n'ont pas eu besoin d'écouter et de lire les centaines de propositions faites au Forum pour être convaincus que le problème irlandais est des plus complexes et qu'il n'y a pas de solution facile. Quinze années de luttes fratricides et le spectre d'une guerre civile en Irlande du Nord ont rendu prudente la population du Sud, qui en a fini avec les slogans et les rêves nationalistes et a adopté une attitude plus pragmatique à l'égard de l'Irlande du Nord. Même les sympathisants du plus nationaliste des partis, le Fianna Fail, pour qui une Irlande unie est le but suprême à atteindre le plus rapidement possible, ont dû abandonner leurs vieux slogans électoraux des années 40 et 50 faisant allusion aux « *quatre champs verts de l'Irlande* », c'est-à-dire aux quatre provinces, Ulster compris, en faveur d'une politique plus réaliste. Comme le montre le document, le Fianna Fail continue à envisager l'Etat unitaire comme la seule option durable pour l'avenir de l'île. Mais dans son analyse du problème irlandais, ce parti tient compte, ainsi que ses partenaires, de ce que son fondateur, Eamon De Valera, le père du nationalisme, a décrit comme le « *rocher sur la route* », c'est-à-dire l'énorme obstacle que constitue le million d'unionistes d'Irlande du Nord.

Il n'y est pas fait mention du slogan simpliste des nationalistes extrémistes de l'IRA provisoire « *Brits out !* » (les Britanniques dehors !). On vient en effet de se rendre compte enfin que les « Britanniques » ce sont aussi les protestants d'Irlande du Nord.

Depuis trois siècles

Qu'on le veuille ou non, ils sont là depuis trois siècles et ils n'ont pas l'intention de s'en aller. Ils se considèrent, d'un point de vue culturel, comme Irlandais, mais politiquement, ils se sentent Britanniques. Même si le gouvernement de Londres devait quitter l'Irlande du Nord demain, cela ne résoudrait pas le problème, car les protestants d'Ulster ne sont pas plus enthousiastes qu'en 1914 à l'idée d'abandonner leur sort à ce qu'ils considèrent comme un Etat gaélique et catholique, qui, depuis sa fondation, il y a soixante ans, leur est hostile.

Pour la première fois, les partis nationalistes du Sud ainsi que les nationalistes modérés du Nord ont reconnu formellement que les unionistes d'Ulster devaient être traités avec générosité, qu'elle que soit la forme que prendra l'« Irlande nouvelle ». Pour la première fois, ils ont fait état de la peur et du sentiment d'insécurité des protestants du Nord et se sont efforcés de comprendre ce que représentait pour eux l'union avec la Grande-Bretagne. Ils ont identifié les éléments de l'héritage que les unionistes veulent préserver, leur caractère britannique, leur protestantisme et les avantages économiques qu'ils tirent de leurs liens avec Londres.

Le rapport explique mal comment le « caractère britannique » des unionistes pourrait être respecté dans une Irlande unie, mais il reconnaît du moins que leur identité et leurs droits devraient être protégés par les lois et l'administration du pays, ce qui exigerait une nouvelle Constitution. Le Frum affirme d'autre part que toute réorganisation des structures institutionnelles de l'île suppose le consentement des uninistes.

Le rapport reproche à ceux-ci d'avoir eu trop souvent recours à la menace de violences et d'avoir instauré après la partition un système discriminatoire. Il n'étudie pas, en revanche, la façon dont l'Irlande du Sud s'est transformée en État catholique, et omet de rappeler que des leaders comme Eamon De Valera, catholiques fervents, n'ont pas vu de contradiction entre la suprématie de l'Église catholique au sud et l'unité de l'île à laquelle ils aspiraient. Il y a une autre omission plus récente : il n'est pas question du référendum de l'an dernier sur l'avortement, qui a abouti à le rendre illégal en toute circonstance, malgré les protestations de la population protestante du Sud (qui ne représente que 5 %).

La République d'Irlande est-elle réellement désireuse et capable de se transformer en État pluraliste ? La question reste posée. Mais la grande force de ce rapport, c'est son réalisme et son honnêteté, ainsi que l'autocritique qu'il fait du nationalisme. On est loin des thèses antipartitionnistes des partis politiques d'antan. C'est à la Grande-Bretagne, celle-ci étant l'administration souveraine, qu'incombe la responsabilité de prendre une initiative qui mette fin à l'impasse en Ulster, mais ces suggestions sont faites avec nuances.

Le rêve de réunification s'estompe

L'influence du parti Fine Gael de M. FitzGerald, du Parti travailliste et du Parti catholique modéré d'Ulster, le SDLP, de M. John Hume, a été considérable. Les trois hommes tentent de-

Les trois solutions

● ***Un Etat unitaire***

L'ensemble de l'île serait dirigée par un seul gouvernement et un seul parlement élu au suffrage universel. Cet Etat devrait se doter d'une nouvelle Constitution garantissant notamment le respect des libertés religieuses et des droits des minorités. Une telle formule suppose la refonte des systèmes judiciaires, policiers, militaires et de toutes les administrations, ainsi que l'intégration des structures économiques.

● ***Un Etat fédéral ou confédéral***

Chaque partie de l'île disposerait de son gouvernement et de son parlement. Mais un gouvernement central serait crée, qui serait compétent notamment pour les affaires de sécurité, les affaires étrangères, les questions financières. La constitution dans ce cas serait élaborée conjointement par les gouvernements actuels de Dublin et de Londres.

Les unionistes du Nord pourraient avoir la double nationalité, irlandaise et britannique.

● ***Une double souveraineté***

Londres et Dublin auraient des responsabilités égales dans l'administration de l'Irlande du Nord. Les deux gouvernements mettraient en place une « autorité conjointe » à Belfast, en accord avec les représentants des opinions nationalistes et unionistes.

Soixante années de conflit

L'origine de la « question irlandaise » à laquelle s'est attelé le Forum pour une Irlande nouvelle se situe en 1920. C'est de là, en effet, que date la partition d'une île qui, au cours des siècles précédents, sous domination britannique, avait été administrée comme une seule et même entité.

Devant la montée du mouvement pour l'indépendance, Londres décide, en 1920, de concéder à l'Irlande un statut d'autonomie limitée, tout en donnant des garanties à la minorité protestante, qui souhaite restée attachée au Royaume-Uni : deux Parlements sont créés, l'un pour les vingt-six comtés de l'Irlande du Sud, l'autre jour pour les six comtés du Nord, les deux parties de l'île restant encore dépendantes de la couronne d'Angleterre. Deux ans plus tard, un traité de paix anglo-irlandais est signé : il consacre certes, l'indépendance de l'Etat libre d'Irlande, mais – concession arrachée sous la menace militaire britannique – il autorise les six comtés du nord à ce séparer de cet Etat et à rester membre du Royaume Uni, avec un statut relativement autonome.

Le décor de soixante années de conflit est plantée : le découpage des comtés crée une entité territoriale dans laquelle les protestants (pour la plupart établis dans le nord de l'île) disposeront d'une majorité permanente.

Londres n'a cessé depuis, face aux aspirations des nationalistes à la réunification, de se réclamer de la loi de la majorité : la population de l'Ulster, dit-on, doit décider démocratiquement de son destin. Or elle est constituée de deux tiers de protestants pour un tiers de catholiques.

Les nationalistes, pour leur part, n'ont cessé de contester le caractère démocratique de ce principe, la majorité en question ayant été fabriquée de toutes pièces, au moyen du découpage territorial de 1920. On n'a que rarement tenté, de part et d'autre, de sortir de ce cercle vicieux par une formule garantissant les droits de ces protestants dans un ensemble pan-irlandais.

Le « dimanche sanglant »

Tandis qu'au Nord la minorité catholique était encouragée dans son refus de participer à la vie politique de la province par la discrimination dont elle était victime de la part des unionistes, l'Etat indépendant du Sud contribuait, à sa manière, à creuser le fossé. Il n'y eut certes pas de discrimination d'ordre économique ou politique à l'encontre de la très petite minorité protestante du Sud, mais l'emprise de l'Eglise catholique sur les institutions, le contenu de la Constitution de 1937 (qui énonçait la revendication de souveraineté sur l'ensemble de l'île et aussi, entre autres, les prérogatives de l'Eglise catholique, les devoirs de la femme ou le statut de langue officielle du celtique) ne pouvaient qu'attiser les préventions des protestants du Nord, leur répugnance face à toute idée d'intégration irlandaise.

En 1968-1969, la montée du mouvement pour les droits civiques dans la communauté catholique ébranle les institutions nord-irlandaises, qui, depuis 1922, assurent le pouvoir sans partage des unionistes. Les affrontements sont sanglants, et c'est pour éviter un massacre des catholiques que le gouvernement de Belfast fait appel à l'armée britannique en août 1969. L'erreur de Londres fut sans doute à ce moment-là de ne pas dissoudre le gouvernement de Belfast en même temps qu'il intervenait militairement. Progressivement, l'armée britannique fut de plus en plus perçue comme le symbole et le garant de l'« *ordre orangiste* ». Le 30 janvier 1972, c'est le « dimanche sanglant » : les soldats britanniques ouvrent le feu sur une manifestation de catholiques et tuent treize personnes. Deux mois plus tard, le gouvernement de Belfast est suspendu et la province administrée directement par Londres.

La première – et la seule – initiative britannique tenant compte de la « dimension irlandaise » est, en décembre 1973, la convocation d'une conférence réunissant des représentants de Belfast, Dublin et Londres à Sunningdale. L'accord qui en résulte prévoit la création d'un Conseil de toute l'Irlande, chargé des questions économiques, sociales et de sécurité dans toute l'île. Il prévoit, au Nord, un « *partage du pouvoir* », c'est-à- dire une représentation des catholiques dans les institutions de Belfast. La riposte unioniste ne se fait pas attendre : une grève générale est déclenchée, et, en juillet 1974, on revient au *direct rule*, à l'administration directe par Londres. Toutes les initiatives ultérieures de Londres pour mettre en place des institutions politiques capables de fonctionner en Irlande du Nord se limiteront au cadre de la province, sans plus chercher à établir de lien avec la République du Sud.

Après 1974, la politique britannique en Ulster a visé essentiellement à mettre en place une législation contre la discrimination dans l'emploi, l'éducation, le logement, à lutter contre le terrorisme, à soutenir par des subventions une économie défaillante. Mais les timides tentatives faites sur le plan institutionnel, les « livres blancs », les projets de convention constitutionnelle, se sont soldées par des échecs.

La dernière proposition en date et la plus importante est le plan Prior, du nom du secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord. Ce plan, adopté en juillet 1982, prévoyait dans un premier temps l'élection d'une assemblée consultative pour la province. Les élus de cette assemblée auraient ensuite reçu progressivement des attributions législatives puis exécutives. Cette assemblée a bien été élue en octobre 1983, mais c'était un organisme mort-né : les partis représentant la communauté catholique (le Sinn Fein et le SDLP) refusent en effet d'y siéger.

Le plan Prior a ainsi échoué pour la même raison que toutes les propositions britanniques antérieures, à savoir l'impossibilité de dégager un consensus sur des institutions politiques en Irlande du Nord.

C. T.

Étranger

Trois partis de la République d'Irlande et un d'Irlande du Nord ont pendant plus d'un an réfléchi sans passion à l'avenir de l'île. Ils viennent de publier les conclusions de ce « forum » pour qui a examiné des centaines de contributions venues de tous horizons, du nord, du sud, de Grande-Bretagne, de catholiques et de protestants.
Les propositions qu'ils formulent sont encore très succintes ; aucune ne peut être appliquée du jour au lendemain et mettre un terme à des décennies de violence, de haine et de frustrations. Mais ce travail n'en constitue pas moins la première ouverture réelle, la première tentative authentique pour imaginer la paix.

la fin des simplismes meurtriers

puis un certain temps de rompre avec la tradition nationaliste. Ce sont eux qui ont insisté pour que soient incluses dans le rapport deux solutions autres que la création d'un État unitaire : une confédération de deux États permettant à la population unioniste de conserver un certain degré d'autonomie, ou bien un système de souveraineté conjointe de Londres et de Dublin sur l'Irlande du Nord, permettant aux unionistes de conserver leurs liens avec la Grande-Bretagne. M. Haughey, plus nationaliste encore que ses prédécesseurs, a pris ses distances à l'égard de ces deux options. Pourtant, le fondateur du parti Fianna Fail lui-même, Eamon De Valera, qui dirigea le parti de 1927 à 1959, s'était dit prêt à accepter une solution intérimaire et avait proposé, en 1938, la création d'un État fédéral, proposition presque hérétique à l'époque. Son successeur, M. Sean Lemass, *était allé* plus loin encore en rendant une visite officielle à Belfast en 1968, interprétée alors comme une reconnaissance du statut de la province. Enfin, le prédécesseur immédiat de M. Haughey, M. Jack Lynch, avait admis qu'un système d'administration interconfessionnel en Irlande du Nord, dans lequel la population nationaliste aurait eu une part du pouvoir, était la solution la plus réaliste, au moins dans l'immédiat. Il est vrai que cette politique modérée avait été contestée par de nombreux membres de son parti, dont M. Haughey, et qu'elle avait partiellement contribué à sa démission en 1979.

L'insistance mise jeudi par M. Haughey à revendiquer la réunification de l'île a été mal accueillie par les autres leaders et a sans doute contribué à la déception de Londres. Mais M. Haughey est-il suivi dans sa défense des thèses traditionnelles ? L'opinion publique sur l'Irlande du Nord a évolué dans le Sud, particulièrement dans les régions urbaines où, justement, le Fianna Fail perd de son audience. Selon les sondages récents, il y a de moins en moins d'enthousiasme en faveur d'une réunification si le coût doit en être trop élevé. Or, selon l'analyse économique du Forum, les subventions britanniques à l'Irlande du Nord sont de l'ordre de 1 200 millions de livres sterling, soit 8 % du produit intérieur brut de toute l'île et 27 % du produit intérieur brut du Nord seul.

L'idée que la République d'Irlande, qui traverse une crise économique et vit, elle, aussi à l'heure de l'austérité, aurait à payer ne fût-ce *qu'une partie* de cette contribution fait l'effet d'une douche froide sur le vieux rêve romantique de la réunification.

De plus,la continuation de la violence en Ulster et la complexité de la *situation dans* la province engendrent la méfiance et la crainte devant une telle éventualité. La quatrième solution, *qui consisterait* à ne rien faire, est en tout cas plus dangereuse encore, et c'est la mise en lumière de la menace qui couve sous l'immobilisme qui est l'aboutissement le plus impressionnant du rapport du Forum. Sa conclusion la plus convaincante est celle qui porte sur la nécessité urgente d'une initiative politique généreuse et imaginative.

JOE MULHOLLAND.

LONDRES : un tiède « peut-être, mais... »

De notre envoyé spécial

Dublin. – *Même si les dirigeants* nationalistes à Dublin savaient que la première réaction de Londres serait prudente, et relativement neutre, ils attendaient au moins un signe d'encouragement. Le gouvernement britannique, étant donnée l'hostilité *a priori* des protestants unionistes, reste leur principal interlocuteur et détient selon eux la clé de toute évolution en Irlande du Nord. Ils ne peuvent qu'être déçus, bien que les objectifs du Forum se situent, disent-ils, à long terme.

L'accueil est très réservé. Dans une déclaration dont les termes ont été soigneusement pesés, M. James Prior, secrétaire d'État pour l'Irlande du Nord, a d'emblée indiqué que la politique du gouvernement de Mme Thatcher n'était pas près de changer. *« Le gouvernement s'en tient,* a-t-il dit, *à ses engagements selon lesquels l'Irlande du Nord ne cessera pas de faire partie du Royaume-Uni sans le consentement de la majorité de la population* (de la province). » Cette promesse est celle qui était déjà contenue dans la *« loi constitutionnelle »* de 1973. Un texte que les *unionistes considèrent* comme une garantie fondamentale pour leur avenir.

Gérer la crise

M. Prior a donc tenu à rappeler un principe que, précisément, les participants du Forum dénoncent dans leur rapport comme un facteur de *« blocage »* qui a eu pour conséquence de *« ne pas inciter »* les parties au conflit à rechercher vraiment une solution politique. Il est vrai que le premier ministre irlandais, M. Garrett FitzGerald, tout en le regrettant, ne fait pas du maintien de ce principe un obstacle à des discussions futures. Mais ce n'est pas l'avis du leader de l'opposition, M. Charles Haughey, dont l'opinion sur ce point rejoint celle du Sinn Fein, qui ne manquera pas de se servir de la déclaration de M. Prior pour tenter de prouver l'inanité des efforts déployés par les nationalistes modérés réunis au Forum.

D'autre part, M. Prior a remué le couteau dans la plaie en disant, s'il en était besoin, que les auteurs du rapport ne devaient pas se faire d'illusions, dès lors qu'ils reconnaissaient la nécessité d'obtenir le *« consentement »* de la majorité protestante pour toute modification du statut de l'Irlande du Nord : *« Il n'y a pas de raison de s'attendre à un tel consentement pour un changement de souveraineté sous aucune des trois formes suggérées »* (réunification, fédération ou administration conjointe). M. Prior a aussi manifesté de l'irritation à propos du rôle que le Forum a attribué aux Britanniques dans l'histoire du conflit : *« La présentation de la position britannique,* dit-il, *est partiale et inacceptable. »*

La réponse de M. Prior n'est pas neutre. Même quand le secrétaire d'État admet avoir relevé plusieurs *« éléments positifs »* dans le document publié à Dublin, ce n'est pas pour satisfaire les nationalistes, mais plutôt les unionistes. Il retient par exemple *« un louable effort des nationalistes pour admettre l'identité distincte »* des unionistes et, se permet-il de préciser, *« leur loyauté envers le Royaume-Uni ».* Il note encore le fait que les nationalistes sont prêts à prendre en considération *« d'autres points de vue »* que ceux exprimés dans le rapport. M. Prior ne fait réellement un pas en direction des membres de l'Assemblée de Dublin que lorsqu'il mentionne l'exitence de *« sentiments d'aliénation parmi la minorité nationaliste »* d'Ulster (au profit de laquelle il pourrait prendre bientôt *« quelques mesures »*, dit-on dans son entourage). Mais quand il fait cette allusion, c'est pour mettre l'accent sur le besoin de régler les problèmes immédiats que posent *« la tension et la violence »* dans la province. Il estime ainsi, reprenant là une des critiques formulées par les unionistes, que le rapport du Forum n'est pas d'actualité.

En quelques phrases, M. Prior a finalement résumé la politique britannique de ces dernières années, à savoir, *« gérer vaille que vaille la crise »*, selon une expression contenue dans le texte du Forum, plutôt que de s'attaquer à ses fondements, parce que l'on juge à Londres qu'il n'y a pas de solution ou que s'il en existe une, elle serait inadmissible pour les unionistes en tout cas, et c'est un prix que le gouvernement britannique n'est pas disposé à payer. La démarche des participants au Forum était évidemment inverse : essayer d'imaginer un avenir pour sortir de l'impasse présente.

Le « penchant » de Mme Thatcher

Comme pour confirmer ces réticences à l'égard du rapport, M. Prior s'est gardé de fixer un rendez-vous aux dirigeants irlandais pour examiner avec eux le document. Le gouvernement ne manifeste aucun empressement, tout en sachant que des rencontres à ce sujet devront avoir lieu plus tard. Ils vont prendre leur temps pour *« étudier sérieusement »* ce texte, comme l'a dit M. Prior, et on indique qu'un débat souhaité par les travaillistes pourrait être organisé aux Communes à la fin du mois de juin. Des entretiens entre les gouvernements de Londres et de Dublin ne pourront donc commencer qu'ensuite au cours de l'été.

Le ton de la réponse de M. Prior s'explique bien sûr par le souci de ne pas heurter de front les unionistes, dont les réactions sont redoutables puisqu'en 1974 ils avaient fait capoter la première et dernière tentative anglo-irlandaise *pour trouver un modus vivendi* en Irlande du Nord. Mais cette tiédeur correspond aussi au « penchant » du gouvernement de Mme Thatcher dans lequel M. Prior fait figure de modéré. Si Mme Thatcher a fait preuve d'une extrême discrétion ces derniers mois à propos de la question d'Irlande qui *ne semble pas faire partie* de ses priorités, elle a toujours manifesté des sentiments nettement unionistes avant d'accéder au pouvoir. En 1982, elle avait déclaré : *« Il n'y a aucun engagement de notre part à consulter le gouvernement irlandais sur les affaires concernant l'Irlande du Nord ».* Et en décembre 1983, faisant exception à son silence, elle a rappelé avec insistance que l'*« Irlande du Nord fait partie du Royaume-Uni ».*

PLANTU.

FRANCIS CORNU.

URSS

L'agence Tass accuse l'ambassade des États-Unis de comploter avec M. et Mme Sakharov

L'agence Tass a accusé, vendredi 4 mai, l'ambassade des États-Unis à Moscou d'avoir *« mis sur pied une opération de grande envergure »* en collaboration avec le physicien Andrei Sakharov, exilé à Gorki, et son épouse Mme Elena Bonner. Selon le scénario décrit par l'agence soviétique et immédiatement démenti par les porte-parole américains, le prix Nobel de la paix devait entreprendre une nouvelle grève de la faim, tandis que Mme Bonner aurait trouvé refuge à l'ambassade des États-Unis. Le projet, *« récemment porté à la connaissance des services soviétiques compétents »*, écrit Tass, prévoyait d' *« exploiter le séjour de Bonner à l'ambassade américaine pour organiser des réunions avec des journalistes étrangers et diffuser à l'extérieur des commentaires tendancieux sur l'URSS et toutes sortes de mensonges concernant son mari (...). Ces actions coordonnées devaient servir de signal au déclenchement à l'Ouest d'une campagne antisoviétique (...). Dans le même temps, on devait tenter sous un prétexte fallacieux – son état de santé – d'obtenir que Bonner puisse partir pour l'étranger où elle serait devenue un chef de file des antisoviétiques qui travaillent pour les services spéciaux occidentaux ».*

Le commentaire de Tass, où M. Sakharov lui-même est traité d' *« antisoviétique notoire dont la conduite anticivique est de longue date condamnés par le peuple soviétique »*, ne fait allusion à aucune mesure nouvelle qui pourrait être prise contre le physicien défenseur des droits de l'homme, assigné à résidence depuis janvier 1980, et sans jugement, dans une ville interdite aux étrangers où il est soumis à une surveillance de tous les instants. Si elle n'est pas une opération de pure propagande, cette attaque pourrait, cependant signifier que les autorités soviétiques ont décidé d'empêcher désormais Mme Bonner de faire la navette entre Gorki et Moscou pour donner des informations sur la situation et l'état de santé de son mari. L'accès à l'immeuble où se trouve l'appartement de Mme Bonner à Moscou était interdit vendredi par la police, et on ignorait où se trouvait l'épouse de l'académicien.

Cameroun

Des civils auraient été exécutés

Yaoundé (*AFP*.). – Des civils figureraient parmi les personnes qui auraient été exécutées mardi à Mbalmayo (*le Monde* du 5 mai), a-t-on appris vendredi 4 mai, de diverses sources non officielles dans la capitale camerounaise. Cependant, précise-t-on de mêmes sources, la majorité des suppliciés seraient des militaires, appartenant notamment à la garde républicaine qui a été l'élément essentiel de la rébellion manquée du 6 avril dernier à Yaoundé. Ces exécutions auraient eu lieu à la suite d'un procès qui aurait débuté vendredi dernier et se serait terminé lundi soir.

Lors de l'enquête menée par les autorités à l'issue du putsch, des civils avaient été accusés d'être impliqués dans le financement du coup d'Etat. M. Gilbert Andze Tsoungui, ministre camerounais des forces armées, avait ainsi mis en cause des hommes d'affaires, parmi ces personnes, il avait notamment cité M. Issa Adoum, directeur général du Fonds national de développement rural (FONADER). D'autre part, plusieurs dirigeants de sociétés d'Etat, comme M. Amadou Bello, président-directeur général de la compagnie aérienne Cameroon Airlines, *ou* M. Marcel Njifenji Niat, directeur général de la société nationale d'électricité, avaient été interpellés, on ignore cependant s'ils ont été impliqués dans le putsch manqué.

Alors que les autorités gardent le silence sur ce procès qui se serait déroulé au quartier général des forces terrestres, où se trouve le tribunal militaire, la situation est désormais redevenue pratiquement normale dans la capitale camerounaise, à l'exception des barrages militaires en place la nuit dans les rues de la ville. Ceux-ci sont néanmoins de plus en plus rares.

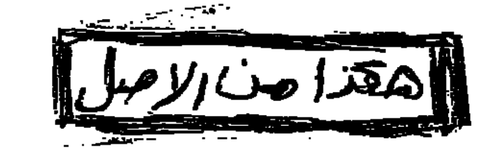
Namibie

La SWAPO confirme l'ouverture prochaine de pourparlers avec Pretoria

M. Sam Nujoma a confirmé, *vendredi 4 mai* à *Lusaka*, *que des pourparlers* auront lieu dans la capitale zambienne entre la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain, qu'il préside), des représentants sud-africains et des délégués des partis internes de Namibie. M. Nujoma a toutefois précisé, à propos de ces derniers, qu'il ne négocierait pas avec eux en tant que tels, mais qu'ils pourraient faire partie de la délégation sud-africaine. De source informée, à Lusaka, on indique que cette réunion, annoncée par notre envoyé spécial à Windhoek en début de semaine (*le Monde* du 4 mai), pourrait se tenir dans un délai de huit jours.

D'autre part, M. Pieter Botha, premier ministre sud-africain, sera reçu à Londres par Mme Thatcher, le 2 juin, à l'occasion d'une *« courte visite de travail »* annoncée par le gouvernement britannique vendredi. M. Pieter Botha sera le premier chef *du gouvernement sud-africain* à se rendre en Grande-Bretagne depuis 1961.

Ces derniers développements soulignent l'intense activité diplomatique dont le conflit namibien fait l'objet. Ils interviennent au lendemain de l'annonce, par l'administrateur sud-africain de la Mambie, de la libération prochaine de cinquante-quatre militants de la SWAPO, et au moment où Sud-Africains et Angolais négocient un échange de prisonniers. Cet échange est inclus dans le cadre de l'accord sur le repli militaire sud-africain du Sud angolais qui, après onze semaines de cessez-le-feu, est entré dans sa dernière phase, les troupes sud-africaines ne se trouvant plus, ce samedi, qu'à 35 kilomètres de la frontière namibienne. – *(AFP, UPI.)*



Étranger

PHILIPPINES

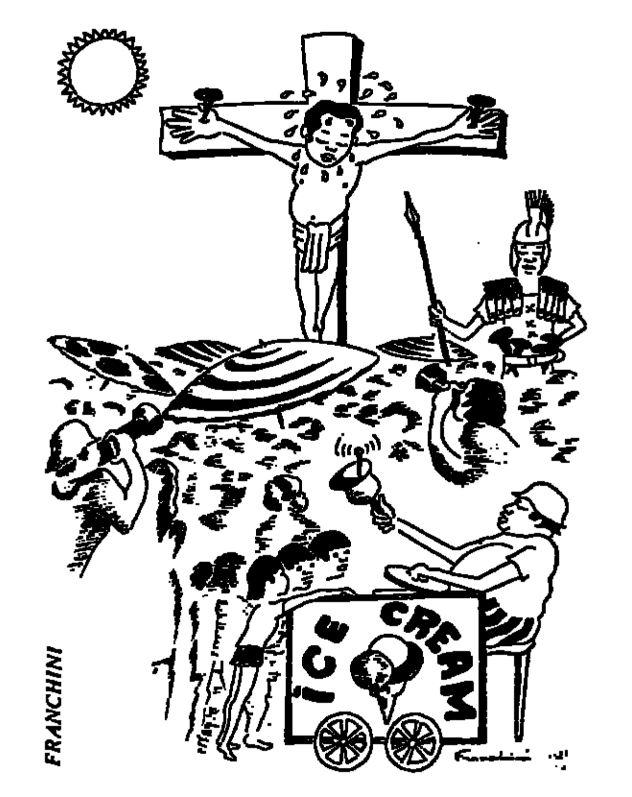
Les mauvais larrons de Pampanga

La tradition d'un catholicisme exubérant et excessif ne se maintient plus désormais qu'aux Philippines. Bons et mauvais larrons s'y font crucifier le vendredi saint pour partager (quelques minutes) les souffrances du Christ. Mais l'Eglise ne voit pas d'un bon œil cette forme de dévotion spectaculaire et choquante.

De notre envoyé spécial

Pampanga. – Le chemin de croix s'est terminé dans une rizière desséchée, au bout d'un *barrio* populeux de San-Fernando, province de Pampanga, Philippines. Loin d'Israël et du Golgotha : loin des pharisiens aussi. Escorté de flagellants au dos ensanglanté, Mario Astra, « Christ » d'un jour, fut le premier à tendre ses mains aux faux Romains – mais aux vrais marteaux, – le premier à s'élever face à la foule tapie sous ses ombrelles. Il était midi et demie en ce vendredi saint, au pied d'un monticule de terre figurant le calvaire.

Suspendu entre un ciel chauffé à blanc et un parterre coloré, les bras en croix, les paumes clouées et une pique de plastique argenté au flanc, Mario Astra est resté exposé quelques instants (le temps de la photo) avant d'être ramené sur terre, puis décloué et... au suivant. La croix, abaissée comme un mât, se redresse, lestée d'un autre corps. Quelques murmures dans la foule, des photographes qui se bousculent et le silence se fait, rompu par le tintement de clochettes qui ne sont pas celles d'enfants de chœur mais des marchands de glaces. Le deuxième « Jésus » est un grand maigre nommé Bob Valdes.



FRANCHINI

Tout à l'heure, les reins ceints d'un linge blanc, il exhibait à la ronde les deux longs clous qu'il conserve pieusement dans un bocal d'alcool. En « temps normal », Valdes est arbitre de basket-ball

« Comment vous sentez-vous ?

– Très bien. Je suis content, heureux. ».

A l'écart de la croix, Mario Astra s'est accroupi, même pas assis. La « résurrection » de ce « mauvais larron » repenti, âgé de trente-cinq ans et chauffeur d'autocar, a été instantanée. Ruisselant de sueur, il enlève sa fausse barbe et sa perruque, révélant un visage rond qui ne correspond guère à celui d'un Jésus de missel. On lui a sommairement bandé les mains. Les blessures le gêneront quelque temps, surtout pour tenir le volant. Mais cela n'est pas bien nouveau pour Mario : il en est à sa cinquième crucifixion, cinq parodies, cinq expiations, dix clous déjà.

Pour laver de son sang des crimes qu'on ne connaît pas, Mario est quasiment devenu un professionnel. Il est en tout cas le champion d'une spécialité – ou d'une perversion – philippine très particulière, limitée et localisée, qui se perpétue depuis plus d'un siècle, *« depuis la colonisation espagnole »*. On crucifie à Pampanga et, à côté, à Bulacan ; plus rarement à Manille.

Trois femmes crucifiées

Cette année, treize crucifixions sont venues couronner le carême et la Passion aux Philippines, y compris celles de trois femmes et celle d'un détenu, « cloué » à sa demande par les autorités pénitentiaires. C'est dire que ces supplices sont bien plus l'exception, voire l'aberration, que la règle dans une nation qui compte 50 millions de catholiques. Ailleurs dans l'archipel, les cérémonies religieuses abondent. Elles sont parfois imprégnées de folklore régional, de spiritisme et d'animisme. Mais elles n'atteignent jamais le degré de parodie primitive et impie qu'elles revêtent à Pampanga et à Bulacan. Cela explique sans doute que l'Eglise réprouve ces excès, refuse de s'y associer et appelle les candidats à la crucifixion et à la flagellation à faire preuve de modération. Mais il est bien difficile de faire entendre raison aux « mauvais larrons » décidés à jouer le rôle du Christ pour leur propre rédemption : au contraire, on refuse des postulants. Et, comme on n'arrête pas non plus la femme dans ses aspirations égalitaires ou publicitaires – même dans un rôle aussi sacré et masculin, – trois femmes se sont fait crucifier cette année.

Nous avons croisé l'une d'entre elles. A la tête d'un cortège de jeunes filles, portant une grande croix (heureusement creuse), elle peinait sur la route surchauffée qui conduit de l'église rococo rose de San-Juan-Betis jusqu'au calvaire dans la rizière, à environ deux heures de marche. A l'arrière de la procession, des petits paysans, le torse en sueur et le dos en sang, titubaient sous les coups, la chaleur et les rasades de gin local.

C'est à San-Fernando, ville où l'influence espagnole est restée forte (ce dont témoignent l'aristocratie locale, l'architecture d'anciennes demeures patriciennes et des calèches presque sévillanes), que se pastiche la Passion. Au chant du coq, quelques « centurions » partent à la recherche du Christ, l'arrêtent et le poussent sur le chemin de croix. Point ici du décor monumental, de la liturgie, des chants ni même des élégances des pénitents encagoulés que l'on peut voir à Séville, pendant la semaine sainte, cheminant le long de murs blancs et de jardins fleuris.

Ici les pénitents vont à découvert et se flagellent jusqu'à l'épuisement, éclaboussant de sang leur passage. La foule est plutôt populaire et paisible, écrasée de chaleur plutôt que vibrante de ferveur. L'atmosphère n'est ni celle de la messe ni celle de la kermesse. En blue-jeans et T-shirt, le flot bon enfant coule à travers des *barrios* pauvres et surpeuplés, le long de baraques de fortune et de maigres étals : un peu comme un village se rendant sans chants et sans passion à un match de football dominical.

Les « rédempteurs » politiques

Des affichettes partout collées renvoient à l'infini le même visage et les mêmes slogans. Elles rappellent que l'on est aussi en pleine campagne électorale. Votez pour moi et l'avenir est à vous, semble dire M. Aber Canlas, candidat de poids. C'est, en effet, à ce vice-ministre que l'on doit la réalisation des projets immobiliers somptuaires de Mme Imelda Marcos, épouse du président, ministre et gouverneur de Manille. Ces gouffres à millions, qui ont contribué à la ruine du contribuable et au gonflement vertigineux de la dette, M. Canlas en est, après la « première dame », le grand architecte.

Mais Manille est loin, et San-Fernando a une réputation de fraude électorale qui n'est plus à faire, même aux Philippines. C'est ici, dans le fief de M. Canlas, qu'une cinquantaine d'instituteurs furent rassemblés de force par des policiers armés, en 1980, à l'issue d'une journée de vote, et contraints à remplacer les bulletins défavorables par d'autres plus conformes aux vœux des autorités. L'affaire fut connue et l'élection annulée. Mais les responsables n'ont jamais été sanctionnés. Ils n'expient pas non plus leurs péchés sur la croix. Religieuses, électorales ou sociales, les pratiques et les mentalités ne changent pas vite à Pampanga, malgré la succession des « rédempteurs » et des « élections ».

Sur le chemin du retour, une grande dame ouvrait généreusement pour quelques étrangers sa demeure d'été, véritable « maison du bon Dieu » où l'on servait, sous une véranda à l'ombre, de la bière fraîche, du riz et des mangues. La maison, belle et ancienne, fut héritée des Espagnols : le nom de cette dame sonne comme celui d'une ville de Castille et elle passe facilement de l'anglais à l'espagnol, ce qui est devenu rarissime aux Philippines. Comme chaque année, elle part dans quelques jours pour l'Europe. Elle va y faire ses dévotions à Rome, ses achats et des affaires à Paris et à Londres, du tourisme et des visites à Madrid. Au retour, elle s'arrêtera à Los Angeles, pour les Jeux olympiques.

Elle fait penser à la formule célèbre : *« Les Philippines, c'est quatre siècles de couvent espagnol et cinquante années d'Hollywood. »* Elle regrette le temps où les flagellants se jetaient ensemble dans la rivière proche et où *« l'eau devenait rouge sang »*. Aujourd'hui, faute de mieux pour les gens des *barrios* voisins, la rivière sert de tout-à-l'égout. Elle croit aussi les flagellants motivés et d'une foi fervente. *« Il y en a qui sont revenus à leurs propres frais d'Arabie Saoudite pour participer aux cérémonies »*, dit-elle. Elle sait de quoi elle parle. Cette grande dame catholique fait fortune dans le placement de travailleurs philippins en terre d'islam – la nouvelle terre promise des chômeurs de Pampanga.

R.-P. PARINGAUX.

INDE

Le barbier marchand d'esclaves

L'Inde vient d'envoyer son premier homme dans l'espace. Il est revenu sur Terre le 1er avril. Le même jour, dans une région reculée, vingt-sept enfants « intouchables », asservis, sortaient d'un cauchemar moyenâgeux pour retomber dans la féodalité quotidienne de leur village.

De notre correspondant

New-Delhi. – On sait peu de choses de Khumar Takhur. Simplement qu'il est barbier de son état, et marchand d'esclaves à ses heures. On sait aussi qu'il chevauche une moto flambant neuve et qu'il a pas mal d'ennemis. Les gens qui l'ont connu avant qu'il ne s'évanouisse dans la nature disent que c'est une canaille, mais que son compère, Panna Lal, est encore plus ignoble que lui. Plus riche aussi. Les 7 000 roupies du nouvel engin pétaradant de Khumar, c'est Panna, le tisserand, qui les lui a données.

Il le regrette bien. Car Khumar a disparu, et le voilà, lui, tout seul dans le pétrin à cause du barbier-motard. Son atelier de tissage est fermé, et son personnel, celui que ce traître de Khumar lui avait fourni, le poursuit en justice. Enfin, pas directement, car des enfants de cinq à douze ans, illettrés et misérables, ne vont certes pas porter plainte, n'est-ce-pas ? Leurs parents non plus, d'ailleurs. Mais c'est qu'aujourd'hui ces bougres d'« intouchables » ont des amis. Et ces gens-là, ce sont des instruits, des empêcheurs d'exploiter en rond, qui ont une fâcheuse tendance à se mêler de ce qui ne les regarde pas.

Ils ont même créé une organisation, la Bandha Mukt Morcha (1), qui se propose tout simplement de mettre un terme au servage en Inde. Drôle d'idée. Le servage pour dettes est officiellement aboli depuis 1976. La Morcha prétend bien qu'il y a encore cinq millions de serfs dans tout le pays, mais personne ne le croit. Puisque c'est interdit... D'ailleurs, l'affaire à laquelle Panna Lal est mêlé n'a rien à voir avec tout cela.

Les « intérêts cumulés »

Ce qu'on appelle le servage, ici, concerne les paysans, des « intouchables » pour la plupart, qui, un jour, ont emprunté de l'argent à leur patron et le remboursent en travaillant pour lui. Certains triment ainsi depuis plusieurs générations pour des sommes dérisoires de 200 à 500 roupies (170 à 400 F). C'est que les petits mahadjahs d'opérette que sont parfois les grands propriétaires terriens sont malins.

Comme les « intouchables » ne savent, la plupart du temps, ni lire ni écrire, ils apposent innocemment l'empreinte de leurs maigres doigts sur des reconnaissances de dettes qui sont, en fait, de véritables contrats d'esclavage « volontaire » à perpétuité. Les 200 ou 300 roupies empruntées à l'origine pour se marier ou soigner un parent deviennent 500 l'année suivante, puis 1 000, et ainsi de suite. Les *« très pures »* familles brahmines qui pratiquent ainsi l'usure dans les Etats reculés du Bihar, de l'Andhra ou de l'Uttar-Pradesh connaissent toutes les ficelles du système des intérêts cumulés.

Bientôt, pour s'en sortir plus vite, le débiteur fera travailler son épouse et ses enfants pour le compte du suzerain. Véritables petits tyranneaux de village, certains en profitent pour exercer leur droit de cuissage sur les rejetons et les femmes des esclaves. Mais, bons princes, ils accepteront encore de prêter 200 ou 300 roupies au fils ou à la servante pour qu'ils puissent convoler, et agrandir le cheptel du maître...

Mahasweta Devi, romancière bengalie au grand cœur, vice-présidente de la Morcha, prétend que, enracinés dès la naissance dans la soumission, les miséreux victimes de ces pratiques ne songent même pas, la plupart du temps, à protester. *« La liberté ?*, dit-elle, *on doit même leur apprendre à en rêver... »* Et si la loi de 1976 prévoit trois ans de prison pour les grands propriétaires terriens qui pratiquent le servage, jamais aucun de ceux qui ont été inculpés n'a goûté la paille du cachot. La plupart ont suffisamment d'appuis politiques, et d'argent, pour s'en tirer avec une amende de principe, voire un non-lieu.

En tout cas, le tisserand n'est pas poursuivi pour servage, mais pour enlèvement de mineurs. Il dit n'avoir enlevé personne, ce faux frère de Khumar, l'homme à la moto, l'ayant lui-même trompé. D'ailleurs, les vingt-sept enfants qui ont été libérés par la police (trois autres ont disparu) confirment.

Au cinéma

C'est bien l'affreux barbier de leur village qui les a attirés à Mirzapur dans les griffes de Panna Lal. Il leur avait promis, à condition qu'ils gardent le secret, de les *« emmener au cinéma »*. Le cinéma, pour des va-nu-pieds qui n'ont jamais vu de marionnettes ! Et puis, quand ils sont arrivés dans la « grande ville », c'était un atelier-cloaque dans une rue boueuse. S'ils travaillaient gentiment pendant quelque temps, leur promit encore le barbier, les gamins auraient trois repas et 10 roupies par jour, à ramener à la maison.

Dix roupies (8 francs), c'est à peu près trois fois ce que gagnent quotidiennement leurs pères dans les champs, quand ils les gagnent.

Selon la Morcha, la majorité des « intouchables » asservis ne reçoivent, pour dix-huit à vingt heures de travail par jour, qu'une ration alimentaire de subsistance.

C'était donc bien tentant, et ça a marché. En tout cas pour quelques heures. Le soir venu, les gosses pleurnichaient pour rentrer chez eux.

C'est très avantageux, ces petites bêtes de somme, ça coûte moins cher à nourrir et c'est souvent plus dur à la tâche que les adultes. Panna Lal peut en témoigner : ceux que ce filou de Khumar lui avait vendus ont besogné vingt heures par jour pendant trois mois avec une demi-*chapati* (galette de blé) dans l'estomac toutes les vingt-quatre heures. Qui dit mieux ?

Le fer rouge

L'ennuyeux, avec eux, c'est qu'ils geignent tout le temps. Toujours à réclamer leur mère, à aller aux toilettes sans demander la permission, à se plaindre du matin au soir. Alors il fallait sévir évidemment. Parce que les clients sont pressés. Quelques bons coups de trique faisaient généralement l'affaire, mais ça ne suffisait pas toujours. Certains sales gosses pleurnichaient de plus belle. Il fallait alors utiliser le fer rouge.

Consciencieux, Panna Lal faisait lui-même chauffer une bonne barre d'acier qu'il appliquait ensuite, délicatement, dans la chair tendre des plus geignards. De préférence sous les aisselles, ça se voit moins. Une fois, certains dégourdis ont voulu s'évader. Mais Panna est agile et les a rattrapés. La correction fut sévère, particulièrement pour ce sale gamin de Suresh Mochi, qui *n'arrêtait pas d'appeler sa mère*. A cinq ans, c'est peut-être naturel, mais enfin...

On l'a pendu par les pieds pour quelques heures, on lui a caressé les côtes avec une canne de bambou, et il s'est calmé. Un jour, certains parents sont parvenus, Dieu sait comment ? à retrouver la trace de leur progéniture. Ils sont allés voir Panna Lal, mais il n'a rien voulu entendre. Son personnel, il l'avait payé. Si les familles voulaient récupérer leurs gamins, il fallait le rembourser. Cinq cents roupies par tête. Une somme, surtout pour des « intouchables »...

Alors, ceux que le Mahatma Gandhi appelait les *« harijans »*, les *« enfants de Dieu »*, sont retournés voir la police. Il y a eu des pressions, surtout de la part de ces sales intellectuels de la Morcha, et la maréchaussée est enfin intervenue. Deux mois après la première plainte. On a beau être *« enfant de Dieu »*, la justice est lente, ici bas, quand on n'a pas d'appuis...

Mais, si tant est qu'on retrouve un jour ce filou de Khumar, nul doute qu'il passera un mauvais quart d'heure. Panna Lal n'a toujours pas digéré le coup des 7 000 roupies. D'autant qu'une partie du magot a servi à payer la caution de cet aigrefin, qui en a profité pour prendre la poudre d'escampette. Heureusement, il restait encore assez d'argent au tisserand pour régler la sienne.

PATRICE CLAUDE.



SERGUEI

(1) Le Front de libération du servage est présidé par le swami Agnivesh, personnalité du Parti Janata, opposé à Mme Gandhi. Il comprend des syndicalistes, des étudiants, des communistes et des intellectuels. La Fondation Gandhi de la paix se préoccupe également de ce problème en Inde.

SUISSE

Le casse-tête des prisonniers soviétiques

La Suisse se veut une terre d'asile et a été fidèle à sa vocation en accueillant pour un internement « provisoire » quelques Soviétiques faits prisonniers par les résistants afghans. Mais va-t-il falloir les rapatrier de force ? Ou les garder, quitte à se brouiller avec Moscou ?

De notre correspondant

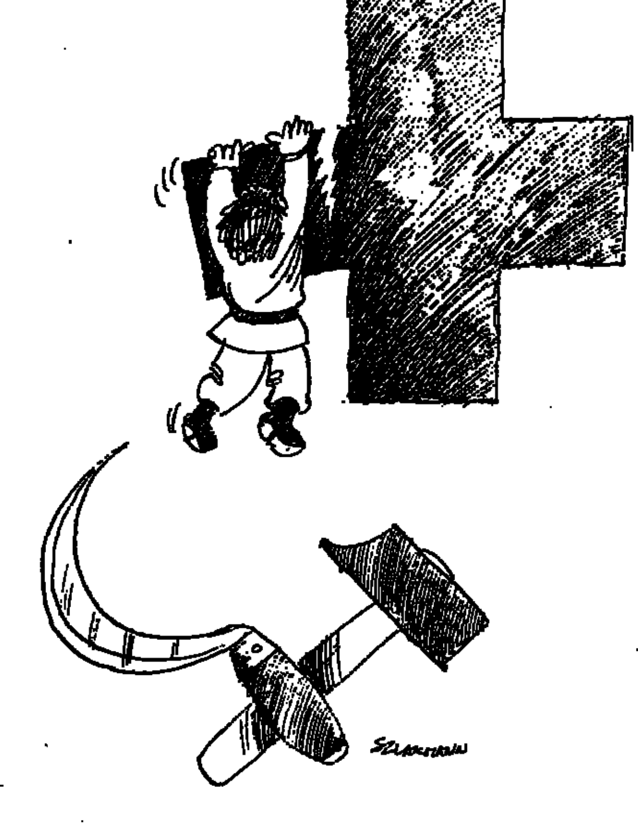
Berne. – Même si les autorités helvétiques s'en défendent, un certain embarras se fait jour à Berne à mesure qu'approche la date fatidique du 28 mai. Ce jour-là, trois des huits soldats soviétiques internés en Suisse depuis deux ans, aux termes d'un accord entre le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), la résistance afghane et l'URSS, devraient, en principe, regagner leur pays.

Le plus longtemps possible, les responsables suisses ont observé la plus grande discrétion, se refusant à se livrer à des hypothèses sur le sort de ces prisonniers à leur libération. Mais, assiégés de questions par la presse et mis en garde contre les risques que ces soldats pourraient courir à leur retour en Union soviétique, ils sont peu à peu amenés à sortir de leur traditionnelle réserve. En mars dernier déjà, devant le Parlement, le chef de la diplomatie helvétique, M. Pierre Aubert, avait fait savoir très officiellement qu'aucun des prisonniers ne serait rapatrié contre son gré. Récemment, en prenant congé de la presse avant de passer à la retraite, le secrétaire général du département des affaires étrangères, M. Raymond Probst, a été un peu plus explicite, en révélant que deux des trois soldats dont le délai d'internement vient à échéance ne retourneront « *probablement pas* » en Union soviétique.

Evidemment, il faudra attendre jusqu'à l'ultime moment pour connaître le sort définitif des trois premiers élargis.

Le fâcheux précédent de 1945

En deux ans, la Suisse a eu tout loisir de découvrir la complexité de cette affaire. Sollicitée par les parties en présence, la Confédération avait accepté de prendre sous sa garde des soldats soviétiques tombés aux mains de la résistance afghane. « *A l'époque*, nous dit un responsable de Berne, *personne ne voulait de ces encombrants prisonniers, et notre attitude était conforme à notre politique humanitaire de neutralité et de disponibilité.* » Les mouvements de résistance afghans ne pouvaient assurer les conditions matérielles satisfaisantes d'un maintien en détention, il avait été convenu par des accords bilatéraux entre le CICR et chacune des parties intéressées d'interner ces soldats durant deux ans en Suisse, puis de les remettre à l'URSS. Le CICR avait ensuite été autorisé à rendre visite à des détenus à Kaboul, mais, quelques semaines plus tard, sa mission avait été brusquement interrompue par les autorités afghanes.



Dès l'arrivée des trois premiers captifs, le 28 mai 1982, la presse helvétique n'a pas manqué de s'interroger sur leur avenir. Certains journaux ont également rappelé le fâcheux précédent des quelque 10 000 soldats soviétiques qui se trouvaient internés en Suisse à la fin de la seconde guerre mondiale. La plupart s'étaient évadés de l'Allemagne nazie, souvent en traversant le Rhin à la nage. Après des négociations avec Moscou, presque tous ont été rapatriés. Mais pas toujours volontairement. Certains se seraient suicidés avant leur départ et plusieurs centaines d'entre eux ont été contraints de regagner leur pays à leur corps défendant.

De retour en Union soviétique, une grande partie de ces soldats ont ensuite été envoyés dans des camps. En contrepartie, Moscou avait renoué ses relations avec Berne et accepté de libérer des ressortissants helvétiques retenus en URSS et en Europe orientale. Le Conseil fédéral s'est vu reprocher de n'avoir jamais protesté contre le traitement réservé à ces anciens internés. Aujourd'hui encore, la Confédération refuse d'ouvrir ses archives sur cette période pour le moins controversée.

De nos jours, la situation n'est certes pas la même que sous Staline au lendemain de la guerre. Pourtant, d'aucuns s'interrogent sur l'accueil qui sera réservé à ces soldats perdus à leur éventuel retour de Suisse. D'après le code militaire soviétique, seront-ils traités comme des déserteurs ou comme des prisonniers de guerre ? Leur pardonnera-t-on les propos tenus sur les ondes de Radio-Kaboul libre dénonçant l'intervention soviétique en Afghanistan, les « *mensonges* » de leur gouvernement et *l'« absurdité »* de cette guerre ? Avant d'être transféré en Suisse, l'un des prisonniers, Youri Povarnitsyne déclarait : « *A mon retour, le gouvernement de Moscou convoquera un tribunal qui décidera s'il faut me mettre en prison ou me fusiller.* »

Huit francs par jour

Peu après son arrivée en Suisse, Youri Povarnitsyne avait cherché à s'évader d'un pénitencier des environs de Berne. Ensuite, tous les internés soviétiques ont été regroupés au pénitencier militaire de Zugerberg, près de Zoug, en Suisse centrale. Surveillés par des unités d'élite de l'armée, ils sont astreints à des travaux agricoles. Pendant leurs loisirs, ils peuvent regarder la télévision, écouter la radio, lire des livres ou des journaux, faire du sport. Une fois par semaine, accompagnés d'un interprète, ils se rendent dans la ville voisine pour faire des achats, aller au cinéma ou au restaurant, dans la mesure où leur solde de 8 F suisses par jour le leur permet. C'est au cours de l'une de ces sorties qu'un neuvième prisonnier, Youri Vachtchenko, a faussé compagnie à ses anges gardiens pour se réfugier, en juillet dernier, en Allemagne fédérale où il a demandé l'asile politique.

Attendant dans un camp de réfugiés que les autorités ouest-allemandes statuent sur son sort, Youri Vachtchenko vient de se plaindre du peu de compréhension manifesté à son égard par les délégués du CICR qui lui rendaient régulièrement visite en Suisse.

Apparemment, les autorités suisses ne s'étaient guère empressées non plus d'informer les prisonniers de leurs droits. Au demeurant, aucun journaliste n'a jamais été autorisé à les approcher, et ce n'est que par les indiscrétions des hommes chargés de les surveiller qu'un coin du voile a été levé sur leurs conditions d'internement. La Suisse avait l'obligation de les tenir à l'écart de toute influence étrangère, mais ils sont bien entourés par l'ambassade soviétique à Berne. Des fonctionnaires leur rendent visite, en principe une fois tous les deux mois, sans doute plus souvent dans la pratique, avec l'accord du département fédéral des affaires étrangères. Ils leur transmettent des nouvelles de leurs proches et s'efforcent de les convaincre qu'ils seront bien reçus dans leur pays, où l'opinion ignore pourtant leur existence.

Finalement, il aura fallu l'intervention intempestive d'un groupe d'avocats progressistes de Suisse alémanique pour apprendre aux internés qu'ils avaient la possibilité de demander le droit d'asile. Munis de porte-voix, et avec le concours d'un interprète, ces avocats les avaient avertis en s'approchant du pénitencier pendant qu'ils travaillaient aux champs. Les autorités helvétiques n'ont pu que le leur confirmer.

Une « affaire déplaisante »

Pas plus que Berne, le CICR ne saurait feindre plus longtemps d'ignorer les souhaits des internés, ni les critiques que lui vaut sa légendaire prudence. D'une part, il ne désire pas s'attirer les foudres de l'Union soviétique. Son président, M. Alexandre Hay, avait qualifié d'« *affaire déplaisante* » l'évasion de Youri Vachtchencko et, il y a quelques semaines, il rappelait que le « *rapatriement faisait partie de l'accord* ». Mais, d'autre part, comme l'indique son porte-parole, Mme Michelle Mercier, « *le CICR respecte toujours la volonté des gens quand ils l'expriment. Certes, les engagements que nous avons pris envers toutes les parties sont toujours en vigueur. Mais si un interné exprime un avis contraire, il faut le prendre en considération, car le libre choix fait partie des traditions humanitaires* ». Pour parer à toute éventualité, le CICR préfère donc se retrancher derrière un certain flou juridique.

Pour la Suisse, cette affaire pose un redoutable dilemme. Quoi qu'elle fasse, il ne lui sera pas facile de tirer son épingle du jeu. Si elle rend ces soldats au Kremlin, elle pourrait se voir reprocher sa pusillanimité. Dans le cas contraire, elle risquerait de s'attirer la mauvaise humeur de l'Union soviétique. « *Il n'est pas aisé de vouloir aider les gens* », constate en soupirant le porte-parole du département fédéral des affaires étrangères. « *Mais si ces soldats subissaient des représailles à leur retour*, ajoute-t-il, *nous ne resterions pas les bras croisés* ».

A l'ambassade soviétique à Berne, on se refuse au moindre commentaire sur cette affaire, comme si tout se déroulait normalement. Il est vrai qu'il sera toujours assez tôt, le 28 mai, pour réagir en toute connaissance de cause.

J.-C. BUHRER.

COMORES

Le président et la « guerre de la salive »

Pour récupérer Mayotte, île française des Comores, le président Abdallah mène une campagne vigoureuse mais pacifique. Dans la petite île de Mohéli, où subsistent quelques mal-pensants, il vient de faire une visite où, une fois de plus, il a exposé sa tactique : utiliser contre la France l'art oratoire appris au Palais-Bourbon.

De notre envoyé spécial

Fomboni. – C'est jour férié : l'île de Mohéli, la plus petite des Comores, reçoit, ce samedi d'avril, Ahmed Abdallah Abderrahmane, chef de l'État. Serait-ce une réunion préélectorale, alors que le mandat présidentiel touchera à sa fin en octobre prochain ? L'intéressé s'en défend vivement. A toutes fins utiles, la veille de ce rassemblement, les gendarmes de Fomboni avaient procédé à des perquisitions au domicile de six îliens qui, de notoriété publique, ne nourrissent guère de sympathie pour le régime. Deux de ces « éléments troubles », assignés à résidence pendant la visite présidentielle, sont aujourd'hui sous les verrous pour avoir été trouvés en possession d'un matériel de propagande on ne peut plus séditieux.

N'a-t-on pas saisi chez ces deux enseignants, qui se réclament du Front démocratique, un exemplaire de *Nkondro Umbeli* (l'Avant-Garde), organe du Mouvement communiste marxiste-léniniste des Comores ? M. Omar Tamu, ministre de l'intérieur, a hâte de savoir qui tire les ficelles de cette « conspiration » et approvisionne Mohéli en littérature subversive. La Chine qui est, avec la France, la seule à entretenir une ambassade à Moroni et qui construit, dans la capitale, un palais du peuple ? Ses diplomates et ses coopérants sont d'une discrétion si exemplaire qu'on hésite, ici, à les montrer du doigt.

L'étoile de Mayotte

Lorsque Ahmed Abdallah débarque du Fokker-27 d'Air Comores – le seul appareil de la Compagnie nationale, – la foule des Mohéliens est là au rendez-vous, ignorante des singulières découvertes de la gendarmerie. Le matin même, des camions du service des travaux publics sont allés ramasser les autochtones dans le fin fond des campagnes pour les conduire à Fomboni, le chef-lieu. Le long du parcours présidentiel, flottent des calicots à la gloire du « *Libérateur du peuple comorien* ». Précautions prises, il n'y aura pas de fausses notes comme ce fut le cas, la fois précédente à Mitsamiouli, sur l'île de la Grande Comore, où des jeunes du Front démocratique avaient jeté des tracts et badigeonné des slogans sur la route.

Treillis noir et béret vert, la garde présidentielle, la « *GP* » comme on l'appelle ici, fraye un passage au chef de l'Etat qui porte le costume traditionnel, le turban et la *djouba*. Les hommes, raides dans leurs habits de fête, se tiennent sur la réserve. Les femmes, enroulées dans des *chiromanis*, se montrent plus volubiles. Il revient à trente écoliers de Fomboni l'honneur de chanter l'hymne national.

Dressée entre deux « sandragons », l'estrade officielle est couverte d'un dais blanc frappé du croissant vert et des quatre étoiles qui représentent les quatre îles de l'archipel, dont Mayotte la française. Sur le toit des quelques bâtiments alentour, des « GP », arme à la bretelle, surveillent la foule à leurs pieds. A quelques pas de là, le regard très mobile, quelques « mercenaires » ou soi-disant tels. Bon chic, bon genre – cheveu court et costume de ville, – ils n'ont ni le physique ni la dégaine de l'emploi. L'« ange gardien » du président appartient à une grande famille française.

Remise de colliers de fleurs et lecture de versets du Coran. Puis, un notable, parmi beaucoup d'autres, « *ouvre le feu* » en comorien. « *Nous, c'est le Vieux qu'on veut* », lance-t-il. D'autres orateurs, lors de précédents rassemblements, avaient proposé de nommer Ahmed Abdallah président à vie. Inévitable allusion à l'affaire de Mayotte : « *Ahmed Abdallah n'a pas le droit de partir avant d'avoir récupéré cette île* », insiste le notable. Une femme dans la foule lui fait écho : « *On te soutient. Elle nous reviendra.* » Discours interminable : le président égrène son chapelet, puis allume une Pall Mall. L'ambassadeur de Chine populaire, énigmatique comme sait l'être un Asiatique, paraît souffrir de la chaleur.

« M. Mitterrand ne fait pas ce qu'il veut »

C'est au tour du député de Nioumachoua de prendre la parole, en français cette fois, pour souligner la sollicitude du régime à l'égard de Mohéli. Ses dix-huit mille habitants ne sont plus des laissés-pour-compte : il y a une route goudronnée qui fera bientôt le tour complet de l'île. Fomboni a, depuis peu, le téléphone, l'électricité et un bloc opératoire à l'hôpital. Le projet d'un port est en cours d'étude et la construction d'une école nationale d'agriculture va prochainement démarrer. L'agriculture dite « de rente » (girofle et vanille) est aux mains d'une dizaine de grands propriétaires.

Les Mohéliens qui ne sont pas des foudres de travail, vivent, tant bien que mal, de quelques cultures vivrières comme le manioc et la banane. Si maigres soient-ils, les traitements de quelques centaines de fonctionnaires en poste dans l'île font entrer les autochtones dans le circuit monétaire. Depuis 1981, le gouvernement tente d'acclimater ici des variétés de riz qui permettraient deux récoltes et demie par an au lieu d'une seule. Mais certains se demandent si l'ambition de faire de Mohéli le « grenier à riz » de l'archipel ne sera pas combattue par une minorité de gens influents qui tirent profit de son importation et de sa distribution.

Rappelant l'époque noire où Ali Soilih rêvait d'instaurer aux Comores un État laïque, le député en vient à se féliciter que « *l'islam, jadis bafoué, ait aujourd'hui retrouvé droit de cité* ». Encore que les îliens tentent de concilier, à leur manière, les prières rituelles et les pratiques magiques et que, dans les villages, les maîtres-sorciers soient parfois plus écoutés que les imams. Ces imams qui, ces derniers temps, dénoncent avec insistance la trahison des frères mahorais. « *Parce qu'ils ont fait sécession*, affirment-ils, *ils n'auront pas accès au paradis d'Allah...* »



La reine de Mohéli et sa suite en 1860 (l'Illustration).

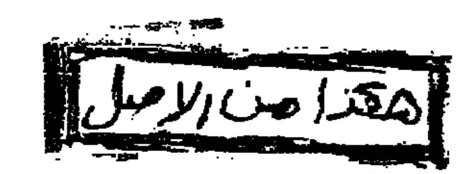
D'abord en comorien, puis en français, le chef de l'État répond aux orateurs sans laisser deviner ce que sera, le moment venu, sa décision face aux « *sollicitations du peuple* ». Comme on a longuement évoqué devant lui l'affaire de Mayotte, il s'étend à son tour sur le sujet. Il entame ce qu'il appelle « *la guerre de la salive* », puisque, à son avis, il n'y a pas d'autres moyens pour un pays pauvre de se faire entendre d'un plus puissant que lui.

M. Ahmed Abdallah se réclame de sa longue carrière de parlementaire français – il a siégé près de vingt ans au Palais du Luxembourg – pour faire comprendre à ses compatriotes qu'il « *connait la musique* », en clair les « *machinations* » des partis politiques français. Et de s'en prendre aux « *soi-disants gaullistes* » et aux « *nostalgiques* » qui entourent M. François Mitterrand. « *Un chef d'Etat ne fait pas ce qu'il veut* », assure-t-il. L'ambassadeur de France, au premier rang de la tribune officielle, souriant et détendu, ne semble pas prendre au tragique cette admonestation, même si le ton est plus vif que de coutume.

Tout étant dit, la réunion s'achève, et la bonne centaine de personnalités qui accompagnent le président gagnent, dans une pagaille bon enfant, la résidence d'Etat que la firme française Colas vient d'achever sur les hauteurs de Fomboni. Le riz, le méchoui et le flan à la vanille qui composent le déjeuner arrosé de Coca-Cola sont « *offerts* » par la population et par les fonctionnaires locaux dont le traitement a quelque peu été rogné pour la circonstance... « *Je réponds à une invitation*, répète le président. *Ce n'est donc pas moi qui dépense un centime, c'est le peuple lui-même.* »

« *Les anges de Mohéli* » animent le déjeuner. La sono, ils se la sont offerte avec leurs cachets. Ces amateurs sont à la fois compositeurs et paroliers. Aujourd'hui, priorité aux chants patriotiques. Un « tube » sur leurs guitares électriques : « *Il ne faut pas trahir son pays...* ». Avant que le chef de l'Etat ne regagne sa capitale, quelques îliens viennent l'entretenir de leurs problèmes. N'a-t-il pas l'habitude de « rendre la justice » sous le manguier de la présidence, chaque jour en fin d'après-midi, lorsqu'il est à Moroni ? Un Mohélien se plaint à lui : « *Untel m'a injurié en public, il était saoul.* » M. Ahmed Abdallah conclut : « *La prochaine fois, donnez-lui une paire de gifles...* »

JACQUES DE BARRIN.



France

PORTRAIT

M. Marcel Debarge : *le prix du pain*

« Le grand écart », c'est lui... et depuis que M. Marcel Debarge a lancé l'image à propos de la gymnastique de la direction du Parti communiste, la formule a fait fureur. M. Debarge, sénateur de la Seine-Saint-Denis, maire du Pré-Saint-Gervais, chargé au secrétariat national du Parti socialiste des « relations extérieures », c'est-à-dire essentiellement des contacts avec le Parti communiste, en a vendu, avec plus ou moins de bonheur, quelques autres. Le PCF *« danse la samba »* et M. Marchais est un *« chasseur de primes »* : c'est encore lui. M. Debarge a de l'entraînement. Déjà, dans l'ancien temps, en 1980, lorsqu'il s'agissait de *« dégonfler la baudruche communiste »,* le sénateur de la Seine-Saint-Denis s'efforçait de démontrer à l'électorat du PCF que *« sa direction, c'est Popeye... mais sans les épinards ».* Attention, cela pourrait resservir !

Mieux vaut s'en tenir là. Cela l'énerve, M. Debarge, d'être considéré seulement comme un professionnel de la petite phrase. Il peut aussi en faire des grandes et des profondes et il veut que cela se sache.

Les communistes, il connaît, puisqu'il est implanté dans leur fief principal — la Seine-Saint-Denis — de la banlieue parisienne, qu'il a longtemps milité à la CGT, qu'il a passé sa jeunesse dans un arrondissement « rouge » de Paris, le 19e. La base électorale de la gauche, il connaît. Non pas seulement parce qu'il en est l'élu et qu'il la fréquente par fonction, mais parce qu'elle est son milieu naturel. Il peut donc en parler avec cette intelligence dont il estime posséder, sans fausse modestie, *« le signe le plus fin »,* c'est-à-dire le bon sens.

Marcel Debarge est né le 16 septembre 1929 dans le Pas-de-Calais, à Courrières, encore marquée par le coup de grisou qui fit plus de mille morts le 10 mars 1906. Sa mère était *« domestique de château »,* son père mineur, et les mineurs, dans la famille, cela remonte, dit-il, *« à la nuit des temps ».* Famille de gauche, marquée par le syndicalisme et la mutualité. Gravement blessé pendant la guerre 1914-1918, le père était passé, lors de la déclaration de guerre en 1939, dans les postes, « emploi réservé ». Il avait obtenu, deux ans plus tôt, sa mutation à Paris parce que la famille ne pouvait pas se permettre de payer la pension de l'autre fils, étudiant en droit dans la capitale. Voilà donc les Debarge installés place des Fêtes, dans le 19e, et Marcel à l'école primaire du quartier.

Scolarité à éclipses : la communale, un collège d'enseignement privé (*« on n'avait pas le choix »*) puis, en 1943, des travaux agricoles chez un paysan de Courrières, Paris enfin, en 1944, où, de retour au collège, Marcel Debarge balaie les carreaux de marchés et les bouts de trottoir des commerçants, par nécessité. *« J'ai beaucoup eu faim »,* dit-il. Il lui en reste lourd dans la tête, de cette époque-là. M. Debarge ne peut pas souffrir que le pain soit absent de la table.

Pour la Résistance, il a effectué, un peu par jeu, de *« très petits travaux » :* distributions de tracts, messages transmis de la main à la main. Il a même veillé les morts à la Libération ! Passons. On retiendra de cette jeunesse que M. Debarge — fils de mineur — connaît le prix du pain et que les situations les plus graves ne lui ôtent pas le goût du jeu.

« Gaucho-légale »

La suite, ce sont les PTT et la CGT. Entré aux PTT à dix-huit ans, dans les services radio-électriques, M. Debarge est devenu contrôleur, à force de concours et d'avancements. Il a conduit sa première grève en 1953, pour la fédération autonome des PTT, syndicat qu'il juge trop corporatiste et qu'il quitte, trois ans plus tard, pour la CGT. Il rencontre Charles Hernu et travaille un peu avec lui au Centre d'action démocratique, autour de Pierre Mendès France, après que ce dernier eut quitté la présidence du conseil. Au PSA puis au PSU, il fait la connaissance de MM. Jean Poperen, Alain Savary, Michel Rocard, et organise des manifestations pour la paix en Algérie. De cette époque il retient qu'elle fut sa période *« gaucho-légale ». « La révolution, oui, mais par la loi, comme disait Mendès »,* ajoute-t-il.


Dessin de CAGNAT.

M. Debarge ne s'y retrouvait plus dans les tendances et sous-tendances du PSU. Il s'en détache, abandonnant derrière lui *« une période d'activisme sans base doctrinale »,* se consacre à l'action syndicale puis, intéressé par la démarche unitaire de la fédération de la Seine de la SFIO, entre, dès sa création en 1969, au nouveau Parti socialiste de M. Alain Savary.

La logique voulait qu'il contribuât à la création du PS d'Epinay, en 1971. Elle fut respectée. Mais il lui fallut attendre le congrès de Nantes, en 1977, pour que vraiment commence pour lui l'*« aventure ».* Jusque-là, il s'était situé dans la mouvance du courant « bataille socialiste », dernier refuge des mollettistes.

A Nantes, il rentre dans le rang, et le premier secrétaire du parti, M. François Mitterrand, lui confie peu à peu des responsabilités dans le secteur entreprises. Il rencontre beaucoup MM. Pierre Joxe, Louis Mermaz et aussi Pierre Mauroy. Il monte : après le congrès de Metz, en 1979, il entre au secrétariat national où il est chargé des collectivités locales. Entre-temps, il a été élu, en 1977, maire du Pré-Saint-Gervais et sénateur de la Seine-Saint-Denis.

Aujourd'hui, fidèle du président de la République, M. Marcel Debarge a pourtant un peu *« mal à* (son) *Mitterrand ».* Non pas qu'il soit encore profondément meurtri d'avoir appris en lisant *le Monde* qu'il n'était plus membre du gouvernement après avoir été secrétaire d'Etat pendant le premier mois d'exercice du pouvoir par la gauche. Il faut vraiment appuyer très fort pour que cette *« petite blessure »* se réveille. Mais il aurait préféré qu'*« on roule un peu plus à gauche ».* M. Debarge le lui dit, sans trop de détour certainement, lorsqu'il le voit, et le lui a répété, sans doute, lorsque M. Mitterrand est venu, discrètement, déjeuner au Pré-Saint-Gervais, au mois de mars.

C'est que M. Debarge n'est pas, précise-t-il, un *« courtisan »,* mais un *« partisan ».* Et des courtisans, il trouve qu'il y en a bien assez comme cela.

JEAN-YVES LHOMEAU.

HOSPITALISÉ AU VAL-DE-GRACE

M. Mauroy continue d'assurer sa charge

M. Pierre Mauroy, qui est hospitalisé depuis le vendredi matin 4 mai à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, a subi une première série d'examens médicaux. Depuis le retour de son voyage en Afrique, fin mars, le premier ministre *« traînait un rhume »,* indique-t-on dans son entourage, et il se plaignait parfois de pincements dans la région thoracique en pensant qu'il s'agissait de douleurs intercostales.

En début de semaine, ces douleurs s'étaient accentuées et, jeudi après-midi, après le déjeuner hebdomadaire qui suit le conseil des ministres, à l'Elysée, M. Mauroy, se sentant plus fatigué, avait consulté son cardiologue qui lui avait conseillé, après un examen cardiaque qui s'était révélé satisfaisant, de se rendre à l'hôpital du Val-de-Grâce pour une visite plus approfondie. C'est après cette première visite médicale, le jour même, que les médecins ont invité le chef du gouvernement à demeurer quelques jours à l'hôpital pour parfaire les premiers examens, bien que les premières indications n'aient rien révélé de grave.

Le premier ministre continue d'assurer sa charge et de travailler à peu près normalement. Il a notamment emporté les dossiers relatifs au projet de loi sur l'avenir de l'enseignement privé et aux études en cours sur une éventuelle réforme de la taxe professionnelle.

Aucun intérim n'est prévu. M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, qui assure protocolairement l'intérim en cas d'empêchement du chef du gouvernement, a maintenu le voyage qu'il doit faire au Koweït à partir du dimanche 6 mai.

En revanche, la visite que le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, devait faire en France pendant le week-end a été reportée, M. Mauroy ayant été contraint d'annuler tous ses engagements jusqu'au milieu de la semaine prochaine.

Un bulletin de santé sera diffusé par l'Hôtel Matignon dès que les examens préliminaires auront été achevés, indiquait-on vendredi soir au Val-de-Grâce.

AU BAROMÈTRE DE LA SOFRES

Baisse sensible de la cote de M. Mitterrand

Le baromètre mensuel de la SOFRES, publié par *le Figaro-Magazine* du 5 mai, enregistre une baisse sensible des cotes de confiance du président de la République et du premier ministre.

D'après cette enquête réalisée du 19 au 26 avril auprès s'un échantillon représentatif de 1 000 personnes, 40 % des Français (ils étaient 44 % le mois dernier) déclarent faire confiance à M. Mitterrand pour résoudre les problèmes de la France. Parallèlement, ils sont un peu plus nombreux que précédemment (54 % au lieu de 52 %) à émettre un avis contraire.

La cote de confiance de M. Pierre Mauroy est en baisse de 2 points ; 29 % des personnes interrogées (31 % le mois dernier) affirment faire confiance au premier ministre. Les opinions défavorables passent de 62 % à 65 %.

A l'indice de la popularité des personnalité politiques, M. Rocard conserve la première place avec 55 %. Il enregistre toutefois une perte de 2 points par rapport à l'enquête précédente. Dans la majorité, seul M. Fabius, qui passe de 26 % à 32 %, est en hausse. MM. Delors (45 %) et Jospin (35 %) perdent respectivement 3 points.

Dans l'opposition, les cotes, dans l'ensemble, restent stables. Mme Veil est toujours en tête avec 54 %. Elle est suivie par MM. Chirac (45 %), Barre qui gagne 1 point (40 % au lieu de 39 %) et Giscard d'Estaing (33 %).

Pour l'honneur

(Suite de la page 2.)

Il n'y avait plus, de notre côté, une seule unité constituée. Attaques et contre-attaques par des formations diverses avaient laissé sur le terrain des alluvions successives de combattants de tous types et de toutes couleurs. On trouvait dans un extraordinaire mélange des paras, des Algériens, de la légion, des Vietnamiens. Et, mélangés aussi à tout cela, des Viets. Tout le monde dans des trous, les nôtres et ceux d'en face imbriqués les uns dans les autres, et le premier des deux qui sortait la tête hors de son trou était un homme mort. Plus de commandement sur place, mais la mêlée où chacun combat pour soi...

De cette situation aussi, de Castries réussit à se tirer. Le Viet était encore plus épuisé que nous... Et il y avait ce moral extraordinaire de nos troupes, créé et entretenu par leur chef. *« On leur montrera... »*

Sans cet incroyable mordant, la forteresse serait tombée un mois plus tôt... Mais ceux de Dien-Bien-Phu peu à peu changeaient le sens de la bataille. Ils ne renonçaient pas à celle qu'ils avaient rêvé de pouvoir gagner, ils forçaient Giap à engager contre eux entre cinquante mille et soixante mille hommes au total, et mettaient hors de combat les effectifs de deux divisions au minimum. Mais ils livraient surtout une autre bataille, une bataille pour l'honneur, la bataille de l'honneur.

***

Quels ont pu être les derniers moments ? Je n'ose pas y penser. Je me rappelle pourtant comment à Dien-Bien-Phu, dans le soir qui tombait, j'étais resté longtemps en arrêt à regarder le terrain, tel qu'on l'apercevait du PC même du colonel de Castries, pour essayer de répondre à la question que, dans un doute que j'avoue, je me posais : « Comment cela se passerait-il ici même si tout lâchait ? »

Du côté de l'ouest, la montagne éloignée s'estompait dans un reste d'or éteint. Il y aurait pour un ennemi un vaste espace à conquérir, battu par nos armes automatiques. *« Si le Viet arrive par là,* m'avait dit le commandant en chef, *j'ai de l'espace pour manœuvrer. Je l'attends dans la cuvette. »*

Du côté du nord, il lui faudrait approcher par le plat aussi, dans le sens de la piste d'aviation. Le piton Gabrielle, au loin, couvrait cette approche. Voir le Viet arriver jusqu'aux barbelés d'« Epervier », le réduit central, le voir approcher de la petite tour de contrôle de l'aérodrome, touchante et un peu risible avec sa cabine blindée en haut d'un échafaudage (un peu l'abri du maître baigneur qui, l'été à la plage, surveille les nageurs), cela paraissait une hypothèse interdite.

Du côté de l'est se dressait « Eliane », le piton de l'ancien petit poste, maintenant en ruine. Serait-ce par là qu'ils chercheraient à passer ? Perceraient-ils jamais à travers l'océan des barbelés et les champs de mines jusqu'au creux de la rivière Nam-Yom qui serpentait un peu plus bas, lavoir alors paisible où se lavaient les guerriers ?

C'est par là qu'ils ont dû arriver. Il aura fallu des vagues et des vagues d'hommes dans le terrible labyrinthe de barbelés, troué de blockhaus, creusé de tranchées en zigzag, d'alvéoles d'artillerie, d'abris où dormaient les tanks. Là se trouvait l'hôpital, tout réduit à l'époque, car on comptait sur le pont aérien pour évacuer les blessés.

Mais dans quel état a dû se trouver tout cela après un mois de pilonnage de l'artillerie viet ? Que restait-il du PC, avec ses trois petites salles souterraines fermées par des rideaux lourds, où l'on trouvait, comme dans un bureau rustique, des officiers très calmes qui répondaient au téléphone ?

Par surcroît, les terribles averses de la mousson ont dû tout noyer dans la boue, transformer en une glaise horrible les murettes propres des tranchées et des blockhaus, inonder l'hôpital souterrain, où après les premières semaines les blessés restaient dans le noir avec des bougies allumées seulement quand il le fallait, pour économiser ce qu'on avait...

Giap aurait pu finir sa bataille plus vite. Il y a quinze jours sans doute qu'il aurait pu donner le dernier assaut. Sa bataille avait été menée dans un style militaire remarquable. N'y pouvait-on pas reconnaître d'ailleurs, dès les premières semaines, la main de ses conseillers chinois ? Une telle bataille, complètement inconnue jusqu'alors dans la guerre d'Indochine, comment l'aurait-il menée avec une telle habileté si elle ne lui était arrivée, avec les recettes toutes préparées, de l'expérience de Corée ?

Mais Giap, dernière surprise, s'était donné sur le calendrier un rendez-vous avec Genève. Avec une précision parfaite, le dernier coup, un moment resté suspendu, est porté exactement le jour où, à Genève, les diplomates engageaient le débat sur l'Indochine.

Alors l'aube du dernier matin apporte les vagues hurlantes jusqu'à ce dernier lambeau de terrain où Castries se prépare pour la fin, avec le dernier carré. Le temps d'un dernier message : *« Ils sont à quelques mètres... »* Ils sont sur lui... La seule victoire qui nous reste est celle de notre honneur...

ROBERT GUILLAIN.

● *Le contentieux électoral de Noisy-le-Grand.* — Le tribunal correctionnel de Bobigny (Seine-Saint-Denis), saisi en référé, a jugé vendredi 4 mai irrecevable la citation en diffamation de Mme Françoise Richard, candidate RPR à l'élection municipale partielle du 6 mai à Noisy-le-Grand par Mme Marie-Thérèse Goutmann, maire communiste sortant, elle aussi sur les rangs (*le Monde* du 3 et du 5 mai). La plainte écartée reposait essentiellement sur des accusations de fraude électorale à l'occasion des élections municipales de mars 1983 portée par le RPR à l'encontre de Mme Goutmann et du PCF.

MANIFESTATION A DIJON CONTRE LE FRONT NATIONAL

Plus de quinze cents personnes ont manifesté, vendredi après-midi 4 mai, à Dijon, à l'appel de vingt-six organisations, parmi lesquelles le PS, le PC, la CGT, la CFDT et la FEN, pour protester contre l'organisation de la réunion que le Front national doit tenir dans cette ville, mardi après-midi 8 mai, sous la présidence de M. Jean-Marie Le Pen.

« Que ce rassemblement ait lieu le jour anniversaire de la chute du régime nazi, c'est une provocation et nous ne l'accepterons pas », a affirmé le représentant local du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP). *« Nous sommes dans un état de droit, le Front national n'est pas interdit, nous ne pouvons pas nous opposer à la réunion qu'il entend organiser »,* avaient répondu, en substance, le maire de Dijon, M. Robert Poujade (RPR), et le préfet de la Bourgogne, M. Jean Pinel, auxquels les manifestants demandaient l'annulation du rassemblement du parti de M. Le Pen. — *(Corresp.)*

Propos et débats

Mme Veil : des voix perdues

Invitée de l'association de la presse diplomatique française, vendredi 4 mai, Mme Simone Veil a justifié l'intérêt d'une liste d'union de l'opposition pour « éviter une division qui aurait été néfaste au message européen de l'opposition », *dans des élections européennes qui sont* « très politiques, puisqu'elles sont destinées à élire des députés sur des choix fondamentaux de société ». *Mme Veil a estimé que* « la division de la majorité est devenue quelque chose d'extravagant ». *A propos des « petites listes », comme celle de socio-professionnels annoncée par Mme Francine Gomez, l'ancienne présidente de l'Assemblée des communautés européennes a expliqué que les suffrages qu'elles recueilleront seront* « des voix perdues » *(puisqu'ils seront inférieurs au seuil des 5 % nécessaires pour participer à la répartition des sièges), et* « qui n'ont pas d'expression politique ». *Elle a, en outre, souligné le caractère* « ambigu » *de la liste ERE européenne (conduite par MM. Doubin, Lalonde et Stirn) qui, selon elle, est une liste* « de la majorité » *inspirée par M. Mitterrand.*

M. Chirac : faire mieux que PC et PS réunis

« Si demain la liste unique de l'opposition obtient un nombre de voix sensiblement supérieur à celles recueillies par le PS et le PC, ceux qui nous gouvernent aujourd'hui seront obligés d'être prudents pour nous engager plus avant dans la voie des réformes », *a estimé M. Jacques Chirac qui s'exprimait vendredi soir 4 mai, à Brive-la-Gaillarde (Corrèze), devant quelque trois mille personnes réunies à l'initiative du Club 89. Après avoir fixé comme objectif à la liste de l'opposition : faire mieux que PC et PS réunis, le président du RPR a proposé que les Dix* « fassent les efforts nécessaires et coordonnés pour se doter d'une véritable défense européenne, organisent un marché industriel unique et renforcent leur solidarité ». *Il a souhaité une coopération politique assurée par un secrétariat permanent qui, selon lui, permettrait à l'Europe de* « parler fort et d'une seule voix quand ses intérêts sont en cause ».

M. Pasqua : halte-là !

Pour M. Charles Pasqua, le scrutin du 17 juin doit servir aux Français à dire « halte-là ! » *au pouvoir actuel. Constatant que* « chaque dimanche, les Français transforment la moindre élection en référendum », *le président du groupe RPR du Sénat a affirmé, vendredi soir 4 mai à Saint-Etienne (Loire), que* « le gouvernement actuel peut faire ce qu'il veut, il n'obtiendra rien, car il a perdu la confiance, et la confiance, cela ne se décrète pas ».

M. Soisson : le renouveau de l'UDF

M. Jean-Pierre Soisson, député, maire d'Auxerre (Yonne), a constaté, vendredi 4 mai, que l'UDF « ne joue pas le rôle » *et* « ne tient pas la place » *qui devraient être les siens* « dans la vie politique ». « Solide et bien implantée à la base, elle est faible au sommet », *a estimé l'ancien ministre, avant d'ajouter :* « Les hommes ne sont pas en cause. Ce sont les structures qui sont mauvaises. » *Aussi propose-t-il qu'un congrès extraordinaire de l'UDF se tienne à l'automne pour définir* « les voies et les moyens du renouveau ».

Société

UNE CAMPAGNE PUBLIQUE PARRAINÉE PAR LES ASSUREURS

La prévention de la délinquance révolutionne la publicité

« La prévention de la délinquance, c'est l'intérêt de chacun. » Depuis le 29 avril, un spot télévisé du Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD) vante les mérites de la solidarité face à l'insécurité, réelle ou supposée. Jusqu'au 3 juin, trente-huit passages sont prévus sur les trois chaînes.

En apparence, une campagne d'information classique pour une cause d'intérêt national. En réalité, une innovation qui fait déjà grand bruit dans le monde des publicitaires. Il s'agit, en effet, du premier cas de parrainage – l'on dit aussi bien patronage ou sponsoring – d'une campagne publique pour un organisme privé.

Courante aux Etats-Unis et au Japon, cette pratique se heurte, en France, aux interdits administratifs. Pour la prévention, les services du premier ministre – qui est président du CNPD – ont accepté de faire une première exception, qui pourrait être suivie d'autres. Le CNPD, qui, dans sa première campagne publicitaire, est patronné par la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), cherche déjà de nouveaux parrains pour de prochaines campagnes, notamment sur les stations régionales de FR3. Les jeunes funambules, dont la démarche fragile, entrecoupée d'images de drogue, de vols et de prostitution, symbolise, dans le spot du CNPD, le risque de la délinquance, ont donc contribué à bousculer un tabou. Désormais, il n'apparaîtra plus exceptionnel d'intéresser le privé, les grandes *entreprises notamment*, à des causes dans lesquelles jusqu'ici seul l'Etat s'engageait.

Le développement de la « communication sociale » rendait, d'un point de vue strictement financier, cette évolution inévitable. Droits de la femme, formation des jeunes, sécurité routière, lutte contre l'alcoolisme... L'Etat est ainsi devenu l'un des premiers annonceurs (142 millions de francs en 1983). Même s'il bénéficie de tarifs particuliers – 65 % d'abattement à la télévision, de 20 % à 30 % dans la presse écrite, – cette inflation des campagnes d'intérêt puclic se heurte aux limites budgétaires. Le CNPD ne disposait ainsi que de 600000 F pour populariser son message, inciter *« des élus, des municipalités, des associations, des gens, vous peut-être »* à sa mobiliser afin de prévenir la délinquance. Grâce aux parrainages – la FFSA a apporté 2,5 millions de francs – et aux tarifs gouvernementaux privilégiés, il a pu, avec ces 600000 F de départ, s'offrir une campagne d'un coût normal de 6 millions...

Toutefois, l'attrait n'est pas seulement comptable. Pour M. Gilbert Bonnemaison, député (PS) de Seine-Saint-Denis et vice-président du CNPD, c'est aussi affaire d'adéquation de la forme et du fond. Pourquoi la première campagne publicitaire du CNPD n'aurait-elle pas illustré, par son mécanisme de financement, la démarche de cette institution pluraliste, créée en juillet 1983 (1) et regroupant, outre des personnalités qualifiées, des maires des quatre grandes familles politiques? Le propos du CNPD est en effet que, face à la *« crise sociale »* qui forme le terreau de la délinquance, les institutions étatiques prises isolément (justice, police, prison) sont à terme impuissantes. Combattre le morcellement du tissu social suppose, selon M. Bonnemaison, une solidarité renouvelée entre les divers partenaires, politiques ou sociaux, culturels ou économiques.

Mariage d'intérêt

La réalisation du spot publicitaire est conforme à cet esprit. Outre la contribution de la FFSA, l'agence Success, filiale du groupe Publicis, dirigée par Henri Baché, qui a conçu cette campagne, a travaillé bénévolement. La société de production – Panda Movies-PPP, *dirigée par François* Manceaux – comme l'équipe de réalisation – le réalisateur est Frank Lords, l'un des pionniers français du « clip » vidéo – ou le chanteur Bernard Lavilliers – qui lit le texte du spot – ont tous travaillé au plus juste prix, dans des délais très courts (sept semaines). De même la police nationale a-t-elle prêté de vrais policiers figurants, ainsi qu'une équipe vidéo, pour le tournage d'un film présentant aux entreprises cette première expérience française de parrainage.

Tous refusent cependant d'assimiler cette collaboration à du mécénat. Ils estiment moins hypocrite et plus pertinent de parler d'un *« mariage d'intérêt »* bien compris, à l'instar de M. Jacques Lallement, président de la FFSA qui couvre 85 % du marché de l'assurance. Les huit dernières secondes du spot du CNPD, qui dure en tout quarante-cinq secondes, expliquent que *« cette campagne a été réalisée avec le concours des sociétés d'assurance : prévention et assurance, deux formes de solidarité »*. Intérêt évident, selon M. Lallement : *« Sans prévention, certains risques ne seront plus couverts par les assurances. On le voit bien avec l'augmentation des vols. S'il n'y a pas de prévention efficace, les tarifs atteindront un niveau tel que les ménages ne pourront plus s'assurer ou, inversement, les assurances refuseront de tarifer un risque trop élevé. »*

De plus, le parrainage contribue à la notoriété, améliore l'image de marque de l'entreprise qui sponsorise. C'est l'avis de M. Baché, qui estime que son agence, *« en valorisant son savoir-faire dans un travail bénévole pour le CNPD, s'est engagée politiquement dans une cause qui n'est pas étroitement politique »*. N'hésitant pas à poser en termes de *« calcul de coût, car la répression cela coûte cher »*, la participation d'entreprises privées à cette campagne sur la prévention, il ajoute : *« Les causes nationales ne manquent pas qui, à l'avenir, pourraient être économisées aux fonds publics, parce qu'elles concernent au premier chef les entreprises ou les collectivités. »*

A quelles conditions ? M. Pierre Mauroy, qui n'exclut pas de nouveaux parrainages publicitaires, a répondu récemment en présentant le spot du CNPD : *« La cause défendue doit avoir un caractère d'intérêt général (...) ; la campagne d'information doit demeurer très distincte de l'activité de l'entreprise qui la parraine (...) : l'institution qui lance cette campagne doit garder une totale autonomie. »*

(1) Conseil national de prévention de la délinquance, 71, rue Saint-Dominique, 75001 Paris (555-92-47). *Un compte « prévention et solidarité »* (nº 050157) est ouvert à la Fondation de France (40, avenue Hoche, 75008 Paris).

EDWY PLENEL.

AU TRIBUNAL DE TARBES

Les « diableries » de Séron

De notre envoyé spécial

Tarbes. – Le substitut Hervé Robin peut le dire : *« Ils nous ont bien eus »*, et lui tout le premier, ces allumeurs de feux qui au village de Séron, dans les Hautes-Pyrénées, du 6 au 26 août 1979, ont déclenché quatre-vingt-dix-sept incendies tenus pour inexplicables par un bon peuple qui ne pouvait pas croire au passage du Malin. Mais, depuis le 27 août, les gendarmes avaient fini par obtenir les aveux de Roger Lahore, l'un des fils de la famille dans les immeubles de laquelle avaient jailli tant de flammes et de fumée, et ceux d'une jeune fille, Michèle Jousserandot, vivant, elle aussi, sous ce toit.

Le pays pouvait reprendre ses *esprits* et envoyer au *Diable* ces diableries. Seulement, Roger Lahore a rétracté presque tout aussitôt ses aveux, et Michèle Jousserandot, qui a maintenu les siens, ne s'est pas présentée, le vendredi 4 mai, à l'audience correctionnelle du tribunal de Tarbes, où il s'agissait de conclure judiciairement cette folle histoire devenue une affaire de *« destruction volontaire par l'effet de substances incendiaires des biens d'autrui »*. On n'a jamais pu établir non plus le mobile certain de tant de feux. Après le Diable, c'est le dossier qui boite.

Il boite, mais n'en rappelle pas moins un certain nombre de réalités. D'abord, que, le 6 avril 1979, un premier incendie, et fort sérieux celui-là, avait détruit chez les Lahore une grange et ses fourrages, et que les assurances avaient payé 250 000 F.

S'agissait-il d'une escroquerie ? Le substitut le pense en reconnaissant qu'il ne peut pas le prouver. Il pense du même coup que de cette première affaire a pu naître l'idée des événements qui allaient suivre au mois d'août, car, à partir du 6 août, tout ce qui va se passer est singulier.

Dans une seule journée éclatent six feux. Le lendemain, on en compte dix-sept. Le 9 août, entre 9 et 11 heures, trente autres se succèdent. *Ils surgissent des endroits les* plus invraisemblables et les plus inattendus. Un tiroir de commode, un plafond. Ils embrasent du linge *en train de sécher, ils font flamber* une feuille d'impôt, ce qui est la moindre des choses.

Les pompiers y perdent leur connaissance et en laisseraient tomber leur lance. Dès qu'ils tournent les talons, ça recommence. Ils reviennent, éteignent, repartent, sont rappelés. Les gendarmes prennent le relais. Tout ce qui compte dans la région *s'en* mêle. Un radiéstésiste vient doctement : le 10, il ne se passera rien. Il se trompe. Le 10, ça brûle encore. L'exorciste intervient *à son tour pour prescrire de* brûler la plume des oreillers, car le Malin, c'est bien connu, affectionne la plume. Un para-psychologue *dresse un rapport dont le président* Caujolle dit simplement qu'il paraît *« un peu farfelu »*.

Les journalistes, eux aussi, se *pressent. C'est à celui qui pourra* relater un de ces feux mystérieux. Moyennant finances, certains auront ce plaisir de l'exclusivité. Le maire de Lourdes et député du département succombe, comme les autres, à la psychose. Les plus avertis ont leur idée : il faut saler l'eau à jeter sur les foyers, le Diable ayant horreur du sel. L'eau salée ne fait pas mieux que l'eau ordinaire. Au contraire, les flammes des jours suivants sont décrites encore plus anormalement brûlantes que les précédentes.

« Nous y avons tous cru »

Dans ce climat, les gendarmes s'efforcent de garder la tête froide. Ils montent des gardes vigilantes. Ils constatent alors que les diableries se *font plus rares. Ils remarquent aussi*, et le disent, que jamais le feu n'a pris encore sur des personnes de la ferme. Qu'à cela ne tienne ! Dès le *lendemain de cette remarque*, que tout le monde a pu entendre, voilà que le tablier de Michèle Jousserandot s'enflamme dans la cuisine.

Seuls les animaux se montrent indifférents à l'émoi et à la panique des humains. Cette panique est telle qu'on demande à M. le substitut de *Tarbes de venir sur les lieux*, histoire de rassurer la population. Il est venu, M. le substitut. On l'a fait monter à des échelles pour explorer *les combles. Il en a eu quasiment le* vertige. Il s'en souviendra longtemps, au point de faire dans son réquisitoire cet aveu aussi inattendu que savoureux : *« En rentrant chez moi, le soir, je me suis demandé si je ne devenais pas fou, moi aussi. Ça m'énervait de ne pas comprendre. J'en suis même arrivé à regarder sous mon lit et dans les placards. C'était si bien monté qu'on ne pouvait pas ne pas y croire. Et, si l'on est un peu honnête, il faut bien admettre que nous y avons tous cru. »*

Pourquoi finalement, devait-on soupçonner Roger Lahore et Michèle Jousserandot ? Tout bêtement parce que, les jours où ils s'absentaient, il ne se passait rien. Et aussi parce qu'ils avaient un don de sentir le roussi à des distances d'où les gendarmes et les pompiers qui se trouvaient à leur côté ne sentaient rien...

Aujourd'hui, Roger Lahore, grand garçon barbu de trente-quatre ans, qui a quitté la ferme et les champs paternels pour un emploi dans une laiterie, explique ses aveux par la longueur et la dureté des interrogatoires des gendarmes. Il avait reconnu avoir allumé dix-sept feux seul et huit avec Michèle Jousserandot, qui de son côté devait se déclarer l'auteur de trente-sept autres. Cela, de toute façon, ne fait pas quatre-vingt-dix-sept.

Quant à leurs mobiles, ils étaient vagues. Le fils devait dire qu'il escomptait ainsi dévaloriser le ferme et avoir à payer moins cher ce qui lui reviendrait en partage. La jeune fille, placée par la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS), expliquait qu'elle avait voulu faire peur à la *famille. Chacun admet aujourd'hui* que ce sont là des raisons incertaines. On se demanda aussi si le père, Edouard Lahore, n'avait pas *joué un rôle dans les diableries. Le* solide et rugueux Bigourdan sut répondre à tout.

M. Robin a demandé dix-huit *mois de prison avec sursis* contre Roger Lahore et un an, également avec sursis, contre Michèle Jousserandot. Mᵉ Malabate a plaidé la *relaxe pour le premier, en soutenant* que l'on ne pouvait accorder crédit à des aveux obtenus après douze heures d'interrogatoire. Pour la seconde, il n'y eut pas de plaidoirie en raison de son absence. Elle sera jugée par défaut. Le tribunal statuera le 18 mai.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Fantomas embauché par la RATP

Usagers du métro parisien, vous voilà prévenus ! Pour vous tenir à l'abri des voleurs à la tire qui sévissent dans les rames, sur *les quais et au long des couloirs*, un seul remède : bouclez vos « pockets » et nul n'y pourra plus « picker » portefeuilles, porte-monnaie, chéquiers ou bijoux...

Quitte à s'attirer les foudres du Commissariat général de la langue française, *la RATP*, soucieuse de la sécurité des cinq millions de voyageurs qui utilisent quotidiennement ses services, mène jusqu'au 8 mai une campagne de prévention.

Personnifiant les voleurs aussi habiles que rusés – et opiniâtres – qui sévissent en sous-sol à toute heure et en tous lieux, c'est Fantomas lui-même, haut-de-forme, ample cape noire doublée de soie rouge et gants blancs, qui figure sur le millier *d'affiches déjà apposées* dans les couloirs du métro et les rues de la capitale.

« Si tu fais gaffe à tes pockets je pick plus rien », « Si tu planques tout dans tes pockets j'peux plus picker » et *« Si tu boucles tes pockets je pick plus »*, tel sont les trois « messages » – dont on notera le français, sinon le franglais, pour le moins approximatif – délivrés par l'insaisissable adversaire du commissaire Juve.

Cette campagne a pour but, comme l'a indiqué M. Philippe Essig, directeur général de la RATP, de *« sensibiliser le public aux précautions de bon sens à prendre contre les pickpockets »*, non seulement dans le métro mais encore dans les rues, les files d'attente des cinémas, des musées, les gares, les aéroports, etc., etc.

M. Essig indique d'autre part qu'une dizaine de vols à la tire commis dans le métro sont actuellement déclarés chaque jour, et que le nombre total de ces vols a augmenté de 120 % au cours des cinq dernières *années. Cela en dépit de la présence* des trois cent cinquante policiers en tenue ou en civil du SPSM (Service de protection et de surveillance du métro) et des deux cent quatre-vingts agents de la RATP qui les assistent.

M. Essig précise enfin que si les délinquants mineurs continuent à bénéficier d'une totale immunité, même s'ils sont pris sur le fait, le nouvel article 461-1 de la loi du 10 juin 1983 relative au délit d'incitation de mineur à *la délinquance permet désormais* à la justice de poursuivre les personnes *majeures* qui les « dressent » – et les contraignent – à voler.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Carnet

Naissances

– Monsieur Fady GEBRAN et Mᵐᵉ, née Christiane INGEA, ont le plaisir de faire part de la naissance de leur fils

Ziad,

le 1ᵉʳ mai 1984.

Décès

– Mᵐᵉ André Berthod,
son épouse,
M. et Mᵐᵉ Henri Berthod,
M. et Mᵐᵉ Pierre Berthod,
M. et Mᵐᵉ Francis Gouge,
M. et Mᵐᵉ Jean-Louis Sandoz,
M. et Mᵐᵉ Jean-Claude Berthod,
ses enfants,
Michel Berthod,
Laurent et Martine Berthod,
Marie-Christine et André Chambon,
Anne et Pierre Chatanret,
Dominique et Michèle Berthod,
Patrice et Brigitte Berthod,
Daniel Berthod,
Cécile et Alain Bensoussan,
Véronique et Christian Delhaye,
Martine et Hervé Harang,
Béatrice et Jean-Louis Grégis,
Bruno Gouge,
Chantal Gouge,
Laurence Gouge,
Catherine et Roland Tronca,
Olivier Sandoz,
Emmanuelle et Sylvain Huret,
Nathalie Berthod
et François Travaux,
Marianne Berthod,
ses petits-enfants,
Saskia, Nicolas, Marjolaine, Mathurin, Fabrice, Raphaël, Marine, Coralie, Juliette, Camille, Jean-Christophe, Cyrille, Laurent, Virginie, Vincent, Pascal, Bénédicte, Rémi, Stéphanie, Géraldine,
ses arrière-petits-enfants,
Les familles Berthod et Gardinier,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André BERTHOD,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
ingénieur en chef de l'armement-ER,
directeur de la Société mutuelle
d'assurances du bâtiment
et des travaux publics-ER,

survenu, le jeudi 3 mai, dans sa quatre-vingt-treizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 7 mai, à 14 heures, à Paris, en l'église Saint-Sulpice.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, à Salins (Jura).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

47, rue de Sèvres,
75006, Paris.

– Mᵐᵉ Simon Cressy-Renoma,
M. et Mᵐᵉ Michel Cressy-Renoma,
M. et Mᵐᵉ Maurice Cressy-Renoma,
Et toute la famille,
nous prient d'annoncer le décès de

M. Simon CRESSY-RENOMA,

survenu le 3 mai 1984, à Neuilly-sur-Seine, à l'âge de soixante-douze ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 7 mai 1984, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes.

– Le président de l'Alliance nationale « Population et Avenir »,
Et son conseil d'administration,
ont la tristesse de faire part du décès survenu le 26 avril 1984, de

M. Jacques DOUBLET,
conseiller d'Etat honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur,
ancien président de l'Association
de 1976 à 1978,
et président d'honneur depuis 1981.

Alliance nationale
« Population et Avenir »,
35, rue Marbeuf,
75008 Paris. Tél. : 225.18.81.

– Roquemaure (Gard).

M. et Mᵐᵉ Paul Granet,
Mˡˡᵉ Dominique Granet,
M. Philippe Granet,
ont la douleur de faire part du décès de de leur père et grand-père,

M. Henri GRANET,

survenu le vendredi 4 mai 1984, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 5 mai, à 15 heures, en l'église paroissiale de Roquemaure.

25, rue de la Liberté,
Roquemaure (Gard).
Ossey-les-Trois-Maisons (Aube).

– Mᵐᵉ Henri Johanet,
M. et Mᵐᵉ Gustave Johanet,
Mˡˡᵉ Anne-Marie Johanet,
M. et Mᵐᵉ Rémy Johanet,
M. et Mᵐᵉ Philippe Johanet,
M. et Mᵐᵉ Vincent Drago
et leurs enfants,
M. et Mᵐᵉ Yves Guillemain d'Echon
et leurs enfants,
M. et Mᵐᵉ Hervé Burckel de Tell,
Antoine, Sophie et Isabelle Johanet,
Hervé Johanet,
Laurence, Pauline
et Emmanuel Johanet,
ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père, grand-père et arrière-grand-père,

M. Henri JOHANET,
avoué honoraire,

survenu le 3 mai 1984, à Versailles, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le *lundi 7 mai 1984, à 9 heures, en l'église* Notre-Dame, rue de la Paroisse, à Versailles.

L'inhumation au cimetière de Donzy-le-Pré (Nièvre), à 15 heures.

39, avenue de Saint-Cloud,
78000 Versailles.

– Bordeaux. Versailles. Toulouse. Chambéry.

M. et Mᵐᵉ Yves Le Gall,
M. et Mᵐᵉ Alain Le Gall,
M. et Mᵐᵉ Yannik Le Gall,
M. et Mᵐᵉ Jacques Lugan,
Mˡˡᵉ Anne-Marie Le Gall,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre LE GALL,
contrôleur général des armées (CR)
grand officier de la Légion d'honneur,

survenu le 29 avril 1984, à Versailles.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité en l'église Notre-Dame-des-Carmes, à Pont-l'Abbé (Finistère), le 2 mai 1984.

10, square des Chevau-Légers,
78000 Versailles.

– Mᵐᵉ Géo Doubin,
Mᵐᵉ Denise Lawler,
Mandana et François Doubin,
et leurs enfants,
Françoise et Jacques Paitra,
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Suzy LETERRIER,
le 4 mai 1984.

Les obsèques auront lieu le mercredi *9 mai, à 11 heures, en l'église de* Soligny-la-Trappe (61), dans la plus stricte intimité.

Le Chirey-Saint-Ouen-de-Sèche-Rouvre (61).
11, rue Chardon-Lagache,
75016 Paris.

– Le proviseur,
L'administration,
Les professeurs et le personnel du lycée Jean-Mermoz de Montpellier font part avec tristesse du décès de

Mᵐᵉ Paulette MERCIER,
née Balmelle,
professeur d'histoire-géographie.

Les obsèques ont eu lieu mercredi 2 mai 1984, à Gravières (07).

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Anniversaires

– Pour le neuvième anniversaire de la mort du

général Jean BREUILLAC,

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu, aimé, et sont restés fidèles à son souvenir.

– Le septième anniversaire du décès de

Lucien FEYDEL,

est rappelé à ceux qui gardent son souvenir.

– Pour le quatorzième anniversaire de la mort de

Maurice LEMOINE,

une pensée affectueuse est demandée, pour lui, à ses amis.

– A l'occasion du douzième anniversaire du décès de

Emilie TUBIANA,

une pieuse pensée est demandée à ceux *qui l'ont connue et aimée.*

Services religieux

– *Un service religieux à l'intention* de

***Henri* AUBERT,**
ingénieur au CEA,

décédé en montagne le 8 avril 1984, sera célébré le vendredi 11 mai, à 18 h 30, par le Père Boudouresq, en l'église de Saclay-Bourg (91)

Messes anniversaires

– A l'occasion du quatrième anniversaire du rappel à Dieu de

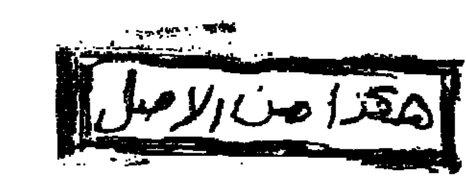
Elia Fares Saad ABOUJAOUDE,

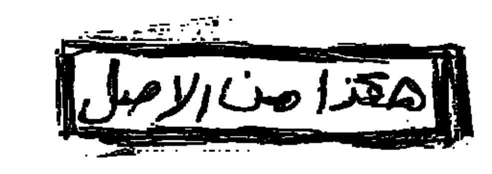
une messe sera célébrée à son intention, en l'église Notre-Dame-du-Liban, 17, rue d'Ulm, 75015, le dimanche 6 mai, à 11 heures.

Une pensée pieuse est souhaitée de tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Soutenances de thèses

– Université Paris-IV, lundi 7 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Jean-Rémy Julien : « Musique et publicité. Ces crieurs de Paris aux messages radiophoniques. Etude sémiotique et historique ».





Société

POUR PROTESTER CONTRE LES ATTENTATS

Quatre générations d'Arméniens dans les rues d'Alfortville

Les Arméniens sont gens discrets et courtois. Et quand ils descendent dans la rue, c'est à regret, presque sur la pointe des pieds. Ils n'étaient guère plus de mille cinq cents, vendredi 4 mai à Alfortville, sous la banderole « *Halte au terrorisme turc* », pour protester contre les trois attentats de la veille, revendiqués à La Haye, aux Pays-Bas, dans la journée de vendredi, par une « *organisation anti-arménienne* » jusqu'alors inconnue et pour lesquels une information a été ouverte le 4 mai par le parquet de Créteil.

Timide mobilisation pour une communauté arménienne forte d'environ six mille cinq cents personnes dans la ville qui a pour maire le secrétaire d'Etat à la sécurité publique, M. Joseph Franceschi.

A ne considérer que les effectifs et n'écouter que les slogans, on sous-estimerait cependant l'émotion des Arméniens. « *Nous parlons entre nous*, explique une étudiante. *Mais nous ne savons pas nous exprimer à l'extérieur.* » « *Nos parents nous ont essentiellement appris à ne pas embêter le monde. C'est encore très fort chez nous !* » renchérit Michèle Sarkissian, blonde et volubile responsable de la Maison de la culture arménienne. La manifestation n'a embêté Alfortville qu'une heure à peine, sur quelques centaines de mètres de la rue principale.

Le mélange de toutes les générations est en soi une petite victoire sur l'indifférence. « *Et sur la peur*, estime M. Patrick Devedjian, maire (RPR) d'Antony, présent au premier rang du cortège. *Chez certains rescapés du génocide que j'ai rencontrés, les attentats ont réveillé les vieilles angoisses de 1915.* »

Peut-être pour exorciser l'angoisse, on est venu en famille, ces chaleureuses familles arméniennes où cohabitent fréquemment quatre générations. On se retrouve et on plaisante dans la rue Komutas (compositeur et prêtre arménien), entre l'église apostolique et la maternelle Saint-Mesrob (créateur de l'alphabet et de la culture arméniens). Ils sont là, les pionniers de 1923, alors tout droit arrivés de Marseille, et qui s'arrêtèrent dans ce coin de marécages, parce qu'ils avaient vu fumer une cheminée d'usine.

Ils sont là, endimanchés et vaguement anxieux, que tranquillisent en souriant leurs enfants presque sexagénaires. Ceux-là évoquent 1940, quand la France les envoya combattre en première ligne en échange de ce présent merveilleux : la naturalisation. « *Nous avons tant donné à la France !* » répètent-ils. La troisième génération, elle, se souvient des années du gaullisme : « *Quand la télé retransmettait des allocutions du général, nos grands-parents qui n'y comprenaient pas un mot nous faisaient tout de même taire religieusement : c'était un bon Français, et il ne faisait pas de mal aux Arméniens.* »

Avec le clergé

Imperceptiblement plus nerveux, les adolescents papillonnent. Certains ont « séché » le lycée pour aller distribuer à la sortie de la gare des tracts appelant à la manifestation. Tout à l'heure, en fin de parcours, ils entonneront des chants en face de la stèle soufflée par l'attentat. Quelques mots des aînés calmeront cette velléité de turbulence. Aussitôt avancé par quelque exalté, le mot « autodéfense » est repoussé avec horreur par la communauté unanime. En revanche, ses orateurs réclameront vigoureusement une protection accrue de la police autour de leurs édifices et monuments.

Visiblement, les Arméniens ont du mal à imaginer qu'ils puissent désormais servir de cible à des poseurs de bombes. Cette communauté, sur laquelle, le terrorisme s'abat aujourd'hui comme la foudre, s'est fondue dans le creuset français avec la dernière énergie. Bien loin, le temps où les pionniers d'Alfortville construisaient ensemble leur premier logement communautaire, avant de s'entraider pour l'édification de pavillons individuels. Désormais intégrée, la communauté a perdu de sa cohérence, et vu se distendre ses liens de solidarité.

Ne lui reste aujourd'hui que cette volonté inentamée de voir reconnaître le génocide de 1915 par les institutions internationales. « *Sur la stèle inaugurée dimanche dernier, les mot* « génocide ordonné par le gouvernement turc » *figuraient en caractères de dix centimètres. Voilà ce que les Turcs n'ont pas supporté !* »

Une volonté portée par un clergé qui fait corps avec le sentiment national : il n'était qu'à entendre les applaudissements accueillant l'évêque et l'archimandrite à leur arrivée à la tête du cortège. « *L'Eglise, d'une certaine façon, remplace l'Etat qui nous manque* », disent les Arméniens.

Et Alfortville-la-française, comment va-t-elle réagir ? Si plusieurs commerçants, sur le parcours du cortège, avaient baissé leur rideau en signe de solidarité, les Arméniens étaient bien seuls dans la rue principale. Au soir de l'attentat, ils ont entendu des « *ça devait arriver* » attristés, mais aussi sur un ton hargneux qui leur a fait froid dans le dos. « *Ce soir-là, j'ai senti que si nous avions eu un pays où retourner, certains n'auraient pas hésité à nous y renvoyer* », déplore Michèle Sarkissian. S'ils ont apprécié la présence à leurs côtés de Me Henri Hajdenberg, président de Renouveau juif, les Arméniens ont ressenti comme un « lâchage » l'absence du maire, M. Franceschi, qui n'a même pas délégué un de ses adjoints...

DANIEL SCHNEIDERMANN.

UNE ENQUÊTE

Le drôle de chemin des écoliers

L'école-garderie, l'école-refuge des enfants dont les parents travaillent... Cette idée n'est peut-être pas aussi vraie qu'elle le paraît. Elle mérite en tout cas d'être nuancée. C'est l'une des observations tirées d'une étude publiée par la revue* Consommation *du CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) (1).

Des chercheurs du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) et de l'Institut national d'études démographiques (INED) ont interrogé, avec l'INSEE, près de quatre mille mères de famille au printemps 1981. Objectif : décrire le déroulement de la semaine de 7 844 enfants de moins de seize ans. Résultats : des idées reçues, ou plutôt couramment admises, sont confirmées ; d'autres, quelque peu mises à mal.

Ainsi, à propos du repas de midi des enfants, par exemple. Le recours aux cantines est massif : près de la moitié des enfants âgés de quatre à quinze ans (4 207 000 en tout, en France) ne déjeunent pas chez eux. Mais les autres, pourquoi ne vont-ils pas à la cantine ? Parce qu'il n'en existe pas ? La réponse n'est pas si simple. Elle vaut dans 11 % des cas pour les bambins de moins de cinq ans dont la maman travaille et qui ne peuvent rentrer à la maison le midi. En revanche, pour 26 cas sur 100 – c'est-à-dire plus de 1 sur 4 – la raison est ailleurs. De même, pour l'occupation du temps qui suit la classe : sur 100 enfants de moins de cinq ans dont la mère a une activité professionnelle et qui ne peuvent rentrer chez eux immédiatement, 6 vont chez une tierce personne parce que l'école n'a pas de garderie, mais 62 pour d'autres raisons !

Cette sorte de réserve à l'égard de l'école considérée comme lieu de garde apparaît d'une autre façon. Quand la maman travaille à l'extérieur, l'inscription de son enfant à la maternelle est plus ou moins précoce, selon la durée hebdomadaire de son activité professionnelle. A moins de trente-cinq heures, elle a tendance à scolariser plus tôt son enfant (58 % dès l'âge de trois ans), car elle peut alors plus facilement adapter ses horaires à ceux de l'école. Si les horaires de la maman sont nettement plus longs que ceux de l'école, la scolarisation lui pose plus de problèmes, et elle a tendance à la retarder, recherchant d'autres modes de garde plus pratiques.

Un autre mythe qui doit être revu et corrigé est celui de la vie familiale plus intense à la campagne qu'en milieu urbain. Certes, les petits ruraux restent plus souvent chez eux toute la journée du mercredi (54 %) que les enfants de la ville (27 % dans l'agglomération parisienne, 37 % en province).

4,5 % avec papa

La présence de la maman travaillant à domicile, le manque de centres, sportifs ou culturels, la proximité d'un jardin, atténuent le besoin d'activités hors du lieu d'habitation, ce jour-là. En revanche, pendant la semaine, les enfants de la campagne rentrent moins souvent déjeuner à la maison que ceux des villes. Les trajets sont plus longs en milieu rural, et les transports en commun moins développés. Si bien que, même lorsque la maman est présente au foyer, moins de la moitié (48 %) des enfants reviennent, à la campagne, déjeuner chez eux. La proportion chez les petits citadins est de 60 % dans l'agglomération parisienne, et elle atteint 72 % dans les autres villes.

Une surprise encore : l'autonomie des enfants, évaluée au fait qu'ils ne sont pas accompagnés pour aller à l'école, est plus marquée chez les enfants dont la maman est inactive (inactive à l'extérieur, faut-il le préciser). La présence au foyer de la mère signifierait-elle un moins fort maternage et une plus fréquente incitation à l'indépendance de l'enfant ? Les auteurs se gardent avec raison de ce genre de fausses corrélations ou interprétations. Si chez les enfants de huit ans, la proportion de ceux qui ne sont jamais accompagnés est de 44 % quand la mère est au foyer et 35 % quand la mère est active, c'est parce que l'école peut se trouver sur le trajet de la maman...

... plus que sur le trajet du papa ? L'étude publiée par le CREDOC ne bouscule pas toutes les opinions communes. Il en est une au moins qui se voit confirmée : accompagner l'enfant, surtout s'il est jeune (moins de huit ans), demeure l'apanage de la mère, qu'elle exerce ou non une activité professionnelle.

Lorsqu'elle travaille à l'extérieur, la participation du père à cette tâche augmente légèrement. Elle reste bien faible puisqu'elle ne concerne que 4,5 % des enfants. Si la maman n'exerce pas de profession, ils ne sont plus que 3 % à bénéficier du rare privilège de cheminer vers l'école la main dans celle de leur papa...

CHARLES VIAL.

(1) « La semaine d'un enfant scolarisé », par Marie-Gabrielle David et Catherine Gokalp. *Consommation* de janvier-mars 1984, 142, rue du Chevaleret, 75013 Paris ; téléphone : 584-14-20.

Selon la presse turque

« LA FRANCE RÉCOLTE CE QU'ELLE A SEMÉ »

Les trois attentats anti-arméniens d'Alfortville ont fait, vendredi 4 mai, la « une » de la presse turque qui publie la photo de ce qu'elle appelle « *le mémorial de la haine* » touché par l'une des explosions.

Le grand quotidien de droite *Tercuman* écrit : « *La France récolte ce qu'elle a semé* » et ajoute que le monument à la mémoire du génocide des Arméniens inauguré dimanche dernier par le secrétaire d'Etat à la sécurité publique, M. Franceschi, « *a fait couler le sang* ». Pour *Tercuman*, « *ce monument érigé au nom de l'hostilité a éveillé en moins d'une semaine une nouvelle haine* ».

Le journal *Gunes*, pour sa part, donne une large place à des projets de la municipalité d'Ankara qui visent à débaptiser les rues de la capitale rappelant la France. Selon le quotidien, le maire, M. Mehmet Altinsoy, a décidé de proposer que la rue de Paris, où se trouve l'ambassade de France, soit transformée en rue Isik Yonder, du nom d'un ressortissant Turc abattu à Téhéran par un commando arménien la semaine dernière.

Des meetings de protestation contre la France doivent, selon la presse, être organisés à travers tout le pays. Le premier était prévu le 4 mai à Adiyaman (est du pays). Enfin, un député indépendant a demandé devant l'Assemblée nationale à Ankara que tous les centres culturels et établissements d'enseignement français soient fermés en Turquie.

● *Le « gang des postiches » à Nantes.* – Sept malfaiteurs armés ont fracturé, le 4 mai en début d'après-midi, une centaine de coffres dans une agence de la BNP de Nantes (Loire-Atlantique). Leur façon de procéder, les perruques et moustaches portées par certains, font penser aux enquêteurs qu'il s'agit une fois encore du « gang des postiches ».

En bref

Le CNAL espère « redresser » le projet Savary sur l'école privée

Les représentants du Comité national d'action laïque (CNAL) ont été reçus vendredi 4 mai durant une heure par le président de la République. « *Nous avons avancé des propositions visant à redresser le texte Savary* », a déclaré à sa sortie de l'Elysée M. Jean Andrieu, président du CNAL (nos dernières éditions du 5 mai). « *Nous avons le sentiment que les jeux ne sont pas faits. Le président souhaite nous revoir avant que le projet de loi n'arrive au Parlement. Cela veut dire que nous aurons des choses à nous dire.* »

Le redressement du projet de loi, a précisé de son côté M. Michel Bouchareissas, secrétaire général du CNAL, passe par « *le lien logique, incontournable entre l'obligation pour les communes de financer les écoles privées et la titularisation des enseignants* ». Le CNAL souhaite enfin que le Parlement puisse exercer « *ses responsabilités de façon pleine, sans contraintes* ». Les responsables du CNAL ont d'autre part remis au président un appel solennel à engager « *la marche vers l'unification* ».

Les universitaires inquiets pour leurs carrières

L'inquiétude à l'égard du projet de décret réformant les carrières universitaires est toujours sensible chez les enseignants du supérieur. Les présidents d'université ont demandé au ministère de l'éducation nationale le retrait du texte et « *l'ouverture immédiate d'une concertation au cours de laquelle la conférence des présidents aura des propositions à présenter* ». M. Guy Pouzard, président d'Aix-Marseille I et vice-président par intérim de la conférence des présidents (en remplacement de Mme Monique Lafon-Augé, nommée recteur de l'académie d'Orléans), nous a déclaré que les présidents ont constaté que le texte « *ne va pas dans le sens d'une politique contractuelle* ». Selon lui, ce texte « *limite gravement la responsabilité des établissements et réduit l'efficacité de l'action des universités* ».

Les présidents considèrent que le projet de carrière présenté « *ne donne pas aux enseignants-chercheurs la garantie d'une carrière à la mesure des missions que leur assigne la loi* ».

Le 20 avril, le Conseil supérieur de la fonction publique avait, de son côté, adopté un vœu demandant « *solennellement au gouvernement de retirer le projet* ».

Un commissaire inculpé de recel

Le commissaire divisionnaire Alain Planty, quarante-deux ans, ancien chef de la sûreté urbaine de Lille, muté à Paris depuis le mois de mars à la direction de la police nationale, a été inculpé de recel, le 4 mai, par M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris. Il avait été mis en cause au début de l'année à Lille par un détenu qui affirmait lui avoir livré pour 6 000 francs de matériaux de construction achetés avec des chèques volés. Le commissaire, qui a aménagé une résidence secondaire dans la région, soutient qu'il n'a jamais été au courant de ces trafics.

Supplément d'information dans l'affaire Gorel

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a ordonné le 4 mai un supplément d'information dans l'affaire de la disparition de l'ancien trésorier de l'OAS Raymond Gorel, enlevé le 20 décembre 1968 et dont le corps n'a jamais été retrouvé. L'instruction dirigée depuis plus de quinze ans par quatre juges successifs, a été estimée incomplète par la chambre d'accusation, même si elle était susceptible, en l'état, de faire renvoyer devant la Cour d'assises huit inculpés, dont M. Jean-Jacques Susini – l'un des leaders de l'OAS, – tous en liberté depuis des années, pour arrestation illégale, séquestration arbitraire et recel de cadavre. Gorel semble avoir été accusé par ses compagnons de l'OAS d'avoir conservé après les événements le trésor de guerre de l'organisation, quelque 30 millions de francs qui auraient été déposés dans une banque suisse.

Une manifestation silencieuse au Pays basque

Six cents personnes, en majorité des jeunes Basques français, ont manifesté en silence, le vendredi 4 mai, entre Saint-Martin-d'Arrossa et Saint-Etienne-de-Baïgorry (Pyrénées-Atlantiques), pour protester contre l'attentat revendiqué par le Groupe anti terroriste de libération (GAL), dont ont été victimes, la veille, deux réfugiés basques espagnols, Raphaël Goicoetxea, tué par balle, et Jésus Zugarmendi Heici, blessé à la jambe et désormais hors de danger.

Un médecin sanctionné pour prescriptions « abusives »

Nice. – Le conseil régional de l'ordre national des médecins de Provence-Côte d'Azur-Corse vient de prononcer une « *interdiction de donner des soins aux assurés sociaux* » d'un mois à l'encontre d'un médecin généraliste niçois, le docteur Aghassi Madghachian, quarante-huit ans, auquel il est reproché d'avoir ordonné « *un niveau élevé d'actes de biologie, de kinésithérapie, de pharmacie et d'arrêts de travail* ». Cette décision fait suite à une plainte contre le praticien de la caisse primaire d'assurance maladie des Alpes-Maritimes (CPAM).

Installé à Nice depuis 1978, le docteur Madghachian avait fait l'objet, à diverses reprises, d'observations de la CPAM relatives à un excès d'actes gratuits et de prescriptions de massages, d'analyses de sang et de médicaments. Le conseil départemental de l'ordre des médecins lui avait, de son côté, suggéré de modifier ses méthodes de travail.

Le docteur Madghachian a constamment invoqué pour sa défense la composition particulière de sa clientèle, qui fait apparaître, selon lui, un taux de 95 % de malades « polypathologiques » âgés de plus de soixante-dix ans. Estimant que les motifs retenus pour le sanctionner « *constituent des exemples isolés de leur contexte général et dépourvus de la moindre valeur probante* », le docteur Madghachian a décidé de faire appel de la décision le concernant devant le conseil national de l'ordre. – *(Corresp. rég.)*

CHAMPIONNAT D'EUROPE DE JUDO

Un Monégasque sur le chemin de Los Angeles

Liège. – Aux championnats d'Europe 1983 des poids mi-moyens et moyens, le Britannique Adams (moins de 78 kg) et le Soviétique Pesnyak (moins de 86 kg) se sont à nouveau imposés dans leur catégorie cette année aux dépens respectivement du Hongrois Fogarasi et de l'Allemand de l'Est Borawski.

Les Français ont obtenu une nouvelle médaille de bronze avec Michel Novak, qui a été battu au premier tout par Adams. Vice-champion du monde des moyens, Fabien Canu, qui relevait de blessure, a, de son côté, échoué pour la troisième place, après avoir manqué d'un rien la décision face à Pesnyak.

De notre envoyé spécial

Vice-champion du monde des poids moyens, le Français Canu a proprement immobilisé Eric Bessi pour son deuxième combat des championnats du monde. Après quoi, pour avoir manqué de peu la décision face au Soviétique Pesnyak, champion d'Europe en titre, l'Orléanais dut se contenter de la cinquième place. Bessi, de son côté, échoua à nouveau au premier tour des repêchages, face au Bulgare Kamenov.

Canu est véritablement un judoka de classe mondiale. Bessi est d'un petit niveau national. Pourtant, le premier n'est pas assuré de sa sélection aux Jeux olympiques, à Los Angeles, alors que le second a déjà son billet d'avion réservé pour la Californie.

Eric Bessi appartient à la catégorie rare des citoyens monégasques. Fines lunettes cerclées de métal, cheveux soigneusement peignés, il a une allure de jeune cadre qui détonne quelque peu au bord des tatamis internationaux, habituellement fréquentés par des « déménageurs de pianos ». Agé de vingt-cinq ans, le judoka de la principauté vient, en effet, de treminer des études sanctionnées par un diplôme supérieur de droit fiscal, qui devrait lui permettre d'entrer dans l'administration monégasque. « *Face à un garçon comme Canu, je m'aperçois que je manque de puissance physique et d'entraînement. Je suis d'un niveau nettement inférieur* », reconnaît-il. Pourtant, il n'est pas dégoûté pour autant de la compétition, et il monte sur le tapis sans peur pour affronter les armoires à glace de la catégorie. « *J'aime le judo* », dit-il pour toute explication.

C'est une passion qu'il a contractée gamin, un peu comme une maladie infantile. A dix ans, alors que ses camarades se dirigeaient vers les courts de tennis du Country club, il préféra le chemin du dojo. Dans une salle aménagée au sous-sol du stade Louis II, il fit ses classes aux côtés d'un instructeur de la police française détaché dans la principauté. Il est aujourd'hui troisième dan, un grade qui démontre son assiduité à l'entraînement. Il y a pourtant une marge considérable entre un bon combattant de club et le niveau international.

Eric Bessi a ainsi fait de la figuration aux différentes compétitions auxquelles il a participé depuis 1976. « *S'il avait voulu se lancer à fond dans le judo, il aurait eu toutes les facilités. Il aurait pu partir pour le Japon ou s'entraîner à l'INSEP à Paris avec les meilleurs Français, qui sont, eux, de véritables professionnels*, assure son entraîneur, M. Humbert. *Il a choisi les études. C'était incompatible avec le sport de haut niveau ; maintenant, c'est un peu tard pour rattraper le temps perdu.* »

Le comité olympique monégasque a tout de même retenu ce champion parmi les trois cent cinquante judokas de la principauté pour les Jeux de Los Angeles. Alors que les combattants français commenceront un stage de préparation au début de juin, Eric Bessi s'entraînera dans son club et les salles de la Côte d'Azur. Sans illusion. Les rouleaux compresseurs des tatamis l'écraseront sans pitié lors des Jeux. Mais y participer suffit amplement à son bonheur.

ALAIN GIRAUDO.

● *Tours, champion de deuxième division.* – Le Football Club de Tours est devenu champion de France de deuxième division en battant l'Olympique de Marseille par 3 à 2, vendredi 4 mai. Lors du match aller à Marseille, les deux équipes avaient fait match nul 1 à 1.

Culture | Communication

DES SONS NEUFS POUR LA CITÉ DES IMAGES

Le premier Floréal d'Épinal

Le printemps est tardif dans les Vosges mais il est violent : en quelques jours la sève gonfle les branches, les bourgeons éclatent, les arbres fleurissent. Depuis six ans une académie de piano et de cordes porte le nom de Xertigny au-delà des frontières, le rapport « qualité-prix » étant, il est vrai, exceptionnel. A l'inverse de ce qui se passe habituellement, c'est le succès de l'académie qui a entraîné la création, à Epinal cette fois, d'un festival qui n'en est pas un puisqu'il s'agit plutôt d'une saison concentrée proposant neuf concerts entre le 7 avril et le 1er juin, et que les organisateurs ont choisi de l'appeler Floréal, en référence au calendrier révolutionnaire.

La programmation va de Monteverdi : *Tancrède et Clorinde* (20 mai), à Aperghis en passant par Haydn : *les Sept Paroles du Christ*, Schubert : récital de Paul Badura-Skoda (9 mai) et Brahms, avec un détour par Offenbach *(Pomme d'Api et Un mari à la porte)*, et un clin d'œil à Suppé, J. Strauss, Waldteufel... Michel Béroff fait un retour au pays qui l'a vu naître et entraîne Jean-Philippe Collard pour un concert à deux pianos où figurent notamment le *Prélude à l'après-midi d'un faune, Nuages* et *Fêtes* de Debussy (le 19 mai) ; ils auront été précédés le 3 mai par Katia et Marielle Labèque.

Une telle pluie de printemps ne devrait pas manquer de modifier les habitudes des mélomanes spinaliens accoutumés à aller chercher à Nancy, Metz ou Strasbourg ce qu'ils ne trouvaient pas chez eux ; il est possible que la cité des Images commence à attirer les Nancéiens et bien d'autres. Mais l'essetiel reste naturellement la réponse et la fidélité du public local. Si encourageant qu'ait été l'accueil jusqu'à présent, l'implantation de ce Floréal musical est une tâche de longue haleine. Philippe Seguin, le député-maire d'Épinal, semble décidé à soutenir durablement une opération qui ne saurait être d'emblée bénéficiaire, mais dont l'utilité ne fait aucun doute.

La diversité du programme, élaboré par Marie-Hélène et Dominique Alévêque, témoigne assez du véritable caractère de l'entreprise car il était facile d'attirer quelques vedettes du disque en y mettant le prix, avec, pourrait-on dire, des programmes de haute sécurité. En invitant le 28 avril l'Accroche-Note de Strasbourg, un jeune ensemble de musique contemporaine, les organisateurs n'ont pas joué la facilité, mais le public est venu en nombre suffisant pour qu'on puisse parler d'une réussite, et la chaleur de sa réaction a montré qu'il ne s'agissait pas d'un succès d'estime ou de curiosité seulement.

Cette formation « à géométrie variable », animée par Armand Angster (clarinette) et Françoise Kubler (soprano), s'était adjoint, pour la circonstance, deux autres clarinettes, un percussionniste et un tubiste. A eux six, tantôt en solistes tantôt en groupe, ils ont entraîné le public de salle en salle à travers le musée de l'Imagerie. Le caractère ambulatoire de ce concert-promenade, malgré les inconvénients acoustiques qu'il présente, contribuait à rendre moins intimidant un programme passablement étrange pour des oreilles neuves.

Le choix des œuvres répondait cependant à un souci d'éclectisme et d'ouverture puisque après une pièce pour zarb de François Bernard Mâche, *Kemit* (relevé exact d'une improvisation entendue au Caire), on passait successivement des *Récitations* pour voix d'Aperghis à une mélodieuse *Chanson du hêtre* pour diverses clarinettes d'un compositeur strasbourgeois dont le nom seul, Hodapp, figurait énigmatiquement sur le programme, à un *Solo de tuba* de Penderecki, d'écriture classique mais sans redondance. Suivait un *Divertimento* pour trois clarinettes de Mozart, les *Berceuses du chat* de Stravinski puis *les Sept Crimes de l'amour*, petite scène de musique théâtralisée d'Aperghis pour voix, percussion et clarinette, qu'on pourrait compter, si on la connaissait, parmi ses réussites les plus remarquables. *Les Rêves de Varka*, d'Armand Angster, pour ensemble, où l'aspect théâtral, le jazz et la virtuosité ont leur part, terminaient le parcours comme une récapitulation plutôt rassurante après l'ambiguïté érotico-sadique d'Aperghis.

Le succès assez mérité de cette aventure en terre inconnue semble avoir été assez probant pour inciter les organisateurs à la réitérer l'an prochain, mais peut-être faudrait-il cette fois la traiter comme un concert assis, dans le ravissant théâtre ancien d'Epinal, car la musique contemporaine ne perd rien à être écoutée avec la même concentration que celle des siècles passés.

GÉRARD CONDÉ.

M. FRANÇOIS BURKHARDT EST NOMMÉ DIRECTEUR DU CENTRE DE CRÉATION INDUSTRIELLE

M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, sur avis de M. Jean Maheu, président du Centre Pompidou, a nommé M. François Burkhardt directeur du Centre de création industrielle (CCI) en remplacement de M. Paul Blanquart. M. Burkhardt, qui devrait entrer en fonction le 1er août 1984, a cependant été chargé dès à présent d'une mission permettant d'assurer la continuité des activités du Centre, M. Blanquart étant actuellement empêché d'exercer ses fonctions. Ce dernier avait été nommé en février 1982.

Le ministère de la culture indique que M. Burkhardt aura pour mission *« de donner au Centre de création industrielle la place qui doit être la sienne dans la nouvelle politique du ministère de la culture en faveur de la création industrielle et du design, et qui s'est traduite notamment par la création de l'Ecole nationale supérieure de la création industrielle et la fondation de l'agence pour la promotion de la création industrielle »*.

[Né en 1936, à Winthertur (Suisse), M. François Burkhardt a fait des études d'architecture à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne puis à l'Académie des beaux-arts de Hambourg, en RFA. Il a dirigé la Kunsthaus de Hambourg de 1969 à 1971 et, depuis cette date, le Centre international du dessin (IDZ) de Berlin.

M. François Burkhardt a enseigné à l'Ecole d'architecture de Kiel (1970-1971), à l'Ecole des beaux-arts de Berlin (1980-1983), et à l'Académie Domus de Milan. Il a organisé de nombreuses expositions sur le mobilier, la mode, l'art et l'industrie, et était membre du jury du concours international de meubles de bureau, organisé récemment par le ministère de la culture.]

● RECTIFICATIF. – Dans l'article de Frédéric Edelmann « Le mont Saint-Michel, patrimoine mondial », (*le Monde* du 5 mai), il fallait lire, page 4 : *« Une plaque lui rendant hommage a été apposée »*, et non comme il a été écrit : *« Une plaque à l'architecture, etc. »*.

JOE JACKSON ET STATUS QUO AU ZENITH

Chassé-croisé symbolique

Héros de la new-wave anglaise à la fin des années 70, chantant d'étranges histoires où la critique sociale se mêlait aux angoisses d'un musicien, à son sens de la dérision, à son humour grinçant, Joe Jackson s'est métamorphosé en quelques années.

Après avoir gravé à Londres un album aux couleurs du reggae, présenté conne une *« tentative désespérée pour donner un sens au rock n'roll »* et aussi comme une sorte d'hommage vibrant à Linton Kwesi Johnson, Joe Jackson, qui ne sent plus d'objectif précis dans le musique et voit trop s'étendre l'emprise de Muzak dans la fabrication du son, dissout son groupe, part à New-York. La métropole américaine, frénétique et inspirante, qui exhale une étonnante énergie et insuffle à ses habitants une certaine façon de voir le monde et d'exprimer ce monde, devient très vite la ville d'adoption de Jackson. Il va, dès lors, ressembler à ces new-yorkais qui avancent toujours comme s'ils cherchaient quelque chose qu'ils avaient perdu, comme si leur avenir consistait à trouver une autre vie.

A New-York, Joe Jackson court après les musiques, le jazz, le funk, la salsa, cherche à approfondir d'autres valeurs musicales, fréquente les bars de l'East Village, entremêle les rythmes latino-américains, les harmonies des *musicals* de Broadway et l'esthétisme du jazz. Un premier album *(Night and day)* faisait déjà référence dans son titre au jazz des années 40 et 50. *Body and soul*, son dernier disque, porte le nom d'un des plus fameux morceaux de l'histoire du jazz, joué tour à tour par Louis Armstrong, Colemen, Hawkins, Carl Hines, Art Tatum et Don Byas et la pochette reprend le « look » d'un album de Sonny Rollins publié chez Blue Note en 1957.

Avec sensiblement le même personnel que dans *Body and Soul*, Joe Jackson a entrepris une tournée qui, après Lyon et Lille, le mènera au Zénith lundi 7 mai : Graham Maby à la basse, Vinnie Zummo à la guitare, Ed. Roynesdal aux keyboards et au violon, Tony Aiello aux saxes et à la flûte, Michael Morreale à la trompette, Gary Burke à la batterie, et Elaine Caswell comme deuxième voix. Jackson cultivera dans son concert son nouvel éclectisme qui allie les titres instrumentaux où prédominent les sons du clavier et du saxophone et les chansons où le doute balance avec l'espoir et une soif de romantisme. Les couleurs latino-américaines (*The Verdict, Cha-Cha-loco*) cohabitent avec le funk et un chorus be-bop, avec aussi des ballades très proches de la variété américaine (*Happy ending*).

Chassé-croisé, symbolique : après Joe Jackson qui s'efforce à sa manière de fuir l'aseptisation de la musique, Status Quo fera ses adieux sur la même scène du Zénith, le jeudi 10 mai, avant de se rendre à Besançon le 11, à Lyon le 15, à Grenoble le 16, à Clermont-Ferrand le 17, au Mans le 19, et à Lille le 20. Status Quo célèbre en même temps ses vingt ans de carrière hors des modes, sans génie et sans doute, attirant les foules et vendant des albums par millions avec une musique monocorde mais énergique.

CLAUDE FLÉOUTER.

■ BREYTEN BREYTENBACH REFUSE LE PRIX HERZOG DE LITTÉRATURE. – Le poète sud-africain Breyten Breytenbach, qui vit en exil à Paris, a refusé le prix Herzog de littérature, qui lui avait été décerné pour son recueil de poèmes *Yk* écrit durant son séjour à la prison sud-africaine de Poolsmoor.

M. Marchais : nous souhaitons que le dossier de l'audiovisuel soit remis en chantier

Le Parti communiste français est inquiet. *« La production nationale d'œuvres dramatiques est en chute libre »*, déclarait M. Georges Marchais à l'occasion d'une conférence de presse, vendredi 4 mai. Partageant les mêmes préoccupations que la Haute Autorité et les réalisateurs de télévision qui ont récemment alerté le président de la République à propos de l'avenir du service public de l'audiovisuel (*le Monde* du 11 février et du 29 avril), le secrétaire général du Parti communiste critique la loi de 1982, qui, *« loin d'avoir résolu la question de la production des programmes »*, a *« accompagné leur dégradation »*. Une loi que les parlementaires communistes avaient alors refusé parce qu'elle *« ne pariait pas sur un grand service public »*. Aujourd'hui, selon M. Marchais, *« le service public s'enfonce, jour après jour, dans les difficultés, les gâchis, l'inefficacité »*. Simultanément, la radio-télévision publique est contestée sous ses formes actuelles par les PDG des sociétés nationales, dont les déclarations récentes *« viennent*, dit-il, *à point nommé pour cautionner la croissance des défenseurs du « tout privé »*.

A l'heure où le gouvernement précise sa politique pour le développement des nouveaux médias, M. Marchais souhaite que *« le dossier de l'audiovisuel soit remis en chantier. Après deux ans d'expérience, tout montre que la voie tracée par la loi de 1982 n'est pas la bonne. Il n'est pas encore trop tard pour la corriger. (...) Il faut que le service public rénové, transformé, soit en état de défendre le pluralisme, la diversité, la liberté de créer, là où la domination des intérêts privés aura tendance à les nier »*.

Sans exiger un retour à l'ORTF qui, pourtant, *« était bénéficiaire et produisait 85 % de ses programmes »*, le Parti communiste suggère une réorganisation en profondeur du service public et fait trois propositions. La première s'inspire directement du rapport Moinot : *« Réunir une part essentielle de la production par la création d'une grande société nationale de télévision regroupant TF 1, A 2 et la SFP, les dirigeants des deux chaînes conservant l'autonomie de la conception et de la programmation »*. Une réorganisation *« qui devrait permettre de produire 30 % de plus »*, grâce, notamment, à un plan de financement pluriannuel. Second point, le pari de la décentralisation – actuellement gelé – doit être *« repris et tenu jusqu'au bout »*. Enfin, le Parti communiste voudrait que l'on donne *« une toute autre ampleur à la formation à tous les métiers de l'audiovisuel, de la communication et du cinéma »*.

[A aucun moment de sa conférence de presse, M. Marchais n'a exprimé de réserves à l'égard des décisions prises ces jours derniers par le gouvernement dans le domaine du câble ou des satellites de télédiffusion. Faut-il en déduire que l'ouverture de l'audiovisuel au secteur privé n'effraie plus le Parti communiste ? Articulée autour des seules prises de position de professionnels du milieu et sans références idéologiques, l'analyse du secrétaire général ne repose pas sur une quelconque idée du service public qui serait une manière de « rempart » contre les visées commerciales du privé, mais plutôt sur celle d'un service public aux contours bien définis, qui serait la meilleure arme pour s'imposer dans la grande mêlée internationale des industries audiovisuelles. – E. R.]

Télévision par câble

Les réactions aux décisions gouvernementales

Le syndicat Force ouvrière a condamné les décisions du conseil des ministres du 3 mai sur la télévision par câble, dans lesquelles il voit une menace de *« privatisation »*. *« L'organisation des réseaux en étoile autour de sociétés d'économie mixtes présidées par des élus locaux*, précise FO, *conduit à la main mise du privé et des groupes de pression sur le contenu des émissions distribuées par câble. »*

La centrale syndicale ajoute : *« Régis par la rigueur, les journaux des chaînes nationales seront plus encadrés, et les informations régionales et locales, elles, passeront sous la coupe des propriétaires des réseaux : les présidents des sociétés d'économie mixte. »*

Pour la CFDT, au contraire, *« le statut des sociétés chargées d'exploiter le câble doit permettre d'éviter l'abus des monopoles municipaux politiques ou financiers. »* M. Pierre Hureau, secrétaire national de la centrale syndicale, souligne l'importance d'une mise en œuvre rapide du plan câble, qui peut *« permettre la création de 40 000 emplois »*. Il insiste sur *« l'urgence absolue de dynamiser le secteur de la production audiovisuelle »*.

M. Georges Sarre, secrétaire national du Parti socialiste, se réjouit de *« ces décisions qui engagent le pays dans une grande entreprise industrielle et culturelle »* et note que *« les réseaux câblés se voient dotés de règles de fonctionnement cohérentes »*.

● PRÉCISION. – Dans *le Monde* du 4 mai, nous avons attribué à Jean-Marie Borzeix, nouveau directeur de France-Culture, la paternité du livre *l'Aventure incertaine*, « en collaboration avec Claude Bourdet ». En réalité, cet ouvrage, consacré à la Résistance, et dont *le Monde* a largement rendu compte en son temps (*le Monde* daté 16-17 février 1975), a été écrit par Claude Bourdet à partir de questions posées par Jean-Marie Borzeix.

● *Forum sur les politiques de la communication.* – Le Centre d'étude de la vie politique française (CEVIPOF), rattaché à la Fondation nationale des sciences politiques, organise les 15 et 16 mai 1984, à Paris, un Forum international sur les politiques publiques des nouvelles technologies de la communication.

Quatre disparitions

L'architecte Pierre Sonrel

Nous apprenons la mort, survenue le 24 avril, de Pierre Sonrel, architecte DPLG. Il était âgé de quatre-vingt-un ans.

[Né ne 1903 à Paris, Pierre Sonrel obtint son diplôme d'architecte en 1927 à l'Ecole nationale des beaux-arts. Architecte en chef de la reconstruction après la guerre, il devait, associé à Jean Duthilleul, construire un grand nombre de bâtiments, en particulier des logements. Il est ainsi l'auteur du grand ensemble de Massy-Antony, de celui de Caucriauville, au Havre, de la zone nord d'Asnières, de la zone de Rueil-Plaine, de la rénovation de l'îlot nº 7 à Paris (Belleville), considéré comme insalubre, etc.

Pierre Sonrel est cependant plus particulièrement connu pour l'intérêt qu'il attachait à l'architecture théâtrale et à la scénographie. Il est le constructeur de nombreux théâtres (Rouen, Limoges, Epinal, Nîmes, Boulogne-sur-Mer, Centre dramatique de l'Est à Strasbourg) et de deux maisons de la Culture à Bourges et à Amiens. On lui doit aussi un *Traité de scénographie*. Pierre Sonrel a accompli, toujours dans ce domaine, diverses missions à l'étranger, notamment pour la reconstruction de l'Old Vic Theatre à Londres et de l'Abbey Theatre de Dublin.]

Marcel Gabilly

L'ancien rédacteur en chef du *Figaro*, M. Marcel Gabilly, est mort dans la nuit du 3 au 4 mai à Paris, il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

[Né le 6 juin 1904 à Paris, Marcel Gabilly avait commencé sa carrière à Poitiers au journal *Centre-Ouest*, avant de devenir rédacteur parlementaire à *la Croix* puis, en 1940, au *Figaro*. Promu chef du service politique à la Libération, il gravit les échelons de rédacteur en chef adjoint, puis de rédacteur en chef (1964), enfin de directeur-adjoint de la rédaction (1971-1979). Elu par deux fois membre du directoire en tant que représentant de l'ancienne équipe de Pierre Brisson, après l'arrivée de M. Robert Hersant comme propriétaire du quotidien, il avait pris place au conseil de surveillance, où il exerçait les fonctions de vice-président. Il était commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite.]

Roger Karl

Le comédien Roger Karl vient de mourir, il était âgé de cent deux ans.

[Né le 29 avril 1882 à Bourges, de son vrai nom Roger Trouvé, Roger Karl se destine d'abord à la musique, puis à la peinture et, simultanément, au théâtre. Premier prix au conservatoire en 1907, il est engagé à l'Odéon. Il part en tournée avec Sarah Bernhardt, puis entre dans la troupe de Jacques Copeau. Il débute au cinéma en 1918 et doit son premier succès à Marcel L'Herbier qui lui fait tourner en 1920 *l'Homme de nulle part*. Grand second rôle, Roger Karl tient les emplois d'aristocrate ou d'aventurier. Dans *Mademoiselle Docteur*, de Pabst, avec Dita Parlo en 1936, il incarne un officier allemand. Il ne cesse de travailler et, à quatre-vingt-dix ans, il apparaît encore dans des téléfilms. Roger Karl a eu pour amis Derain, Picasso, Max Jacob, Apollinaire. Lui-même écrit sous le pseudonyme de Michel Balfort plusieurs livres de souvenirs dont *le Journal d'un homme de nulle part* en quatre tomes.]

Diana Dors

La comédienne britannique Diana Dors est morte d'un cancer le 4 mai à Londres. Elle était âgée de cinquante-deux ans.

[Pendant les années 50, Diana Dors se situe dans la lignée des Jayne Mansfield, des Anita Eckberg, des starlettes platinées et pulpeuses aux opulentes poitrines qui essayaient de succéder à Jean Harlow et de détrôner Marilyn. Elle se qualifiait elle-même de *« sex symbol » « le seul que l'Angleterre ait produit depuis Lady Godiva »*. Hollywood l'engage avec un contrat de 3 millions de dollars, mais elle ne parvient pas à s'imposer. En 1974, atteinte d'une méningite, elle frôle la mort. Sa santé ne se rétablit pas. A deux reprises, elle se fait opérer d'un cancer sans pouvoir arrêter le mal.]

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3703

HORIZONTALEMENT

I. Bien que ce régime donne plus de poids aux femmes, il n'est pas pour leur déplaire. Partie de « végétal » méconnue du végétarien. – II. Le Turku suédois. A fière allure quand il est à poil. – III. Fleur répandue en Hollande. Fleur répandue en nos landes. Personnel. – IV. Empoisonneuse exotique. Début d'identité ou abréviation en marquant une. Déchaussées, on risque de s'y tordre les chevilles. – V. Presque rien. Marque la fin des rondes et le retour à la carrée. Article. – VI. Démentis. Préposition. Agent au carrefour d'une voie d'étranglement. – VII. Fut d'abord provençal avant d'être girondin. Bien que séants, ils se montrent parfois indécents. – VIII. Agent de la perception ou délicatesse inconnue du percepteur. Évoque un monarque qui ne se rasait pas avec ses favoris. Passe de gauche à droite pour faire face. – IX. Qualifie indifféremment des « feus » ou des « feux ». Printemps. En toute légitimité. – X. Pas comestible quand c'est une dinde. Unités de la géogénie. Périodes. – XI. Reverdit après avoir blanchi. Ses tours rassemblent beaucoup de monde. – XII. Son plus brillant élève y brilla encore plus de vingt ans après dans un baroud d'honneur. Le bréviaire du VRP. – XIII. Mot pour un mal. Plus lourd sur l'hiver. D'autres leur succèdent. Forme d'avoir. – XIV. Cuisine ou se fait cuisiner. Evoquent autant les croûtes que les croûtons. – XV. Paricide. Note. Sortie estivale. Génie des transformations.

VERTICALEMENT

1. Objectif d'un dernier voyage en ballon. On la grille en la faisant sauter. – 2. Paraissent moins répréhensibles quand ils nous sont profitables. Blanchit sur l'hiver. Cours d'eau ou moisson de liquide. – 3. Laisser-aller. Occasion de mettre le ventre devant le buffet. – 4. Gamme chromatique. Personnel. – 5. Des bons offices, il n'en a cure. Négation. Découvrir l'or du palais. – 6. Préposition. Reste rarement sur sa première impression. Personnel. – 7. Divinité. Menu cruciverbiste. Logent au milieu d'une maison. Eau ou éther, selon le « sens ». – 8. Interjection. Extraits d'essences noires. – 9. Boit le nectar à même le calice. Iles ou vallée. Participe passé. – 10. Coupe l'herbe sous les pieds. Scie le dos ou casse les pieds. – 11. Négation. N'est pas sans odeur, contrairement à ce qu'affirmait son créateur. – 12. Roule parfois sur l'or, surtout en période de crise. Possessif. – 13. Personnel. Cheville de certains marcheurs. Lettre. Inscription binaire sur l'écu tricolore. – 14. Parer le canard. On apprécie mieux ses graines que ses éclats. – 15. Va jusqu'à l'épuisement. Débite des essences. Détente.

Solution du problème nº 3702

Horizontalement

I. Effigies. – II. Naïf. Luit. – III. Inn. No. Au. – IV. Gê. Total. – V. Mou. – VI. Education. – VII. Sel. Ogre. – VIII. Cétoines. – IX. Na. Anse. – X. Edulcorée. – XI. Zinc. Us.

Verticalement

1. Enigmes. Nez. – 2. Fane. Décadi. – 3. Fin. Mule. Un. – 4. If. Toc. Talc. – 5. Noua. Onc. – 6. Ilot. Toison. – 7. Eu. Aligner. – 8. Sial. Ore. Eu. – 9. Tu. Anesses.

GUY BROUTY.

Paris / programmes

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

MADRAS – Maison de l'Asie (580-04-73), sam. 20 h 45.

UN P'TIT MOT SOUS LA PORTE – Espace Gaîté (327-95-14), sam. 21 h ; dim. 15 h.

FEMMES DE COULEURS – Théâtre 3/4 (327-09-16), sam. 22 h.

LE NOUVEAU TESTAMENT – Hébertot (387-24-24), sam. 21 h ; dim. 15 h.

CONTES MIMES DU PEUPLE TIV – Maison des cultures du monde (544-72-30), sam. 21 h ; dim. 15 h.

NINA C'EST AUTRE CHOSE – Lierre (586-55-83), sam. 21 h ; dim. 17 h.

MADAME BENOIT – Marie Stuart (508-17-80), sam. 20 h 30 ; dim. 15 h.

SIGMUND'S FOLLIES – Déchargeurs (236-00-02), sam. 20 h 30.

SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ – Théâtre de Paris (874-10-75), sam., dim. 20 h 30.

LA CHALEUREUSE ORPHELINE – Clichy, Rutebœuf (824-44-16), sam. 20 h 30 ; dim. 17 h.

L'ÉCOLE DES MÈRES – Cité internationale, Resserre (589-38-69), sam. 20 h 30.

LES LINGES DU TEMPS : LA COULÉE – sam. 16 h 30 ; LA SAIGNÉE sam. 20 h 30 ; dim. 16 h 30, Bobigny, maison de la culture (831-11-45).

LE PRIX MARTIN – Orly, CC Aragon-Triolet (884-55-83), sam. 21 h ; dim. 16 h.

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), sam. 19 h 30 : Boris Godounov.

SALLE FAVART (296-06-11), sam. 19 h 30 : Mariage secret.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), sam. 20 h 30 ; dim. 14 h 30 : la Mort de Sénèque ; dim. 20 h 30 : Cinna.

CHAILLOT (727-81-15) Grand Foyer : sam. 15 h : la musique d'Exilar (spectacle pour enfants) ; Grand Théâtre : sam. 20 h 30 ; dim. 15 h : la Mouette.

ODÉON (325-70-32), sam., dim. 20 h 30 ; dim. 15 h : le Suicidé.

PETIT ODÉON (325-70-32), sam., dim. 18 h 30 : Revoir la mer.

TEP (364-80-80), sam. 20 h 30 : 325 000 F ; Cinéma : dim. 20 h : le Point du jour, de L. Daquin ; Vive la Sociale, de G. Mordillat.

PETIT TEP (364-80-80), sam. 18 h : Cultures plurielles.

BEAUBOURG (277-12-33), Concerts-animation : sam. 20 h 30 : concert jazz : sextuor est-allemand ; Cinéma-Vidéo : 16 h : le temps d'un éclair : 60 000 lignes sous les mers, de N. Drouzy ; 19 h : logique du catch, de Ch. Loizillon ; sam., dim. 15 h : autres demeures (Facteur Cheval, Gaudi) ; sam., dim. 18 h : collections du musée ; Théâtre-Danse : 14 h 30 : cycle « Les images racontent, les auteurs vous rencontrent » : « Pierrot ou les secrets de la nuit » ; sam. 20 h 30, dim. 16 h : Scanner rhapsodie, de R. Kovitch ; sam. 18 h : Robert Kovitch.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83). Grand ballet classique de Moscou : 1er programme : sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 : Roméo et Juliette.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 : Arden de Faversham ; sam. 18 h 30 : Barbara Hendricks.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), sam. 20 h 30 ; dim. 16 h : les Liaisons dangereuses.

Les autres salles

A DÉJAZET (887-97-34) sam. 15 h et 21 h 30 : la Nuit des assassins.

ANTOINE - S. BERRIAU (208-77-71) sam. 20 h 45, dim. 15 h : Nos premiers adieux.

ATELIER (606-49-24) sam. 21 h, dim. 15 h : le Neveu de Rameau.

ATHÉNÉE (742-67-27), sam. 20 h 30 : la Guerre de cent ans, première semaine (dern.).

BASTILLE (357-42-14) sam. 20 h : Dis, Joe.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24) sam. 21 h : les Trois Jeanne.

CALYPSO (227-25-95) sam. 20 h : le Suicidaire.

CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (372-00-15), sam. 20 h : Ferdaous, une voix en Enfer.

CARTOUCHERIE, Th. de la Tempête (328-36-36), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Antigone. Atelier du Chaudron (328-97-04) sam. 20 h 30 : la Jungle des villes. Epée de Bois (808-39-74) sam., dim. 15 h 30, sam. 20 h : le Prince travesti.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Grand Théâtre, sam. 20 h 30 : les Amis de Salamanque. Galerie sam., 20 h 30 : l'Ame de la fugue.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41) sam. 17 h 30, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24) sam. 18 h 45 et 21 h 45, dim. 15 h 30 : Chacun sa vérité.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22) sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : les Aventures de la villégiature.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) sam. 20 h 30, dim. 15 h : les Marchands de gloire.

DAUNOU (261-69-14) sam. 21 h, dim. 15 h 30 : S.O.S. homme seul.

DÉCHARGEURS (236-00-02) sam., 22 h : le Prince.

ÉDOUARD-VII (742-57-49), sam. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h : Désiré.

ÉPICERIE THÉÂTRE (272-27-05), sam. 19 h : Imprévu pour un privé ; sam.-dim., 20 h 30 : l'Île des chèvres.

ESPACE MARAIS, (584-09-31) sam., 22 h, dim. 18 h : Adam et Eve et le Troisième Sexe.

ESSAION (278-46-42) sam., I. 20 h 30 : Oreste ne viendra plus ; II. 20 h 30 : Sensualité.

FONTAINE (874-74-40) sam. 18 h et 21 h 30 : les Aventures de Dieu.

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18) sam., 20 h 45, dim., 15 h : Grand-Père.

GALERIE 55 (326-63-51) sam. 20 h 30 : Who's Afraid of Virginia Woolf ?

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06) sam., 20 h 30, dim. 18 h 30 : la Place au soleil.

HUCHETTE (326-38-99) sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Bonsoir Prévert.

LA BRUYÈRE (874-76-99) sam. 21 h, dim. 15 h : Top Girls.

LUCERNAIRE (544-57-34) sam. I. 18 h 30 : Fando et Lis ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : L. Kourilski. II. 20 h 15 : l'Ambassade ; 22 h 30 : la Panthère bleue. Petite salle, 18 h 30 : Pique et pique et follet drame ; 22 h 30 : le Drap de sable.

MADELEINE (265-07-09) sam. 20 h 45, dim. 15 h : les Œufs de l'autruche.

MARAIS (278-03-53) sam. 20 h 30 : Le roi se meurt.

MARIE-STUART (508-17-80) sam. 22 h : l'Echo du silence.

MARIGNY, grande salle (256-04-41) sam. 21 h, dim. 15 h : J'y suis, j'y reste ; salle Gabriel (225-20-74) sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h : le Don d'Adèle.

MATHURINS (265-90-00) sam., 21 h, dim. 16 h 30 : la Femme assise.

MAUBEL (255-45-55), dim. 15 h : Betrayal.

MICHEL (265-35-02) sam. 18 h 15 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22) sam. 21 h, dim. 15 h 30 : J'ai deux mots à vous dire.

MOGADOR (285-45-30) sam. 21 h, dim. 16 h 30 : Cyrano de Bergerac.

MONTPARNASSE (320-89-90) sam. 17 h, dim. 16 h : Tchin tchin ; Petite salle sam. 21 h, dim. 16 h : la Salle à manger.

NOUVEAUTÉS (770-52-76) sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : l'Entourloupe.

ŒUVRE (874-42-52) sam. 21 h, dim. 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

PALAIS-ROYAL (297-59-81) sam. 18 h 45 et 22 h, dim. 15 h 30 : la Fille sur la banquette arrière.

PARC DE LA VILLETTE, sous chapiteau (241-31-53) sam. 20 h 30, dim. 16 h : On a tous les jours cent ans. – II. (387-71-31) sam. 21 h, mer., dim. 15 h 30 : Roméo et Juliette.

PLAINE (250-15-65) sam. 20 h 30, dim. 17 h : Marivaux et Marivaux.

PLAISANCE (320-00-06), sam. 20 h 45 : la Pierre de la folie (der.).

POCHE (548-92-97) sam. 20 h : Molly Bloom ; 21 h : l'Élève de Brecht (lun.).

PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53) sam. 17 h, dim. 15 h : K 2 (dern.).

POTINIÈRE (261-44-16) sam. 20 h 30, dim. 15 h : la Salle des profs.

QUAI DE LA GARE (523-48-78) sam. 20 h 30 : Moby Dick.

RENAISSANCE (208-18-50) sam. 18 h 30 et 21 h 30 ; dim. 15 h : Noix de coco.

SALLE DU BATEAU IVRE (297-48-89), sam. *20 h 30* : Antigone.

SAINT-GEORGES (878-63-47) dim., 21 h, sam. 18 h 30 et 21 h 30 : Théâtre de Bouvard.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10) sam., 21 h, dim. 15 h 30 : Bataille navale.

TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), I. sam., 20 h 30 : l'Écume des jours. – II. sam., 20 h 30 : Huis clos.

THÉÂTRE A.-BOURVIL (373-47-84), sam. 16 h 45 et 21 h : Y'en a marr... et vous.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02) sam., 20 h 15 : les Babas-cadres ; sam. 22 h et 23 h 30 : Nous, on fait où on nous dit de faire.

THÉÂTRE DE DIX-HEURES (606-07-48) sam., 21 h : Fils de butte ou les Seigneurs de Montmartre.

THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80) 20 h 30, sam.-dim. 17 h 30 : la Lanterne magique de Prague ; Petite salle sam. 20 h 30, dim. 15 h : Enfance.

TOURTOUR (887-42-48) sam. 17 h et 20 h 30 : Mon cœur dans les Highlands.

TROIS SUR QUATRE (327-09-16) sam., 20 h 30 : la Pêche à la mouche.

VARIÉTÉS (233-09-92) sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : l'Étiquette.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : On perd les pétales.

DEUX ANES (606-10-26) (sam.), 21 h, dim. 15 h 30 : l'Impôt et les Os.

Samedi 5 - dimanche 6 mai

La danse

A DEJAZET (887-97-34), sam. 20 h : Nacre ou la jetée (dern.).

ATMOSPHÈRE (331-90-76), sam. à 21 h : Ballet-théâtre Lemba.

CENTRE MANDAPA (589-01-60), sam. 20 h 30 : No et Kabuki du Japon.

PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03), sam. et dim. 15 h ; sam. 20 h 30 : Ballets Moisseiev.

THÉÂTRE DE PARIS (874-10-75), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Lindsay Kemp Company.

Opérettes.

ÉLYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15), sam. 20 h 30, dim. 14 h et 17 h 30 : l'Amour à Tahiti.

Opéra

PALAIS OMNISPORTS DE BERCY (346-12-21), sam., 20 h, Dim. 14 h 30 : Aïda.

Le music-hall

ALLIANCE FRANÇAISE (544-72-30), sam., 21 h ; dim., 15 h : le Kwach Hir du Nigéria.

AMANDIERS (366-42-17), sam., dim., 20 h 45 : Mimobile.

BATACLAN (700-30-12), sam., 20 h 30, dim. *15 h : Mezz, la Rage de vivre.*

CASINO DE PARIS (874-26-22), sam. 16 h et 20 h 45, dim. 16 h : Hair 84.

FORUM (297-53-47), sam., 21 h : N. Vassal, J.-L. Mahjun.

LUCERNAIRE (544-57-34), sam., dim., 19 h 45 : R. Bahr, chansons populaires juives.

OLYMPIA (742-25-49), sam., 20 h 30, Dim. 17 h : le Cirque de Pékin.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), sam. 21 h, dim. 14 h 15 et 17 h 30 : Holiday on Ice.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), sam. 20 h 30, dim. 17 h : H. Van Veen., Sam., 21 h. : Jim Cuomo s'explique.

SOLEIL D'OR (543-50-12), sam., 20 h 45 : Bharata Natyam.

TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), sam., 15 h : S. Dupres.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), sam., 20 h 30 ; dim., 15 h et 20 h 30 : P. Porte.

TRISTAN BERNARD (522-08-40), sam., dim., 20 h 45 : Marotissimo.

THEATRE PRESENT (203-02-55), sam., 20 h 30, Dim. 17 h : La Villette en chansons.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 22 h : R. Anselmi, C. Perez, R. Lopez ; sam., 24 h : René et Daniel.

Les concerts

SAMEDI 5

Péniche-Opéra, 21 h : Ballades et mélodrames du romantisme allemand.

Eglise Saint-Merri, 21 h : Quatuor de trombones et quintette de cuivres D. Speer (Beethoven, Praetorius, Maas).

Crypte Sainte-Agnès, 21 h : Quintette Quinsouffle (Gervaise, Bach, Britten...).

Salle Cortot, 20 h 30 : D. Wood (Fabre, Leclère).

Eglise Saint-Georges, 20 h 30 : Sor Guitar Duo.

Hôtel Saint-Aignan, 21 h : Ensemble Aleph (Beethoven, Webern, Berio).

DIMANCHE 6

Eglise Saint-Merri, 16 h : Ensemble La Franciade (musique instrumentale et vocale du XIIe au XVe).

Péniche-Opéra, 17 h : voir samedi.

Théâtre du Rond-Point, *11 h : Ensemble* à vent Bourgue (Haydn, Mozart).

Conciergerie, 18 h 30 : J.-Ph. Vasseur, P. Sechet, J. Pontet (Locatelli, Quantz, Telemann...).

Eglise des Billettes, 17 h : Ensemble baroque français (Bach, Boismortier, Telemann...).

Eglise Saint-Louis des Invalides, 17 h : J. Fussel (Bach, Clérambault...).

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 5 MAI

15 h, Flamenco : Gitans d'Espagne, de J. Gastanier ; Flamenco, de E. Neville ; Histoire du cinéma japonais : 17 h, Mon grand frère, de S. Imamura ; 19 h, Rafale de neige, de K. Kinoshita ; 21 h, Cinéma israélien : Cache-cache, de D. Wolman.

DIMANCHE 6 MAI

15 h, le Cap de l'espérance, de R. Bernard ; Histoire du cinéma japonais : 17 h, le Quartier de l'amour et de l'espoir, de N. Oshima ; 19 h, Bonjour, de Y. Ozu ; 21 h, Cinéma israélien : Une tendre nuit, de R. Guiney ; Noah a 17 ans, de I. Yeshurun.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 5 MAI

15 h, Our Little Girl, de J. Robertson ; « Photo et cinéma » : 17 h, le Pré de Bejine, de S.-M. Eisenstein ; la Jetée, de C. Marker ; Colloque de chiens, de R. Ruiz ; 19 h, la Disparition, de A. Jaubert ; Photographie, de P. Zolnay ; 21 h, Wavelength, de *M. Snow ; Comment ça va ?, de* J.-L. Godard et A.-M. Mieville.

DIMANCHE 6 MAI

« Photo et cinéma » : 15 h, Rencontre des nuages et du dragon, de Lâm-Lê ; la Passagère, de A. Munk ; 17 h, Paris qui dort, de R. Clair ; Sauve qui peut (la vie), de J.-L. Godard ; 19 h 15, Ulysse, de A. Varda ; L'Ecran magique, de G. Mingozzi ; 21 h 30, Blade Runner, de R. Scott.

Les exclusivités

L'ADDITION (Fr. *) : Rex 2e (236-83-93) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; UGC Convention, 15e (828-20-64).

L'AFFRONTEMENT (A, v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

ALDO ET JUNIOR (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert 14e (321-41-01).

L'ANGE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

A NOS AMOURS (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

BIQUEFARRE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-46-18) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

LES FILMS NOUVEAUX

CELESTE, film allemand de Percy Adlon (v.o.) : Logos, 5e (354-42-34) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LA FORTERESSE NOIRE, film américain de Michael Mann (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Colysée, 8e (359-26-46) ; (v.f.) : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvettes, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LE SANG DES AUTRES, film franco-canadien de Claude Chabrol : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

UN NID AU VENT, film soviétique de Olev Neuland (v.o.) : Marais, 4e *(278-47-86)*.

LA CORRIDA, film soviétique de Olev Neuland (v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

CARMEN (Esp., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

CARMEN (Franco-It.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

LES CAVALIERS DE L'ORAGE (Franco-Yougoslave) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; République Cinéma, 11e (805-51-33).

CENT JOURS A PALERME (Franco-It.) ; Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83 ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e *(343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-*56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Gaumont Sud, 14e (827-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LES COMPÈRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Athéna, 12e (343-07-48).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

ÉCOUTEZ BIZEAU, ÉCOUTEZ MAY PIQUERAY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

L'ÉDUCATION DE RITA (Angl., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

EMMANUELLE IV (**) : George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

ET VOGUE LE NAVIRE (It.) (v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

L'ETOFFE DES HEROS (A.) (v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; V.F. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97)) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

FAUT PAS EN FAIRE UN DRAME (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; (v.f.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Lumière, 9e (246-49-07).

LES FAUVES (*) (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

FEMALE TROUBLE (**) (A. v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15).

FEMMES DE PERSONNE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LA FEMME FLAMBÉE (All., v.o.) (**) : Logos I, 5e (354-42-34) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

FORBIDDEN ZONE (All., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15).

FRAULEIN BERLIN (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

GUERRES FROIDES (Ang., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).

L'HABILLEUR (Ang., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (534-20-12).

LE JUGE (Fr.) : George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE LÉOPARD (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George V, 8e (562-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-48-85).

MEGAVIXENS (A., v.f.) (**) : Septième Art Beaubourg, 3e (278-34-15).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46).

LES MORFALOUS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; Gaité Rochechouart, 9e (770-33-88) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

NAITOU (Guinéen, v.o.) : Studio Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

NEW-YORK NIGHTS (A. v.o.) (**) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

OSTERMAN WEEK END (A., v.o.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).

PERMANENT VACATION (A., v.o.) : *Movies, 1er (260-43-99).*

POLAR (Fr.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

POLAROID KILLER (Fr.) (**) : Movies, 1er (260-43-99).

RETOUR VERS L'ENFER (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parmount City Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).

RISKY BUSINESS (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

RUSTY JAMES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

SAHARA (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; Murat, 16e (651-99-75) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e *(343-01-59) ; UGC Convention*, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

SCARFACE (A., v.o.) (*) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Français, 9e (770-33-88).

SCÉNARIO DU FILM PASSION (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

STAR 80 (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

STAR WARS LA SAGA (A., v.o.) : la Guerre des étoiles ; L'empire contre-attaque ; le Retour du Jedi ; Escurial, 13e (707-28-04).

STREAMERS (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Studio Logos, 5e (354-42-34) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

TCHAO PANTIN (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

TENDRES PASSIONS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).

THE WIZ (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

TRAHISONS CONJUGALES (Angl., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : (H. sp.) Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14-Juillet Bastille, 12e (357-90-81) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Passy, 16e (288-62-34).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

VENT DE SABLE (Alg., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86).

VIVA LA VIE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-42) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : George-V, 8e (562-42-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LES VOLEURS DE LA NUIT (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

WILLIAM BURROUGHS (A., v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38).

YENTL (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-42-43).

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :

André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

1983

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437

ISSN : 0395-2037

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens

75427 PARIS CEDEX 09

C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	685 F	859 F	1 080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

France / services

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 5 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : Dernier Banco.
D'A. Riou, réal. Cl. De Givray, avec J.-P. Cassel, M. Duchaussoy, D. Constanza...
La passion du théâtre, des femmes, et surtout – par-dessus tout – du jeu. A partir de l'enterrement de Georges Nancy, le portrait en flash-backs, d'un comédien qui n'a cessé de « flamber » sa vie passée de casinos en terrains de course, qui a tout joué, même son chien et son amie, et confronté des années durant à un percepteur qui, d'ennemi, s'est tranformé peu à peu en ami. Alain Riou s'est beaucoup inspiré de la vie de Raimu, de Brasseur et surtout, dit-il, de Jules Berry pour la peinture de ce personnage des années 30, fasciné par la tradition et même le « devoir d'extravagance » des comédiens de l'entre-deux-guerres.

22 h 15 Droit de réponse, l'esprit de contradiction.
Emission de Michel Polac.
La revue de presse, avec entre autres MM. D. Jamet (*le Quotidien de Paris*), G. Claisse (*le Matin*), N. Copin (*la Croix*), M. A. Burnier (*Actuel*), J.-M. Bouguereau (*Libération*), P. Benichou (*le Nouvel Observateur*), T. Ferenczi, directeur de la rédaction du *Monde*.

0 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Judo : Championnats d'Europe.

21 h Concours Eurovision de la chanson à Luxembourg.
Avec, choisie par les téléspectateurs pour représenter la France, Annick Thoumazeau, vingt-quatre ans, née à Montbéliard, chanteuse mais aussi auteur-compositeur.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Feuilleton : Dynastie.
Blake Carrington, inculpé pour le meurtre de l'amant de son fils, est arrêté par la police... suite du feuilleton américain qui concurrence Dallas *sur le plan des haines, des jalousies, des conflits d'argent.*

21 h 25 Plus menteur que moi, tu gagnes...
Emission de P. Sabbagh, animée par Jean Amadou.
Avec Anne-Marie Carrière, Florence Brunold, Jacques Faizant et Jean Le Poulain. Règle du jeu : empêcher l'équipe adverse de marquer des points en imaginant des mensonges... tout en laissant supposer que l'on connaît la vérité.

22 h 10 Journal.

22 h 30 La vie de château.
Jean-Claude Brialy reçoit trois invités vedettes choisis selon l'actualité culturelle. Ambiance feutrée.

23 h Musiclub.
Navarra, violoncelliste français ou l'art de l'archet.

FR 3 - PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 35 Carrefour de l'outre-mer.
18 h Troisième rang de face.
L'actualité des spectacles.
18 h 30 Autour de...
la girafe de Charles X.
18 h 55 Atout Pic.
19 h Informations.
19 h 35 Clip-clap.
Panorama de la chanson et du cinéma français.
19 h 50 Gil et Julie.

FRANCE-CULTURE

20 h **Hoffmann Canada**, dramatique de C. Aveline. Avec R. Hanin, G. Lartigau, H. Nassiet...
21 h 50 La folie de Roland : Orlando à travers Haendel, Vivaldi, Haydn.
22 h 30 La pathologie considérée comme perte du sens symbolique, avec J. Perry et E. Humbert, psychanalystes jungiens.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : *Symphonie n° 90 en ut majeur*, de Haydn ; *Symphonie n° 33 en si bémol majeur*, de Mozart par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. D. Salomon, sol. M. Rudy, piano.
22 h 34 Les soirées de France-Musique : Le club des archives ; œuvres de Schubert, Liszt, Schumann, Chopin, Scriabine par V. Sofronitsky, piano ; à 1 h, L'arbre à chanson.

Dimanche 6 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h Emission islamique.
9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Foi et tradition des chrétiens orientaux.
10 h Présence protestante : Dieu avant l'Etat.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe célébrée avec la paroisse Saint-Joseph et l'aumônerie des jeunes du XIe arrondissement à Paris.
12 h Télé-foot.
13 h Journal.
13 h 25 Série : Starsky et Hutch.
14 h 20 Hip-hop.
Magazine du smurf, les danses « in » de Sidney.
14 h 35 Champions.
Variétés, divertissement et sports.
17 h 30 Les animaux du monde.
18 h Série : Le signe de justice.
19 h Sept sur sept.
Magazine de l'actualité de la semaine, de J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay.
Le grand témoin sera Mario Soares, premier ministre portugais. Au sommaire : le pape en Thaïlande, la francophobie des Espagnols ; la télévision japonaise.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : le Lauréat.
Film américain de M. Nichols (1967), avec A. Bancroft, D. Hoffman, K. Ross, W. Daniels, M. Hamilton.
Un adolescent, brillamment diplômé en fin d'études, est initié à l'amour physique par une amie de ses parents, femme mariée et mûre. Il s'éprend de la fille de sa maîtresse. Comédie misogyne et quelque peu grivoise. La liberté sexuelle commençait à miner le puritanisme américain. Film à voir, aujourd'hui, uniquement pour Dustin Hoffman, alors débutant au cinéma.
22 h 20 Sports dimanche.
Magazine de Jean-Michel Leulliot.
23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

9 h 30 Récré A 2 : Candy.
10 h Les chevaux du tiercé.
10 h 30 Gym tonic.
11 h 15 Dimanche Martin.
Entrez les artistes.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Dimanche Martin (suite).
Si j'ai bonne mémoire ; 14 h 30 : Série : Les petits génies ; 15 h 25 : L'école des fans ; 16 h 15 : Dessin animé ; 16 h 25 : Thé dansant.
17 h 10 Série : Toutes griffes dehors.
18 h Dimanche magazine.
De M. Thoulouze.
Au sommaire : Vieillir à Los Angeles ; les fous de la tour Eiffel.
18 h 55 Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors.
A Sri-Lanka.
21 h 40 Série documentaire : le monde du baroque.
De J. Antoine et F. Quilici, N° 1 – L'homme en représentation.
De 1620 à 1750, une période très difficile pour l'Europe : famines, épidémies, guerres. Plus d'un siècle pendant lequel tout bascule : la société, l'homme et sa vision du monde, qui devient baroque en peinture comme en architecture. Une grande série classique, un commentaire soigné, des images belles.
22 h 35 Désirs des arts : 3000 ans d'art au Nigéria.
De P. Daix, réal. J. Kercharche.
Des statues Nok, qui remontent à neuf siècles avant notre ère, aux bronzes du Bénin et aux sculptures d'Ife, quelques-unes des plus belles réussites de l'art nègre présentées par Jacques Kercharche, spécialiste, en avant-première de l'exposition au Grand Palais à partir du 18 mai.
23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

10 h Images de Tunisie.
10 h 30 Mosaïque. Emission de l'ADRI.
12 h 30 La vie en tête.
14 h 20 Objectif entreprise.
16 h 5 Spectacle 3 : Ernani.
Opéra en 4 actes de Verdi (V.O. sous-titrée), enregistré à la Scala de Milan en décembre 1982. Par les chœurs et orchestre de la Scala de Milan, sous la direction de R. Muti, avec P. Domingo, M. Freni, R. Bruson, N. Ghiaurov...
18 h 20 Pour les jeunes.
19 h 40 RFO Hebdo.
20 h Paul Hogan Show.
Emission humoristique australienne.
20 h 35 Variétés : Megafun.
D'A. Maneval, G. Le Gallic et D. Niles.
Cette émission a été en partie enregistrée au Printemps de Bourges. Avec Higelin, Nina Hagen, K. Product.
21 h 35 Aspects du court métrage français
Marcello, film de M. Boursinhac ; *Laissé inachevé à Tokyo*, de O. Assayas.
22 h 5 Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit : Grand Hôtel.
Film américain d'E. Goulding (1932), avec G. Garbo, J. Barrymore, J. Crawford, W. Beery, L. Barrymore, L. Stone, J. Hersholt (v.o. sous-titrée, N.).
Les vies entrecroisées, au cours d'une journée exceptionnelle, d'hommes et de femmes résidant dans un palace berlinois. Adroite adaptation d'un roman de Vicky Baum, rassemblant, sous la direction de Goulding, des vedettes de la MGM. Garbo tient le rôle d'une ballerine russe vieillissante et neurasthénique reprenant goût à la vie grâce à John Barrymore.
0 h 20 Prélude à la nuit.
Etudes – tableaux n° 5, *de S. Rachmaninov, par Catherine Joly au piano.*

FRANCE-CULTURE

8 h Orthodoxie.
8 h 30 Protestantisme.
9 h 10 Ecoute Israël.
9 h 40 Divers aspects de la pensée contemporaine : le Grand Orient de France.
10 h Messe en l'église Notre-Dame-de-Toute-Grâce du Perreux.
11 h La radio sur la place : à Orléans.
12 h 5 Le cri du homard.
12 h 45 Musique : Histoires de cinéma, l'Evangile selon saint Matthieu, de Pasolini (et à 16 h 30 et 23 h).
14 h 30 Chant dans la nuit, pièce de M. Noël, avec A. Marbeau.
17 h 30 Rencontre avec... Hélène Dorlhac de Borne (« Changer la prison »).
18 h 30 La cérémonie des mots : Du côté de chez Rilke.
19 h 10 Le cinéma des cinéastes.
20 h Albatros : Clayton Eshleman, de l'Indiana à la Dordogne.
20 h 40 Atelier de création radiophonique : Disco Muzak.
23 h Musique : histoires de cinéma. In memoriam Marilyn.

FRANCE-MUSIQUE

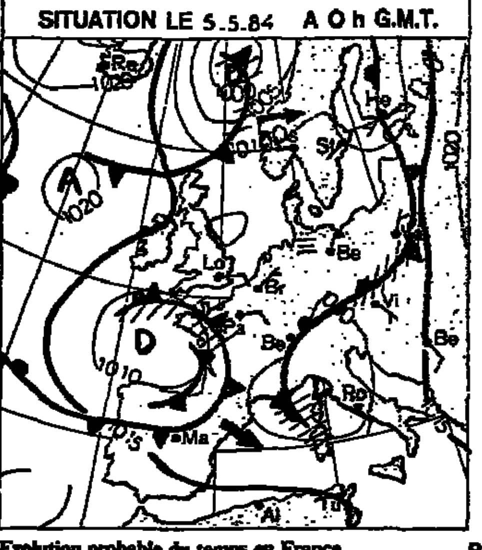
8 h Cantate : de Bach.
9 h 10 Intégrales : Henri Duparc.
12 h 05 Magazine international.
14 h 04 Disques compacts : Œuvres de Mozart, Gounod, Ravel, Schumann, Prokofiev, de Falla.
17 h Comment l'entendez-vous ? Claudio Abbado.
19 h 05 Jazz vivant.
20 h 04 Présentation du concert.
20 h 30 Concert : *Hermann et Dorothée*, de Schumann ; *Concerto n° 2 en fa mineur pour piano et orchestre*, de Chopin ; *6e Symphonie en ut majeur*, de Schubert par l'Orchestre de la radio-télévision suisse italienne, dir. M. Horvat, sol. S. de Groote, piano.
22 h 34 Programme musical.
23 h Les soirées de France-Musique : Ex libris ; à 1 h, Les mots de Françoise Xenakis.

LES SOIRÉES DU LUNDI 7 MAI

TF 1	20 h 35 Cinéma : *l'Homme pressé*, d'E. Molinaro.
	22 h 15 « Etoiles et toiles », magazine du cinéma.
A 2	20 h 35 « Emmenez-moi au théâtre » : *Lucienne et le boucher*, de M. Aymé.
	22 h 35 « La traversée des apparences : les années déclic », de Raymond Depardon.
FR 3	20 h 35 Cinéma : *Attention les yeux*, de G. Pirès.
	22 h 25 « Thalassa » : magazine de la mer.
	23 h 10 « Prélude à la nuit ».

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5.5.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 6.5.84 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard – Verglas dans la région

PRÉVISIONS POUR LE 6 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le samedi 5 mai à 0 heure et le dimanche 6 mai à 24 heures.

Les zones dépressionnaires du golfe de Gascogne et de la Méditerranée se combleront. Aussi le temps sera-t-il beau sur la plus grande partie du pays.

Dimanche les nuages encore abondants le matin sur les Vosges et l'Alsace se disloqueront et laisseront la place à de belles éclaircies l'après-midi. Sur les régions littorales de l'Atlantique et les régions pyrénéennes, les éclaircies prédomineront mais quelques ondées sont possibles en fin de journée. Sur le reste du pays, il fera beau. Les vents seront faibles, sauf en Manche, où ils souffleront assez fort du nord-est. Quant aux températures, elles s'échelonneront l'après-midi entre 13 degrés sur l'extrême Nord (où il fera plutôt frais) et 22 degrés sur les régions méditerranéennes.

Directives de prévision à moyenne échéance.

Evolution de l'iso zéro pour la période du 4 mai au 8 mai 1984.

Vendredi et samedi : 1 600 M à 2 500 M du nord-ouest au sud-est.

Dimanche : 1800 à 2800 M de la Manche à la Méditerranée.

Les jours suivants, plutôt en légère hausse sur les régions méridionales, alors que l'iso zéro s'abaissera sur la moitié nord, d'environ 400 à 600 M.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, à 8 heures, le 5 mai, de 1012 millibars, soit 759,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 mai ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5 mai) : Ajaccio, 19 et 11 degrés ; Biarritz, 21 et 11 ; Bordeaux, 21 et 10 ; Bourges, 17 et 9 ; Brest, 14 et 8 ; Caen, 17 et 10 ; Cherbourg, 14 et 9 ; Clermont-Ferrand, 17 et 5 ; Dijon, 18 et 10 ; Grenoble-St-M.-H., 17 et 11 ; Grenoble-St-Geoirs, 15 et 10 ; Lille, 17 et 7 ; Lyon, 16 et 10 ; Marseille-Marignane, 16 et 9 ; Nancy, 18 et 12 ; Nantes, 15 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 17 et 13 ; Paris-Montsouris, 18 et 11 ; Paris-Orly, 16 et 8 ; Pau, 21 et 12 ; Perpignan, 22 et 9 ; Rennes, 15 et 9 ; Strasbourg, 20 et 12 ; Tours, 18 et 10 ; Toulouse, 20 et 8 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 7 degrés ; Amsterdam, 15 et 8 ; Athènes, 22 et 12 ; Berlin, 20 et 13 ; Bonn, 18 et 7 ; Bruxelles, 16 et 8 ; Le Caire, 30 et 25 ; îles Canaries, 23 et 16 ; Copenhague, 18 et 6 ; Dakar, 25 et 21 ; Djerba, 25 et 13 ; Genève, 15 et 10 ; Jérusalem, 21 et 10 ; Londres, 17 et 8 ; Luxembourg, 16 et 8 ; Madrid, 18 et 9 ; Moscou, 20 et 9 ; New-York, 20 et 13 ; Palma-de-Majorque, 20 et 7 ; Rome, 24 et 13 ; Stockholm, 14 et 5 ; Tozeur, 22 et 11 ; Tunis, 20 et 11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

LA FRANCE AU BOUT DES DOIGTS

TÉLÉMATIQUE ET DROITS DU CITOYEN. – Le Service d'information et de diffusion (SID) du premier ministre met au point un système télématique d'informations administratives sur les droits et démarches du citoyen. Ses 10 000 pages-écrans proposeront un tronc commun d'informations nationales (emploi, formation professionnelle, enseignement, santé, *fiscalité, social, logement, justice*, etc.) à compléter éventuellement par des informations locales. Cette base de données sera mise, cet été, à la disposition des collectivités territoriales, des partenaires locaux dotés de terminaux et des particuliers équipés d'un minitel.

Le SID, éditeur central, recueillera l'information auprès des ministères et des établissements publics et l'actualisera au jour le jour.

★ **SID, 19, rue de Constantine, 75007 Paris, tél. : 555-92-93.**

HORTICULTURE

LE JARDINIER EST UNE FEMME. – Le centre Retravailler en Ile-de-France organise, pour des femmes de vingt-cinq à quarante-deux ans souhaitant travailler en plein air, un stage d'horticulture préparant au concours de jardinier de la Ville de Paris. Ce stage aura lieu du 4 juin 1984 à fin mai 1985. Réunion d'information le 7 mai, à 9 h 30, à l'école du Breuil, route de la Ferme, Bois de Vincennes, 75012 Paris. Epreuves de sélection les 9, 10 et 11 mai.

★ **Retravailler, 34, rue Balard, 75015 Paris, tél. : 558-23-09.**

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 6 MAI

– *M. Jean-Pierre Chevènement*, ancien ministre, animateur du CERES, est l'invité de l'émission Forum, sur RMC à 12 h 30.

– *M. Marcel Debarge*, sénateur de Seine-Saint-Denis, membre du secrétariat national du PS, participe au « Grand Jury RTL-*le Monde* » sur RTL à 18 h 15.

– *M. Felipe Gonzales*, premier ministre espagnol, est reçu au « Club de la presse » sur Europe 1, à 19 heures.

– *M. Mario Soares*, premier ministre portugais, est le grand témoin de l'émission « 7 sur 7 », sur TF1 à 19 heures.

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 6 MAI

« La Galerie dorée de la Banque de France à l'hôtel de Toulouse », 10 h 30, place des Victoires, statue de Louis IV (Mlle Oswald).

« Le château de la Muette », 15 heures, angle des rues André-ascal et Franqueville, Mme Bachelier.

« L'hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le Palais du Luxembourg et le Sénat », 14 h 30, 15, rue de Vaugirard (*Approche de l'art*).

« L'église Saint-Roch », 15 heures, 24, rue Saint-Roch (Arcus).

« Hôtels Le Rebourg, de Montmor, de Braque, Aigle d'or », 15 h 15, 24, rue des Archives (Mme Barbier).

« Exposition Bouguereau », 10 h 30, dans le hall du Petit Palais (D. Bouchard).

« L'Opéra », 15 heures, devant l'entrée (Marion Ragueneau).

« Bourg Saint-Germain-des-Prés », 15 heures, devant l'église (B. Czarny).

« Moulins et vieux village de Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Les Flâneries).

« Notre-Dame, la nef et les symboles », 14 h 30, portail central (Mme Ageon).

« La peinture américaine 1760/1910 », 10 h 40, hall du Grand Palais (Mme Grislain).

« L'hôtel de Camondo », 15 heures, 63, rue de Monceau (Isabelle Hauller).

« L'Académie française et l'Institut », 15 heures, 23, quai Conti (Mme Lasnier).

« La Seine et ses vieux ponts », 15 heures, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autrefois).

« Promenade au Marais », 15 heures, métro Pont-Marie (Paris et son histoire).

« Promenade dans l'île Saint-Louis », 15 heures, métro Pont-Marie (Visages de Paris).

« Le cimetière du Père Lachaise », 15 heures, entrée principale (Paris et son histoire).

« Hôtels et jardins du Marais », *14 h 30, métro Saint-Paul* (Résurrection du passé).

« Les salons de l'Hôtel de Ville, 14 h 15, devant la poste.

« Le poste d'aiguillage de la gare Saint-Lazare », 14 h 30, 15, rue de Rome (Tourisme culturel).

« Le trésor de Saint-Marc de Venise », 15 h 30, entrée du Grand Palais (Visages de Paris).

LUNDI 7 MAI

« Les primitifs italiens », 14 h 30, musée du Louvre, porte Denon (Approche de l'art).

« Les prisons de la Conciergerie et la Sainte-Chapelle », 14 h 30, entrée de la Conciergerie (Mlle Rojon).

« L'Hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (M. Boulo).

« Les souterrains gothiques du collège des Bernardins », 14 h 30, devant l'église Saint-Julien-le-Pauvre (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le quartier Saint-Séverin », 15 heures, 21, rue Saint-Jacques (*B. Czarny*).

« Hôtels et jardins illuminés du Marais », 21 heures, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 15 heures, 2, rue des Archives (Paris autrefois).

MARDI 8 MAI

« Promenade dans l'île Saint-Louis », 15 heures, métro Pont-Marie (Mlle Rojon).

« De l'hôtel de Jacques Samuel Bernard à la demeure de Chateaubriand », 15 h 15, 46, rue du Bac (Mme Barbier).

« La Mosquée », 10 h 30, devant l'entrée (Marion Ragueneau).

« Vestiges et curiosités de la montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, métro Cardinal-Lemoine (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Vieux village d'Auteuil », 14 h 30, métro Eglise d'Auteuil (sortie Chardon-Lagache) (Les Flâneries).

« Le Marais, côté nord », 14 h 30, métro Saint-Paul (Lutèce visites).

« L'Opéra », 14 h 30, devant l'entrée (Marie-Christine Lasnier).

« De l'ancien Hôtel-Dieu et la médecine autrefois », 15 heures, devant l'entrée Hôtel-Dieu, parvis Notre-Dame (Paris autrefois).

« Du canal Saint-Martin à l'hôpital Saint-Louis », 14 h 30, métro Bonsergent (Paris pittoresque et insolite).

« Plaisirs et drames de la place des Vosges », 15 heures, 6, place des Vosges.

« Les salons du ministère des finances », 15 heures, 93, rue de Rivoli (Paris et son histoire).

« Quartier Saint-Séverin », 15 heures, métro Maubert-Mutualité (Résurrection du passé).

« Le cimetière du Père Lachaise », 14 h 30, sortie métro Père Lachaise (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 6 MAI

15 heures, 163, rue Saint-Honoré, Bernard Crozier : « Influence des planètes lointaines sur les individus et la collectivité ».

5 heures, Natya : « La fête du 1er mai et le symbolisme de l'arbre ».

15 h 30, 13-15, rue de la Bûcherie, Ghislaine Juramie : « Jean Mermoz, celui qu'on appelait l'archange ».

16 h 30, 60, boulevard Latour-Maubourg, M. Brumfeld : « Israël connu et inconnu ».

17 h 30, salle Gaveau, Radovan Nedelkovitch : « Réincarnation et karma ».

17 h 30, 11 *bis*, rue Keppler, Mme Blavatsky : « Le message original » (loge unie des théosophes).

Économie

65 000 EMPLOYÉS, 10 MILLIARDS DE CHIFFRE D'AFFAIRES

La première entreprise de Syrie, Milihouse, n'a de militaire que son nom

Lorsqu'en 1975 le gouvernement syrien créa, parmi d'autres entreprises publiques, le Military Housing Establishment, plus connu sous le nom de Milihouse, personne n'y attacha vraiment d'importance. Pas plus qu'on ne prête attention à l'obscur officier qui en prit la direction, le colonel Khalil Bahloul. Neuf ans après, Milihouse est un véritable Etat dans l'Etat, et le colonel Bahloul est l'homme le plus puissant de l'économie syrienne.

De notre envoyé spécial

Damas. – Au départ, Milihouse, qui dépend du ministère de la défense, construisait des logements bon marché destinés aux militaires syriens, d'où son nom. En 1975, l'entreprise débuta modestement, avec un contrat de 15 millions de livres syriennes (1) et sept à huit cents employés. Aujourd'hui, elle emploie près de soixante-cinq mille personnes, dont plus de deux mille ingénieurs, et son chiffre d'affaires, de 3,3 milliards de livres en 1983, pourrait passer à 5 milliards en 1984 (10 milliards de francs).

En fait, très rapidement – dès 1979, – Milihouse ne s'est plus contentée du créneau qui lui avait d'abord été assigné, et s'est lancée dans la réalisation de grands projets civils, qui représentent actuellement 80 % de ses activités. Après tout, affirme le colonel Bahloul, *« Milihouse n'a de militaire que son nom, les cinq officiers qui m'assistent, et moi-même »*...

D'année en année, la firme remporte donc une part de plus en plus importante des contrats soumis à appels d'offre par les autorités syriennes : de l'aqueduc qui achemine les eaux de l'Euphrate à Alep, la deuxième ville du pays, à l'aéroport de Damas, en passant par un hôpital universitaire, l'imposante bibliothèque nationale Hafez El-Assad, des hôtels de grand standing, la cité sportive de Lattaquieh (qui accueillera les prochains Jeux méditerranéens), etc.

Un colonel fonceur

Milihouse, c'est aussi une soixantaine d'usines de moyenne importance produisant du ciment, des matériaux de construction, et même des meubles. Une diversification qui n'est certes pas unique en son genre. Ainsi, les Etablissements industriels de la défense, dont la raison d'être était à l'origine la fabrications de munitions, produisent également aujourd'hui des textiles, des piles électriques, des compteurs, ainsi que... des eaux minérales et des jus de fruits. Mais cela n'est rien en comparaison de la percée spectaculaire qui a fait de Milihouse la première entreprise du pays.

Le secret de cette réussite ? *« Sans le colonel Bahloul, Milihouse n'existerait pas »*, vous déclarent tous ceux qui travaillent de près ou de loin avec lui. Son irrésistible ascension n'a pas manqué de lui créer des ennemis, y compris dans l'entourage immédiat du président Hafez El-Assad. Mais, dit-on, il a toute la confiance et le soutien du chef d'Etat syrien avec qui il entretient des relations personnelles.

C'est un « fonceur » qui ose prendre des risques là où d'autres renonceraient ; un *« bûcheur qui travaille 18 heures par jour et se montre aussi exigeant envers ses collaborateurs qu'envers lui-même »*, dit-on encore dans son entourage. Mais bien peu, en vérité, sont capables de dresser un portrait plus précis de ce diable d'homme, qui évoque irrésistiblement d'autres figures mythiques du monde des affaires au Proche-Orient, comme Ahmad Othman Ahmad en Egypte ou Rafic Hariri en Arabie Saoudite pour ne citer que les plus connues.

Pourtant, le colonel Bahloul ne ressemble guère à l'image traditionnelle du baron d'industrie. De petite taille, un début d'embonpoint, les cheveux grisonnants, les yeux bleus, la voix douce, chaleureux, il a tout de l'honnête père de famille, ce qu'il est d'ailleurs. Marié et père de dix enfants, on ne lui connaît ni « datcha » fabuleuse, ni goût pour les dépenses de prestige. Ses collaborateurs, en tout cas, ne manquent pas de souligner l'austérité de son train de vie.

De fait, il nous reçoit dans un pavillon, modèle standard des cités édifiées par Milihouse pour les militaires, dans la banlieue de Damas. Patron paternaliste, il est prolixe quand il s'agit de son entreprise, et a volontiers recours à des aphorismes de son cru. De lui-même il ne dira en revanche que quelques mots, au moment du dîner. Un curriculum vitae d'une sécheresse toute militaire. *« J'ai un passé modeste »*, affirme-t-il comme pour s'excuser.

Il est né en 1933, dans un petit village alaouite, à une trentaine de kilomètres du port de Lattaquieh. En 1958, il est sergent et « rampant » dans l'armée de l'air. Après des études à l'académie militaire, il devient lieutenant, en 1965. Pendant dix ans, il a alors la responsabilité d'un département du génie chargé de la construction et de l'entretien des aéroports de l'armée. De là lui vient l'expérience qu'il mettra à profit à partir de 1975 à la tête de Milihouse. Mais, sous cette simplicité bon enfant, le colonel Bahloul dissimule une vive intelligence, sans doute aussi le goût du pouvoir et, surtout, un don pour l'organisation.

Des ingénieurs bien payés

Pour chaque nouveau projet de 100 millions de livres syriennes ou plus, *Milihouse* crée une nouvelle firme – il y en a actuellement une cinquantaine réparties dans l'ensemble du pays, y compris celles qui sont spécialisées dans l'appareillage électrique et mécanique, le chauffage, l'air conditionné, le montage d'ascenseurs... Chacune d'elles a son propre conseil d'administration, choisi parmi les cadres les plus expérimentés de Milihouse, une large autonomie financière et un mot d'ordre : *« Comportez-vous comme une entreprise privée »*. Ce qui n'est pas la moindre des originalités dans une économie aussi étatisée que l'économie syrienne.

« Quand je mets quelqu'un sur un projet, je lui donne des moyens légèrement inférieurs à ce qui est nécessaire, afin de le pousser à trouver des solutions », affirme le colonel Bahloul. Grâce à un système complexe de primes basé sur la compétence et la productivité – système qu'il a été le premier à instituer dans le secteur public syrien, – ses ingénieurs sont mieux payés que dans n'importe quelle autre société nationale syrienne.

La réussite de Milihouse est d'autant plus exceptionnelle qu'elle s'est effectuée dans un climat peu propice aux affaires, particulièrement ces deux dernières années. Confronté à une baisse très sensible de l'aide financière des pays arabes, le gouvernement syrien n'en continue pas moins à consacrer la majeure patrie de ses ressources aux dépenses militaires. Résultat, les caisses de l'Etat *sont chroniquement vides*, et les réserves en devises du pays se réduisent à l'équivalent de quelques jours d'importations.

Les importateurs privés ou publics attendent jusqu'à dix-huit mois que la Banque commerciale de Syrie, seule habilitée à opérer des transferts de devises, leur délivre les lettres de crédit nécessaires. Si bien que beaucoup de projets inscrits au plan quinquennal sont gelés, des dizaines de contrats signés avec des compagnies étrangères ne sont pas honorés, et nombre d'entreprises syriennes ne peuvent tout simplement plus fonctionner normalement faute de pouvoir importer matières premières et équipe*ments en temps et en quantité* voulues. A l'exception, bien sûr, de Milihouse.



PESSIN

Car le colonel Bahloul n'hésite pas à prendre des libertés avec la bureaucratie. *« Si l'on devait passer par les canaux normaux, rien ne se ferait »*, souligne-t-on dans son entourage. Le colonel et les gens avec qui il traite sont évidemment d'une discrétion absolue à ce sujet. Mais, par recoupements, on finit par avoir une idée assez précise de la façon dont Milihouse procède pour importer *le matériel dont elle a besoin sans* dépendre du bon vouloir de la Banque commerciale.

La compagnie est en cheville avec des hommes d'affaires syriens et libanais qui ont des comptes en banque à l'étranger, donc des devises avec lesquelles ils acquièrent les marchandises que Milihouse leur rachète avec des livres syriennes. A charge pour eux de reconvertir celles-ci en devises, soit au marché noir, soit au Liban. Si l'on en croit des sources bien informées dans les milieux économiques, Milihouse se procurerait parfois directement, également au marché noir ou au Liban, les devises dont elle a besoin pour payer ses fournisseurs étrangers. Un procédé d'ailleurs fort courant depuis quelque temps en Syrie, ce qui contribue à la dépréciation de la monnaie syrienne.

Quoi qu'il en soit, lorsque le matériel commandé par Milihouse débarque au port de Lattaquieh ou de Tartous, le tour est joué. En réalité, les autorités ferment les yeux. *« Milihouse a pratiquement carte blanche*, commente un homme d'affaires damascène. *On ne refuse rien à une entreprise qui fait vivre 65 000 personnes. »* Et qui, grâce à quelques entorses à la routine, peut réaliser dans les délais les projets qui lui sont confiés, fût-ce au prix d'un dépassement des coûts initialement prévus, comme cela lui est parfois reproché.

« Tôt ou tard, on s'apercevra que Milihouse fonctionne à perte. C'est pourquoi la compagnie est condamnée à étendre continuellement le champ de ses activités », poursuit notre interlocuteur. Le colonel Bahloul semble en tout cas déterminé à poursuivre sur sa lancée. Il aurait même commencé récemment à s'intéresser au marché des travaux publics en Libye, ce qui pourrait donner à Milihouse la dimension internationale qui lui manquait jusqu'à présent.

EMMANUEL JARRY.

(1) 1 livre = 2,05 francs.

EN LORRAINE

Une cristallerie made in CFTC

De notre envoyé spécial

Hartzwiller. – M. Yvon Gattaz n'aime pas beaucoup les coopératives ouvrières de production. C'est son droit. Mais force est de reconnaître que, malgré la crise, un certain nombre tiennent le coup vaille que vaille, sans qu'il s'agisse toujours de sociétés constituées sur les ruines d'une entreprise ayant mis la clef sous la porte. La méfiance du président du CNPF vise sans doute principalement les coopératives de production créées à l'initiative ou avec le concours de la CGT. Peut-être un petit tour en Lorraine lui permettrait-il d'élargir son horizon...

La CFTC y a en effet constitué trois coopératives : une cristallerie à Hartzwiller, une entreprise d'électricité générale en bâtiment travaux publics – la Scop Elect à Bitch, – enfin la Scop Uni-Métaux, également en Moselle. Là prédomine une conception de l'entreprise héritée de la « morale sociale chrétienne » de l'Eglise. Ce qui ne va pas de soi en 1984...

Quand on pénètre dans les ateliers vétustes de la cristallerie d'Hartzwiller, le premier sujet d'étonnement vient d'un coin de mur sombre et comme oublié. Un crucifix y est accroché. Un symbole que ne désavouerait pas M. Lech Walesa mais qui est pour le moins inhabituel dans une usine française... Et puis on vous raconte l'histoire et on comprend qu'elle y a fixé de puissantes racines.

C'est en août 1930 que des *militants de la jeune CFTC, non* repris dans leur entreprise à la suite d'une grève qu'ils avaient menée, tiennent l'assemblée constitutive de leur coopérative ouvrière de production. Au conseil d'administration, on trouve tant Jules Zirnheld, président fondateur de la CFTC, que le curé de Hartzwiller. Une fois la construction de la cristallerie achevée, en décembre 1931, c'est en procession, après la messe, que les ouvriers en prennent possession. On y fait la prière avant le travail.

Depuis cinquante ans, les locaux semblent être restés les mêmes. Un nouveau four a été récemment installé mais le travail, s'il n'est plus précédé de la prière, reste artisanal. La coopérative compte cent cinquante salariés, un peu moins qu'à la fin de *1932 (cent soixante-sept)*. Née sous la crise, elle survit aujourd'hui malgré la crise. Et elle ne survit pas si mal (75000 francs de bénéfice en 1983). Aujourd'hui comme hier, c'est la CFTC qui fait tourner la baraque. La direction est CFTC, le syndicat unique est CFTC mais il n'y a pas de *closed-shop*, d'adhésion forcée, quatre-vingts salariés sont syndiqués à la centrale chrétienne. Soixante-dix ne le sont pas et, de l'aveu même des délégués, la syndicalisation *« ne bouge pas »*.

Toute frontière entre direction et syndicat paraît irréelle ici. Ce sont les ouvriers qui sont propriétaires de la cristallerie. Ce sont eux qui ont élu les onze membres du conseil d'administration, le syndicat y ayant son représentant. C'est à eux que l'on prélève d'une manière progressive – en fonction du niveau des rémunérations qui se tiennent dans un éventail de un à cinq – jusqu'à 7 % du salaire pour alimenter le capital social. Ici, c'est le travail du verre qui surchauffe l'atmosphère, et non les tensions sociales. On aime ses vieux murs. On aime son entreprise. On est tous « associés »...

Une cristallerie de Cocagne ? La première évidence, c'est qu'on y aime son travail. Même s'il est dur, voire harassant. Mais quel travail ! A Hartzwiller, le verre se souffle à la bouche, les vases et les carafes se taillent à la main. Tout va vite. Très vite. Les perches d'acier au bout desquelles se maintient le verre rougi tournoient dans un atelier étroit et encombré autour du four central dans une cohue qui semble réglée et minutée comme un ballet. Nul ne se heurte. On se frôle à peine. Les gestes sont rapides, précis, ajustés. Cela tourne dans tous les sens. Mais les souffleurs et leurs aides s'y retrouvent parfaitement bien. Nul ne se brûle. On se tient juste chaud.

Ainsi Hartzwiller crée-t-elle chaque jour du verre, les équipes travaillant ensemble de 6 heures à 16 heures. Des exemplaires de *Syndicalisme-CFTC* rappellent l'ommiprésence du syndicat, mais celui-ci apparaît plus comme un ciment que comme un outil de contestation. L'amour du métier ? *« Le verrier*, répond M. Christophe Alphonse, délégué syndical CFTC, *n'est pas un ouvrier comme les autres, parce qu'il aime son métier, qui est un métier d'art »*.

Le climat social serait-il à ce point idyllique ? *« Il y a déjà eu des litiges et des différends*, explique M. Alphonse, *mais, derrière le directeur, il y a le conseil d'administration. Jamais un litige n'a dû être réglé devant les prud'hommes. »* Et, ajoute M. Doulin, le « patron », c'est-à-dire le gérant, au cours de cette visite organisée avec l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS), *« si les problèmes sont les mêmes qu'ailleurs, c'est la démarche qui est différente. C'est notre entreprise et c'est nous qui décidons directement. Les salariés se sentent solidairement actifs. »*

Pour autant, la coopérative n'est pas à l'abri des difficultés. Il y a la concurrence des verreries mécaniques et, à la fin de 1983, la coopérative a eu des inquiétudes pour ses résultats. Le conseil d'administration a proposé que sept samedis matin soient travaillés, mais non rémunérés. Après tout, en août 1935, une autre période difficile, les salariés avaient accepté une diminution de 10 % de l'ensemble des salaires... Mais, même à Hartzwiller, les esprits ont évolué. Cette fois, il y a eu « conflit ». Oh ! personne n'a fait grève. Personne n'est allé aux prud'hommes. *« Le directeur s'y est mal pris*, explique M. Alphonse. *Le syndicat a indiqué qu'il était d'accord pour travailler le samedi si c'était basé sur le volontariat et non si c'était obligatoire. »* Ainsi fut fait, et l'année se termina mieux que prévu. Le « conflit » avait été réglé à l'amiable. *« Il faut*, souligne M. Doulin, *relancer sans cesse le dialogue, la réflexion en commun sur les objectifs. Il n'y a pas de suspicion. Aux syndicats et aux administrateurs de montrer la voie, de donner une finalité aux investissements. »* Et un salarié qui *« ne ressent pas la nécessité d'être syndiqué »* et qui vient d'une autre entreprise fait la différence en notant qu'il peut *« aller voir le patron directement »*.

Dans un tel climat, M. Jean Bornard, président de la CFTC, accueilli avec amitié et presque dévotion lors de cette visite, a beau jeu de se réjouir de *« la qualité de la concertation »*, la participation préconisée par sa conférence étant *« poussée à l'extrême dans une coopérative »* : *« participer à la vie de l'entreprise, cela n'a pas de prix et contribue à la qualité de la vie »*. Qualité de la vie, oui mais... fait-on plus qu'ailleurs dans cette entreprise en dehors du dialogue permanent sur le plan social ? Les semaines de travail ne sont pas moins longues. Les salaires sont plutôt modestes. A la mesure des résultats de la coopérative.

« Le premier objectif, explique M. Doulin, *c'est assurer la survie de l'entreprise*, mais, ajoute-t-il, *l'amélioration des conditions de travail est un souci bien répandu. »* Un sentiment partagé par M. Etienne Simon, qui est non seulement vice-président de la CFTC, secrétaire général de l'union régionale de Lorraine, mais aussi gérant-administratif de la Scop-Uni Métaux. Une coopérative qu'il a fondée avec trois autres militants CFTC en rachetant son entreprise en difficulté – après en avoir fait descendre le prix de moitié – grâce à la loi Barre du 22 décembre 1980 permettant de mettre dans le pot six mois d'indemnités des ASSEDIC. Pour lui comme pour ses amis coopérateurs, un bon climat est le garant d'une qualité de la vie sociale dont tout le reste découle naturellement...

Une ouvrière, à l'atelier de finition, avait les yeux fixés sur la flamme qui corrigeait les défauts du verre. Un simple écran mettait à l'abri son visage. Méticuleuse, elle mettait la main à la pâte... près du feu pour fignoler son travail. Elle ne se plaignait ni de mal aux yeux ni de brûlures. Mais ce jour-là, à Hartzwiller, elle se réjouissait de la prochaine mise en place de groupes d'expression conformément à la loi Auroux. Elle comptait bien suggérer des améliorations pour réduire le bruit... *« Si cela ne coûte pas trop cher à l'entreprise. »*

MICHEL NOBLECOURT.

Économie

MM. Marchais et Delors polémiquent

M. Jacques Delors est la cible d'une salve ininterrompue de critiques de la part du Parti communiste depuis qu'il a déclaré, mercredi 2 mai, à l'Assemblée nationale, que le budget de 1985 *« sera d'une rigueur sans commune mesure avec celui de 1984 »*. Après les premières expressions de désaccord de M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, et la sérénité réaffirmée du ministre de l'économie (*le Monde* du 5 mai), M. Marchais est revenu à la charge vendredi 4 mai : *« Cette nuit, Delors, en réponse à mes propos, a dit qu'il était « patient ». Heureusement pour lui, car il n'a pas fini de nous entendre sur ce terrain. »*

« Cette politique qu'on n'hésite pas à appeler d'austérité, a ajouté le secrétaire général du PCF, *je dis qu'elle n'est pas du tout conforme aux engagements »* pris en commun par le PS et le PC. *« Quand je sais*, a poursuivi M. Marchais, *qu'une fois de plus ce sont les mêmes budgets, école, culture, qui vont être touchés, et que je sais que cette politique n'est pas de nature à régler les problèmes, alors je le dis nettement et clairement. »*

Au même moment, le ministre de l'économie, des finances et du budget expliquait qu'*« il n'y a aucune raison de penser à un effort supplémentaire »* pour les Français en 1985, *« si cela continue comme cela »* en matière de réduction de l'inflation et du déficit du commerce extérieur. Pour le prochain budget, *« les ministres seront invités à faire un effort d'imagination sans précédent pour reconsidérer leur mission et mieux utiliser l'argent public »*, a ajouté M. Delors pour qui il *« n'y a aucune raison de demander l'effort seulement à l'avant-garde constituée par l'industrie (...). Il faut que tout les secteurs de l'économie le fassent et l'administration en premier lieu où les secteurs protégés de la concurrence représentent 40 % de l'activité »*, a-t-il précisé.

Vendredi encore, M. Georges Valbon, membre du comité central du PCF, ancien président – démissionnaire – des Charbonnages de France, a affirmé à Bruay-sur-Escaut (Nord), que *« si 1985 est pire que 1984, comme l'affirme M. Delors, on court à la catastrophe économique et politique »*.

M. Valbon, qui figure en vingt et unième position sur la liste présentée par le PCF pour les élections européennes du 17 juin, était venu à Bruay-sur-Escaut afin d'*« inciter les mineurs à se battre pour obliger le gouvernement à changer de politique charbonnière »*.

« Maso »

A Nice, enfin, M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT et membre du comité central du Parti communiste, a déclaré que *« la rigueur actuelle devient de plus en plus une austérité dangereuse pour les travailleurs »*. Les orientations budgétaires ont inspiré à M. Krasucki les remarques suivantes : *« Défaire ce qui a été fait d'intéressant, diminuer le niveau de vie des travailleurs, dégrader la qualité du service public, réduire l'emploi et les investissements et augmenter gravement le chômage, ce n'est pas supportable. C'est un budget maso. »*

Le secrétaire général de la CGT a conclu : *« Il est de notre responsabilité d'en appeler dès maintenant à tous les travailleurs (...). Il faut que s'élève un refus catégorique assez fort et persévérant pour faire comprendre que trop c'est trop et amener à des choix plus réalistes et plus conformes aux intérêts, aux besoins des travailleurs, du pays et à une action économique et sociale qui doit être impérativement de progrès. »*

Le chômage entre parenthèses

(Suite de la première page.)

Pour prouver, à juste titre, que le baromètre repart vers le beau fixe, le gouvernement peut démontrer, en effet, qu'il obtient un certain nombre de résultats positifs. En dehors de l'inflation, qui régresse, et du commerce extérieur, dont on prévoit le redressement, l'investissement industriel reprend. Tous les indicateurs tendent à montrer que celui-ci progresserait de 11 % en 1984, alors qu'il avait diminué de 3,1 % en 1983. Spectaculaire remontée ! Dans le même temps, les entreprises voient leur taux de marge brute atteindre (avec 24,6 % prévus cette année) un niveau inconnu depuis 1975.

Un pari

Mais le prix à payer pour ce redressement ne concerne pas seulement les salaires et le pouvoir d'achat. Il y a aussi et surtout le chômage. Et là-dessus M. Delors devrait peut-être se méfier des applaudissements qu'il recueille venant de milieux économiques pour lesquels l'emploi est considéré comme un solde d'une situation d'apurement. On en fait un moindre mal temporaire avec l'espoir que la situation se redressera d'elle-même quand les restructurations seront menées à bien.

Rien n'est moins prouvé dans une situation de croissance quasi nulle et dès lors que les industriels investissent plus pour accroître leur productivité que leur capacité de production. De sorte qu'en 1986, par exemple, la gauche pourrait peut-être se prévaloir d'un bilan économique globalement favorable, mais devrait concéder son échec sur l'emploi. Elle doit savoir que, dans l'opinion publique, ceci ne compense pas cela.

Les spécialistes qui suivaient les sondages au jour le jour au cours du précédent septennat n'ignorent pas que c'est le chômage, et lui seul, qui fait baisser inexorablement la cote du premier ministre et, par contrecoup, celle du chef de l'État. Comme si les Français acceptaient mieux d'en rabattre sur leur pouvoir d'achat que de voir mettre en cause leur statut social.

FRANÇOIS SIMON.

Les ventes du dernier micro-ordinateur d'IBM sont décevantes

L'offensive d'IBM dans la micro-informatique semble marquer le pas. Lors de l'assemblée générale des actionnaires de la compagnie, qui s'est tenue le 1er mai à Los Angeles, M. John Opel, président d'IBM, a reconnu que les ventes du « PC Junior » *« ne correspondaient pas aux objectifs fixés »*.

Fort du succès de son premier « micro » (le « PC »), qui lui avait permis de prendre en deux ans près du quart du marché de la vidéo, IBM avait développé un modèle bas de gamme (le « PC Junior »), destiné à attaquer directement un marché tenu jusqu'alors par les jeunes sociétés américaines : Apple, Tandy, etc.

Annoncé en novembre 1983, le « Junior » a commencé a être vendu aux Etats-Unis en janvier de cette année. La réussite du « PC » avait amené les dirigeants d'IBM à fixer des objectifs élevés pour les ventes du « Junior ». Officiellement, la compagnie se refuse à donner des chiffres. Toutefois, selon les spécialistes d'outre-Atlantique, elle espérait vendre 550 000 exemplaires en 1984. Or les résultats des premiers mois de l'année n'ont pas été satisfaisants, et les objectifs seraient révisés en baisse autour de 400 000-450 000 exemplaires.

Lancé un peu trop vite sur un marché où l'utilisateur est très attentif au rapport qualité-prix et à la disponibilité des programmes, le « Junior » s'est vu reprocher la faiblesse de ses capacités mémoire, le peu de maniabilité de son clavier et les difficultés à faire tourner les logiciels de base du « PC ». La réplique d'Apple avec son nouvel Apple II C a, en outre, freiné les ventes du « Junior ».

IBM, a confirmé M. Opel, va améliorer son produit au cours des prochaines semaines. La capacité mémoire du « Junior » va être augmentée, et le clavier revu. Une nouvelle campagne de publicité pourrait être lancée, et la vente du « Junior » serait envisagée dans les chaînes de supermarchés, aux Etats-Unis. Le « Junior » ne serait pas annoncé en France avant la fin de l'année.

BELGIQUE

● **Légère baisse du nombre de chômeurs.** – Le nombre de chômeurs belges a légèrement baissé (en données brutes) en avril, revenant de 515 454 en mars à 508 503 personnes. Le nombre de chômeurs indemnisés a diminué de 7 500 personnes en Flandre, alors qu'un léger accroissement est observé en Wallonie et à Bruxelles. Ce taux de chômage représente en avril 12,2 % de la population active contre 12,3 % en mars. – *(AFP.)*

La recherche ne doit pas être sacrifiée aux à-coups financiers,
déclare M. Fabius en réplique à des décisions de M. Delors

Habituellement peu disert sur ses intentions, M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, a été plus explicite, vendredi 4 mai, devant les représentants de la presse scientifique. Outre les questions européennes – le Conseil européen du 8 juin prochain pourrait voir se concrétiser les projets de stimulation des échanges de chercheurs entre pays d'Europe et il étudiera le développement des biotechnologies, – deux gros dossiers sont sur son bureau. L'un est ancien : la définition de la politique spatiale, sur laquelle le ministre travaille depuis l'an dernier et qui pourrait faire l'objet de décisions avant la fin de ce mois. L'autre est survenu inopinément : les conséquences des annulations de crédit décidées le 30 mars par M. Jacques Delors, que M. Fabius n'a appris qu'au moment où le *Journal officiel* était déjà sous presse.

M. Fabius *« a très mal accepté la méthode »*, et il n'est pas le seul (*le Monde* du 17 avril). Il comprend, et les chercheurs qu'il a rencontrés le comprennent aussi, la nécessité que la recherche prenne sa part de la politique de rigueur, mais il refuse que la recherche *« soit sacrifiée aux à-coups financiers »*. Il constate que ces annulations non concertées viennent détériorer un climat qui s'améliorait depuis plusieurs années, pour des économies qui ne sont pas à la hauteur des dégâts causés.

Aussi ses services discutent-ils avec ceux du premier ministre sur les dispositions à prendre pour atténuer l'effet de ces annulations : en modifiant les répartitions et, si possible, en revenant sur certaines annulations qui compromettent des actions à long terme.

Un exemple de ce long terme est donné par le dossier spatial. La principale décision que le gouvernement s'apprête à prendre porte sur le développement d'un gros moteur à oxygène et hydrogène liquide, le moteur HM-60, pour équiper le lanceur qui succèdera à Ariane. Ce développement commande la possibilité qu'aura ou non l'Europe, vers 2020, de se doter d'une station orbitale.

Le ministre avait demandé à l'ingénieur général Jean Corbeau de lui faire rapport sur ce point. Les conclusions du rapport sont positives. Elles font apparaître que vers 1995 le lanceur Ariane, dans sa version extrapolée Ariane-4, sera incapable d'emporter les volumineux satellites que mettra alors en orbite la navette, et il ne sera plus compétitif avec celle-ci. Quelle que soit l'évolution des activités spatiales, les scénarios montrent tous la nécessité à cette époque d'un lanceur non réutilisable ayant des performances et une fiabilité similaires à celles de la navette. Pour réaliser à temps ce lanceur, provisoirement appelé Ariane-5, la décision de développer le moteur HM-60 doit être prise en 1984.

Le ministre ouest-allemand de la recherche et de la technologie semble partager les vues de M. Fabius sur le moteur sinon tout à fait sur le lanceur. Il reste cependant à obtenir dans ces deux pays, et dans quelques autres, l'accord d'ensemble des gouvernements. Il reste aussi à définir précisément la structure industrielle de ce programme, évalué à 4,5 milliards de francs.

D'autres décisions attendues de politique spatiale sont la construction d'un second satellite de télévision directe identique au premier, qui paraît acquise après l'accord intervenu avec le Luxembourg, et l'engagement de la France et de ses partenaires européens dans une participation à la station spatiale américaine. M. Fabius est favorable à cette participation, mais ses conditions sont encore loin d'être bien établies.

MAURICE ARVONNY.

Le secrétaire général du PCF demande le respect de la loi de programmation

Après avoir assisté à la réception organisée pour le quatre-vingtième anniversaire de *l'Humanité*, où il a rencontré M. Pierre Mauroy, M. Georges Marchais a participé, la semaine dernière, à la rencontre commémorant la découverte de la radioactivité artificielle par Irène et Frédéric Joliot-Curie, qui ont, a-t-il observé, *« contribué à combattre dans les faits les tendances au sectarisme ouvriériste que le PCF s'honore d'avoir résolument et définitivement banni »*. Le secrétaire général du PCF a expliqué que les communistes ne placent pas *« la science au cœur des incertitudes de notre époque »*, mais *« au cœur des moyens qu'il faut développer pour surmonter les problèmes et vaincre la crise de la société »*.

Après avoir jugé positifs le colloque national Recherche et technologies, tenu à l'automne 1981, et le vote de la loi d'orientation et de programmation pour la recherche scientifique et le développement technologique, M. Marchais a estimé : *« Tout n'est pas parfait aujourd'hui dans le domaine de la recherche comme dans bien d'autres. » « Alors que les aides publiques accordées à l'industrie n'ont jamais été aussi élevées, la croissance de la recherche industrielle plafonne à moins de 4 % en volume par an, alors que l'objectif initialement prévu était de 8 %. »* Pour M. Marchais, la décision, *« face à ce bilan préoccupant »*, prise par le ministre de l'industrie et de la recherche d'*« accroître en 1984 les aides publiques à l'industrie (...) ne semble pas de nature à régler »* les problèmes. Il a proposé *« une grande politique de formation »* et le *« respect scrupuleux »* des choix définis dans la loi *« pour préserver les équilibres dans le financement entre recherche industrielle et recherche fondamentale, et dans les moyens humains et financiers à leur attribuer »*.

M. Marchais a observé : *« Dans les conditions actuelles, et sans clauses contraignantes pour le patronat en matière d'innovation, de recherche industrielle et d'emploi, les aides publiques à l'industrie supplémentaires ne pourraient qu'accroître la part des gâchis qui ont marqué ces deux dernières années. D'autant plus que cette absence de contrainte pour le patronat est assortie d'un ralentissement dans le financement de la recherche publique, pourtant globalement acquise à la nécessité de valoriser ses résultats dans l'industrie, sans qu'elle soit payée de retour par ses partenaires industriels, peu empressés à coopérer avec elle. »*

La troisième proposition formulée par M. Marchais concerne la démocratie, c'est-à-dire *« l'intervention de toutes les parties concernées par l'effort national de recherche »*, Etat, comités d'entreprise et régions.

ÉTATS-UNIS

● **Chômage stationnaire.** – Le taux de chômage américain est resté stationnaire à 7,8 % en avril pour le troisième mois consécutif (10,3 % en avril 1983). Compte tenu des variations saisonnières, le nombre de chômeurs a augmenté de 71 000 par rapport à mars pour atteindre 8,84 millions, mais le mouvement a été compensé par la création de 260 000 postes de travail. Ainsi le nombre des emplois a atteint le niveau record de 104,4 millions, précise le département du travail. – *(AFP.)*

LA PRODUCTION AUTOMOBILE FRANÇAISE A DIMINUÉ DE 8,6 % AU COURS DU PREMIER TRIMESTRE

Mauvais début d'année pour l'industrie automobile française. Au cours du premier trimestre 1984, les constructeurs ont dû réduire de 8,6 % leur production, compte tenu d'un marché médiocre, tant en France (baisse de 11,3 % des immatriculations) qu'à l'étranger (baisse de 5,9 % des exportations).

Les résultats ont été spécialement mauvais en mars (baisse de 17,3 % de la production), mais les chiffres, souligne la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, avaient été favorables en mars 1983 (318 127). Sur l'ensemble du premier trimestre 1984, les constructeurs français ont produit 741 884 voitures particulières (*406 074 ou* 54,7 % pour Renault, 204 137 ou 27,5 % pour Peugeot-Talbot et 131 673 ou 17,7 % pour Citroën).

Les marques françaises ont davantage souffert en France que leurs concurrents étrangers. Elles ont accusé une baisse de 12,5 % de leurs ventes contre 8,9 %. Sur les marchés étrangers, le trimestre s'achève un peu mieux avec une baisse des exportations de 4,2 % en mars, ramenant la moyenne des trois premiers mois à – 5,9 %.

Le comité de surveillance de l'OPEP examine les demandes de dépassement de quotas de certains pays membres

L'évolution du marché pétrolier au cours des prochains mois et les demandes de plusieurs pays de l'OPEP de voir accroître leurs quotas de production figurent à l'ordre du jour de la réunion du comité de surveillance du marché de l'organisation qui se tient à Vienne le 6 mai. Composé de l'Algérie, des Émirats arabes unis, de l'Indonésie et du Venezuela, ce comité de surveillance est chargé d'étudier l'évolution de l'offre et de la demande sur le marché pétrolier, et de faire des recommandations aux treize pays membres de l'OPEP avant la prochaine conférence ministérielle, prévue le 10 juillet à Vienne. Jusqu'à présent, l'OPEP a réussi à préserver le fragile compromis trouvé à l'issue de sa conférence-marathon de Londres en mars 1983 : plafond global de production fixé à 17,5 millions de barils par jour, et prix de référence à 29 dollars le baril.

Selon de nombreux experts, la reprise aux États-Unis et dans d'autres pays européens devrait entraîner une augmentation de la demande de pétrole au cours des prochains mois. Du coup, l'OPEP pourrait relever *son plafond de production de* 500 000 à 1 million de barils-jour, comme l'a laissé entendre le 3 mai le ministre indonésien du pétrole, M. Subroto.

Certains producteurs, en tout cas, font déjà monter les enchères. Les Émirats arabes unis ont demandé que leur quota passe de 1,1 à 1,6 million de barils-jour, le Koweït veut 1,05 million contre 1 million actuellement. Le Nigéria (qui selon les milieux pétroliers a dépassé cette année de 200 000 barils-jour son quota de 1,3 million) est aux prises avec une crise financière persistante et espère un relèvement de sa part en juillet. Enfin l'Iran et l'Irak en guerre ont demandé lors des précédentes conférences des quotas plus importants.

Face aux risques de dérapage et d'anarchie, plusieurs pays membres de l'OPEP plaident pour la modération, notamment l'Indonésie et le Venezuela, dont le ministre du pétrole, M. Hernandez, vient de rappeller qu'il fallait que l'OPEP agisse avec *« retenue sur le front des prix et de la production »*.

RENAULT : cinq milliers de cégétistes ont manifesté à Paris

Quelque cinq mille militants cégétistes des usines Renault de la région parisienne et de province, ainsi que de Renault Véhicules Industriels (RVI) et d'autres filiales et succursales – dix mille délégués selon la CGT – ont manifesté vendredi après-midi 4 mai, à Paris, de la place de la République à la station de métro Saint-Philippe-du-Roule, à proximité du siège du groupe, situé aux Champs-Elysées. En tête du cortège : MM. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération des métaux CGT, Claude Poperen, *membre du bureau politique du* PCF, et Akka Ghazi, de la section CGT de Citroën Aulnay.

Les thèmes de cette démonstration étaient plutôt multiples : *« Union, action avec la CGT »*, *« Acier français »*, *« Statut social unique pour tous les travailleurs du groupe »*, etc. Plusieurs milliers de « cahiers de doléances » ont été remis à la direction de Renault. La CGT s'oppose surtout à 7 250 suppressions d'emplois prévues pour cette année réparties entre Renault et RVI, dont 1 600 licenciements).

La manifestation s'est terminée dans le calme, après un meeting au cours duquel M. André Sainjon a dénoncé les restrictions projetées en matière d'emplois, ainsi que les choix industriels de la Régie et du gouvernement. *« Il n'est pas question pour la CGT*, a-t-il dit, *de céder d'un pouce sur le pouvoir d'achat, l'emploi, les conditions de travail, la formation professionnelle, pour les Français comme pour les immigrés. La question qui se pose n'est pas celle des licenciements, c'est celle des embauches, du moment où l'on importe 340 000 automobiles françaises fabriquées à l'étranger, qui correspondent à 30 000 emplois. »*

LES INVESTISSEMENTS JAPONAIS EN FRANCE AURAIENT ATTEINT 500 MILLIONS DE FRANCS EN 1983

Les industriels et les financiers japonais souhaitent apporter leur contribution *« aux restructurations industrielles en France »* et désirent coopérer en matière d'innovation technologique avec les firmes françaises, ont indiqué, vendredi 4 mai à Paris, MM. Kyonusuke Ibe, conseiller suprême de la Banque Sumitomo, et Tokusaburo Kosaka, ancien ministre des transports, lors de la troisième réunion du Club franco-japonais, instance privée rassemblant des chefs d'entreprise des deux pays. Les nombreux dirigeants de groupes nationalisés français (Compagnie générale d'électricité, Saint-Gobain, Thomson, Elf-Aquitaine, Rhône-Poulenc, *etc.*) participant aux discussions ont expliqué que la France était ouverte aux investissements japonais en France, comme la reprise de Dunlop-France par Sumitomo venait de l'illustrer.

Selon le président du comité France-Japon du CNPF, les investissements japonais en France ont été quadruplés en quatre ans, passant de 121 millions de francs, en 1979, à 500 millions de francs en 1983. Les entreprises japonaises sont surtout implantées en France dans l'électronique grand public, les machines électriques, les produits alimentaires et textiles. Le déséquilibre commercial reste toujours très élevé, puisque le déficit au détriment de la France est passé de 7 milliards de francs, en 1980, à 12,5 milliards de francs en 1983.

Pour parler des exportations de beurre et de viande de mouton

M. MICHEL ROCARD A RENCONTRÉ LE MINISTRE NÉO-ZÉLANDAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur de Nouvelle-Zélande, M. Warren Cooper, s'est entretenu ce 4 mai avec M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture, de deux sujets particulièrement épineux pour l'Europe : les exportations néo-zélandaises de beurre et de viande de mouton. M. Cooper rencontrait M. Rocard surtout au titre de président du conseil agricole de la Communauté européenne, dans le cadre d'une tournée des capitales de la CEE.

La Nouvelle-Zélande souhaite obtenir un plan de réduction de ses exportations de beurre dans la Communauté qui soit étalé sur cinq ans, alors que les gros producteurs laitiers de la CEE ainsi que l'Irlande préféreraient un plan beaucoup plus court. Par ailleurs, l'Irlande comme la France souhaitent obtenir de la Communauté d'être déclarées *« zones sensibles »* à l'entrée de viande de mouton sur leur territoire (protection aux frontières de zones connaissant des difficultés graves dans une production donnée).

Actuellement, les exportations de beurre néo-zélandais sont soumises à un accord provisoire de deux mois qui vient à échéance fin mai.

● **Trois viticulteurs remis en liberté.** – Trois des cinq viticulteurs encore détenus à la prison Saint-Michel de Toulouse à la suite de l'incendie criminel contre le centre Leclerc de Carcassonne ont été remis en liberté vendredi 4 mai peu après 19 heures. Il s'agit de MM. Claude Frances, quarante-sept ans, président de la cave coopérative de Ginestas (Aude), de Roger Rouayroux, cinquante-six ans, membre de la cave coopérative de Rieux-Minervois (Aude) et de Daniel Bacquerizo, trente-quatre ans, d'Aigne (Hérault).

Deux autres viticulteurs, MM. Jacques Serres, trente-cinq ans, président de la cave coopérative de Monze (Aude) et Alain Pages, vingt-cinq ans, de Preixan (Aude), demeurent encore en détention provisoire.

● **M. Jean-Daniel Gardère** a été nommé directeur général du Centre français du commerce extérieur (CFCE), en remplacement de M. Serge Normand, aux termes d'un arrêté publié le 4 mai au *Journal officiel*. Agé de quarante et un ans, M. Gardère, ancien élève de l'ENA, a occupé depuis 1968 diverses fonctions au sein de la Direction des relations économiques extérieures (DREE), avant de diriger, depuis 1976, le Comité français des manifestations économiques à l'étranger (CFME).

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 30 avril au 4 mai

La fête continue

LA reprise de printemps serait-elle bien accrochée? Tout porte à le croire. Cette semaine, de nouveau réduite à quatre séances, cette fois par la Fête du travail, les cours ont continué de monter allègrement à la Bourse de Paris, en tout cas, jusqu'à vendredi, jour où s'est produit un repli dû à des causes « techniques ». La hausse aura été encore de 1 % pendant cette semaine écourtée. Elle s'inscrit dans le droit fil d'un mouvement ininterrompu de reprise enclenchée depuis plus de quinze jours maintenant.

Le démarrage, pourtant, avait été pénible. Lundi vidé d'une bonne partie de sa clientèle séduite par les charmes d'un pont ensoleillé, le marché, avec seulement une poignée d'agents de change et de commis, avait éprouvé le plus grand mal à se remettre en jambes. Néanmoins, en fin de parcours, il parvenait à se hisser de 0,5 % au-dessus de son niveau précédent. Au lendemain du 1er mai, avec des échanges cette fois doubles (300 millions de francs contre 150 millions), la hausse se poursuivait (+ 0,65 %) et encore jeudi (+ 0,73 %), cette fois avec 410 millions de francs de transactions.

La séance de vendredi fut moins brillante et devait se conclure sur une baisse attendue de 0,9 %. Jeudi en clôture, tous les indices avaient pratiquement rejoint leurs plus hauts niveaux de toujours. Pour l'indice CAC, le plus fiable, c'était chose faite depuis le 27 avril dernier déjà. Après une hausse de plus de 5 % depuis la dernière liquidation générale, la pause était salutaire, due surtout à des ventes bénéficiaires, bien absorbées dans l'ensemble. Sans deux incidents, la Bourse serait parvenue à se maintenir à peu près en équilibre. Mais il y eut la chute de Creusot-Loire (− 8 %), que la situation assez critique du groupe explique, et le plongeon de CSF (− 10 %). Dans le calcul des différents indices, le poids de ces deux valeurs est important.

De la même façon la veille, la progression des mêmes indices avaient été freinée par la forte baisse d'Amrep (− 10 %).

La Bourse, malgré tout, a conservé son optimisme. Les achats étrangers avaient repris en milieu de semaine. *« Ce n'est pas un renversement de tendance, mais une simple consolidation »*, disaient les professionnels. Les bonnes nouvelles se sont succédé. Il y eut d'abord les prévisions optimistes pour la France faites par le Conference Board des Etats-Unis, qui prévoit un retour à l'expansion pour le second semestre, puis celles, plus nuancées, mais encourageantes, de l'OCDE et de la Société générale. Dans ce contexte, le marché devait bien accueillir les déclarations de M. Jacques Delors sur la rigueur budgétaire renforcée pour 1985. La Bourse aime la rigueur, car au bout elle espère la reprise économique. Cette semaine a vu son cortège désormais habituel de résultats industriels pour l'année écoulée, bons, très bons même dans bien des cas, supérieurs la plupart du temps aux estimations et à ceux de 1982. Citons par exemple Sanofi (+ 24 %), Saupiquet (+ 122 %), Epeda Bertrand Faure (+ 109 %), Synthélabo (+ 186 %).

En se distinguant, les pétroles ont eux aussi contribué à entretenir l'optimisme et à mettre de l'animation. CFP, BP, Esso, Elf ont galopé de conserve. Autour des piliers des rumeurs recommencent à circuler sur une découverte majeure dans la Brie qu'il convient de considérer avec circonspection. Bref, les boursiers avaient tout lieu d'être satisfaits de cette semaine. Ils l'ont été et le disaient à qui voulait l'entendre, en assurant que l'on n'avait *« encore rien vu »*. Nul ne songe assurément assister au même festival que celui donné en 1983 ou même en janvier dernier. Mais tous voient une hausse raisonnable, sélective, et les regards se dirigent vers les actions des entreprises, encore mal en point, mais possédant de sérieuses chances de s'engager sur la voie du redressement. Ainsi Peugeot a été choyé. Beaucoup d'espoirs sont donc permis, d'autant que le marché est sain. Le volume des achats à découvert a certes augmenté de 10,7 % à fin avril mais il représente, en l'état actuel, quatre ou cinq séances de Bourse.

De plus, le volume des ventes à découvert s'est accru de 32,5 %. Des rachats se produiront nécessairement. Jusqu'à l'été, au moins, le marché a donc encore de beaux jours devant lui.

Mais Amrep a poursuivi sa descente aux enfers (− 28 %), avant de voir, le 4 mai, sa cotation suspendue jusqu'au 9 mai, en prévision d'un communiqué qui sera publié lundi prochain dans la soirée. A ce propos, l'on murmurait que Bouygues renoncerait à racheter l'entreprise.

Il s'agit là, dit-on, d'un cas isolé. La fête continue.

ANDRÉ DESSOT.

Valeurs diverses

Brillants résultats pour la *Sanofi* en 1983. Le bénéfice net consolidé (part du groupe) augmente de 24 % à 295 millions de francs. La marge brute s'accroît de 44,6 % à 693 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 9,27 milliards de francs (+ 18,8 % ou 15,6 % à structures comparables). Le dividende net est cependant faiblement majoré : 14 F contre 13,45 F.

Epéda-Bertrand Faure a plus que doublé sa mise en 1983 avec un bénéfice net total de 140 millions de francs (+ 108,9 %). Le résultat net (part du groupe) est de 92 millions de francs (+ 46 %). Le dividende global est fixé à 48 F (contre 40,80 F).

Baisse du résultat net du groupe *Fichet-Bauche* pour 1983 : 19,1 millions de francs contre 29,7 millions. Le dividende net est maintenu à 21,80 F.

	4-5-84	Diff.
Accor	241	+ 9
Agence Havas	849	+ 59
ADG	326	+ 19
L'Air Liquide	575	+ 12
Arjomari 474,50 (1)	500	+ 25,50
Bic	449	− 0,50
Bis	297	+ 7
CGIP	452	− 7,20
Club Méditerranée	919	− 2
Essilor	2 730	+ 178
Europe 1	749	− 16
Hachette	1 550	+ 20
Oréal (L')	2 545	+ 56
Navigation Mixte	268	+ 9,50
Nord-Est	51	inch.
Presses de la Cité	1 700	− 38
Skis Rossignol	1 413	+ 13
Sanofi	545	+ 12

(1) Compte tenu d'un droit de 36,50 F.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	4-5-84	Diff.
4 1/2 % 1973	1 822	+ 2
7 % 1973	9 599	− 21
10,30 % 1975	92,45	+ 0,45
PME 10,6 % 1976	92	+ 0,20
8,80 % 1977	117,31	− 0,69
10 % 1978	90,95	+ 0,30
9,80 % 1978	89,55	+ 0,05
8,80 % 1978	92,60	+ 0,30
9 % 1979	87,05	+ 0,10
10,80 % 1979	93,05	− 0,15
12 % 1980	99,78	+ 0,17
13,80 % 1980	102,80	+ 0,20
16,75 % 1981	110,30	+ 0,01
16,20 % 1982	111,95	+ 0,15
16 % 1982	111,20	+ 0,20
15,75 % 1982	109,68	+ 0,08
CNE 3 %	34,80	inch.
CNB bq. 5 000 F	102,20	+ 0,20
CNB Paribas 5 000 F	102,30	+ 0,20
CNB Suez 5 000 F	102,25	+ 0,15
CNI 5 000 F	102,10	+ 0,12

Produits chimiques

La situation de *Bellon* (Groupe *Rhône-Poulenc*) s'est améliorée en 1983.

Le bénéfice net passe de 27,4 à 32,88 millions de francs, soit son niveau de 1981. Le dividende net est fixé à 22 F contre 20 F.

	4-5-84	Diff.
Institut Mérieux	1 102	+ 87
Laboratoire Bellon	785	+ 5
Nobel-Bozel	8,60	inch.
Roussel-Uclaf	1 140	− 18
BASF	643	− 2
Bayer	664	+ 7
Hoechst	702	+ 3
ICI	89	− 3,20
Norsk-Hydro (1)	845	inch.

(1) Compte tenu d'un coupon de 15 F.

Métallurgie construction mécanique

Poclain a décidé de porter son capital de 204,74 à 454,98 F par émission de 5 004 857 actions nouvelles de 50 F nominal, chacune à souscrire en numéraire. La souscription de ces actions nouvelles, qui seront créées jouissance du 1er janvier 1984, sera réservée par préférence aux propriétaires des actions anciennes, à raison de onze actions nouvelles pour neuf anciennes.

Le déficit de *Sacilor* s'accroît. La perte pour 1983 atteint 5 276 millions de francs. Elle avait été de 3 688 millions de francs pour l'exercice précédent.

Virax se porte mieux avec un résultat net de 2,13 millions de francs pour 1983 contre 361 803 F. Supprimé en 1978, le service du dividende est repris : 3 F net contre 6 F.

Rosières maintient son dividende à 21,93 F. Le bénéfice net 1983 est de 9 millions de francs contre 10,23 millions.

	4-5-84	Diff.
Alspi	89	− 0,50
Amrep	NC	
Avions Dassault-B.	510	+ 5
Ch. France-Dunk.	5,80	− 0,11
Chiers-Châtillon	31	− 0,40
Creusot-Loire	31	− 0,50
De Dietrich	375	+ 7,90
FACOM	869	− 9
Fives-Lille	321	− 4
Fonderie (Générale)	43,40	+ 2,40
Marine-Wendel	105	+ 1,50
Penhoët	583	− 36
Peugeot SA	251	+ 11,20
Poclain	45,70	+ 1,40
Pompey	131	+ 1
Sagem	1 425	− 8
Saulnes	24	inch.
Valéo	276	− 9,50
Vallourec	68	+ 5,70

Filatures, textiles, magasins

	4-5-84	Diff.
André Roudière	145	− 4
FF Agache-Willot	116	+ 1
BHV	*157,50*	− *17,50*
CFAO	720	+ 38
Damart-Serviposte	1 745	+ 154
Darty	975	− 1
DMC	115	+ 1,50
Galeries Lafayette	187	− 20
La Redoute	1 290	− 5
Nouvelles Galeries	106,50	+ 3,60
Printemps	167	− 4,50
SCOA	64,70	+ 1,70

Alimentation

Forte augmentation des résultats de *Saupiquet* pour 1983 : le bénéfice s'élève à 22,2 millions de francs (+ 122 %) pour un chiffre d'affaires accru de 21,4 % à 1,85 milliard de francs. Le dividende est de 30 F contre 9,71 F.

	4-5-84	Diff.
Beghin-Say	281	+ 1
Bongrain	1812	+ 46
BSN G.-Danone	2790	+ 79
Carrefour	1840	− 49
Casino	1030	− 10
Cédis	677	inch.
Euromarché	779	+ 54
Guyenne et Gasc.	321	+ 1
Lesieur	1373	+ 3
Martell	1947	− 33
Moët-Hennessy	1659	+ 29
Mumm	625	+ 8
Occidentale (Gle)	641	− 1
Olida-Caby	335	+ 20
Pernod-Ricard	795	+ 8
Promodès	1649	+ 100
Source Perrier	550	− 15
St-Louis-Bouchon	412	− 8
C.S. Saupiquet	679	+ 31
Veuve Clicquot	2220	+ 120
Viniprix	887	− 43
Nestlé	25300	+ 800

Mines, caoutchouc, outre-mer

Safic Alcan va mieux. Le bénéfice d'exploitation est doublé (15,71 millions de francs contre 6,99 millions) et le résultat net est multiplié par neuf : 5,80 millions de francs contre 798 527 F. Le bénéfice net consolidé (part du groupe) s'élève à 16,71 millions de francs (contre 3,91 millions). Le service du dividente est repris : 10 F net par action (contre 13,50 F pour 1981).

Le bénéfice net consolidé de *Talcs de Luzenac* augmente de 31,7 % à 16,2 millions de francs. Le dividente net passe de 17,50 F à 18,40 F.

	4-5-84	Diff.
Géophysique	915	− 4
Imétal	94	+ 9
Michelin	850	− 25
MM Penarroya	65	+ 0,10
Charter	36,05	+ 0,10
INCO	130,90	− 7
RTZ	93	− 2,50
ZCI	2,65	− 0,11

Banques, assurances sociétés d'investissement

Cofimeg va distribuer pour 1983 un dividende de 16,50 F contre 15,50 F. Le résultat d'exploitation atteint 102,03 millions de francs contre 95,94 millions.

	4-5-84	Diff.
Bail Équipement	289	+ 4
Cetelem	391	− 12,90
Chargeurs SA	360	+ 1
Bancaire (Cie)	525	− 2
CFF	686	+ 28
CFI	242	+ 12,50
Eurafrance	848	+ 9
Hénin (La)	338	− 10
Imm. Pl.-Monceau	280	+ 5
Locafrance	315,50	+ 4,50
Locindus	664	+ 1
Midi	1 639	+ 148
Midland Bank	231	+ 9
O F P (Omn. Fin. Paris)	855	− 25
Parisienne de réesc.	655	− 19
Prétabail	948	+ 7
Schneider	*102,50*	inch.
UCB	270	− 11

L'EMC : bénéfice en vue grâce aux Belges

Le groupe EMC (Entreprise minière et chimique), un des avatars de cette chimie d'Etat de la première heure (1967), aux multiples revers et désolante par son incohérence, rentre doucement dans l'ère des bénéfices.

L'exercice 1983 a encore été déficitaire, mais beaucoup moins que le précédent (80 millions de francs contre 130 millions). Cependant, en « année glissante », pour reprendre l'expression employée par le président Rodolphe Greif, le troisième en poste après M. Claude Cheysson (ministre des affaires étrangères) et M. Jean Prada (conseiller maître à la Cour des comptes), c'est-à-dire du 1er mars 1983 au 29 février 1984, le résultat est positif. Combien ? Impossible de le savoir. Les comptes 1983 ne sont même pas encore bouclés et les chiffres fournis sont des estimations. *N'importe : l'événement* mérite d'être souligné. Des bénéfices en vue et un quasi-rééquilibrage que M. Greif espère bien voir se confirmer à la fin de l'année, ce n'est pas rien. C'est la première fois qu'une éclaircie apparaît chez EMC depuis cinq ans. Et si la conjoncture se montrait bonne fille — sûr, elle le sera jusqu'à la fin du premier semestre — pour la quatrième fois de toute l'histoire du groupe, longue de dix-sept ans, ses comptes reviendront dans le noir.

Reprenons. L'an dernier l'EMC a réalisé 11,40 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé (+ 20 %), ce qui la place en France à la quatrième place dans l'industrie chimique. Toutes les branches, à l'exception de l'ingénierie (− 15%), ont vu leurs ventes augmenter, la potasse (31 % du chiffre d'affaires) de 14,3 %, l'alimentation animale (36 %) de 13,9 %, surtout la chimie (26 %) touchée par la grâce avec un taux de progression de 31 % (51,4 % si l'on tient compte de la reprise des nouvelles usines ayant appartenu à PCUK (Loos notamment). Sur un plan plus général, la marge brute d'exploitation s'est accrue de 24 % environ pour atteindre 280 millions de francs. Les résultats présentés sont, à certain égard, intéressants car, enfin, ils sont vraiment représentatifs de la situation du groupe. Autrefois, il y eut le boulet du Congo, une affaire réglée, puis la *participation dans CdF-Chimie*, une gueuse en fonte capable de vous envoyer par le fond. Mais cette participation a été complètement dépréciée en 1982. Ouf !

Le plus surprenant est que la résorption du déficit a pu être obtenue malgré un lourd endettement (42 % du chiffre d'affaires), une charge financière pesante (5 % environ) et les frais toujours élevés (120 millions de francs) occasionnés par les réductions d'effectifs qui, soit dit en passant, constituent un handicap dans la production de potasse. La moyenne d'âge a baissé, mais les jeunes sont moins aguerris.

Bref le plus surprenant dans l'affaire est que l'EMC aperçoive aujourd'hui les rivages des profits. Mais, *le croirez-vous ?* Si la reprise économique en est responsable, surtout dans la potasse avec le retour à une forte demande liée pour partie à l'effacement des producteurs américains, c'est grâce aux Belges.

Sur un chiffre d'affaires de 3 milliards de nos francs, les installations chimiques outre-Quiévrain ont dégagé un bénéfice net de 160 millions de francs en 1983. On s'est assez moqué de nos voisins. L'heure est venue de leur rendre justice.

A. D.

Matériel électrique services publics

La *CGE* a dégagé *en 1983 un résultat* net des opérations courantes de 251,6 millions de francs contre 248,2 millions. Compte tenu des plus ou moins-values, le bénéfice net atteint 260,32 millions de francs.

	4-5-84	Diff.
Alsthom-Atlantique	229,90	+ 3,40
CIT-Alcatel	1 385	+ 43
Crouzet	111	+ 1
Générale des Eaux	590	+ 16
Intertechnique	1 528	inch.
Legrand	2 005	+ 92
Lyonnaise des Eaux	808	+ 45
Matra	1 520	− 40
Merlin-Gérin	1 049	+ 9
Moteur Leroy-Somer	436,50	− 5,50
Moulinex	104	− 1,50
PM Labinal	364,50	− 3,50
Radiotechnique	315	− 1
SEB	450	+ 20,50
Signaux	*900*	+ *20*
Téléméc. Electrique	1 762	+ 62
Thomson-CSF	310	− 20
IBM	1 180	+ 10
ITT	377	− 13
Schlumberger	530	− 28
Siemens	1 532	− 4

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours du 27 avril	*Cours du 4 mai*
Or fin (kilo en barre)	100 600	101 100
— (kilo en lingot)	100 650	100 750
Pièce française (20 fr.)	611	617
Pièce française (10 fr.)	402	402
Pièce suisse (20 fr.)	618	618
Pièce latine (20 fr.)	587	581
● Pièce tunisienne (20 fr.)	572	588
Souverain	729	736
Souverain Elizabeth II	740	765
● Demi-souverain	401	410
Pièce de 20 dollars	4 250	4 400
— 10 dollars	2 200	2 120
● — 5 dollars	1 275	1 250
— 50 pesos	3 895	3 885
● — 20 marks	725	715
— 10 florins	619	616
● — 5 roubles	401	405

Bâtiment, travaux publics

Le bénéfice net consolidé de GTM-Entrepose, une des principales entreprises françaises du secteur du bâtiment et des travaux publics, s'est élevé à environ *115 millions* de francs (− *11,3 %*) en 1983 après 720 millions d'amortissement et de provisions.

Le chiffre d'affaires atteint 14,1 milliards de francs, soit une nette diminution sur 1982 (14,8 milliards de francs). Le carnet de commandes baisse aussi, qui s'élevait au début de l'année à 11 milliards de francs, soit, en francs courants, au même niveau qu'au début de 1983.

	4-5-84	Diff.
Auxil. d'entreprises	959	+ 9
Bouygues	747	+ 8
Ciment Français	270	− 4
Dumez	743	− 32
J. Lefebvre	148,10	+ 3,10
Générale d'Entrepr.	077,10	− 0,90
GTM	269	− 16
Lafarge	386,40	− 2,10
Maisons Phénix	250	− 5
Poliet et Chausson	438	+ 27
SCREG	193	− 7

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
C.S.F. (1)	257 803	86 861 274
Elf (1)	297 995	80 251 586
B.S.N. (1)	24 019	67 081 519
Moët (1)	40 727	66 671 115
C.F.P. (1)	232 644	63 158 111
Carrefour (1)	20 873	39 457 499
Esso (1)	57 287	36 938 364
L'Air liquide	37 285	35 839 150
Perrier (1)	59 360	32 752 290
Pernod	37 285	29 759 790
I.B.M.	24 110	28 525 664
Chargeurs	76 979	27 914 181

(*) Du 26 avril au 3 mai inclus.

(1) Séance de vendredi comprise.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	30 avril	1er mai	2 mai	3 mai	4 mai
RM	213 227	–	364 962	497 808	438 285
Comptant R. et obl.	818 155	–	1 010 901	1 456 675	1 628 358
Actions	31 516	–	32 659	40 550	47 048
Total	1 062 898	–	1 408 522	1 995 033	2 113 691

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1983)

	30 avril	1er mai	2 mai	3 mai	4 mai
Franç.	116,1	–	116,9	117,6	–
Étrang.	101,4	–	101,6	100,7	–

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1983)

	30 avril	1er mai	2 mai	3 mai	4 mai
Tendance	113,4	–	114,1	115	114

(base 100, 31 décembre 1981)

	30 avril	1er mai	2 mai	3 mai	4 mai
Indice gén.	178,2	–	179,7	181,7	180,8

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Encore une reprise ratée

Une nouvelle reprise, la énième depuis le début de l'année, a été enregistrée cette semaine à Wall-Street. Mais comme les précédentes, elle a tourné court. Pourtant, le mouvement de redressement s'était bien enclenché. Lentement d'abord, il s'était ensuite amplifié, portant mercredi le marché à son plus haut niveau depuis trois mois avec le Dow à près de 1 195. Las ! Dès le lendemain, les cours se remettaient à glisser, pour chuter assez franchement à la veille du week-end.

Tout le monde avait cru autour du « Big Board » que cette fois la Bourse était vraiment entrée dans une véritable phase de hausse. Mais derechef ce sont les craintes sur un enchérissement des taux d'intérêt qui ont empoisonné l'atmosphère. Ces craintes ont été fortement avivées, une fois encore, par le « gourou » du marché, M. Henry Kaufman, *en déclarant urbi et orbi que* le loyer de l'argent allait monter de façon spectaculaire d'ici la fin de l'année. Fine mouche, quand même, le célèbre économiste s'est gardé une porte de sortie en ajoutant : *« ... à moins que des mesures draconiennes ne soient prises pour réduire le déficit budgétaire. »*

	Cours 27 avril	Cours 4 mai
Alcoa	35 1/4	34
ATT	15 5/8	16 1/2
Boeing	38 1/2	38 3/8
Chase Man. Bank	47 1/4	48 3/4
Du Pont de Nemours	50	49 3/4
Eastman Kodak	61 1/4	66 1/8
Exxon	42 5/8	42 3/4
Ford	35 5/8	35 3/8
General Electric	55 3/8	54 1/2
General Foods	49 1/2	52
General Motors	66 3/8	64 1/4
Goodyear	26 3/4	26 3/8
IBM	113 1/4	112 3/4
ITT	37 3/8	36 1/8
Mobil Oil	31 5/8	30
Pfizer	33 5/8	34
Schlumberger	54 1/4	51 1/2
Texaco	40 5/8	40 3/8
UAL Inc.	34 1/8	34 1/2
Union Carbide	58	56
US Steel	29	29 3/4
Westinghouse	47	46
Xerox Corp	40 3/4	40 3/8

LONDRES

Au plus haut

Le London Stock Exchange a atteint son plus haut niveau de toujours cette semaine. Mais son ascension s'est faite de façon irrégulière et une légère baisse s'est même produite à la veille du week-end en raison des *craintes suscitées* par la perspective d'une hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

Indices « F.T. » du 4 mai : industrielles, 915,4 (après 922,8 le 3 mai) contre 903 ; mines d'or, 665,1 contre 684,4 ; Fonds d'Etat, 81,02 contre 81,98.

	Cours 27 avril	Cours 4 mai
Beecham	330	325
Bowater	322	311
Brit. Petroleum	516	515
Charter	253	248
Courtaulds	154	157
De Beers (*)	7,57	7,65
Dunlop	39	42
Free State Geduld	29 1/2	29 1/8
Glaxo	885	870
Gt. Univ. Stores	638	640
Imp. Chemical	628	602
Shell	651	653
Unilever	925	950
Vickers	172	175
War Loan	35 1/4	34 3/4

(*) En dollars.

TOKYO

Nouveau record

Pourtant réduite à trois séances par des fêtes locales, cette semaine a vu tomber un nouveau record à Tokyo avec l'indice Nikkeï Dow Jones parvenu vendredi soir au niveau historique de 11 190,17 (contre 11 015,28 le 28 avril). Mais ce nouveau mouvement de hausse n'a pris naissance qu'à mi-parcours sur l'encouragemment venu de Wall Street. L'indice général s'est lui auussi élevé à son point le plus haut : *875,44 contre 862,10*.

	Cours 27 avril	Cours 4 mai
Akaï	469	470
Bridgestone	607	620
Canon	1 340	1 410
Fuji Bank	1 060	1 040
Honda Motors	1 140	1 240
Matsushita Electric	1 940	2 000
Mitsubishi Heavy	260	266
Sony Corp	*3 690*	*3 620*
Toyota Motors	1 350	1 460

FRANCFORT

Nouvelle avance

Le marché a cette semaine encore fait preuve de bonnes dispositions, ce, malgré l'enchérissement du dollar et la menace de grève dans la *métallurgie*. La signature d'un contrat salarial avec les mineurs de la Ruhr et le redressement de Wall Street ont constitué deux éléments encourageants. Fermeté des automobiles. Porsche, en particulier, s'est distingué. Indice de la Commerzbank : 1 047 contre 1 032,80.

	Cours 27 avril	Cours 4 mai
AEG	94,10	100
BASF	168 70	170
Bayer	172,80	175,90
Commerzbank	180,20	178
Deutschebank	381,50	388,50
Hoechst	182,10	186,50
Karstadt	266,20	275
Mannesman	145	151,70
Siemens	399	404,70
Volkswagen	199,20	202,80

Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

Extrême confusion

Le marché international des capitaux est dans un grand désordre. Confrontés à la tension peut-être discontinue mais fondamentalement persistante des taux d'intérêt à court terme, les investisseurs tendent à rester prudemment sur la touche, d'autant plus qu'ils peuvent, s'ils désirent absolument s'engager, obtenir de meilleurs rapports sur le marché secondaire que sur le primaire. Une grande confusion règne également parmi les *euro-émissions récemment* offertes.

La disparité entre les cours affichés pour des émissions parfois similaires reflète l'indécision générale. Pourtant il semble qu'il y ait encore quelques acheteurs de ce côté-ci de l'Atlantique où le sentiment vis-à-vis de l'évolution des taux d'intérêt est moins pessimiste qu'à New-York. Là-bas, chacun attend fiévreusement les premiers signes précurseurs d'une diminution de l'activité économique. Sur le marché euro-obligataire, la fermeté du dollar encourage les investisseurs internationaux à rester en cette devise. On peut maintenant y obtenir des rendements appréciables.

Le Crédit agricole a tenu compte de ces différents éléments en lançant jeudi un euro-emprunt obligataire de 100 millions de dollars. Sa durée s'étend sur sept ans. Il sera émis au pair avec un coupon annuel de 13,25 %. Vendredi les euro-obligations se traitaient sur le marché gris avec une décote de 1,75-1,50. Sur la base de la seconde, le rapport est près de 13,60 %. A ce niveau, un courant d'intérêt ne pouvait manquer de se dessiner d'autant plus que le Crédit agricole est l'une des dernières grandes banques dans le monde dont la dette continue à être gratifiée du prestigieux « AAA » de la part des deux grandes agences spécialisées américaines.

Par contre, même avec une décote qui la veille du week-end était de 2,50-2,25, le Royaume de Danemark n'a guère éveillé d'écho avec son euro-émission de 100 millions de dollars sur sept ans qu'il était venu proposer mardi au pair avec un coupon annuel de 13 %. Dès le début, cet emprunteur qui revient sans cesse sur l'euromarché s'est heurté à une vive résistance. Elle s'est confirmée tout au long de la semaine bien qu'à partir d'une décote de 2,25 les euro-obligations danoises procurent un rendement supérieur à 13,50 %.

Il en a été de même, encore qu'à un degré légèrement moindre, avec la Primary Industry Bank of Australia (PIBA). Les 65 millions de dollars sur sept ans qu'elle a lancés avec un coupon de 9 % sur un prix de 82,625 n'ont pas réussi à susciter grand intérêt. Les « notes » seront à échéance remboursées à 100 pour donner un rapport de 12,85. C'est très nettement insuffisant dans les circonstances actuelles. Ce que propose le Crédit agricole est nettement plus avantageux, certains estimant même que ce l'est trop.

La fermeté du dollar et la hausse des taux d'intérêt dépriment les autres secteurs du marché euro-obligataire. C'est le cas de celui libellé en deutschemarks. La République d'Irlande en a fait l'expérience malgré le coupon de 8,125 qui accompagne son euro-émission de 150 millions de DM sur une durée de huit ans, lancée durant la première partie de la semaine. Offerte à un prix d'émission de 99,50 pour donner un rapport à échéance de 8,20 %, elle était affligée vendredi d'une décote de 2-1,50. La même s'appliquait également à la société suédoise SKF qui presque simultanément avait proposé au pair 100 millions de DM sur cinq ans, avec un coupon beaucoup trop agressif de 7,375.

Le marché de l'ECU s'est replié de près de 0,50 % supplémentaires cette semaine. Deux raisons expliquent sa faiblesse. D'une part il est sursaturé d'émissions nouvelles qui n'ont pas encore été absorbées. D'autre part le dentiste belge qui reprend confiance en sa propre devise est moins enclin à placer ses économies en papier libellé dans l'unité de compte de la CEE. C'est grand dommage pour la SNCF qui est venue, sous la garantie de la République française, lancer à un bien mauvais moment un euro-emprunt de 75 millions d'ECU en deux tranches. La première de 45 millions qui est sur dix ans est assortie d'un coupon annuel de 11,25 %.

Son prix d'émission sera fixé à la fin de la période de souscription. La seconde tranche de 30 millions est offerte au pair sur huit ans avec un coupon de seulement 6 %. Toutefois à l'échéance les euro-obligations seront remboursées à 157, afin de donner aux porteurs un rapport équivalent à 11,15 %. Les décotes respectives de 2,125-1,875 et 2,625-2,125 sont en elles-mêmes significatives des difficultés auxquelles se heurte le placement des deux tranches. La SNCF n'y est pour rien, ses conditions sont bien choisies, malheureusement il n'y a plus pour le *moment de marché primaire en* ECU.

Pierre Moussa, en grand équipage

Pierre Moussa, qui a réuni 100 millions de dollars auprès d'institutions de sept pays différents au sein d'un holding luxembourgeois dénommé Pallas Group, vient d'acquérir cette semaine la moitié du capital du Dilon Read Overseas Corporation, la filiale londonienne de la Banque d'investissements américaine Dillon Read Inc. Les actionnaires du groupe Pallas sont pour le Canada, Laurentian Mutual Insurance, Imperial Life Assurances Cy of Canada, Power Company of Canada ; pour l'Australie, Elders Ixl ; pour la Belgique, le groupe Bruxelles Lambert, Gevaert Photo-Producten ; pour la Grande-Bretagne, Investors in Industry Group, les fonds de retraite du Post Office, et de British Telecom ; pour la Suisse, la Bank Contrade ; pour l'Inde, le groupe Tata ; pour l'Espagne, Abengoa et la Fundacion Juan March.

En se lançant dans la banque d'investissements (« Investment banking ») l'ancien président de Paribas ne fait que suivre la tendance actuelle qui pousse les eurobanques vers ce type d'activité, contrairement aux banques commerciales qui reprêtent les dépôts qu'elles collectent au travers d'innombrables guichets, les banques d'investissements se spécialisent dans le montage d'opérations financières de toutes sortes et à leur placement auprès d'autres établissements. Démunies de fonds propres importants, les banques d'investissements vivent donc avant tout des honoraires qu'elles perçoivent alors que les établissements bancaires commerciaux reçoivent entre autres des intérêts sur leurs prêts et portefeuilles.

Lorsqu'on est contraint de survivre sans grandes ressources financières dans un monde où la concurrence est redoutable, il faut faire preuve de beaucoup d'imagination. C'est là le propre des banques d'investissements qui sont en général composées d'individus à l'esprit hautement créatif, toujours à la recherche de nouvelles formules. La plupart des innovations qui ont été introduites sur l'euromarché au cours des dix dernières années proviennent de ces banquiers d'investissements que les Anglais appellent « merchant bankers » et les Français improprement « banquiers d'affaires ». Leur créativité est hautement rémunérée.

Leurs salaires annuels se chiffrent en plusieurs centaines de milliers de dollars et peuvent atteindre le million parce qu'ils sont intéressés aux affaires qu'ils apportent. Tout ceci s'accorde évidemment mal avec la routine laborieuse des banques commerciales.

Leur carcan hiérarchique ne leur permet pas d'accueillir et de payer suffisamment des personnalités en général peu conformistes. Les banques commerciales sont dès lors de plus en plus nombreuses à vouloir acquérir des banques d'investissements qui leur offrent deux avantages : d'une part, elles peuvent être la pépinière d'individualités qui ne pourraient s'épanouir dans un cadre trop orthodoxe et le ferment capable de raviver le ronron d'un banque traditionnelle ; d'autre part, elles ouvrent la voie à une activité de services très rémunératrice qui ne *demande que relativement peu de* capitaux, avec en plus la possibilité de retombées commerciales attrayantes.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Hausse du dollar

Les cours du dollar se retrouvaient vendredi 4 mai, au-dessus de leur niveau de la fin de la semaine précédente, après le fort mouvement de reprise constaté, dans l'après-midi, provoqué par la déclaration de M. Henry Kaufman sur la probabilité d'une « *hausse spectaculaire* » des taux d'intérêt américains d'ici à la fin 1985. A Francfort, la devise américaine finissait la semaine à 2,7205 DM et à Paris à 8,35 F. M. Martin Feldstein, chef des conseillers économiques du président Reagan, qui a présidé, mercredi et jeudi, à Paris, le comité politique économique de l'OCDE, réuni en prévision de la conférence ministérielle à laquelle doivent participer les ministres de l'économie et des finances des vingt-quatre pays membres, les 17 et 18 mai, devait déclarer : « *Le risque d'une brutale chute du dollar, dont il avait été beaucoup question au début de cette année, semble aujourd'hui beaucoup diminué. C'est que la crise de confiance que certains redoutaient n'a pas eu lieu.* »

M. Feldstein est, on le sait, un ardent partisan d'une réduction du déficit budgétaire. Il estime que la cause est désormais entendue à Washington. L'ensemble du monde politique américain est désormais convaincu qu'un effort sérieux doit *être accompli pour se rapprocher de* l'équilibre. Le conseiller de la Maison Blanche s'est lui-même déclaré plus optimiste sur ce point. Selon lui, le programme adopté par le président Reagan, dont la Chambre des représentants va se saisir, est justement présenté comme la première étape d'un programme beaucoup plus important qui commencera à être adopté après les élections de novembre.

C'est un fait que le niveau actuel du dollar est très proche de celui qu'il avait atteint à la fin de l'année 1983. Un facteur de reprise a pu être le fait que les banques américaines prêtent beaucoup moins à l'étranger et que, au contraire, les banques situées hors du territoire des Etats-Unis ont beaucoup augmenté leurs crédits à des entreprises américaines, lesquelles augmentent allègrement leur endettement auprès des banques.

L'attrait du dollar s'explique peut-être aussi par les incertitudes *qui pèsent sur le maintien du secret* bancaire en Suisse. Le peuple helvétique souverain doit se prononcer le 20 mai, par référendum, sur cette question. Bien que les observateurs estiment que les électeurs voteront pour le maintien du secret, on pense que la pression sera tout de même assez forte *sur les autorités* pour qu'elles assouplissent quelque peu leur attitude.

Continue à peser sur le deutschemark (et par conséquent à favoriser le dollar) la perspective d'un large mouvement de grève en République fédérale, déclenché par le puissant syndicat IG METALL pour obtenir la semaine des trente-cinq heures. Mais un accord était conclu au milieu de la semaine dans les mines de charbon de la Ruhr. Les mineurs avaient accepté une hausse de salaire de 3,4 % pour l'année sans réduction de la durée du travail, qui reste fixée à quarante heures. « *Le tapis a été retiré de dessous les pieds des dirigeants syndicaux* », devait commenter un dirigeant de la firme américaine Merril Lynch. L'annonce de cet accord semble avoir eu un effet tonique sur le DM. *Le dollar était, jeudi, en recul sur* toutes les places, alors que les premiers jours de la semaine avaient été caractérisés par la continuation de la hausse. Le mouvement de baisse devait se poursuivre vendredi 4 mai au matin.

C'est ce même jeudi que le Fed annonçait une réduction deux fois plus importante que celle qui était prévue de la masse monétaire. Dans la logique actuelle du marché, un tel événement est plutôt considéré comme baissier : si la masse monétaire augmente peu ou diminue, les autorités monétaires seront amenées à relâcher un peu la bride, d'où la perspective d'une détente des taux. Le raisonnement vaut ce qu'il vaut, car on comprend mal comment la progression de la masse monétaire pourrait continuer à se ralentir si précisément les autorités monétaires se montrent plus souples.

Le marché semble avoir été plutôt favorablement impressionné par les propos de M. Jacques Delors sur la *rigueur budgétaire en 1985. La livre* sterling, pour sa part, s'était approchée, au début de la semaine, de son point le plus bas encore jamais enregistré vis-à-vis du dollar : 1,3910 dollar pour 1 livre sterling (cours atteint le 12 janvier de cette année). Cette dernière s'est ensuite redressée, profitant du mouvement de léger repli du dollar du milieu de semaine. Celle-ci aura encore été marquée par un accès de faiblesse du dollar canadien.

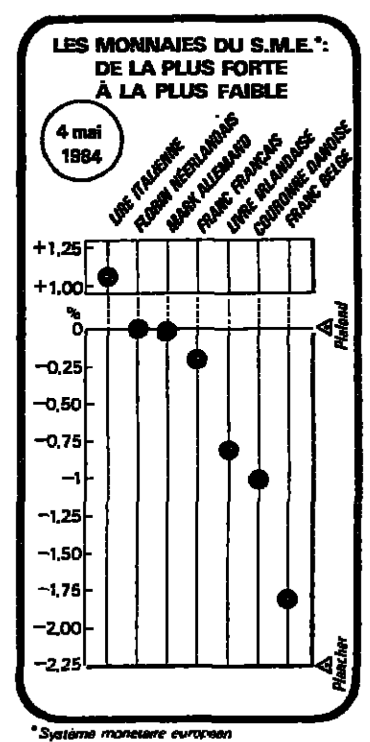
Quant à l'or, il n'aura finalement connu que de faibles variations dans un sens ou dans l'autre. Il a terminé la semaine sur un cours (376,70 dollars l'once), un peu plus bas que celui du vendredi précédent (379,25 dollars). Il a, au cours de la journée du vendredi 4 mai, perdu 2,35 dollars, accompagnant en sens inverse l'évolution du dollar. – P. F.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 27 AVRIL AU 4 MAI

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,4115	–	11,9832	44,4840	36,8120	1,8054	32,6984	0,05956
	1,4035	–	12,0846	44,8934	37,0920	1,8198	32,9055	0,05995
Paris	11,7790	8,3450	–	371,22	307,20	15,0659	272,80	4,9702
	11,6140	8,2750	–	371,49	306,94	15,0591	272,30	4,9610
Zurich	3,1730	2,2480	26,9383	–	82,7535	4,0585	73,4880	1,3389
	3,1263	2,2275	26,9184	–	82,6224	4,0537	73,2971	1,3354
Francfort	3,8343	2,7165	32,5524	1,2084	–	4,9043	88,8035	1,6179
	3,7838	2,6960	32,580	1,2103	–	4,9063	88,7134	1,6163
Bruxelles	78,1830	55,39	6,6375	24,6397	20,3902	–	18,1072	3,2990
	77,1223	54,95	6,6405	24,6689	20,3820	–	18,0816	3,2944
Amsterdam	4,3178	3,0590	36,6567	136,08	112,61	5,5227	–	1,8219
	4,2652	3,0390	36,7250	136,43	112,72	5,5305	–	1,8219
Milan	2369,90	1679	201,20	746,89	618,07	30,3123	548,87	–
	2341,04	1668	201,57	748,82	618,69	30,3549	548,86	–
Tokyo	319,85	226,60	27,1540	100,80	83,4162	4,0910	74,0765	0,1350
	317,19	226	27,3112	101,46	83,8279	4,1128	74,3666	0,1355

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 4 mai, 3,6827 F contre 3,6615 F le vendredi 27 avril.



*Système monétaire européen

Les matières premières

Hausse du café et de l'étain - Baisse du blé

Toujours peu d'affaires dans l'ensemble sur les différents marchés, les variations de prix restant contenues dans des limites étroites.

METAUX. – *Les cours du cuivre ont finalement peu varié d'une semaine à l'autre au Metal Exchange de Londres malgré la réduction de 1 cent par livre du prix du métal raffiné aux Etats-Unis.*

Après avoir atteint ses plus hauts sommets depuis treize mois, l'étain s'est ensuite replié à Londres ne conservant qu'une petite partie de son avance initiale. Les achats réguliers du directeur du stock régulateur ont constitué un soutien particulièrement efficace. Le Brésil envisage d'accroître sa production, mais l'agitation sociale en Bolivie se traduira par une réduction des exportations de métal. Le marché a peu réagi, à la vente de 5 tonnes de métal excédentaire provenant du stock stratégique américain.

Le nickel a enregistré de légers progrès à Londres. Les propositions faites par le second producteur canadien aux syndicats pour le nouveau contrat de travail pourraient être rejetées.

Les cours du plomb se sont maintenus pratiquement à leurs niveaux de la semaine précédente en dépit de la réduction de 1 cent par livre du prix de leur métal par différents producteurs nord-américains.

CAOUTCHOUC. – *Fluctuations peu importantes des cours du naturel sur les différents marchés. Pour la première fois depuis deux mois, la Chine continentale a fait sa réapparition en Malaisie avec l'achat de 2000 tonnes de naturel. Quant au Japon, il a plus que doublé ses importations en provenance de Malaisie en 1983. Autre élément favorable, la progression de 8,1 % de la consommation mondiale en 1983, alors que la production ne s'est accrue que de 6,1 %.*

DENRÉES. – *Les cours du sucre stagnent toujours à de bas niveaux. Selon les prévisions d'une firme privée britannique, la consommation mondiale devrait enregistrer une augmentation de l'ordre de 1,2 %. Mais des accroissements de production sont attendus dans la CEE, en Australie, aux Philippines et en République Sud-Africaine. Beaucoup d'observateurs pensent que les prix pourraient rester déprimés jusqu'à la fin de l'année.*

Légère progression des cours du café sur les différentes places, en corrélation avec la pénurie de marchandises de bonne qualité et le refroidissement de la température au Brésil.

CÉRÉALES. – *Les cours du blé ont fléchi sur le marché aux grains de Chicago. Le Conseil international du blé estime la production mondiale au niveau record de 510 millions de tonnes, soit 10 millions de plus que l'évaluation de décembre 1983.*

LES COURS DU 4 mai 1984

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 1038,50 (1037) ; à trois mois, 1053 (1054) ; étain comptant, 8895 (8940) ; à trois mois, 8976 (8918) ; plomb, 331 (334) ; zinc, 688,50 (698) ; aluminium, 938 (958) ; nickel, 3465 (3445) ; argent (en pence par once troy), 641,50 (646,50). – New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 65,25 (65,75) ; argent (en dollars par once), 9,03 (9,31) ; platine (en dollars par once), 419,10 (415,50). – Penang : étain (en ringgit par kilo), inch. (2915).

TEXTILES. – New-York (en cents par livre) : coton, juillet, 82,85 (82,05), octobre, 79,50 (78,80). – Londres (en nouveau pence par kilo), laine (peignée à sec), août, 448 (443). – Roubaix (en francs par kilo), laine, mai : 50,20 (49,40).

CAOUTCHOUC. – Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 755-760 (700-730). – Penang (en cents des Détroits par kilo) : 234,50-235 (235-236).

DENRÉES. – New-York (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, juillet, 2650 (2583) ; septembre, 2 654 (2 560) ; sucre, juillet, 5,97 (6,58) ; septembre, 6,33 (6,96) ; café, juillet, 147,64 (146,35) ; septembre, 144,65 (143,90). – Londres (en livres par tonne) : sucre, août, 171,60 (176,10) ; octobre, 181,20 (189) ; café, juillet, 2 131 (2 119) ; septembre, 2 110 (2 077) ; cacao, juillet, 1 955 (1 903) ; septembre, 1 955 (1 881). – Paris (en francs par quintal) : cacao, juillet, 2 245 (2 210)) ; septembre, 2 349 (2 278) ; café, juillet, 2 515 (2 450) ; septembre, 2 525 (2 490) ; sucre (en francs par tonne), août, 1 404 (1 480) ; oct., 1 493 (1 595) ; tourteaux de soja. – Chicago (en dollars par tonne), juillet, 196,7 (193,20) ; août, 197,3 (194,50). – Londres (en livres par tonne), juin, 154,70 (152,50) ; août, 156,30 (155,20).

CÉRÉALES. – Chicago (en cents par boisseau) : blé, juillet, 342 3/4 (345 3/4) ; septembre, 344 1/4 (347,50) ; maïs, juillet, 347 (334,44) ; septembre, 323 (319,25).

INDICES. – Moody's, 1 071 (1 072,20) ; Reuter, 1 989,7 (2 001,20).

Marché monétaire et obligataire

Tension sur les taux américains

Il semble bien que les déclarations faites vendredi par l'influent économiste de la firme new-yorkaise, Salomon Brothers, M. Henry Kaufman, aient eu pour effet de manifester au grand jour les tendances latentes d'un marché marqué pendant toute la semaine par une grande confusion, comme le note aussi Christopher Hughes pour les euromarchés.

Les taux d'intérêt américains vont « *monter d'une manière spectaculaire* » d'ici à la fin de 1985, a dit M. Kaufman, devant l'Association des banquiers du Texas.

« *La phase la plus spectaculaire de la remontée des rendements se produira peut-être vers la fin de l'année en cours, mais plus vraisemblablement l'an prochain, lorsque la réserve fédérale sera contrainte de répondre à une flambée inflationniste, et lorsque les agrégats monétaires et du crédit dépasseront les limites du tolérable.* »

Pour M. Kaufman, une hausse des taux ne manquerait pas de provoquer de grands troubles dans l'économie. Tel a été, en tout cas, dans l'immédiat, l'effet de ces propos pessimistes sur le marché de la Bourse et des changes (voir d'autre part). A Wall Street, les cours ont chuté en fin de séance. Le cours des obligations du Trésor à trente ans, est passé au dessus de 13 %.

Mercredi, le Trésor avait fait part qu'il aurait la semaine prochaine besoin d'emprunter 16,5 milliards de dollars. Cette annonce avait déjà suffi pour ramener à peu de chose l'impact des paroles rassurantes prononcées par M. David Mulford, secrétaire adjoint au Trésor, chargé des affaires internationales, qui s'était déclaré persuadé, devant la commission bancaire du Sénat, que la récente hausse des taux d'intérêt était temporaire.

L'idée, que, au contraire, on était en présence d'un phénomène durable et susceptiple de s'aggraver devait prévaloir après les confidences faites par M. Frank Morris, président de la Banque fédérale de réserve de Boston. Dans un entretien, accordé au *Wasinghton Post*, celui-ci déclarait que, à la fin du mois de mars, le Conseil de la Réserve fédérale, dont il fait partie, a décidé de durcir sa politique monétaire afin de freiner le rythme de la reprise américaine et l'accroissement de son endettement. Selon le *Washington Post*, M. Morris aurait également annoncé que de nouvelles mesures de durcissement pourrait être prises si le produit national brut des États-Unis poursuivait sa progression à un rythme supérieur à l'objectif fixé par le Fed pour l'année (8 % à 9 %), en raison des menaces inflationnistes. Durant le premier trimestre de 1984, le PNB américain a fait en valeur nominale un bond de 12,8 %.

Détente en France

Dans ces conditions, la nouvelle que, pour la semaine s'achevant le 25 avril, la masse monétaire M 1 s'est contractée de 3,6 milliards de dollars, c'est-à-dire plus que prévu (entre 1 et 3 milliards de dollars), a été accueillie avec beaucoup de prudence. Jeudi, M. Martin Feldstein, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, ne devait-il pas reconnaître lui-même, au siège de l'OCDE à Paris, qu'une réduction progressive de l'énorme déficit budgétaire américain préviendrait seulement une montée des taux à long terme, mais n'empêcherait sans doute pas une hausse des taux d'intérêt à court terme ?

Les taux sur le marché monétaire avaient (jusqu'aux déclarations de M. Kaufman) légèrement fléchi en fin de semaine, revenant à 10,5 %, après être montés à 11 %.

En France une tendance assez *comparable a été notée*. Malgré la tension observée vendredi avec une hausse du jour le jour à 12 7/8 %, une légère inflexion s'est produite dans la semaine avec un retour à 11 7/8 %, ce qui est plutôt encourageant, après la moyenne mensuelle de 12,54 % pour avril (12,48 % en mars). Le même constat est fait pour le plus long terme. Si les taux des emprunts d'État à plus de sept ans s'est maintenu à 12,86 %, celui des emprunts de moins longue durée est revenu de 12,72 % à 12,68 %. La moyenne générale, pour le secteur public, s'est établie à 13,88 % (contre 13,92 %) et, pour le secteur industriel, à 14,36 % (contre 14,38 %).

Le calendrier est toujours peu chargé sur le marché obligataire. Un seul gros emprunt est enregistré : celui de la SNCF, en deux tranches de 1,25 milliard de francs chacune, l'une à 13,80 %, l'autre à taux variable. Il se place bien, notent les milieux professionnels. A signaler l'emprunt Béghin-Say beaucoup plus modeste (250 millions de francs) à bons de souscription d'actions au taux de 11,50 %.

L'État va émettre également des obligations renouvelables du Trésor (ORT) pour un montant « ouvert » et à un taux de 12,15 %. La précédente émission d'ORT, lancée en mars au taux de 12,25 %, avait « rapporté » plus de 8 milliards de francs à l'État.

Enfin, la Caisse des dépôts et consignations poursuivra son émission « à jet continu » CAECL régions de France (le taux actuariel pour la première quinzaine de mai est de 13,70 % contre 13,75 % pour la première quinzaine d'avril).

Sur le marché secondaire, la tendance est à la hausse des cours, et donc à la baisse des taux.

Notons enfin que la Banque d'Italie a abaissé vendredi d'un demi-point son taux d'escompte, de 16 % à 15,50 %, source financière autorisée. Le taux d'escompte avait été graduellement ramené de 19 % en août 1982 à 16 % le 15 février dernier.

هكذا من الاصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LE GÉNÉRAL JARUZELSKI A REÇU DES ENCOURAGEMENTS DU KREMLIN

C'est en civil que le général Jaruzelski est arrivé vendredi 4 mai à Moscou pour une visite de travail de deux jours, alors qu'à Varsovie le général apparaît désormais presque toujours en uniforme. Le chef du parti et du gouvernement polonais n'a pas été accueilli à l'aéroport par M. Tchernenko lui-même, ni par le chef du gouvernement, M. Tikhonov, mais par M. Gromyko, ministre des affaires étrangères, le maréchal Oustinov, ministre de la défense, et le secrétaire du comité central chargé des relations avec les partis frères, M. Roussakov.

Malgré cet accueil un peu en retrait par rapport aux pratiques de l'époque Brejnev, la suite de la visite a dissipé toute impression de fraîcheur. Le nouveau secrétaire général du parti a remis au responsable polonais l'ordre de Lénine, qui lui avait été décerné l'an dernier

M. Tchernenko a rendu hommage au rôle assumé par le général Jaruzelski, à la tête « *des communistes, de tous les vrais patriotes polonais* », dans leur lutte pour la « *normalisation* ». Ce soutien à l'action du général Jaruzelski a été confirmé dans le discours prononcé pendant le banquet traditionnel ; mais M. Tchernenko a aussi clairement laissé entendre, selon le compte rendu de l'agence Tass, qu'il était nécessaire de poursuivre le processus de stabilisation, avec « *le soutien et la solidarité du parti et du peuple soviétiques* ».

Le général Jaruzelski, de son côté, s'est engagé à « *étendre, approfondir et renforcer* » dans tous les domaines l'alliance soviéto-polonaise, et en même temps à « *sauvegarder et consolider les acquis incontestables du socialisme en Pologne* ».

Les deux parties sont tombées d'accord pour dénoncer avec la plus vive énergie l'action des Etats-Unis, M. Tchernenko affirmant en particulier que Washington n'avait « *pas perdu l'espoir de saigner à blanc la Pologne socialiste par un boycottage économique et par des actions de subversion contre le gouvernement populaire* ».

Le compte-rendu fait par l'agence Tass des entretiens proprement dits ne fait aucune allusion aux récentes manifestations en faveur de Solidarité le 1er et le 3 mai, également ignorées par la presse soviétique.

Les conversations, indique-t-on, se sont déroulées dans « *une atmosphère chaleureuse et amicale* », assortie d'une compréhension mutuelle sur toutes les questions abordées. Compréhension ne signifie pas accord, mais la formule est néanmoins positive, dans le contexte des relations soviéto-polonaises de ces dernières années.

Un programme de coopération économique, scientifique et technique « *jusqu'à l'an 2 000* » a été signé.



A B C D E F G

LA VISITE DE Mme THATCHER A L'ÉLYSÉE

Londres maintiendra ses exigences budgétaires jusqu'au sommet de Fontainebleau... au moins

Poursuivant ses consultations préparatoires au conseil européen de Fontainebleau, convoqué les 25 et 26 juin prochain, M. Mitterrand s'est entretenu vendredi 4 mai à l'Elysée avec Mme Thatcher. Cet échange de vues, commencé en fin de matinée, s'est poursuivi au cours d'un déjeuner de travail, auquel ont également pris part les secrétaires au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, et le ministre des affaires européennes, M. Roland Dumas.

Cette rencontre n'a donné lieu à aucune déclaration finale. On souligne simplement, à la présidence de la République, qu'un *« langage très clair »* a été tenu aux Britanniques – puisque la question de leur contribution au budget de la Communauté a évidemment été l'objet essentiel de l'entretien, et que ce dernier a été *« courtois, mais précis »*. Ce difficile dossier, a ajouté le porte-parole de l'Elysée, *« a progressé, dans la mesure où les problèmes sont devenus plus circonscrits »*, ce qui peut laisser espérer que l'on parvienne à *« réduire dans les prochaines semaines cette dernière poche de contentieux »*.

L'espère-t-on encore tout à fait du côté français ? A l'évidence, pas plus que la rencontre des Chequers le 5 mars dernier, celle de l'Elysée n'a permis à M. Mitterrand d'enregistrer un assouplissement notable de la position britannique. Il n'est pas inexact de dire que le contentieux budgétaire a été « circonscrit » (au cours des tête-à-tête du chef de l'Etat avec ses partenaires européens, comme à l'occasion des deux précédents sommets). Mais le fait d'avoir atteint, par des « dégrossissages » successifs, le noyau dur des revendications britanniques – un allègement de quelque 1,25 milliard d'ECU de la contribution de Londres aux finances communautaires – n'encourage pas nécessairement à penser que ce noyau-là puisse être prochainement brisé.

On ne s'attendait guère, il est vrai, du côté français, à voir le premier ministre britannique fléchir avant les élections européennes. Surtout si l'on songe à ce qu'est resté, outre-Manche, dans une partie de l'opinion le débat sur l'appartenance à la CEE. Mais on commence à se demander si, même à Fontainebleau, Mme Thatcher se montrera disposée à faire le geste qui répondrait à celui de ses partenaires, et permettrait d'en finir. La Grande-Bretagne sait bien, en effet, que le temps travaille pour elle, et que l'asphyxie budgétaire de la Communauté peut, avant la fin de l'année, contraindre les Neuf à en passer par les exigences de Londres.

C'est manifestement pour combattre les effets de cette situation que se développe à Paris une contre-offensive sur le thème : si les Britanniques ne veulent pas jouer le jeu, la CEE pourra, au coup par coup, se passer d'eux. Cela supposerait certes de recourir à des expédients budgétaires, notamment en sollicitant des avances de la part des Etats membres, à moins que Bruxelles obtienne – mais c'est, pour le moins, improbable – une augmentation volontaire de l'effort des « gros » contributeurs, essentiellement la RFA en l'occurrence, pour combler le manque à percevoir en cas de blocage britannique. Mais le recours à une telle procédure marquerait une singulière régression de l'esprit communautaire.

Il n'empêche : on tente, ces jours-ci, de faire comprendre aux Britanniques que l'on pourrait recourir à cette fameuse « Europe à plusieurs vitesses » s'il leur semblait décidément impossible de se plier aux exigences de la vitesse unique. C'est notamment ce qu'a suggéré, vendredi matin sur France-Inter, le ministre des affaires européennes, en constatant (*le Monde* du 5 mai) que cette idée « *fait son chemin* ».

Mais la marge de manœuvre est étroite, pour une raison de fond et pour une autre plus tactique. Sur le fond, il ne peut s'agir de suggérer, ce qui serait pour le moins imprudent, de « *bouter l'Anglais hors d'Europe* ». M. Dumas y a insisté vendredi à l'Assemblée nationale : de tels propos seraient « *irresponsables et absurdes* », car « *il n'y a aucune raison de vouloir conduire les affaires communautaires sans la Grande-Bretagne* ».

Quant à la limite tactique de cette opération, elle est apportée par les prises de position antérieures de M. Chirac. C'est en effet lui qui, en mars, avait suggéré que la Grande-Bretagne, « *si elle n'accepte pas les règles communautaires* » se mette « *en congé de la Communauté agricole pour quelque temps* ».

BERNARD BRIGOULEIX.

Dans la fonction publique

LA CGT ORGANISE UNE « JOURNÉE D'ACTION » LE 11 MAI

Dénonçant les « *contradictions* » de la politique budgétaire gouvernementale, l'Union générale des fédérations de fonctionnaires (UGFF-CGT) a décidé d'organiser une « *journée d'action* » dans les services publics le vendredi 11 mai, pour protester contre les pertes de pouvoir d'achat et le manque d'effectifs.

C'est ce qu'ont annoncé jeudi 3 mai Mme Thérèse Hirszberg, secrétaire générale de cette fédération, et M. Le Duigou, secrétaire général de la fédération des finances CGT. Tous deux ont souligné que l'annulation de onze milliards de francs dans le budget de 1984, « *déjà étroit* », et les directives budgétaires pour 1985 « *ne sauraient en aucune manière déboucher sur l'équilibre financier tant attendu* ». En outre, le manque d'effectifs « *diminue la portée réelle des réformes mises en œuvre* », et entraînera, en 1985 comme en 1984, « *une nouvelle dégradation du service public* ».

« *Ce n'est pas en sabrant dans le budget de la fonction publique que l'on résoudra les problèmes posés par la crise* », a conclu M. Le Duigou.

La « *journée d'action* » se traduira par une « *campagne d'explications* » et, selon les cas, par des arrêts de travail.

A la SNCF

APPEL A LA GRÈVE POUR LE 24 MAI

Quatre fédérations de cheminots – la CGT, la CFDT, FO et la FGAAC (agents de conduite autonomes) – ont appelé l'ensemble des cheminots à des arrêts de travail portant surtout sur les journées des 24 et 25 mai, avec un « temps fort », une grève de vingt-quatre heures le 24 mai pour le personnel roulant.

LE CONTENTIEUX MUNICIPAL

• Nouvelles élections le 20 mai à Houilles et à Thionville
• Le vice-président du Conseil d'Etat ne souhaite pas s'engager dans la polémique

Les élections municipales partielles de Houilles (Yvelines) et de Thionville (Moselle), consécutives à l'annulation par le Conseil d'Etat des scrutins de mars 1983 (*le Monde* du 20 avril), auront lieu le 20 mai.

A Thionville, la majorité se présentera unie derrière M. Paul Souffrin, maire sortant communiste. Elle affrontera cette fois deux listes d'opposition, l'une conduite par M. Lacroix, RPR, tête de l'unique liste de droite en mars 1983, l'autre par M. Ferretti, UDF. Ces deux listes ont conclu un accord de désistement pour l'éventuel second tour.

A Houilles, le maire sortant, communiste, M. Seleskovitch, conduira la même liste d'union que lors du précédent scrutin. L'opposition n'a pas encore fait connaître ses intentions. Mais il est vraisemblable qu'elle sera représentée par M. Mahiet, RPR. Au second tour de l'élection de mars 1983, la liste qu'il conduisait avait recueilli 49,35 % des suffrages exprimés, contre 50,64 % à la liste de la majorité.

Les décisions d'annulation prises par le Conseil d'Etat le 18 avril dernier, dans ces deux communes gérées depuis longtemps par le Parti communiste, avaient suscité de vives réactions de la direction du PCF et une mise en cause de l'impartialité du Conseil d'Etat en général, de certains de ses membres en particulier, MM. Latournerie et Racine, maîtres de requête notamment. Respectivement rapporteur et commissaire du gouvernement pour ces deux dossiers, MM. Latournerie et Racine ont demandé la « protection » du garde des sceaux (*le Monde* du 4 mai).

Saisi par M. Poher, président du Sénat, ce dernier a répondu : « *S'agissant de la protection due au Conseil d'Etat, ma position est claire ; dès l'instant où le Conseil d'Etat me demanderait d'exercer des poursuites contre quiconque, je les exercerais aussitôt.* »

Interrogé sur cette éventualité formulée par M. Badinter, M. Nicolay, vice-président du Conseil d'Etat, a indiqué qu'il ne croit pas « *opportun de prendre part à cette polémique* ». M. Nicolay a, d'autre part, exprimé son « *estime* » et sa « *confiance* » à tous les membres du Conseil d'Etat mis en cause, « *de quelque côté que ce soit* », à l'occasion de cette polémique.

Soucieux de rappeler que les procédures suivies par la Haute Juridiction sont collégiales et rigoureuses, M. Pierre-François Racine a adressé à tous les quotidiens parisiens les conclusions qu'il a rendues, pour la ville de Houilles, devant les sous-sections compétentes. M. Racine souhaite ainsi apporter la preuve qu'il a agi en juge et non en partisan (*le Monde* avait publié, dans ses éditions du 20 avril, un compte rendu des conclusions de M. Racine). Enfin, l'association des anciens élèves de l'ENA a condamné les attaques portées contre le Conseil d'Etat et certains de ses membres.

CONTROVERSE FRANCO-TURQUE SUR UNE VISITE DE Mme CRESSON

Après l'inauguration de la stèle d'Alfortville aux victimes du génocide arménien, le gouvernement turc a décidé, le 3 mai, d'annuler une visite du ministre du commerce extérieur, Mme Edith Cresson, prévue prochainement selon la Turquie.

Au ministère du commerce extérieur, on dément qu'une telle visite ait été envisagée.

Au Maroc

M. MAURICE SERFATY CONDAMNÉ A DEUX ANS DE PRISON

M. Maurice Serfaty, trente-deux ans, fils de M. Abraham Serfaty, cinquante-huit ans, opposant connu au régime marocain, a été condamné, le 23 avril, par la cour d'appel de Casablanca à deux ans de prison, ont annoncé, vendredi 4 mai, à Paris, les comités de lutte contre la répression au Maroc. La cour a confirmé la sentence prononcée en février en première instance.

Sa compagne allemande, Mme Hélène Andrès, ancienne épouse du général marocain Hatimi, a été condamnée à quatre mois de prison.

Tous deux étaient accusés d'avoir « *troublé l'ordre public et apporté des lettes à un détenu* », en l'occurrence M. Abraham Serfaty, condamné à la prison à perpétuité (*le Monde* daté 15-16 avril).

Le numéro du « Monde » daté 5 mai 1984 a été tiré à 459 114 exemplaires

La commission exécutive de la CFDT était opposée à la nomination de M. Chérèque

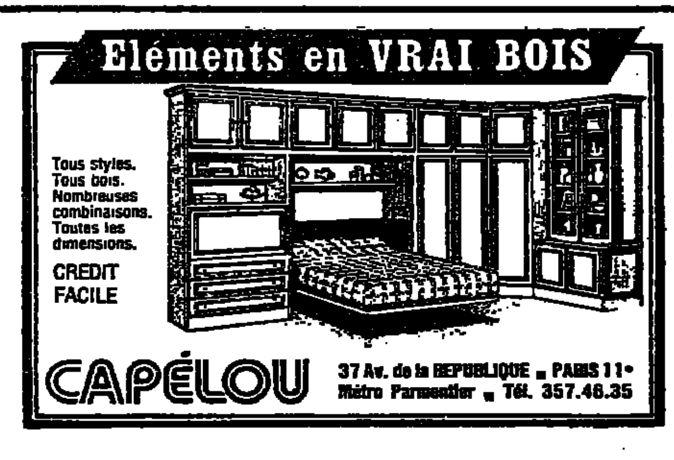
La décision de M. Jacques Chérèque d'accepter sa nomination comme préfet délégué en Lorraine (*le Monde* des 4 et 5 mai) a provoqué de bien vives discussions au sein de la commission exécutive de la CFDT, dont il était, jusqu'au 1er mai, le numéro deux en titre.

Ainsi, M. Jean Kaspar, secrétaire national de la CFDT, a déclaré, le 4 mai à Valence, que l'organisme dirigeant de la CFDT lui « *avait fait part de ses réserves et de ses inquiétudes* ». Indiquant qu'il avait été dit à M. Chérèque que s'il devait « *accepter ce poste, cela pourrait accréditer l'idée que la CDFT avait des liens privilégiés avec le gouvernement* », M. Jean Kaspar a ajouté : « *Mais Jacques Chérèque a passé outre à nos remarques.* »

Dans une lettre adressée au *Matin de Paris*, M. Edmond Maire, de son côté, précise que « *non seulement la commission exécutive ne souhaitait pas le départ de Jacques Chérèque, mais elle avait unanimement attiré l'attention sur les sérieux inconvénients et fausses interprétations qu'entraînerait l'acceptation de la proposition (...)* ». « *Cependant*, ajoute le secrétaire général de la CDFT, *être militant de la CDFT, ce n'est pas abandonner sa personnalité et sa liberté de choix. La commission exécutive a donc respecté le choix personnel de Jacques Chérèque.* »

Commentant à son tour cette nomination, M. François Guillaume, président du conseil économique et social de Lorraine, a estimé, le 4 mai, qu'elle ne constituait pas « *un fait novateur* » et n'était pas « *de nature à régler les problèmes* ». « *Je pense que M. Chérèque a de bonnes intentions, et je comprends qu'un syndicaliste cherche à vérifier sur le terrain la valeur de ses convictions* », a toutefois ajouté M. Guillaume.

● *M. Seguin (RPR) : « Le refus du plan acier était un tort ».* – M. Philippe Seguin, député, maire (RPR) d'Epinal (Vosges), a estimé samedi 5 mai, dans un entretien accordé à *l'Est républicain*, que de la part de la région Lorraine, « *le refus global du plan acier était un tort* ». « *Je ne suis pas sûr qu'on ait bien joué sur cette affaire de restructuration* », a ajouté M. Seguin. « *Mieux valait se tenir à deux orientations : se cramponner à Gandrange (le projet de train universel abandonné par le gouvernement) qui constitue un bon dossier et refusé uniquement pour des raisons financières ; être plus exigeant sur la diversification.* »



M. Prosper Alfonsi (MRG) demande la dissolution de l'Assemblée de Corse qu'il préside

Le président de l'Assemblée de Corse, M. Prosper Alfonsi (MRG) a annoncé le vendredi 4 mai qu'il avait demandé au premier ministre *« de prendre toutes mesures appropriées pour engager d'urgence le processus conduisant à la dissolution de l'Assemblée de Corse »*.

Cette demande est la conséquence de la crise qui sévit à l'Assemblée régionale depuis le mois d'avril avec la politique de la chaise vide suivie par les cinq élus autonomistes de l'Union du peuple corse, le ralliement à l'opposition de trois divers droite et le refus de celle-ci de voter le budget (*le Monde* des 14, 18 et 27 avril), pour obtenir précisément la dissolution.

Cette situation, où il n'y a pas de majorité, a fait dire à M. Alfonsi *« un simple changement d'exécutif ne ferait que prolonger un coma déjà dépassé »*. M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député RPR et porte-parole de l'opposition dans l'île, dans une interview accordée au *Figaro* du vendredi 4 mai, a lui aussi souhaité la dissolution, tout en précisant que en cas de démission de l'exécutif, son groupe *« n'hésiterait pas à assumer les responsabilités »*.

La décision de dissolution appartient au gouvernement, en vertu de l'article 34 de la loi portant statut particulier de la Corse, qui peut le prononcer *« lorsque le fonctionnement normal de l'Assemblée se révèle impossible »*. Si tel était le cas se poserait le problème de la loi électorale ; celle en vigueur, du 2 mars 1982 ne fixe pas de seuil minimal au nombre de voix obtenues pour qu'une liste participe à la répartition proportionnelle des sièges. Or, M. Alfonsi a aussi demandé au gouvernement de prendre en compte *« la nécessité absolue de modifier les conditions du seuil d'éligibilité, préalable indispensable à l'avènement d'une nouvelle Assemblée viable »*. M. de Rocca-Serra partage, sur ce point aussi, cette opinion puisqu'il demande une loi électorale *« favorisant les regroupements et qui permettrait enfin à la Corse d'avoir un exécutif disposant d'une majorité »* ; il pense que le seuil de 5 % appliqué pour les assemblées régionales des départements d'outre-mer pourrait être transposé en Corse.

Une proposition de loi a d'ailleurs été déposée en ce sens par cinq sénateurs, MM. Paul Girod (Gauche dém., Aisne) ; Charles Ornano (non insc., Corse-du-Sud) ; Jean Francou (un. cent, Bouches-du-Rhône) ; Roland du Luart (RI, Sarthe) ; et Roger Romani (RPR, Paris).

Au Tour de Corse

VATANEN (205) ABANDONNE SUR ACCIDENT

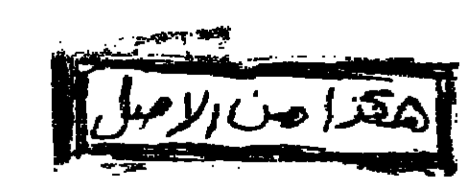
Le Finlandais Ari Vatanen, leader du Tour de Corse automobile, comptant pour le championnat du monde, a été victime d'une sortie de route et contraint à l'abandon au cours de la première épreuve spéciale de la dernière étape, samedi matin 5 mai, près de Calvi. Au volant de la toute nouvelle Peugeot 205 turbo 16, Vatanen était en tête depuis jeudi après-midi. Autre abandon de marque, celui du Français Bruno Saby (R5 turbo), lui aussi sur sortie de route.

Le Monde
Aujourd'hui

NASA

Vers un système planétaire bis, page II

Supplément au numéro 12216. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 6-Lundi 7 mai 1984.



هكذا من الاصل

Le système solaire *est-il le seul à exister dans l'univers ? Sans doute pas. Les astro*

La Terre à la recherche d'une autre Terre

Patience et rigueur : si elle existe, on la découvrira.

NOS illusions égocentriques ont fait long feu. Voilà plus de quatre siècles que Copernic révélait publiquement que notre Terre n'était pas au centre de l'univers, et voici des décennies que les astronomes nous répètent que notre galaxie est entourée de milliards d'autres. Il ne nous restait plus qu'une illusion : celle de croire que le système solaire restait, lui, unique. Or, voici que des chercheurs américains pensent avoir découvert des systèmes planétaires en formation, très similaires à celui dans lequel nous vivons. Le premier, détecté par le satellite d'astronomie infra-rouge IRAS (voir ci-dessous), se trouverait à proximité de Véga, l'une des étoiles les plus brillantes de notre ciel. Le second, observé par des astronomes des universités de Hawaï, Ucla (Californie) et Cornell (Etat de New-York), aurait été observé autour de l'étoile « HL TAU », dans la constellation du Taureau, à quelque 500 années-lumière de la Terre.

Ces informations doivent toutefois être considérées avec prudence. Si l'existence de systèmes planétaires autres que celui dans lequel nous vivons reste fortement probable, étant *donnée l'étendue de l'univers*, les Américains n'ont pour l'instant observé que des accumulations de poussières autour des deux étoiles. De là à conclure qu'ils ont détecté des planètes en train de naître, il y a un large pas que nombre de spécialistes se gardent bien de franchir, d'autant que l'on commence seulement à savoir comment se forme un système planétaire. Encore faudrait-il, pour cela, connaître précisément la manière dont est né le système solaire, seul champ d'observation dont nous disposons.

Les données sur lesquelles peuvent s'appuyer les astronomes pour remonter le temps ne sont pas très nombreuses. *Quelques pistes sont fournies* par l'observation des cratères de certaines planètes qui ont enregistré les événements depuis les premiers âges du système solaire, ou par l'analyse des météorites, cailloux qui se sont condensés il y a quelque 4,5 milliards d'années. En outre, le fait que les planètes soient disposées sur un disque plat autour du Soleil tend à prouver qu'elles sont « nées » dans ce disque.

A partir de ces quelques éléments, les astronomes ont imaginé plusieurs hypothèses rendant compte de la formation du Soleil et de ses planètes. L'un de ces scénarios, accepté par le plus grand nombre, est celui de l'« agglomération ».

Tout commence il y a plus de 4,5 milliards d'années, avec la fragmentation de ce nuage de gaz et de poussières qu'est la nébuleuse primitive. Au fur et à mesure qu'elle se contracte, celle-ci tourne de plus en plus vite sur elle-même, comme un patineur qui, en abaissant les bras, accélère son mouvement. La force centrifuge qui s'exerce sur cette matière en rotation de même que la viscosité du milieu « aplatissent » le nuage et contraignent les poussières à se disposer sous la forme d'un disque plat. Dans ce disque, supposé globalement stable, les particules se « solidifient » en petits grains formés de minéraux et de matériaux réfractaires s'ils sont situés près de l'étoile centrale, ou d'eau, de méthane et de gaz carbonique s'ils se trouvent dans les régions plus froides.

La solidification des particules ne pouvant donner naissance qu'à des grains dont les dimensions sont inférieures à quelques centimètres, on s'est longtemps demandé comment ces petits débris on pu croître suffisamment pour se transformer en planètes. La réponse à cette énigme a été trouvée dans l'étude des instabilités gravitationnelles locales se manifestant dans le disque sur des distances de l'ordre du kilomètre, et qui permettent, si l'on en croit les lois de la mécanique des fluides, aux petits grains de s'agglomérer en des objets de plusieurs kilomètres de circon*férence : les planétoïdes*. Par le jeu des collisions fortes ou faibles provoquant des fragmentations ou des agglomérations, ces dernières ont peu à peu capturé de la matière et ont grossi pour devenir planètes.

Ce scénario est très satisfaisant pour l'esprit, mais il demeure incomplet. Cet enchaînement, très brièvement résumé, des événements qui ont conduit de la nébuleuse primitive au système solaire semble avoir duré environ 100 millions d'années. Temps suffisant pour que se forment les petites planètes, puisque les grains « grandissent » de un à quelques centimètres par an, mais durée trop courte pour expliquer la croissance d'objets qui, telle la Terre, ont un diamètre supérieure à 10 000 kilomètres. Il manque donc à ce modèle un maillon, une étape supplémentaire de confinement par exemple, pour rendre totalement compte de la réalité.

Le modèle de l'agglomération n'est pas admis par tous les astronomes. Certains lui opposent la théorie de l'« effondrement » qui suppose que le disque des particules, une fois formé, reste globalement instable, empêchant les molécules gazeuses de se solidifier. Une partie notable du nuage s'effondre alors sur elle-même, créant de très larges « globules » qui, sous l'effet de la gravitation, formeront directement des planètes.

Cette hypothèse pose un certain nombre de problèmes théoriques. Les lois de la physique montrent qu'un disque dont les fines particules gravitent autour d'un objet central massif et qui est entouré d'un halo est stable. Pour qu'il en soit autrement, comme le supposent les partisans de l'effondrement, il faudrait admettre *que la masse de ces poussières* soit égale à environ cent fois celle du Soleil. Cela n'est pas impossible, mais implique que plus de 99 % de la matière primitive se soit échappée, à un moment de son évolution, hors du système solaire puisque l'ensemble des planètes que nous connaissons est mille fois moins lourd que l'astre central.

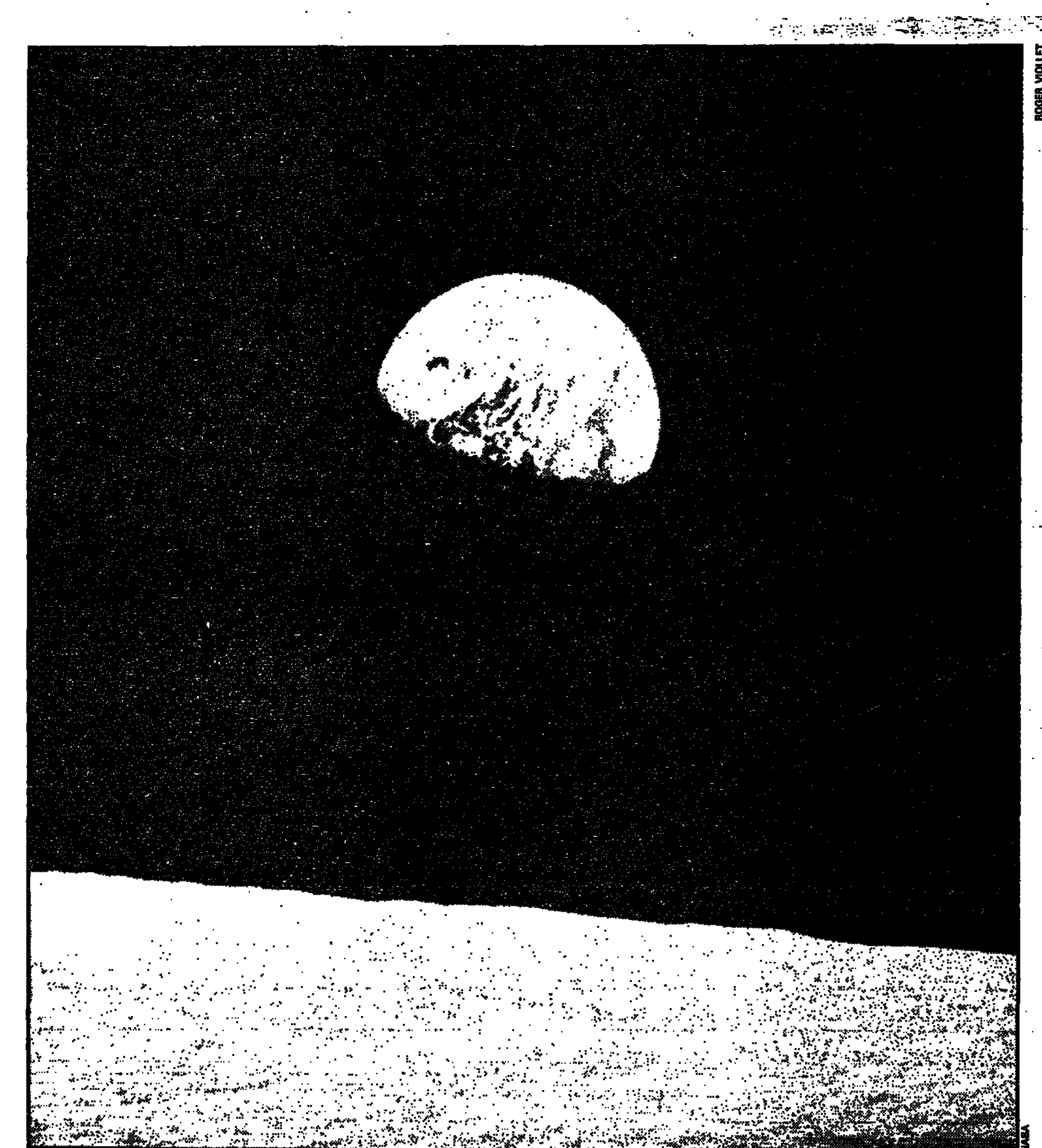
Comment cela s'est-il passé ? La question reste pour l'instant sans réponse, ce qui ne signifie pas que l'on doive rejeter cette théorie.

Telle est l'opinion de M. André Brahic, qui travaille à l'Observatoire de Paris au sein de l'Institut national d'astronomie et de géophysique. Selon lui, la formation du système solaire pourrait *« résulter d'un compromis entre le scénario de l'agglomération et celui de l'effondrement »*. Le premier permettrait de rendre compte de la création des planètes telluriques (Mercure, Vénus, la Terre et Mars, surtout constituées de silicates et de métaux), alors que le second pourrait expliquer celle des planètes géantes (Jupiter, Saturne, Neptune et Uranus, essentiellemnt formées d'hydrogène et d'hélium).

Toutefois, quelles que soient les conclusions des astronomes à l'issue du débat passionné qui les anime actuellement, une certitude reste : le système solaire existe bel et bien. Mais une question demeure : un système *analogue* peut-il s'être formé ailleurs ? Si l'on considère que la Galaxie compte mille milliards d'étoiles et qu'il existe dans l'univers plusieurs dizaines de milliards de galaxies qui, peu ou prou, ressemblent à la nôtre, on est tenté de répondre par l'affirmative. Mais repérer ces *planètes* éloignées reste une opération délicate, *car ces objets sont* proches d'étoiles à forte luminosité qui, telle une bougie devant un phare, « aveuglent » les observateurs. M. André Brahic reste malgré tout confiant dans les progrès des techniques et il estime que, si un objet suffisamment gros existe dans une région pas trop éloignée de la Terre, *« on pourrait découvrir un autre Jupiter dans les dix ou vingt prochaines années »*.

Il faudra sans doute attendre plus longtemps encore avant de pouvoir détecter un système planétaire en formation et acquérir la certitude qu'il ne s'agit pas d'un simple disque de poussières. Aurons-nous alors la chance de découvrir une autre Terre ? Si une telle planète existe, elle doit être perdue dans un halo d'étoiles. Tous les espoirs de l'observer un jour sont permis, mais une très grande patience est de rigueur.

ELISABETH GORDON.





ROGER VIOLLET

Le télescope Schmidt au mont Palomar en Californie.

pas. Les astronomes poussent leurs recherches et commencent à déceler des indices troublants.

COSMOS

NASA

La Terre est-elle unique et avec elle le système solaire ? N'y a-t-il pas quelque part, gravitant autour d'une étoile lointaine, un système planétaire analogue au nôtre ? Certains astronomes pensent avoir découvert des indices en faveur d'une telle hypothèse. Mais en attendant qu'elle se confirme, en attendant la découverte de preuves supplémentaires, la communauté astronomique doit se contenter de ce qu'elle a « sous la main » et des documents que les astronautes des missions lunaires Apollo et les sondes d'exploration planétaire lui ont fourni comme ce « Clair de Terre » vu depuis la Lune, cette éruption solaire au cours de laquelle des gaz incandescents peuvent être projetés à plus de 300 000 kilomètres d'altitude et cette vue étonnante du Seigneur des anneaux, Saturne, sur laquelle apparaît nettement l'ombre portée de son système d'anneaux.

L'œil profond

L'arrivée de l'infrarouge.

LE gaz interstellaire au sein duquel naissent les étoiles et les planètes a ceci de fâcheux, pour les astronomes, qu'il renferme nombre de poussières absorbant la lumière visible. Aussi l'observation d'une grande partie de la Voie lactée, et *a fortiori* d'autres galaxies, était-elle impossible jusqu'à la fin des années 60. C'est à cette époque, en effet, que s'est développée l'astronomie infrarouge, qui, en tirant parti de la faible absorption du rayonnement situé dans cette portion du spectre par les particules solides, a permis aux astronomes d'avoir accès à de larges régions jusque-là inexplorées du ciel.

Des téléscopes sensibles à l'infrarouge ont été installés au sol. D'autres ont été embarqués dans des avions ou des ballons stratosphériques, avec pour mission de détecter des objets plus « froids » émettant dans l'infrarouge plus lointain. Mais ces moyens, outre leurs délais d'observation limités, souffrent encore de l'influence du rayonnement infrarouge de l'atmosphère terrestre, dont seul un véhicule spatial peut totalement s'affranchir.

C'est pour cette raison qu'IRAS, satellite américano-anglo-néerlandais, a permis de nombreuses découvertes. Au cours de son vol de près d'une année (de janvier à novembre 1983), celui-ci a réalisé deux examens complets du ciel, fournissant pour la première fois aux astronomes une vue globale de la voûte céleste. Son téléscope très sensible a détecté plus de deux cent mille sources de rayonnement infra-rouge et notamment cinq nouvelles comètes, des particules solides autour de Véga et bien d'autres objets célestes inconnus auparavant.

IRAS a maintenant cessé de fonctionner, la réserve d'hélium liquide indispensable à son refroidissement étant épuisée, mais d'autres satellites devraient compléter sa mission. ISO, par exemple, qui devrait être lancé par l'Agence spatiale européenne au début des années 90, pourrait partir à la découverte de galaxies nouvelles.

L'astronomie infrarouge, pour intéressante qu'elle soit, n'est cependant pas la panacée pour les observateurs du ciel. Les rayons gamma, les rayons X, l'ultraviolet, ont été ou sont observés par plusieurs satellites très performants.

Car, bien avant qu'IRAS ne soit lancé, et dès les années qui ont suivi la mise en orbite du premier Spoutnik soviétique en 1957, les chercheurs ont compris l'intérêt que présentaient les satellites artificiels pour la connaissance de l'environnement de notre planète. Les données transmises par les sondes soviétiques et américaines, ou l'examen des échantillons lunaires rapportés par les astronautes des missions Apollo, ont grandement contribué à l'essor de la planétologie.

Mais les outils de base des astronomes restent – et demeureront sans doute pour quelque temps encore – les téléscopes installés au sol. Ces instruments ont fait l'objet d'une véritable révolution ces dernières années avec l'apparition de récepteurs (caméras électroniques ou à comptage de photons par exemple) de plus en plus sensibles.

Pour augmenter encore le pouvoir de résolution des téléscopes, donc la netteté des images qu'ils produisent, les astronomes ont aussi recours à l'interférométrie, dont les progrès permettent aujourd'hui de distinguer des détails morphologiques d'objets célestes invisibles avec les téléscopes ordinaires. – E. G.

En Toute Logique

A suivre

Les suites des tests d'intelligence ont ceci de fascinant qu'elles donnent à chacun de nous, qui ne sommes ni Einstein ni Maxwell, le plaisir et l'occasion d'abstraire, à partir d'un aspect de l'univers, une loi générale qui va l'expliquer à la perfection.

Mesurez donc votre induction à ces trois morceaux du monde que sont ces deux suites :

1 5 12 22 35 51 ...
1 6 15 28 45 66 ...

Comment en rendre compte et quels sont les nombres suivants.

(Solution dans le *Monde Aujourd'hui*, daté 20-21 mai).

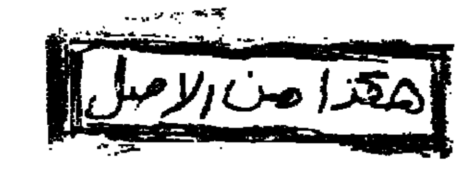
SOLUTION DU PROBLÈME N° 262

La chose est impossible : la somme de 4 entiers consécutifs n'est jamais un carré. En effet :

$n + n + 1 + n + 2 + n + 3 = 2 \times (2n + 3)$

Le résultat est toujours pair et ne peut-être carré d'un nombre impair. Est-il donc carré d'un nombre pair ? Non plus, car il devrait dans ce cas être un multiple de 4, ce qu'il n'est jamais.

PIERRE BERLOQUIN.



L'hospitalisation

est le poste budgétaire le plus lourd dans les dépenses de la santé. Deux expériences

Souplesse

Dans l'inflation préoccupante des dépenses de santé, l'hôpital se taille la part du lion. Chaque année, chaque Français consacre au budget de l'hospitalisation plus de 2 500 francs, qui serviront aux soins d'un nombre limité de personnes assez sérieusement atteintes — ou trop âgées, ou trop isolées - pour que l'on puisse les traiter à domicile.

La technologie lourde à laquelle recourent les hôpitaux implique qu'ils ne devraient être réservés qu'à ceux qui en ont réellement besoin et dont l'état justifie des prix dépassant, et de très loin, ceux des hôtels les plus luxueux du monde, pour atteindre, *dans certains cas*, 4 000 francs par jour et par personne !

Les frais de personnel entrent certes pour 70 % dans ces sommes vertigineuses. La nécessité d'agir sur le développement des dépenses hospitalières *explique à la fois* l'instauration de restrictions budgétaires, d'un nouveau mode de calcul des finances hospitalières (le budget global) et des prévisions de fermeture à très brève échéance des quelque vingt mille à vingt-cinq mille lits tenus pour exédentaires.

L'austérité ambiante explique aussi que l'on cherche activement des « substituts à l'hospitalisation », des solutions de remplacement qui permettraient, pour des coûts moins élevés, que les malades puis*sent bénéficier des méthodes* thérapeutiques « de pointe », notamment en cancérologie, dont un certain nombre n'exigent pas une présence permanente et moins encore un alitement.

L'établissement qui s'est ins*tallé* à Bordeaux près du centre anti-cancéreux et que décrit Pierre Cherruau, est un remarquable modèle et le seul prototype français de ce qui peut être fait en ce sens. La solution lyonnaise, relatée par Claude Régent, se traduit pour sa part par *un échec relatif. Les responsa*bles du système français de santé tireront de ce succès comme de cet échec des enseignements pour l'avenir.

L'hôpital n'est pas encore une structure en voie de disparition ; mais tout incite à penser que ses indications seront dorénavent limitées à l'essentiel et que l'avenir verra la floraison de dispositifs plus souples et moins coûteux, bénéficiant de son incomparable réputation sans atteindre le luxe exorbitant de ses installations.

Dr E.-L.

Lyon : quand l'hôtelier réveille le malade

L'avantage de la proximité du lieu de traitement.

A Lyon, la question de l'hébergement des familles ou des malades hospitalisés pour des soins de longue durée est double. Sur le plan commercial classique, l'« *hostel* » avait ouvert la voie. Fondé grâce à l'esprit d'initiative du Dr Charles Mérieux, qui a fait de l'alliance entre les secteurs public et privé l'un de ses thèmes préférés, l'association Hospitel a innové en créant dès 1975 un hôtel type deux étoiles, dont l'objet social était « *la création d'ensembles hospitaliers et de restauration à proximité des grands centres hospitaliers* ». L'Hostel est aujourd'hui un maillon de la chaîne Novotel-Ibis. Il permet l'accueil de cent quarante clients à quelques décamètres du grand centre hospitalier *neurocardiologique* de Lyon-Bron. Mais les familles de malades aux revenus plus modestes se voient proposer un autre type d'hébergement, en centre-ville cette fois, au Tiercelet. Dans les deux cas, les pouvoirs publics sont partie prenante.

« *A l'hôpital comme aux PTT, il n'y a pas assez de monde.* » M. Charles Mérieux, fils du fondateur du célèbre institut, apprécie les formules-chocs. Il part d'un constat : « *Tout le monde aujourd'hui naît et meurt à l'hôpital.* » D'où un mouvement très important autour des grands pôles médicaux. Et Lyon en est un. Voilà pour la demande en termes quantitatifs.

Deuxième postulat : « *Le secteur privé est plus souple que le secteur public.* » Il fallait donc, pour assurer l'hébergement des familles de grands malades, proposer un lieu d'accueil non hospitalier qui pouvait parallèlement convenir tout à fait pour l'hébergement de malades en traitement de longue durée sans que leur état de santé justifie pour autant une hospitalisation complète. En un mot, jouer l'hôtellerie pour des malades relevant de l'hospitalisation de jour.

M. Mérieux a su convaincre l'ancien maire de Lyon, M. Louis Pradel. L'Hostel va naître avec un cadeau intéressant dans sa corbeille de naissance : un bail emphytéotique de soixante ans. L'Hostel ne paierait pendant cette période qu'un loyer symbolique aux Hospices civils de Lyon, propriétaires du terrain de Bron. Malgré une limitation à la clientèle hospitalière au sens strict, les débuts seront catastrophiques : *90 000 F de découvert.* M. Jean-Claude Luzy, directeur de la société Hospitel-France, nous a indiqué que, « *dès la rentrée 1976, l'Hostel s'est ouvert à une nouvelle clientèle* ». Résultat : un « brassage » de la clientèle — bien-portants de passage d'une part, familles et malades d'autre part — tout à fait satisfaisant, sur le plan psychologique, aux yeux de M. Luzy.

Cette évolution légitime pour des raisons commerciales a largement gommé l'aspect médical de l'hôtel. Le local spécial qui devait être attribué à des médecins ou au personnel infirmier de permanence n'a jamais été ouvert. La direction a simplement passé un accord avec l'hôpital neuro-cardiologique voisin : l'interne de garde peut intervenir sur un simple appel ainsi que les services spécialisés d'urgence médicale nocturne. Un autre aspect fait de l'hôtel un établissement spécifique : la convention passée avec les Hospices civils de Lyon en 1979 prévoyait la mise à disposition au profit de ceux-ci de dix chambres, un nombre réduit à huit aujourd'hui.

Pour les « clients-malades », les avantages sont au nombre de trois : proximité du lieu de *traitement (hôpital neurocardiologique)*, mais aussi Edouard-Herriot et Léon-Berard) ; démédicalisation de l'environnement, parfois mal supporté en cas de long traitement ; prise en charge partielle des frais de séjour.

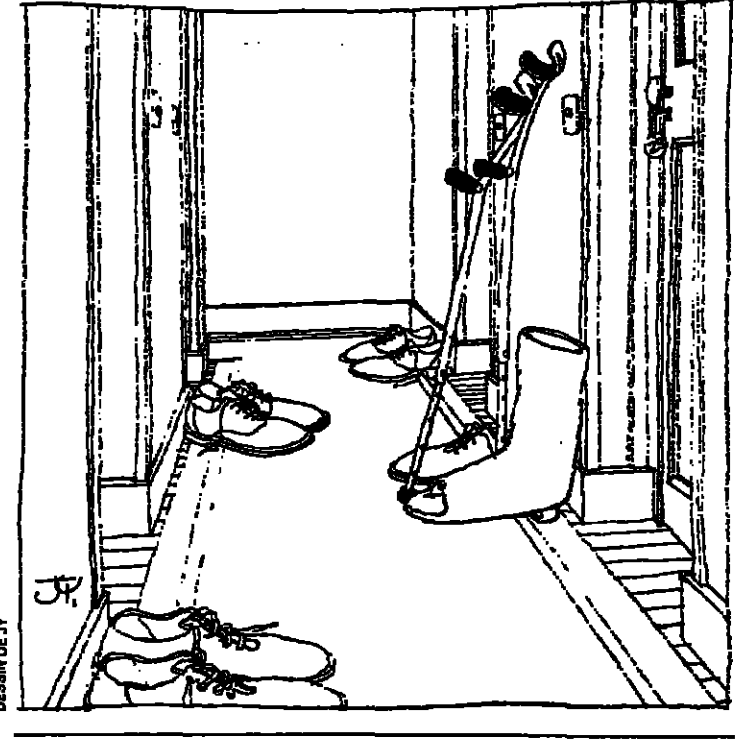
Ainsi, pour un prix total de 256 F (nuit plus petit déjeuner), les Hospices civils de Lyon (HCL) prennent en charge pour ces huit lits une somme forfaitaire de 156 F. L'aide des HCL comporte également au bénéfice de l'Hostel un « forfait transport mensuel » des malades vers le lieu du traitement de 6 180 F mensuels.

L'avantage, aussi bien selon M. Charles Mérieux que selon M. Luzy, est simple : « *Cela évite à la Sécurité sociale le remboursement beaucoup plus onéreux des prix de journée.* » Il reste que, pour équilibrer sa gestion, l'Hostel se comporte, y compris dans sa dénomination « neutre », comme un hôtel très classique qui bénéficie de la clientèle du personnel hospitalier version haut de gamme : médecins, visiteurs médicaux, congressistes ou encore familles de malades fortunés, notamment italiens.

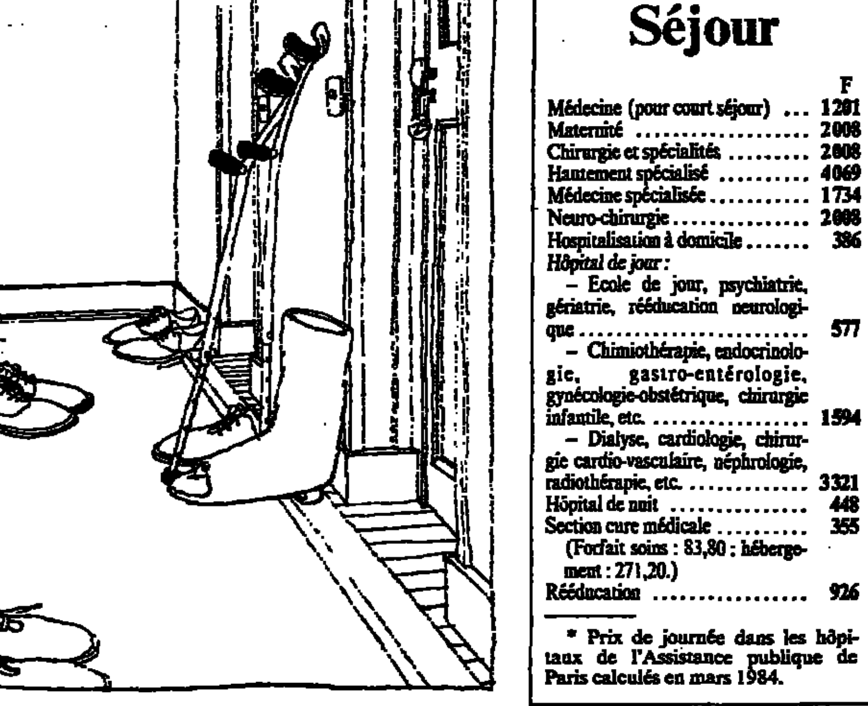
Quant à l'avantage financier *pour la Sécurité sociale*, il est discutable et discuté. M. Maurice Rochaix, président des HCL, souligne la confusion trop fréquente entre « *tarification* » des soins et « *coût réel* » d'un malade. Pour l'hôpital, les coûts de fonctionnement — 90 % de charges fixes, dont 70 % pour le personnel — ne diminuent pas forcément. Il doit prendre en charge les dépenses non engagées par la Sécurité sociale et répercute donc ce coût supplémentaire en modulant à la hausse son prix de journée. En outre, les durées de séjour hospitalier ont considérablement diminué : de l'ordre de 50 % en une décennie ! Conclusion : en 1975, les hôpitaux étaient demandeurs de lits. Aujourd'hui la tendance est, au contraire, à la fermeture des services.

Cette spectaculaire évolution due au progrès de la science médicale et à l'augmentation du nombre des praticiens hospitaliers, n'est pas étrangère à la prudence des créateurs de l'Hostel version commerciale lyonnaise, qui n'envisagent pas l'implantation d'autres établissements de ce genre en France. L'Hexagone ne fonctionnera pas de sitôt comme le modèle nord-américain, avec ses ensembles hospitaliers ceinturés d'hôtels.

CLAUDE RÉGENT.



DESSIN DE JY



Séjour

	F
Médecine (pour court séjour)	1201
Maternité	2008
Chirurgie et spécialités	2008
Hautement spécialisé	4069
Médecine spécialisée	1734
Neuro-chirurgie	2008
Hospitalisation à domicile	386
Hôpital de jour :	
— Ecole de jour, psychiatrie, gériatrie, rééducation neurologique	577
— Chimiothérapie, endocrinologie, gastro-entérologie, gynécologie-obstétrique, chirurgie infantile, etc.	1594
— Dialyse, cardiologie, chirurgie cardio-vasculaire, néphrologie, radiothérapie, etc.	3321
Hôpital de nuit	448
Section cure médicale (Forfait soins : 83,80 : hébergement : 271,20.)	355
Rééducation	926

* Prix de journée dans les hôpitaux de l'Assistance publique de Paris calculés en mars 1984.



DESSIN DE JY

L'arthroscopie ou l'exploration sans scalpel

QUI décide de la diffusion d'une technique médicale ? Les professionnels de la santé et les pouvoirs publics — l'arthroscopie est là pour le prouver — ne sont pas les seuls en cause.

Arthroscopie ? Ce terme désigne une technique médicale qui permet de « voir » l'intérieur d'une articulation sans l'ouvrir. Située aux confins de la chirurgie et de la rhumatologie, l'arthroscopie voit depuis quelques années sa place grandir. D'abord ignorée, puis longtemps cantonnée sur un terrain diagnostique, cette technique affiche aujourd'hui ses ambitions thérapeutiques.

L'arthroscopie appartient à l'ensemble, aujourd'hui en pleine expansion, des techniques d'endoscopie. Depuis vingt-cinq ans, la mise au point de cette optique miniaturisée assurant la transmission d'images le long de fibres de très faible diamètre a rendu possible l'exploration des régions anatomiques humaines jusqu'alors inaccessible, sauf par voie chirurgicale. C'est ainsi que l'endoscopie est aujourd'hui couramment utilisée dans l'étude de l'appareil urinaire, de l'arbre respiratoire ou de la cavité péritonéale. Il s'agit pour l'essentiel d'introduire un tube optique souple dans les cavités naturelles.

En revanche, les sphères osseuses difficiles d'accès que sont les articulations posent ici des problèmes bien particuliers qui, petit à petit, sont surmontés, comme l'a montré une réunion internationale qui vient de se tenir à Paris (1).

Philippe Bozzini fut le pionnier. En 1806, il présente à l'Académie de médecine de Vienne le premier endoscope, un instrument fait d'un tube recouvert de cuir et fonctionnant avec la lumière d'une bougie. Cet appareil permet déjà d'examiner le naso-pharynx, le vagin, le rectum, la vessie ou certaines régions osseuses. La docte assemblée de Vienne ne voit rien là d'intéressant. Mieux, on tourne l'inventeur en dérision. Il meurt trois ans plus tard, à trente-huit ans. D'autres appareils sont mis au point dans les années suivantes, ingénieux assemblage de tubes d'argent, de miroirs et de lentilles. Le docteur David Dendy (2) raconte la salle noire, éclairée par la seule lampe de l'endoscope, l'odeur de thérébentine brûlante mêlée à celle de la peinture chaude du nouvel appareil, la crainte du patient non anesthésiée et stoïque lorsque la sonde de cette terrifiante machine lui entre dans l'urêtre.

Finalement, c'est en 1918, au Japon, que pour la première fois le professeur Takagi utilise un endoscope pour regarder *l'intérieur d'un genou*. Baptisé arthroscope, l'appareil est surtout utilisé alors pour l'étude des infections osseuses conséquences de tuberculose. Par la suite, on prend un cliché photographique, puis on filme l'intérieur de l'articulation. On codifie la technique : l'endoscope est né. On faillit pourtant l'oublier durant la seconde guerre mondiale, puis l'intérêt revint, grâce notamment au docteur Watanabe, élève de Takagi.

Du Japon, elle est diffusée aux Etats-Unis et en Europe. En France, si l'on excepte l'action de quelques pionniers, l'intérêt porté à l'arthroscope est très récent. « *Pendant longtemps*, explique le docteur Henri Dorfmann (hôpital d'Aulnay-sous-Bois), *les chirurgiens virent là une technique qui leur imposait surtout de modifier leurs habitudes. En fait, ce fut essentiellement sous la poussée des médias et des patients que l'arthroscopie s'est développée. Au début, on n'imaginait pas l'impact que peut avoir dans ce domaine un passage à la télévision.* » On compte aujourd'hui près d'une centaine de spécialistes groupés dans la Société française d'arthroscopie et une équipe dans presque tous les CHU. « *Il s'agit, le plus souvent de médecins rhumatologues et de médecins du sport*, dit le docteur Dorfmann, *car en France les chirurgiens orthopédistes, en théorie les premiers concernés, n'y ont au départ pas cru* ».

Pourtant, les avantages de l'arthroscopie sur la chirurgie (lorsque la comparaison est possible) ne sont pas contestables. Ainsi, par exemple, pour le genou, qui demeure la première articulation concernée, au lieu de la large ouverture de la chirurgie traditionnelle, l'introduction d'un tube optique ne demande qu'une très petite incision. « *On n'ouvre plus la porte*, explique un médecin, *on regarde par la serrure* ». La vision directe de l'articulation permet d'établir ou de corriger un diagnostic avec une très grande fiabilité. Tout peut se faire sous anesthésie locale.

De plus, depuis quelques années, on réalise par arthroscopie de nombreux gestes thérapeutiques, en particulier sur les ménisques. La durée d'hospitalisation s'est considérablement réduite, comme celle de la rééducation. Et la reprise du travail se fait beaucoup plus tôt. Il convient pourtant de préciser que l'arthroscopie ne permet pas de réaliser sur le genou des interventions qu'imposent certains grands traumatismes. D'autre part, d'autres articulations commencent à être concernées par l'arthroscopie : épaules, coudes, chevilles et hanches.

Les spécialistes annoncent, d'ores et déjà, les progrès qu'on peut attendre à court terme de cette technique. Des sutures de ménisques ont déjà été ainsi réalisées. Une utilisation de laser devrait aussi à l'avenir augmenter le champ d'activité d'une technique dont personne ne conteste plus — enfin — le droit de cité.

JEAN-YVES NAU.

(1) Séminaire d'arthroscopie. Réunion organisée à Paris du 25 au 27 avril par l'International Arthroscopic Association qui a groupé près de trois cents spécialistes européens et américains.

(2) *David Dendy (Cambridge) (Arthroscopic str. of the knee (genou).* Churchill Levingstone ed.

Deux expéri... sont en cours en province, qui ouvrent la voie à un nouveau système d'hébergement dont il faudrait suivre les résultats avec attention.

Bordeaux : ne dites plus patient mais résident

Télévision, réfrigérateur et canapé.

DEPUIS août 1980 fonctionne à Bordeaux, à proximité de la fondation Bergonié, centre anticancéreux régional, un hôpital de semaine, le premier du genre en France. Il accueille en permanence une trentaine de « malades valides », venus suivre une cure radiothérapique ou chimiothérapique. Meilleur confort qu'à l'hôpital, excellente préparation au retour à la vie normale, économie de gestion : il apparaît aujourd'hui que l'expérience Bergonié ne comporte que des avantages. Elle est aussi facilement transposable à d'autres secteurs hospitaliers.

Ce sont des contraintes géographiques qui sont à l'origine de l'expérience tentée par le professeur Lagarde, directeur du centre anticancéreux de Bordeaux. Il reçoit des personnes du quart sud-ouest de la France depuis Poitiers et Tulle au nord, Agen à l'est, jusqu'aux Pyrénées. A la fin des années 60, il s'est trouvé confronté à la difficulté d'héberger des malades en voie de guérison qui n'exigeaient plus que vingt minutes de soins par jour. L'hôpital n'était plus pour eux un lieu de traitement adapté. En effet, dans un univers inconfortable, voire inquiétant, au milieu de grands malades, ces malades ne trouvaient pas le climat roboratif dont ils avaient besoin. *« Quand on est convalescent à côté d'un moribond, le doute s'installe forcément »*, constate le professeur Lagarde.

Pour lui, ces patients *« valides et indépendants »* occupaient environ 10 % des lits du centre qu'il dirige. *« Aucune entreprise ne peut négliger 10 % de sa clientèle. À plus forte raison si ce sont des malades. »* Deux solutions s'offraient à lui : celle des hôpitaux américains, qui ont acheté des hôtels pour les transformer et y loger des résidents, des stagiaires ou des curistes ; celle des Britanniques, qui ont mis en service des grands dortoirs au confort sommaire mais équipés de salles de jeux, de télévision et de bars sans alcool. La dernière lui paraissait surtout adaptée aux hommes, qui trouvaient là une réminiscence du service militaire.

C'est la première formule qui fut retenue, sur un terrain opportunément libéré, à deux pas de Bergonié. Lancé en 1969, retardé par les aléas de la vie politique locale, le projet ne put finalement se réaliser qu'en 1980. Encore son ouverture tient-elle du miracle : *« C'était une époque où il était impossible de créer des postes hospitaliers »*, dit le professeur Lagarde. Il souligne aussi que l'administration, le préfet, la direction départementale de la santé et la Sécurité sociale ont collaboré au mieux pour réaliser, à force de dérogations, ce qui paraissait impossible.



DESSIN DE J.Y.

Le résultat est un véritable hôtel du niveau d'un très bon trois étoiles : trente chambres à un lit et sanitaires indépendants. Chacune dispose d'une télévision et d'un réfrigérateur, d'un canapé transformable pour coucher un accompagnant. Finis les chariots encombrés de bocaux, de pansements, de médicaments. Tout a disparu de ce qui pouvait rappeler l'hôpital. Le centre de consultation pour les soins légers est relégué au sous-sol. Il comporte huit boxes de traitement et sert aussi d'hôpital de jour. Dix malades peuvent y recevoir chaque jour la chimiothérapie ou effectuer les bilans sanguins nécessaires. Un médecin, un interne, deux infirmières de jour, une de nuit et une surveillante sont attachés à ce centre. Pour la radiothérapie, chacun se rend à pied ou en minibus à l'hôpital voisin. Le reste du temps, quartier libre.

Le vendredi soir, l'hôtel se vide. Les malades retournent chez eux pour le week-end. Si les voyages sont remboursés par la Sécurité sociale, l'ambulance est déconseillée. On estime en effet que ces voyages sont le premier pas vers un retour à la vie normale.

Ici, l'on ne vit plus au rythme de l'hôpital, mais à celui d'une pension de famille. Le professeur Lagarde préfère le terme *« pension de santé »*. L'endroit n'est pas luxueux mais très chaleureux. Contrairement à ce que les malades pouvaient trouver à l'hôpital, il s'agit d'une collectivité où les gens ne subissent pas, ne « râlent » pas, mais participent. Il n'est pas rare par exemple qu'Henri Bredin, le chef cuisinier, un ancien de chez Clavel, l'une des tables les plus prestigieuses de Bordeaux, fasse un véritable triomphe. L'autre jour, un médecin en traitement a été ému aux larmes lorsqu'on lui a souhaité son anniversaire. Il ne savait pas qu'on n'en ratait jamais un seul grâce au fichier des malades.

Grande pour les pensionnaires, la qualité de la vie est également très améliorée pour le personnel, assuré d'avoir tous ses week-ends et cinq semaines de congé par an. Plus de remplacements, de tours de garde ni d'horaires sans cesse décalés.

Le fait qu'un poste de travail soit tenu par une seule personne évite les surcharges de salaires dues aux roulements et aux remplacements. Le prix de journée de l'hôpital de semaine coûte 750 francs contre 1 750 francs à Bergonié. Fermer l'hôtel pour renvoyer les malades à l'hôpital coûterait 1 000 francs de plus par semaine à la collectivité. Indépendamment du confort des malades, l'hôpital de semaine est donc aussi une réussite économique. Un accompagnant est accepté pour chaque malade, qui paie (à sa charge cette fois) 80 francs par jour tout compris.

Même si, comme le pense le professeur Lagarde, ce modèle n'est adaptable que dans un créneau étroit, sa réussite ne peut laisser indifférent. C'est ainsi que pour M. Podeva, directeur régional de l'action sanitaire et sociale, il n'est pas question de ne pas tirer parti d'une telle expérience. Entre 15 et 20 % des lits d'hôpital de Pau seront prochainement basés sur cette formule : *« Elle a fait deux types d'heureux, les malades et le personnel,* dit M. Poveda, *et elle coûte de 35 à 40 % moins cher qu'un service hospitalier normal. Des qualités transposables j'en ai trouvé beaucoup ; des défauts, aucun. »*

PIERRE CHERRUAU.

هكذا من الاصل

L'architecture nippone *se livre actuellement à toutes sortes de performances*

Funambules en liberté

Deux bâtisseurs de pointe sur deux trajectoires différentes : Arata Isosaki et Tadao Ando.

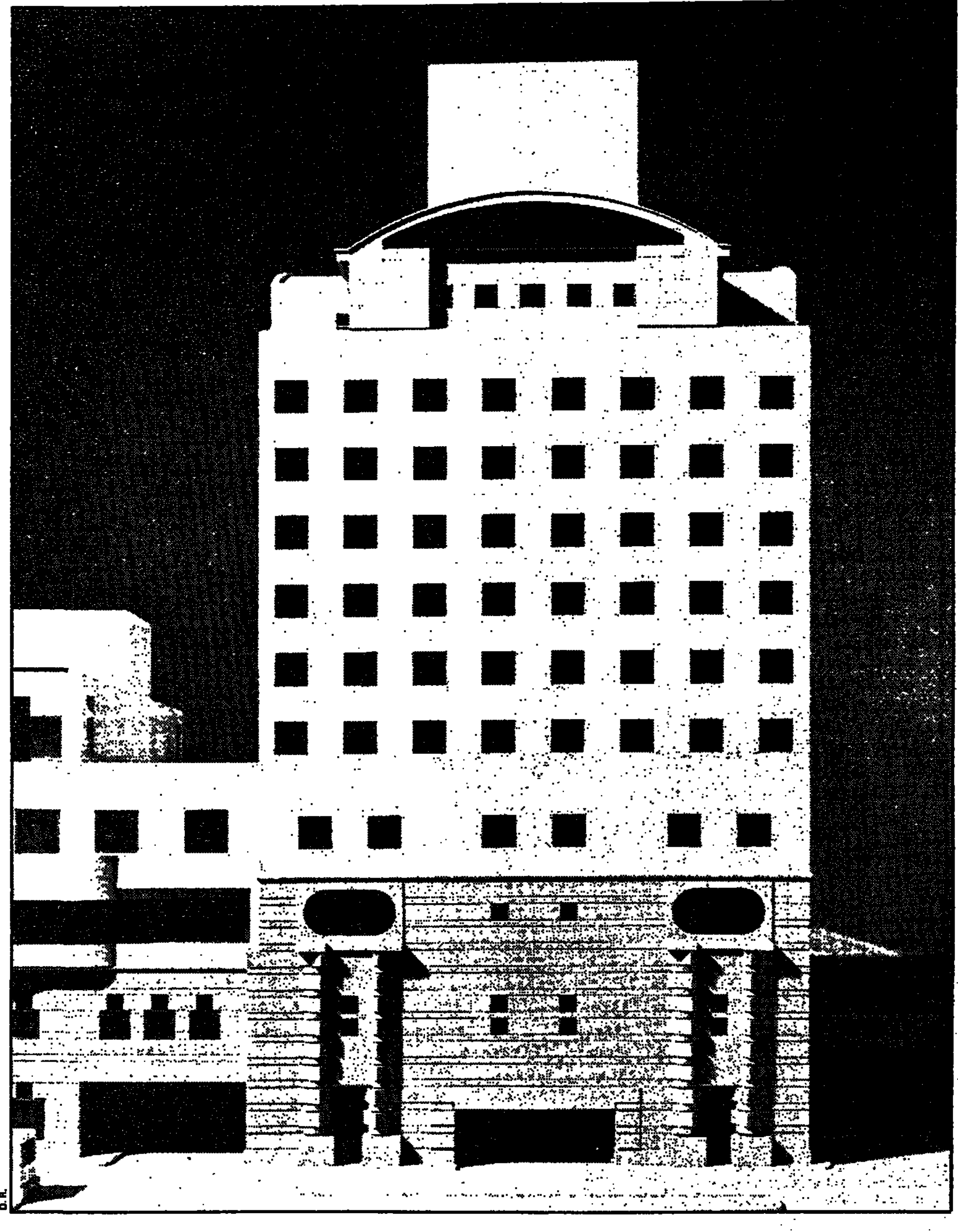
COMME dans le monde entier, l'architecture est, au Japon, tiraillée entre modernité et postmodernité, internationalisme et traditions. C'est une des plus curieuses qui soient, toujours renouvelée, inattendue et stimulante, passablement déroutante aussi à nos yeux d'Occidentaux habitués à saisir cette discipline dans sa trajectoire, dans une histoire plus ou moins soutenue par l'idée de progrès, en tout cas attachés à ce qu'il y ait une raison aux choses et aimant y distinguer des courants, des tendances, des points de vue solidement argumentés et susceptibles d'être rangés en catégories.

L'architecture nippone n'est pas aussi charpentée que les écoles françaises ; elle brille plutôt d'éclats multiples et solitaires, dispersés comme des lucioles au hasard de la nuit. La qualité moyenne en est remarquable et le design, la décoration des boutiques et des bars manifestent un degré de pénétration du goût moderne considérablement plus élevé que chez nous. Mais les architectes qui comptent, ceux que l'on connaît, qui sont invités dans les réceptions et publiés dans les revues, sont fort peu nombreux : quelques maigres dizaines, alors que le pays possède plus de six cent mille praticiens, soit trente fois le nombre des architectes français.

Aussi quiconque souhaite accéder à la notoriété est-il là-bas tenu de se construire une personnalité qui le rende parfaitement identifiable et le démarque suffisamment de ses pairs ; il lui faut absolument se forger une originalité plastique et théorique, tout en se méfiant des modes trop fugaces qui pourraient en quelques mois l'entraîner dans leur fatale disparition : être à la pointe de la vague et se garder de son ressac. Ainsi fréquemment reconnaît-on tel ou tel moins par sa sensibilité véritable que par certains signes de fabrique (au mieux, une manière, une écriture ; au pis, des tics) ou par une philosophie du monde trop particulière ou appliquée pour être vraiment sincère, et dont le caractère artificiel est souvent assez flagrant.

Voici, par exemple, un architecte qui introduit avec une intense violence de grands troncs d'arbres à peine dégrossis au beau milieu de ses édifices, tels d'énormes javelots qu'on y aurait lancés, et met à cela un mysticisme sur lequel insiste le mode d'emploi qu'il joint à la publication de l'œuvre dans les journaux professionnels ; en voici un qui développe de bizarres thèses, confuses et ésotériques, lointainement inspirées du tantrisme ; un autre, qui piège sagement la lumière sur la courbe délicate de ses surfaces pures et blanches ; un autre encore, qui s'applique à d'invraisemblables décompositions, emboîte ses espaces comme autant de poupées gigognes, s'acharne à résoudre d'inextricables problèmes formels comme un mathématicien s'entraîne par jeu à la résolution d'épineuses questions de géométrie.

En fait, c'est là une formidable atmosphère de liberté ; il n'y a aucun tabou, aucune limite fixée à l'imagination. Chacun établit ses propres règles, sa morale interne, proclame ses hypothèses de travail et le but qu'il se propose d'atteindre. Aucun code de bienséance ne paraît régner *a priori*, et l'on n'exige d'autre cohérence que celle qui doit subsister à l'intérieur de l'œuvre, ou entre l'œuvre et son discours. L'architecture devient ainsi un champ ouvert aux expériences les plus diverses, à toutes sortes de performances intellectuelles et artistiques pour lesquelles les compétiteurs ont le droit de créer de toutes pièces un univers dépourvu de la moindre nécessité et qui n'aurait d'autre raison d'être que de permettre à un nombre restreint de créateurs de témoigner de leur virtuosité et, éventuellement, de se faire un nom.


D.R.


FRANÇOIS CHASLIN

Arata Isosaki a réalisé pour le Centre civique de Tsukuba le premier édifice de la Jet Society transpacifique : moderne, laqué, brillant et surtout post-moderne, truffé de réminiscences classiques ou archaïques.

Donnant un sentiment de coupable inutilité sociale à ceux qui, comme nous, sont accoutumés à toujours considérer gravement l'architecture en rapport avec les problèmes plus généraux de la société et du cadre de vie, légères et futiles comme tout ce qui participe de la mode, donc fragiles, ces réalisations exemplaires sont par ailleurs parfois éblouissantes, pathétiques de rigueur et d'application, d'entêtement schizophrénique, magnifiquement coordonnées et fidèles à leur logique interne arbitraire, et de plus exécutées à merveille.

C'est une architecture d'artistes funambules, sans cesse contraints de vérifier leur position ou de se lancer dans quelque nouvelle audace capable d'étonner encore une fois, en équilibre sur le temps qui passe et les courants incertains qui font et défont les notoriétés.

Deux architectes ont plus particulièrment captivé leurs confrères cette année : Arata Isosaki et Tadao Ando ; l'extraordinaire est qu'ils sont en tous points dissemblables, leur travail balisant parfaitement les deux point opposés de l'architecture japonaise, en ses frontières les plus antagoniques.

Né en 1931, fondateur avec Kurokawa et quelques autres du Mouvement métaboliste des années soixante (un futurisme inspiré de la biologie), Isosaki est devenu le parrain tutélaire de l'architecture nippone. Très cultivé, lié au milieu des stylistes d'avant-garde de Tokyo, circulant beaucoup de par le monde, participant à quantité de jurys de concours, auteur d'un projet pour le Musée d'art contemporain de Los Angeles, il vient d'achever le Centre civique de la ville nouvelle scientifique de Tsukuba, à 60 kilomètres au nord du centre de Tokyo. Ce bâtiment est une source d'étonnement et, semble-t-il, de jubilation pour le Japon, mais entraîne une stupéfaction généralement navrée et une totale incompréhension chez la plupart des visiteurs occidentaux.

Il faut dire qu'on n'avait jamais visé à une telle fusion des registres et des cultures ; Isosaki a construit une véritable ode à lui-même et à l'histoire de l'architecture universelle ; le premier édifice de la jet society. Le patrimoine international est devenu à ses yeux une « mine de citations », l'époque n'a désormais plus d'autre fin que la consommation des idées et des formes accumulées par les siècles. Le jeu, désabusé et un tantinet cynique, devient celui de la récupération des vieux stéréotypes, des modèles éprouvés, celui de leur distorsion, de la déformation qu'im-



intellectuelles et artistiques où aucune limite n'est fixée à l'imagination.

plique leur cohabitation ; mais il exige en retour une maîtrise esthétique remarquable, qui puisse unifier les contraires et faire que se répande sur des fragments dissemblables une même coloration qui soit d'essence moderne et assure la capacité de l'artiste contemporain à jouer sublimement de tout ce répertoire, pour le *dominer et le plier à ses intentions.*

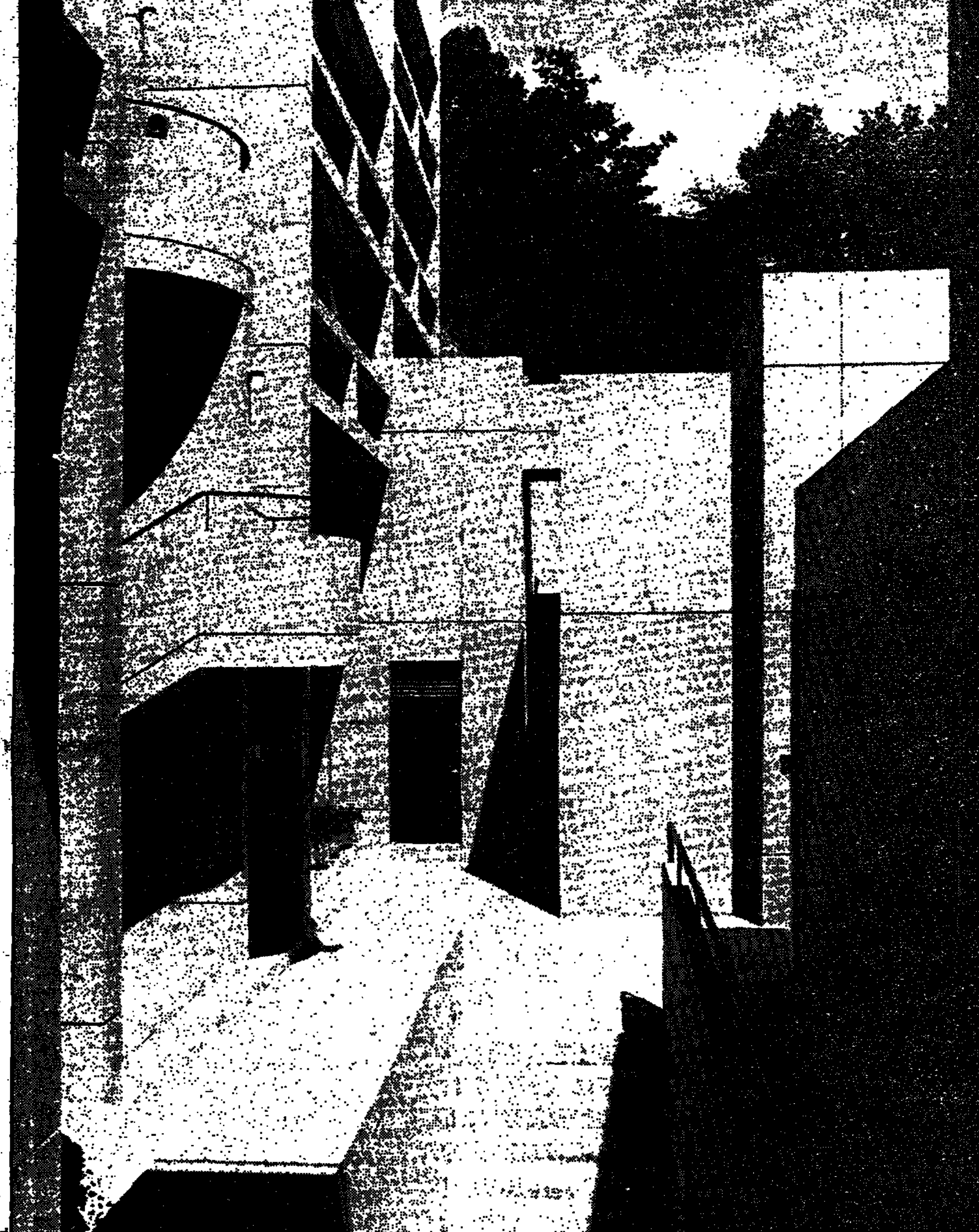
C'est un *synchrétisme récupérateur* et réconciliateur qui serait alors le propre de l'architecture postmoderne universelle, comme l'éclectisme postclassique fut le triomphe de la fin du siècle passé.

Dans un vaste dispositif en équerre, très unitaire, qui regroupe un hôtel de luxe, des restaurants et salles de congrès, un centre commercial et un grand auditorium, parfaite*ment tenus sous une peau* laquée, de verre, d'aluminium et de surfaces de carreaux vernissés, peau brillante, moderne donc en un sens, se révèle une multiplicité incroyable de motifs, un assemblage virtuose de frontons arqués, de colonnes *inspirées* de celles de Ledoux, alternant leurs tronçons cylindriques et rectangulaires comme sur les anciennes barrières de Paris ou sur les façades des salines d'Arc-et-Senans, mais disposées en diagonale, faussant ainsi leur brutalité pour ne plus paraître que des émergences aiguës du lisse, et puis des figures mini*malistes, carrés, côtés* de *cubes* ajourés, cylindres réguliers de pavés de verre, grande fenêtre triangulaire.

Tout repose sur des étages de pierre *massive*, archaïque, rugueuse, appareillée à la façon rustique des palais florentins, creusée de forts joints horizontaux. Ici des symétries affirmées, encadrées, ailleurs des décalages, des biais, des inclinaisons. La dalle centrale est *percée d'un large ovale pur*, en contrebas duquel s'épanouit au sol le fameux tracé dessiné par Michel-Ange pour le Capitole romain ; un empilement de roches cyclopéennes s'y écroule, avec une cascade, roches au sommet desquelles est juché un arbre de bronze noir, ceint d'une écharpe d'or. Des tonnelles et des pergolas rappel*lent l'Italie et tout se résout* en une effarante confusion des genres à l'intérieur du bâtiment, où rivalisent marbres et matières miroitantes, moquettes épaisses, trompe-l'œil et féeries lumineuses.

C'est la plus complète apothéose d'un goût libéré de tout canon et de toute inhibition, insolent, plein de brio, mais qui fait naître chez l'observateur une intense sensation de malaise, comme si ce maniérisme hautement raffiné, loin d'annoncer un stade supérieur de l'architecture internationale, n'était que le signe avant-coureur d'une décadence générale de ses mœurs.

Art sans racines et *condamné à dépérir, ou renais*sance riche d'espoir ? L'histoire tranchera. Le travail de Tadao Ando, en revanche, ne prête pas à de telles angoisses. L'homme est *différent* d'ailleurs : plus jeune de dix ans, provincial d'Osaka, renfermé, presque muet, on dit qu'il fut docker et boxeur professionnel. Autant Isosaki est affable et délié, souriant, autant lui est secret, réservé, parfois perdu dans d'insolites somnolences, puis éclatant d'un grand rire chaleureux d'ourson enroué, avec une attention merveilleuse au fond des yeux et une violence à peine voilée. C'est un rebelle, ascétique et concis, qui cherche à renouer au-delà de la modernité avec les anciennes *qualités de l'espace japonais*, simplifié, épuré, harmonieux et méditatif, silencieux.



D.R.



FRANÇOIS CHASLIN

Tadao Ando, architecte provincial,
sauvage et philosophe,
a construit à Kobé,
l'ensemble de logements Rokko,
moderne d'apparence
mais profondément japonais
et métaphysique de sentiment.

Il vient de terminer vingt logements étagés sur une colline très raide du fond de la baie de Kobe, face au port : le quartier Rokko. Le béton armé, dont il est devenu l'absolu champion et auquel il sait communiquer une perfection sans égale, y est lisse et doux, abstrait comme jamais. Coulé avec très peu d'eau *dans des coffrages de* bois poncé et parfaitement huilé, ajustés avec la tradition *millénaire* des charpentiers japonais, fouetté, raconte-t-on, avec des cannes de bambou par des étudiants volontaires, malaxé, homogène, laissé en place une bonne *semaine* avant que l'on ne démoule, c'est un vrai mythe.

Il n'a plus l'expressivité rêche des bétons bruts ; il n'évoque *plus la massivité puissante* et musclée qui est d'usage, mais une idée de surfaces planes et dépouillées, délicates au toucher, offertes aux variations de la lumière comme le serait une feuille de papier.

Rokko présente onze niveaux de terrasses clairement articulées, statiques, dressées sur la pente avec une splendide économie de moyens plastiques et cet unique matériau, quelques *éléments formels* essentiels, aux dimensions, épaisseurs, matières rigoureusement sélectionnées, tout superflu étant impitoyablement évacué.

Les façades, les sols, les murs et plafonds des logements aux grandes baies ouvertes vers le lointain, les parois des escaliers et de la cour transversale, les terrasses, ont la même concision, la même sobriété et la même perfection d'exécu*tion. On croirait tout cela taillé* au scalpel dans une masse rocheuse à petit grain. Il n'y a plus véritablement d'intérieur et d'extérieur, mais une atmosphère générale de transition, une espace total, progressif, en harmonie avec chacune de ses parties, accueillant à ce qui était si important à l'âme japonaise, la nature ; nature dans laquelle on baignait littéralement autrefois et qu'on se contente de retrouver dans le chaos de la ville contemporaine réduite à ce que le ciel nous en restitue : le vent, la pluie ou la brume, et la lumière, bien sûr. C'est une architecture de calme recueilli, métaphysique, bien que par ailleurs si fortement physique, moderne et internationale d'esthétique apparente, parfaitement japonaise en fait, dans sa poésie profonde et ce qu'elle suppose de confiance intime entre l'homme et son espace quotidien, de modestie et de perfectionnisme.

Les fastes tout drapés d'histoire universelle d'Isosaki se veulent les hérauts d'un futur où le Japon assumerait toute la culture du monde ; le dépouil*lement d'Ando, sous ses habits* modernes, aspire paradoxalement à renouer avec la tradition locale. Ici, l'architecture fait le moine, et là, le baladin international : deux figures de la modernité.

FRANÇOIS CHASLIN.

Los Angeles, *qui organise, du 28 juillet au 12 août, les XXIIIes Olympiades d'été, affirme*

Le bal des sponsors

Une véritable politique culturelle ou une vaste intoxication publicitaire ?

MÉGALOPOLIS, la ville de Los Angeles accueillera du 28 juillet au 12 août prochains, les XXIIIes Jeux olympiques d'été. Phare de l'Extrême-Occident, la Californie, en général, et Los Angeles, en particulier, sont l'enjeu d'une mythologie simpliste véhiculée à longueur d'année dans les supports les plus divers.

Vecteur privilégié de toutes les valeurs liées à l'épanouissement du corps mais aussi de l'esprit, ces Jeux olympiques prennent — au cœur de la ville qui a fait du spectacle une industrie et de sa topologie un décor permanent pour la machine à produire le rêve — une dimension particulière. Ils inaugurent l'ère de la gestion de grands projets ludiques dans le cadre d'installations recyclables. C'est le triomphe de la rationalité et du pragmatisme économique sur la civilisation du déchet. Dans une ville où les nouvelles technologies font partie du décor quotidien, où le nombre de stations TV locales (hertziennes ou câblées) atteint la quarantaine, les JO consacrent la puissance économique et financière d'une véritable industrie : l'information.

La place donnée par les dirigeants du LAOOC (Comité olympique organisateur de Los Angeles), au Festival culturel international Olympic Arts marque aussi la volonté quasi politique des organisateurs d'introniser la ville en tant que pôle majeur de création artistique.

La charte olympique stipule que le festival culturel fait partie intégrante des jeux. *« Il devra être d'une qualité équivalente aux manifestations artistiques, et se tenir à proximité des événements sportifs et au même moment. »* Il y a aujourd'hui près d'un siècle, Pierre de Coubertin ravivait l'esprit olympique. L'art et la poésie tenant une place d'importance dans les jeux antiques, le rêve de de Coubertin était de *« réunir à nouveau le muscle et l'esprit, ce couple longtemps séparé »*. En 1912, la charte officialise l'idée d'un festival des cultures, mais il semble que la qualité des manifestations artistiques ait été occultée soit par les prodiges techniques des architectes (construction des stades ou gymnases), soit par l'enveloppe financière atteinte par l'organisation des Jeux proprement dits.

On peut néanmoins affirmer que les JO de Mexico en 1968, malgré ou grâce à un débat politique tumultueux (on se souvient des athlètes noirs américains du 4 fois 100 mètres, le poing levé sur le podium et portant les signes distinctifs du Black Power ou des Black Panthers), marqueront la réunion exceptionnelle entre sport de haute compétition et spectacles culturels de dimension internationale. A l'époque, le festival avait fait se côtoyer John Cage, Dave Brubeck, Alexander Calder, Ionesco, Merce Cunningham, Robert Graves, Maurice Béjart, Arthur Miller, Jacques Mauclair, Martha Graham, Duke Ellington...

Après le massacre des athlètes israéliens aux Jeux de Munich, c'en est fait de l'image olympique, et le festival culturel devient en fait une vitrine pour les pays organisateurs.

La Ville de Montréal n'a pas fini de digérer le déficit de 1 milliard de dollars que lui aura coûté la construction du stade olympique, d'une tour à demi achevée et d'un village olympique aux allures de marinas.

Quant à Moscou, *last but not least*, il nous est difficile de comparer l'académisme du *stade Lénine* aux *innovations* de Taillibert (béton précontraint) à Montréal, de Frei Otto (Munich) ou de son précurseur Kenzo Tange (Tokyo), effets de toile des surfaces de câbles suspendus.

L'Olympic Arts amorce-t-il une véritable politique culturelle ou bien est-il une vaste intoxication publicitaire autour de LA ? A la tête de ce gigantesque festival qui se déroulera du 1er juin au 12 août et dont le budget s'élève à plusieurs dizaines de millions de dollars (une enveloppe de 10 millions lui a été allouée par le LAOOC mais certains spectacles sont soutenus par des fonds publics ou des financements privés) : Robert Fitzpatrick, président du California Institute of Arts; il est né à Toronto en 1940 et connaît parfaitement la France depuis qu'une bourse d'études l'a conduit en Avignon. Personnalité locale aujourd'hui quelque peu controversée, il a décidé de doter Los Angeles d'un festival international digne de ce nom. Les choses ont pour ainsi dire commencé sous des auspices incertains.

Accusés d'avoir négligé la communauté locale (surtout dans le domaine théâtral), Fitzpatrick et son assistante Hope Tschopick (elle enseigne un cours d'art ménagement à l'université de Californie et de Los Angeles (UCLA) ont rencontré l'hostilité du gouvernement italien à l'envoi de bronzes grecs datant de l'Antiquité et doivent aujourd'hui renoncer à présenter l'intégrale de l'opéra de Robert Wilson *The Civil WarS* en première mondiale.

Cela dit, ce festival aura fait l'objet d'une préparation minutieuse, et quantité de projets ont été examinés par les organisateurs. Pour ce qui concerne le programme officiel, il y aura un véritable mini-festival multilingue Shakespeare avec le *Richard II* de Mnouchkine, le *Richard III* du Théâtre Rustaveli de Tbilissi (Géorgie) et *la Tempête* de G. Strehler ; à l'honneur également le Wuppertaler Tanz Theater de Pina Bausch. Deux grandes expositions sont organisées : l'une réunit, au Los Angeles County Museum of Art, quarante-cinq tableaux de la collection impressionniste du musée du Louvre, la seconde au Tempory Contemporary (en fait l'espace transitoire réalisé par l'architecte Frank Gehry qui abrite le futur musée d'art contemporain (MOCA), consacrée à « L'automobile et la culture » et dont l'idée originale revient à Pontus Hulten.

C'est surtout la danse qui s'est vu offrir une place de choix dans ce festival. On ne décompte pas moins d'une vingtaine de compagnies représentées, depuis le Dance Theater de Harlem jusqu'à la troupe japonaise Sankaï Juku, en passant par les ballets Moïsseiev, le ballet Joffrey. Merce Cunningham et la troupe acrobatique et magique Chengdu de la province de Sichuan en Chine populaire. Signalons enfin que, pour la première fois, l'Opéra royal de Londres se produira sur le territoire américain (au programme : *la Flute enchantée* et une nouvelle version de *Turandot*).

Alors, faut-il voir le festival comme l'alibi culturel d'une opération financière rondement menée par un club de « sponsors » avisés (Coca-Cola, qui a versé 14 millions de dollars au LAOOC, Levi Strauss, Fuji, Canon, ATT, ARCO...) ou doit-on reconnaître en Fitzpatrick un producteur éclairé qui œuvre pour l'avenir d'une communauté artistique en plein renouveau ?

En 1932 — donc en pleine dépression — Los Angeles accueillait ses premiers J O. La ville n'était encore qu'une vaste palmeraie et Hollywood découvrait le parlant sous la férule des grands « moguls » (patrons) : Howard Hugues, Sam Goldwin, Harry Cohn. Le festival culturel était réduit à une simple exposition de médailles de bronze et, en fait d'inauguration, Louis B. Mayer emmena tout le monde dans les studios de la Metro. La ville ne possédait en effet aucune salle de concert, aucun musée de qualité ; il n'y avait ni bibliothèque ni journal, et pas même une université !

Aujourd'hui, l'idéologie des Majors a vécu, dominée par la production indépendante et surtout la télévision. Les trois chaînes ABC, CBS, HBC y ont implanté leurs centres de fabrication de programmes et, en 1983, elles auront investi 4 milliards de dollars. Ce qu'on voit à la télévision vient exclusivement de LA. Cette ville est le centre nerveux qui « labélise » chacun des fantasmes du téléspectateur international moyen. On ne peut en effet prétendre appréhender la culture californienne contemporaine sans faire référence aux rapports complexes qui mêlent les médias et la politique. Ces deux univers se confondent souvent, et il ne fait nul doute qu'un « spécialiste » local comme Ronald Reagan saura tirer de ces Jeux un profit particulier à la veille des élections présidentielles.

Los Angeles et sa périphérie comptent aujourd'hui douze millions d'habitants et, dans une *zone économique* dite *« sixty miles circle »*, on dénombre plus de chercheurs, d'ingénieurs ou de techniciens qualifiés que partout ailleurs aux Etats-Unis. En termes de PNB par tête, les habitants de cette zone sont les plus riches du monde (après le Koweït, le Qatar, les Emirats arabes unis et la Suisse).

Longtemps associés à des noms magiques : Getty et la villa Patricienne qui sert de décor à son fabuleux musée de Malibu, Norton Simon et sa collection de Degas à Pasadena ou encore la famille Chandler (propriétaire du *LA Times*) qui a financé la construction de l'Opéra, les grandes institutions artistiques de la ville ont pu paraître figées. Le contrôle exercé par les détenteurs de capitaux, soit personnellement, soit par leurs représentants, n'a pas peu contribué à donner à la vie culturelle locale un caractère de « provincialisme gâté » ; ainsi la somme annuelle allouée par Getty Trust à son musée est de 60 millions de dollars, et la construction d'un second musée est prévue dans les collines de Westwood (budget : 100 millions de dollars).

La personnalisation excessive du mécénat californien n'a pas épargné le nouveau musée d'art contemporain. Après le départ anticipé de Pontus Hulten, c'est Max Palevsky (un homme qui a fait fortune en revendant sa société à Ranx Xerox) qui exige le remboursement de sa contribution (500 000 dollars), car il s'oppose à la maquette du projet soumis par l'architecte japonais Isozaki.

Malgré ces aléas politico-financiers, Los Angeles est désormais la ville qui compte le plus d'artistes aux Etats-Unis. De nouvelles galeries s'ouvrent à Venice et surtout Downtown dans un esprit comparable à celui qui prévalait à New-York dans le Soho des années 60 ou qui existe aujourd'hui dans le Lower East Side. Des peintres consacrés comme Sam Francis, De Wain Valentine, Ed Rusha ou David Hockney vivent à LA, et on fait la queue pour assister à l'exposition consacrée à Laurie Anderson dans la galerie de l'UCLA.

Visitant de futures installations olympiques, un ministre des affaires étrangères aurait déclaré : *« Je ne pense pas que nos athlètes obtiennent des médailles, mais j'ai la satisfaction de savoir que notre culture sera représentée. »* Même s'ils ne sont que le prétexte évident d'un « merchandising » scientifiquement préparé par la société d'organisation des Jeux olympiques et d'un homme : Peter Ueberroth, autour du label Los Angeles, cet événement confirme cette ville en tant que future capitale du bassin pacifique.

Transportés au sein d'une ville agitée partout et nulle part, espérons que les quelque huit mille journalistes accrédités, s'ils détachent leurs yeux quelques instants du flux prédigéré des images TV, pourront enfin abattre la barrière des clichés touristico-glamoureux qui ont jusqu'à présent caractérisé Los Angeles.

PIERRE ZINS.

En attendant Gramov

Viendront, viendront pas ?



RENÉ BURRI/MAGNUM

PRÉSIDENT du Comité d'organisation des Jeux olympiques de Los Angeles (LAOOC), Peter Ueberroth doit devenir, sitôt les Jeux terminés, patron d'une des grandes fédérations de basket-ball professionnelle nord-américaine. A moins que d'ici-là il ne fasse un infarctus ou une dépression nerveuse.

Car, depuis quelques semaines, les pays du bloc communiste en général et l'URSS en particulier mettent à rude épreuve les nerfs de l'homme qui s'apprête à mener à bien la première organisation de Jeux olympiques sur des bases capitalistes, c'est-à-dire ouvertement axés sur le profit. Cela a, par exemple, conduit la LAOOC à vendre 3 000 dollars chaque relais de la torche olympique et cela seul au nom des grands principes coubertiniens de l'amateurisme aurait suffi à faire pousser des cris d'orfraie aux mouvements sportifs des pays de l'Est. Mais ceux-ci ont formulé toute une série de griefs portant sur les conditions d'accueil des sportifs de l'Est, griefs si graves qu'ils ont nécessité le 24 avril, la réunion d'une session exceptionnelle de la commission exécutive du Comité international olympique (CIO) à Lausanne.

Ancien ambassadeur d'Espagne à Moscou, M. Juan Antonio Samaranch, président du CIO, a dû faire une nouvelle fois preuve de beaucoup de diplomatie pour permettre à Peter Ueberroth d'expliquer au ministre des sports soviétique, Marat Gramov, qu'il n'y aura pas de campagne antisoviétique *« pendant les Jeux »*. Manifestement, celui-ci a beaucoup de mal à le croire. L'agence Tass en effet a multiplié les dépêches-catastrophes sur Los Angeles tandis que d'autres pays comme Cuba prennent le relais de Moscou. La délégation cubaine souhaite par exemple se rendre à Los Angeles uniquement dans des avions cubains.

Le suspense continue donc : participeront ? Participeront pas ? Il faudra attendre jusqu'au 2 juin, date limite du dépôt des inscriptions, pour être fixé. En attendant les Soviétiques vont continuer à souffler le chaud et le froid. Histoire d'empoisonner l'existence de Peter Ueberroth dont le montage financier se trouverait bien compromis en cas d'absence des délégations de l'Est.

Ce serait la revanche des Soviétiques après le boycottage des Jeux de Moscou organisé en 1980 par le président Carter. Toutefois Marat Gramov a expliqué qu'il y a une différence entre *« boycottage »* et *« non-participation »*. Le premier est un acte politique ; la seconde est une décision sportive. Mais quel intérêt sportif auraient les Soviétiques à ne pas participer ? Ils éviteraient par exemple à leurs champions d'être mis en déroute sur les stades comme cela avait été le cas pour les hockeyeurs en 1980 aux Jeux de Lake-Placid. En revanche une participation couronnée de succès aurait des retombées considérables en mettant en vedette la victoire du système soviétique sur le système capitaliste.

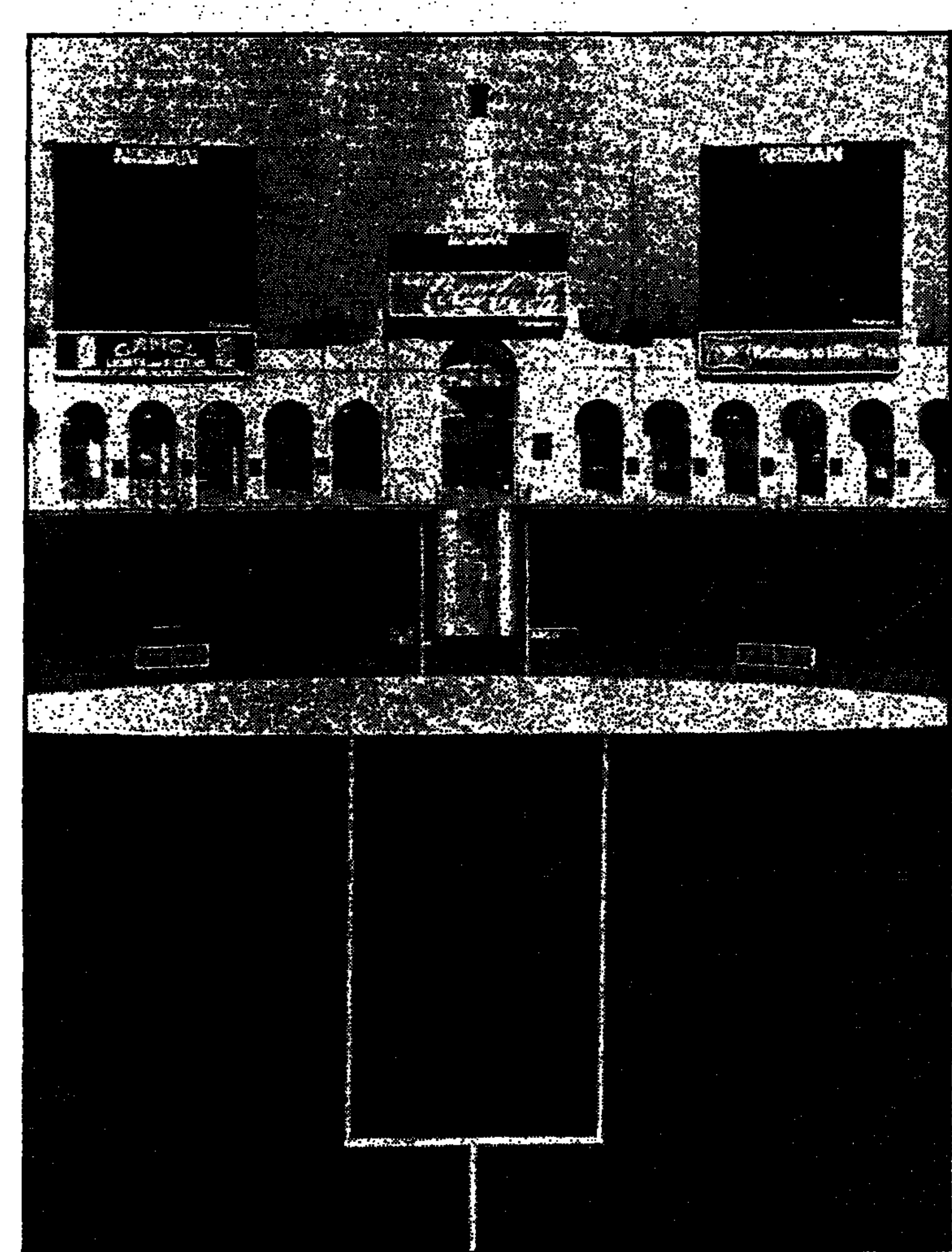
En bref les considérations purement sportives auront autant de poids que les arguments politiques pour déterminer le contenu du télex que Marat Gramov fera parvenir le 2 juin prochain à Peter Ueberroth.

ALAIN GIRAUDO.

d'été, affirme

vouloir, avec Olympic Arts, faire se cotoyer harmonieusement événements sportifs et artistiques.







RENÉ BURRI/MAGNUM

Le fascisme envolé

La lettre de M. Jules Monnerot concernant ma participation au Colloque socialiste des 3-4 mars, publié dans *le Monde Aujourd'hui,* constitue un véritable document qui en dit plus long sur les idées de son auteur que de longs développements en jargon scientifique. L'historien qui dans un demi-siècle se penchera sur la France de notre temps, y verra simplement un aspect complémentaire de la poussée de chauvinisme et de xénophobie intellectuelle des années 80.

J'ignore cependant ce qui permet à M. Jules Monnerot, connu pour ses attaches avec la nouvelle droite — il est membre du Comité de patronage de la *nouvelle école* — de parler au « nom d'un nombre grandissant de Français ». A moins qu'il *ne s'agisse des succès électoraux* récents du Front national. De tout temps, la droite populaire et musclée avait besoin d'intellectuels qui véhiculent leurs idées communes : M. Jules Monnerot ne fait que reprendre la démarche de Thierry Maulnier, travaillant aux côtés des hommes de la Solidarité française, ou celle d'un Bertrand de Jouvenel menant campagne contre « le judéo-marxisme » sous la bannière de Jacques Doriot. Il n'y pas de quoi fouetter un chat.

Cependant l'aspect le plus intéressant de ce document réside dans le fait que M. Monnerot nie purement et simplement l'existence *même en France d'une idéologie* fasciste. En effet, rien n'est plus commode que de circonscrire le fascisme à l'Italie, la nazisme à quelques *gauleiters* allemands, de n'y voir somme toute qu'un accident local. Cela évite bien des questions difficiles et des rapprochements gênants. Regarder, au contraire, le fascisme comme un phénomène de civilisation, une idéologie européenne qui se cristallise aussi bien dans des pays où le fascisme a pris le pouvoir que dans ceux où il a échoué, conduit à des rapprochements et à des comparaisons désagréables.

Voilà pourquoi M. Jules Monnerot, en « libéral » authentique qui ne craint pas d'employer la manière forte lorsque cela lui paraît utile, s'applique à exiger la multiplication de « coups d'arrêt » lesquels, en censurant le travail de l'historien, assureraient « un meilleur équilibre des esprits en France ».

C'est dans ce contexte que la rédaction du *Monde* rappelle le procès en diffamation que m'a intenté Bertrand de Jouvenel. En oubliant toutefois de préciser que si j'ai perdu mon procès sur un point précis et sans importance, je l'ai gagné sur tout le reste, surtout sur ce qui constitue pour moi l'essentiel : l'ensemble de mon argumentation historique et de l'armature conceptuelle de mon dernier livre, *Ni droite, ni gauche*. C'est pourquoi il convient, me semble-t-il, de porter à la connaissance des lecteurs du *Monde* le fait que la vingt-septième chambre correctionnelle a estimé qu'en tout ce qui concerne la pensée de Jouvenel, ma définition de ses idées comme des idées fascistes n'était pas diffamatoire. Dans ce sens le tribunal a accepté mon analyse historique, et c'est bien cela l'essentiel de l'affaire.

ZEEV STERNHELL.



ISABELLE WATERNAUX/LE MUSÉE DE LA POSTE - PARIS

Boite aux lettres de Chine populaire (1983).

Sang jeune

L'article consacré au sang dans le *Monde Aujourd'hui* daté 15-16 avril a permis de comprendre la nécessité de la transfusion et ses bienfaits. Mais il est souhaitable d'insister sur les points suivants :

- Les limites d'âge fixées par la loi pour le don du sang (18-60 ans), donc la nécessité de renouveler les couches d'âge des donneurs ;
- La nécessité d'augmenter le nombre des donneurs, et surtout celui des donneurs jeunes, car les donneurs, qui ont passé soixante ans, semblent ne pas être remplacés nombre pour nombre ;

Cette nécessité s'explique par la progression régulière de la consommation tant de sang frais/complet à transfuser, que d'éléments fractionnés, en fonction même des progrès de la médecine. Vos lecteurs savent-ils qu'une intervention dite « à cœur ouvert » représente en moyenne de vingt à trente dons au moins, consommés en une seule fois ? Or il se pratique à Toulouse, sauf erreur de ma part, en moyenne statistique, plus de deux interventions de ce genre par jour ouvrable... Il m'a été cité le cas d'un accidenté de la route qui, en quatre interventions chirurgicales successives, a nécessité cent quarante flacons de sang...

Il faut augmenter le nombre global des poches de sang collectées, mais aussi connaître de nouveaux donneurs appartenant à des groupes « rares », c'est-à-dire dont les caractéristiques sanguines ne sont présentes que chez très peu d'individus, statistiquement parlant : il est donc important de connaître de nouveaux donneurs de groupe B négatif, ou AB négatif, etc, qui accepteraient de rester disponibles sur appel, en cas de besoin urgent ou programmé.

Je pense que *le Monde* pourrait aider les responsables d'association de donneurs, les organisateurs de collectes, à faire prendre conscience par le public de cette nécessité : si chaque Français (e) en bonne santé donnait une fois par an un peu de sang, les centres de transfusion n'auraient pas de problèmes.

GEORGES LEMOINE,
Membre du bureau de l'ADOSEN de la Haute-Garonne (association de donneurs de sang.)

Magie sur ordonnance

Un étonnant congrès de « médecines douces » s'est récemment réuni à Paris. L'officialisation de ce qui relevait jusqu'alors de pratiques marginales impose réflexion.

Ces « médecines douces », en dépit de leur réel succès auprès du public, sont dangereuses et rétrogrades. Elles ne reposent sur aucun argument scientifique sérieux ; elles relèvent de la pure magie, et cependant chacune d'elles prétend tout *soigner ! Une telle attitude pseudo*-médicale procède de l'imposture intellectuelle et du mépris. Ceux qui les pratiquent sont parfois sincères (ce qui est affligeant pour leur niveau d'exigence intellectuelle), mais le plus souvent complices de leur imposture. Mais il n'y a pas de fumée sans feu, et si les « médecines douces » remportent n si vif succès et certains résultats, c'est qu'elles s'adressent à des troubles mineurs sans la moindre gravité, susceptibles de guérir seuls.

La pratique exclusive par des médecins et des non-médecins « spécialisés » dans de telles thaumaturgies n'est pas seulement malhonnête, elle est dangereuse. En effet, comment déterminer si tel trouble est ou non « fonctionnel » sans connaissance clinique précise ? Les médecines dites douces répondent au premier degré à un symptôme, elles ne l'interprètent pas et ne le replacent pas dans un contexte sérieux.

Lorsqu'un malade vient consulter pour une douleur (un des motifs les plus fréquents de consultation), il peut s'agir aussi bien de la somatisation d'un « ras-le-bol » lié à telle condition sociale, professionnelle ou affective, que d'une maladie organique plus ou moins grave extériorisée par cette douleur, véritable signal d'alarme. La médecine classique qui pèche souvent par son manque de capacité d'écoute (carence de formation psychologique du médecin, nécessités économiques ; « le temps c'est de l'argent », devise de la société moderne), doit et peut répondre totalement à l'attente du patient.

Mais elle impose une connaissance clinique et technique sans cesse remise à jour et une approche psychologique de soi et de l'autre (groupe Balint, psychanalyse, etc.). Toutefois, la saisie globale psychique et somatique de l'homme malade est difficile et demande un autre effort que quelques jours ou *semaines de « formation » à des* pratiques illusoires.

Cette approche globale, heureusement comprise par de très nombreux médecins, reste la seule garantie valable pour le « soigné » et la seule voie d'avenir.

GÉRARD DANOU,
rhumatologue.

Langage

C'est pas évident !

VOUS n'êtes pas peu nombreux, sachez-le, à dénoncer l'irrésistible progression de la secte des « évidentistes ». Entendez de ceux (surtout reporters sportifs) qui ponctuent n'importe quel propos d'un « C'est pas évident », qui veut dire simplement : Ça ne sera pas facile, ce n'est pas gagné.

Et de dénoncer l'abus de langage qui fait d'« évident » un synonyme de « facile ». Distinguons cependant : ce qui progresse, ce n'est que l'emploi négatif du mot, et seulement dans cette exclamation à la mode. Il faut reconstituer : Il n'est pas évident que tel ou tel exploit soit facilement réalisable, d'où : Ce (cet exploit) n'est pas évident. C'est un « court-circuit », procédé éminemment littéraire.

Ce court-circuit provoque une litote, une belle ; la litote étant une atténuation (je préfère dire pour ma part une « minoration ») reconnue immédiatement comme fausse par l'auditeur. Dire qu'il « n'est pas évident » de faire le tour de France en marchant sur les mains, c'est (évidemment) faire entendre que c'est irréalisable. A cette litote se superpose un autre procédé de la rhétorique populaire, qui est « la négation du contraire ». « C'est pas évident » en arrive ainsi à signifier : il *n'est pas évident que ce que je* viens de supposer n'est pas réalisable.

« Tant de choses en si peu de mots ! », dirait M. Jourdain. Ben oui ! Autant dire de suite que j'ai pour « C'est pas évident » une indulgence coupable, et qu'on ne me le fera pas condamner sans circonstances très atténuantes. Je le trouve drôle, discret, vif, clair et digne d'entrer dans la conversation.

Ce n'est que son abus qu'il faut condamner. Mais cet abus même plaide en faveur de sa qualité : quand une façon de dire les choses connaît un tel succès, c'est qu'elle répond à un besoin d'expression ressenti par le plus grand nombre. Quoi de plus démocratique ? Et ne dramatisons pas. Après la mode viendra la démode, et l'expression se mettra sagement en place dans le système général de la langue.

C'est l'occasion de signaler très élogieusement un récent *Dictionnaire des procédés littéraires,* le *Gradus* de Bernard Dupriez (541 pages). C'est un titre traditionnel : *Gradus ad Parnassum,* ou « Comment devenir écrivain » (ou écrivaine, merci Mme Roudy !).

Celui-ci vous dira tout ce qu'il faut savoir et qu'on vous a toujours caché sur la crase, la synecdoque, l'hypallage, le lipogramme et le louchement ; autrement dit sur ces procédés de rhétorique qui font les délices du professionnel, certes, mais tout autant, sans qu'ils en aient conscience, celles de tout un chacun. Ce répertoire magistral, le plus complet et à ce jour le mieux fait des dictionnaires de *rhétorique et de poétique,* est un excellent achat. Raisonnable : vous le trouverez en 10/18, dans la collection de Christian Bourgois. Il est de janvier 1984.

Un complément judicieux au *Gradus* de Bernard Dupriez est *le Français en liberté,* d'Agnès Rosenstiehl, chez Larousse (octobre 1983). A l'usage des enfants si l'on veut. Mais vous y retrouverez la catachrèse, la tautophonie, le contrepet et le calembour adorablement illustrés, en couleurs et grand format *par l'auteur. Pardon : l'auteure.* Merci, Mme Roudy !

Je n'ai pas le prix sous les yeux, mais ça ne doit pas aller chercher bien loin. Et c'est un livre gai. Alors, si t'es gai, ris donc.

∴

A l'intention d'autres lecteurs, une remarque rapide sur « révision déchirante », dont l'abus aussi est dénoncé. C'est une bonne traduction de l'*agonizing reappraisal* de M. Foster Dulles en 1954. « Révision déchirante » est de très bon français et fait fortement image. D'où un succès justifié. Et si l'expression est plus à la mode que jamais, à qui la faute ?

JACQUES CELLARD.

Dessins Désordonnés

Le crayon d'un libraire

FACE au jardin du Luxembourg, à la fontaine Médicis exactement, stoïque devant le « progrès » qui a changé la montagne Sainte-Geneviève, de colline de l'esprit en haut-lieu de la fripe, une librairie brune, ombreuse. Au fond, tassé derrière la caisse comme un petit artisan d'autrefois — il ne lui manque que le crayon sur l'oreille, — un presque nonagénaire bourre sa pipe, sourit d'aise.

José Corti n'en revient pas : à part un drame (la mort de son fils, en 1944, suite à une imprudence des résistants), il a fait de sa vie ce qu'il rêvait d'en faire ; pas moins, et surtout, pas plus. Ne pas devenir un gros lorsqu'on a décidé de rester petit et que la fortune vous fait de l'œil, il y faut de l'entêtement.

A treize ans, il écrivait des pièces. Ensuite, il pensa dessiner. Les mots ont eu le dessus ; les mots des autres. Rive droite, rive gauche, Corti a créé librairies et revues, en amoureux. Ami de Breton, des surréalistes, il découvrit Gracq, accueillit Bachelard, Mauron, d'autres essayistes exigeants.

En 1951, ce fut l'aventure du *Rivage des Syrtes,* pour lequel Gracq refusa le Goncourt. Bien qu'il renonce à lier par contrat ses auteurs, ceux-ci restent chez lui et partagent sa réticence devant le passage des titres célèbres en format de poche. Passéisme ? Elitisme ? Non. Plutôt une certaine idée de la littérature, où se reconnaît une clientèle fidèle. Idée religieuse qu'un texte ça se médite, se savoure, se relit, se garde, que ça ne peut *devenir une denrée périssable.*

L'an dernier, après les hésitations qu'on imagine connaissant son culte de l'art d'écrire et sa conscience de n'être qu'un amateur, Corti publie ses *Souvenirs désordonnés,* promenade charmeuse dans ce qu'il considère, ce n'est pas si courant, comme une vie remplie, comblée.

Sur la lancée, publié chez lui, aux éditions Corti, voici *Dessins désordonnés*. En souvenir de sa vocation première, Corti profite de la solitude que lui valent, vers 1950, les visites fréquentes de sa femme à une vieille parente pour laisser divaguer son crayon.

Des visages d'amis défilent, et aussi des monstres, équivalents graphiques de l'écriture automatique qu'excluait sa prose tenue. Figures bien étranges venant de ce monstre d'équilibre et de bonheur accueillant...

B. P.-D.



— Ne dites pas que vous n'avez pas pensé à Sartre !
J.C. — Ben..., heu..., ma foi, on le dit...



— Et ça, c'est Bachelard ?
J.C. — Plutôt une idée de Bachelard, car je dessine de mémoire, uniquement. De chic, si vous préférez.

L'après-Dallas

Les feuilletons-fleuves ont fait leur temps. Place aux mini-séries.

LE XXe Marché international des programmes de télévision (MIP-TV), qui a eu lieu à Cannes du *24 au 29 avril*, a consacré le triomphe des mini-séries. Ce nouvel avatar de la culture télévisuelle, venu d'outre-Atlantique, détrône les feuilletons-fleuves du style *Dallas*, dont l'intérêt s'épuise, et bat même, au taux d'audience, les films les plus prestigieux. Sa recette est simple : des fictions de quatre à huit heures, *tirées* de best-sellers ou d'épopées historiques, programmées en rafales dans la même semaine pour attirer les téléspectateurs et les ressources publicitaires.

**

La prolifération des télévisions par câble aux États-Unis a permis au téléspectateur de prendre conscience de ses droits de consommateur : libre de choisir entre de nombreuses chaînes, il a manifesté son mécontentement devant la médiocrité de certains programmes offerts par les trois grands réseaux ABC *(American Broadcasting Company)*, CBS *(Columbia Broadcasting System)* et NBC *(National Broadcasting Company)*. Fouettés par cette nouvelle forme de compétition, les *networks* sont bien décidés à ne pas rater le train et une nouvelle dynamique de la création va leur permettre de reconquérir le marché. La ruée sur les mini-séries et les téléfilms est le support de leur stratégie.

Pour les responsables des *networks*, la lecture et l'analyse quotidienne des sondages (AC Nielssen Co) sont essentielles. Toutes les semaines, les résultats en sont publiés dans le *Hollywood Reporter* et *Variety*. Si la chaîne a perdu 1 % d'écoute, cela représente une chute énorme de recettes publicitaires. A l'heure actuelle, avec 83 millions de foyers américains équipés d'un ou de plusieurs postes de télévision (soit près de 200 millions de récepteurs), chaque « point » aux heures de grande écoute (le *primetine* est compris entre 20 heures et 23 heures) correspond à des millions de dollars de revenus potentiels. Les sommes brassées sont gigantesques et il est facile de comprendre qu'une perte de quatre à cinq points peut sérieusement affecter les finances d'un *network* ou remettre en question le job de son vice-président !

La course aux *ratings* (indices d'écoute) est le moteur de la compétition entre les chaînes. Le reste est de la littérature.

Comment séduire ces foyers américains installés 7 à 8 heures par jour devant leur petit écran ? En 1977, la chaîne ABC (alors en troisième position dans les sondages derrière CBS et NBC) prend l'audacieuse initiative de produire *Roots*, une mini-série de douze heures. Le tournage terminé, les patrons de la chaîne décident que cette saga sur l'esclavage du peuple noir sera diffusée tous les soirs pendant une semaine. Une révolution dans le domaine de la programmation, mais des risques ne sont-ils pas bons à prendre pour améliorer le score de ABC ?

Le pari est gagné : l'Amérique se mobilise pour suivre la série. Avec 45 % de taux d'écoute, *Roots* est un triomphe, un véritable *blockbuster*. Devant ce raz de marée, les *networks* concurrents vont réagir, vite.

En 1978, NBC diffuse *Holocaust* (neuf heures et demie, d'excellents *ratings* avec en prime la découverte de Meryl Streep). D'autres succès suivent : toujours sur NBC, *Shogun* (douze heures en 1980) et *Marco Polo* (dix heures en 1982) ; CBS obtient également de bons résultats avec *Scrupules* (six heures en 1980, d'après le best-seller de Judith Krantz) et *The Blue and the Gray* (huit heures en 1982). Du côté des *Networks* on jubile ! Il suffit qu'une série casse tout pour que l'optimisme règne à nouveau.

Naturellement, les *networks* cherchent à partager les coûts prohibitifs de ces productions – en moyenne 1 million de dollars pour une heure – avec d'autres partenaires. C'est à ce niveau que les *sponsors* font leur apparition.

Selon Warren Boom, directeur des ventes sur ABC, mini-séries ou téléfilms représentent le « véhicule » idéal pour promouvoir leurs produits. Une opinion partagée par General Motors, une firme très dynamique en général, et en particulier lorsqu'il s'agit de lancer ses nouveaux modèles de voitures, et les jeux Mattel, très actifs à *l'époque de Noël*. Lors de la récente diffusion de *Windsof War* (dix-huit heures sur ABC avec Robert Mitchum et Alie McGraw dans les principaux rôles), le tarif d'un spot publicitaire de trente secondes a atteint 175 000 dollars, les prix se situant habituellement aux alentours de 100 000 dollars. La série, qui a coûté 40 millions de dollars (chiffre record !), a déjà rapporté 36 millions de dollars en recettes publicitaires.

Parfois les *sponsors* peuvent avoir un rôle plus créatif. Procter et Gamble, le plus grand fabricant américain de savon et produits détergents, est devenu directement producteur : en 1982, il s'est associé avec la RAI pour produire *Marco Polo*. Barry Smythe, chargé des relations publiques de la compagnie, constate que sur dix heures d'une *mini*-série, soixante-dix minutes sont consacrées à la publicité. De quoi vendre beaucoup de savonnettes !

Le câble a pris le train en marche et, à son tour, il « minisérise ». HBO *(Home Box Office)*, le *network* des câbles américains avec seize millions d'abonnés, a coproduit *Louisiane* (six heures d'émission d'après le roman de Maurice Denuzière) avec ICC au Canada et Antenne 2. Plus récemment, HBO a adapté *le Sang des autres*, de Simone de Beauvoir. En 1984, ce géant de la télévision à péage a pris fermement pied dans la production.

Pour l'heure, tout va très bien. Tant pour les mini-séries que pour les *téléfilms*. La preuve en est : début février, les trois *networks* ont programmé le même soir, l'une un téléfilm et les deux autres un film. Il ne s'agissait pas de n'importe quels films : *les Chariots de feu* (CBS), oscar du meilleur film en 1981 et *la Maison du lac* (NBC) avec, réunis pour la première fois à l'écran, Henry et Jane Fonda. Et cependant *la Vie secrète de ma mère* (une adolescente apprend que sa mère est une prostituée !), téléfilm de 2 millions de dollars seulement, a permis à ABC de gagner 36 % de taux d'écoute.

Plus édifiant encore : le dimanche 26 février, CBS diffuse *la Guerre des étoiles*, de George Lucas (acheté pour la somme de 23 millions de dollars par la chaîne, tarif jamais atteint ni même approché dans les annales de la télévision américaine). Au même moment, ABC « contre-attaque » avec *Lace*, mini-série de cinq heures *racontant* l'histoire d'*un* sex-symbol international déterminé à retrouver une mère inconnue... afin de la détruire.

Stupéfaction à la lecture des *ratings : Lace* l'emporte avec 28 % devant *la Guerre des étoiles*, 25 %.

Les chaînes qui ont su flairer le vent se taillent la part du lion. Lors des trois derniers mois de 1983, quinze *films* de cinéma programmés par les *networks* ont atteint 25 % d'audience. Pour la même période, quarante-quatre émissions « *made for TV* » ont dépassé les 30 %. Et pour l'année 1984, une quinzaine de mini-séries sont déjà en production. Avis aux programmateurs européens (1) !

DANIÈLE LEGERON,
vice-présidente de Richard Harper Associates,
Beverly-Hills, société de production et de distribution de films de télévision.

(1) La mode des mini-séries franchit aujourd'hui l'Atlantique. L'importance des budgets a permis aux télévisions européennes d'entrer comme partenaires des coproductions internationales. Les chaînes italiennes, qui vivent une concurrence sauvage, ont déjà adopté le principe de la programmation bloquée sur une semaine pour créer l'événement. En France, on est plus hésitant : les chaînes participent aux grandes coproductions internationales mais sans en tirer les conséquences pour la programmation. On hésite à bousculer les habitudes du téléspectateur et à perturber les sacro-saintes grilles de programmes hebdomadaires. Parallèlement, Antenne 2 se lance à contre-courant et avec quelques années de retard dans la fabrication du feuilleton-fleuve *Châteauvallon*. – NDRL.

Médias du Monde

Etats-Unis : la presse écrite se porte bien

Selon une étude de l'Association nationale des propriétaires de journaux (ANPA), la presse quotidienne américaine résiste bien au défi économique des moyens de communication audiovisuels. Certes le nombre de journaux diminuent (1 699 quotidiens à la fin de l'année 1983 contre 1711 un an plus tôt) mais le tirage global reste stable (62,6 millions contre 62,5 millions). De plus, les recettes publicitaires des quotidiens ont fait un bond de 16 % en un an et, malgré *la multiplication des chaînes de télévision*, la presse quotidienne reste le principal support publicitaire.

En 1983, les quotidiens ont *reçu* 27,2 % *de toute* la publicité faite aux Etats-Unis contre 21,3 % à la télévision, 15,5 % à la publicité directe par courrier, 6,9 % à la radio et 5,6 % aux hebdomadaires. Le *Wall Street Journal* reste en tête des tirages des quotidiens avec plus de deux millions d'exemplaires, suivi par le *New York Daily News* (1,4 million), *USA To-Day, Los Angeles Times* (1 million), *le New-York Post* (962 000) et le *New-York Times* (910 000).

L'étude de l'ANPA montre que la concentration des titres profite essentiellement à des chaînes qui contrôlent 70 % des quotidiens. Les trois plus importantes – Gannet, Knight-Ridder et *Newhouse – rassemblent* 18 % du tirage global. Autres tendances : les petits journaux (moins de 50 000 exemplaires) disparaissent au profit des gros (plus de 250 000 exemplaires) et les quotidiens du soir régressent (1 288 contre 1 388 en 1980) alors que les titres du matin se développent (441 contre 387 en 1980). La presse américaine emploie 421 000 personnes dont 15 % de journalistes, près de la moitié des effectifs étant affectés à la fabrication et à la maintenance.

Japon : le syndrome Oshin

Elle s'appelle Oshin et elle est sans doute la femme la plus célèbre du Japon, tout en restant un personnage de pure fiction. En plus de 300 épisodes, un feuilleton télévisé a raconté toute l'histoire de sa vie depuis sa naissance dans un village déshérité au sein d'une famille de huit enfants jusqu'à sa réussite professionnelle un peu désenchantée, à 81 ans, à la tête d'une chaîne de supermarchés. En passant par la misère rurale, le grand tremblement de terre de 1923, la guerre, le suicide de son mari et une cascade d'autres épreuves.

Cette saga qui couvre toute l'histoire du Japon au XXe siècle a obtenu un immense succès populaire, avec un taux d'audience de 63 % à l'heure du petit déjeuner. Phénomène télévisuel, Oshin est devenu un fait de société. *Des cercles de discussion* Oshin se sont constitués un peu partout au Japon, pour exalter les vertus morales de la *persévérance* et du courage face à la dégradation contemporaine des valeurs morales. Le président Ronald Reagan a cité l'héroïne dans un message télévisé au peuple japonais. M. Hu Yaobang, secrétaire général du Parti communiste chinois, a rendu hommage à l'endurance d'Oshin lors de sa visite à Tokyo.

Bien entendu, le commerce ne perd pas ses droits. Des poupées, des biscuits de riz, des bouteilles de saké portent le label « Oshin ». Les agences de tourisme organisent des voyages dans son village natal, orné d'une statue grandeur nature de l'héroïne. Un promoteur immobilier de la banlieue de To*kyo n'hésite pas à affirmer sur* ses publicité : *« Venez vivre ici, plus près de votre bureau, et vous ne raterez pas Oshin »* (AFP).

Luxembourg : « Clip connection »

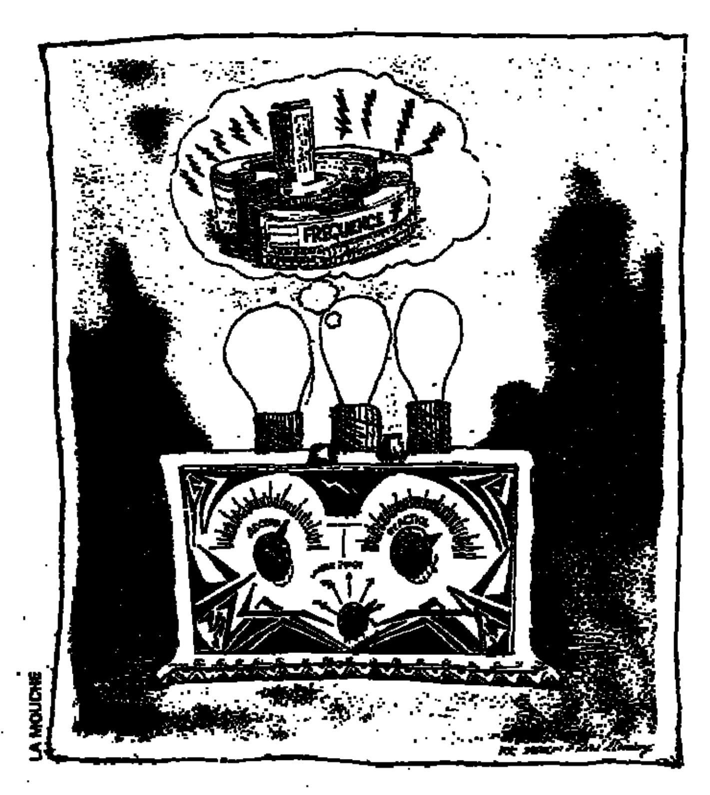
Depuis le 26 mars, RTL Télévision diffuse un programme continu de vidéo-clips tous les *jours de 13 h à 17 h 30 (sauf le* mercredi) et de la fin des programmes jusqu'à 1 heure du matin. Ce programme, intitulé *« Clip connection »*, est composé d'une série de séquences de quinze minutes consacrées à un chanteur ou à un style de musique et assortie d'une brève présentation en français, anglais et allemand. « Clip connection » est en effet diffusé sur les trois réseaux de RTL en France, en Allemagne et en Belgique. Cette première « européenne » cherche à attirer de nouveaux annonceurs publicitaires. La direction de RTL se donne trois mois pour juger de l'efficacité de la formule.

Radios Locales

Micro d'hôtes et ligne ouverte

PLUS libre que la radio de l'Ardèche du Sud, tu meurs... Qu'il soit jeune ou vieux, de gauche ou de droite, retraité ou lycéen, chômeur ou occitan, chacun peut venir dans le vieux local offert *par la municipalité d'Aubenas* près du cimetière et se saisir du micro de Fréquence 7, prêté, comme le poste émetteur d'ail*leurs, par la chambre de com*merce et d'industrie.

Il peut parler, chanter, imaginer, inviter qui lui plaît. Il lui suffit de trouver place sur la grille du programme et d'assumer ses propres dépenses. Comme les soixante-deux bénévoles de la station, il sera soumis à cette règle simple : toute liberté se mérite. Il supportera le coût de ses déplacements, achètera ses cassettes et ses disques et s'offrira à boire s'il en a envie, à l'issue *de son émission. Personne ne* pense à s'étonner par exemple qu'une grand-mère animatrice de l'heure du troisième âge arrive de sa campagne sur son vélomoteur ou à bord d'un taxi qu'elle se paye les jours de *mauvais temps, ni qu'un jeune* chômeur créateur de l'émission la plus écoutée, *« Funambule »*, ait investi une bonne part du revenu de son job de l'été dans l'achat des documents écrits ou enregistrés qui devaient illustrer sa défense de la chan*son française...*



LA MOUCHE

Aussi étrange que cela paraisse, Fréquence 7, la radio du Bas-Vivarais, a choisi, comme certains paysans cévenols, de vivre dans la pauvreté. Tout juste a-t-elle pu obtenir, dans le cadre des emplois d'initiative locale, un demi-poste de permanent. Jean-François, pour 1 700 F par mois, joue les Maître Jacques : il assure une nécessaire coordination entre tous les participants, veille sur le matériel, met de l'ordre dans *le local, présente les informa*tions du soir et recueille les interviews...

Il attend des jours meilleurs et en particulier l'arrivée, cent fois promise, de la subvention de 70 000 à 80 000 F qui permettrait au moins d'acheter quelques chaises, de renouveler les disques, de disposer de cassettes vierges, mais surtout d'effectuer des réparations urgentes qui redonneraient du tonus à l'émetteur. Car il est urgent que Fréquence 7 défende son territoire menacé au sud, à l'est et au nord par la puissance publicitaire d'autres radios que l'on qualifie aussi de « libres ».

Sur la même longueur d'ondes est venue se placer, par exemple, la Radio des cimes (*le Monde* daté 8-9 avril). L'auditeur d'Aubenas et de ses environs ne sait plus *à quel poste* se vouer, d'autant que la presse écrite est d'une extrême discrétion sur Fréquence 7 et ses bénévoles. Pas *une ligne sur ses programmes*, pas un mot sur ses initiatives et ses réussites dans l'édition du *Dauphiné libéré*, unique quotidien régional, et peu de choses enfin dans *la Tribune de Montélimar*, hebdomadaire lié, il est vrai, à une radio de la vallée du Rhône que l'on capte aisément en Bas-Vivarais.

Démunie d'argent, souffrant de la faiblesse de ses moyens techniques, soumise à l'anarchie des longueurs d'ondes, ignorée des autres médias, Fréquence 7 continue pourtant à émettre depuis trente mois soixante heures par semaine, chaque après-midi et chaque soirée. Elle se veut, selon la définition de ses responsables, libre, voire libertaire, jeune, au nom du rock et du funky, pas méchante, naturelle, puisqu'elle ne peut pas s'offrir l'artificiel, ouverte à toutes les associations, et idéaliste – cela va de soi – avec sa défense de la grande musique et des arts, du sport amateur, *de la lengua nostra*, des livres et des auteurs régionaux, de la cuisine ancienne et des médecines douces.

Bref, une radio qui se fait plaisir du lundi au dimanche. Avec une inquiétude toute nouvelle cependant : la « pub ». Ses responsables et ses animateurs la laisseraient volontiers où elle est s'ils avaient la certitude de recevoir enfin *la* subvention toujours promise, et surtout d'obtenir la garantie que d'autres ne se précipiteront pas pour combler un vide commercial.

ANDRÉ GRIFFON.

La démocratie chrétienne *est née en Europe où elle demeure influente dans plu*

L'Église en distance

L'EGLISE catholique est-elle la face plus ou moins cachée de la démocratie chrétienne ? La longue histoire de cette notion diffuse, des hommes et des organisations qui ont cherché à l'incarner, a longtemps porté les catholiques à le croire et au contraire ceux qui étaient d'un autre bord à le soupçonner ou à le craindre.

C'était explicable : l'Eglise catholique a longtemps été associée au conservatisme et réputée soutenir ses forces. Pour les plus hostiles, la démocratie chrétienne, bien qu'elle fût l'indice d'une importante évolution amorcée sous la pression de l'histoire, n'était donc, à la limite, que l'appellation commode et passe-partout d'une sorte d'internationale noire, tout aussi puissante que la rouge, dont les ficelles auraient été tirées au Vatican.

L'ouverture, les restrictions et les mises en garde se faisaient à la fin du dix-neuvième et au début du vingtième siècle à coups d'encycliques : *Rerum Novarum* en 1891, *Graves de Communi* dix ans plus tard. Mais les phrases n'y pouvaient rien changer. D'échecs en tentatives ambiguës, il fallait bien constater qu'Eglise et mouvements politiques se réclamant plus ou moins de ses valeurs ne pouvaient que jouer un jeu de cache-cache sans fin.

Un premier élément de clarification est venu de l'élaboration progressive de la doctrine sociale de l'Eglise : des catholiques s'y reconnaissaient sans avoir à s'identifier à l'Eglise, en tant que telle, pour justifier des formes d'engagement devenues de plus en plus diverses.

Rattachée au début à l'ancien catholicisme social par des liens plus ou moins lâches, cette vision du monde a successivement intégré : la reconnaissance de la forme républicaine de gouvernement ; l'attention aux couches sociales les moins favorisées ; l'importance du rôle accordé à la famille ; le principe de subsidiarité (tous les corps intermédiaires : groupes, associations, syndicats... ont un rôle important à jouer dans le fonctionnement concret de la démocratie) ; le réformisme économique et social qui refuse aussi bien le capitalisme libéral aveugle que le collectivisme ; l'acceptation des lois du marché ; la nécessité de la construction européenne ; le poids de la défense universelle des droits de l'homme.

Dans sa lettre au cardinal Roy, Paul VI reconnaissait en 1971 à l'occasion du 80e anniversaire de *Rerum Novarum* l'impossibilité par l'Eglise de *« prononcer une parole unique »*, dans un univers où se juxtaposent tant de situations différentes. Ultime clarification qui ouvrait sans hypocrisie la fenêtre sur toutes les quêtes et sur toutes les controverses : la démocratie chrétienne continue à se chercher ; le poids des idées et des hommes venus du catholicisme agite le PS français ; tandis que le Saint Siège *« se trouve aujourd'hui aux prises*, comme l'indiquait Emile Poulat au cours du récent colloque de Paris, *avec les chrétiens pour le socialisme et les théologies de la libération ».*

MICHEL KAJMAN.

Les pudeurs de la fille aînée

En France, la référence mais pas l'étiquette.

BIEN que l'expression « démocratie chrétienne » soit née en France, et bien que le courant démocrate-chrétien y ait trouvé ses penseurs les plus influents, un seul parti – en 1896, et pour cinq ans, – a choisi de s'appeler démocrate-chrétien. La volonté d'échapper à l'accusation de « confessionnalisme » explique en grande partie les réticences des autres formations se réclamant pourtant de cette même tradition (1).

Aujourd'hui, les centristes du CDS, qui se veulent les héritiers du sillon de Marc Sangnier et les continuateurs du MRP, redécouvrent la nécessité, dans l'opposition, de développer une réflexion doctrinale et attachent à nouveau, de ce fait, de la valeur aux références d'un courant qui s'est défini comme « *démocratique, personnaliste et communautaire* ». Pourtant, ils refusent l'étiquette de démocrates-chrétiens. Pour M. Bernard Stasi, qui se sent « *profondément démocrate* » et « *s'efforce d'être chrétien* », mais ne se veut pas « *démocrate-chrétien* », la notion même de démocratie chrétienne est « *farfelue, archaïque, ambiguë, pleine de confusion* ».



ROGER VIOLLET

Marc Sangnier (1873-1950), fondateur du « Sillon »

Au CDS, ils sont nombreux à considérer, avec lui, qu'il faut savoir préserver la liberté et l'autonomie du politique vis-à-vis du spirituel et ne pas « *compromettre* » le christianisme dans le combat politique. Les militants du MRP qui ont, eux, choisi en 1963 de rejoindre les rangs de la gauche, où ils ont retrouvé des hommes venus de différents mouvements d'action catholique, insistent de la même façon sur cette nécessité de distinguer entre foi et politique. « *Il faut se méfier de la spécificité chrétienne comme de la peste* », confiait lors d'un colloque organisé par le journal *la Croix* (2), M. Jacques Delors, considéré par un responsable du CDS qui se veut son « *ami* », comme « *un vrai démocrate-chrétien* ». Mais ce responsable nous demandait aussi de n'en rien dire, car « *cela pourrait porter tort* » au ministre de l'économie et des finances...

M. Jacques Huntzinger, membre du secrétariat national du PS, qui, de 1960 à 1963, a milité au MRP « *parce qu'il ne savait pas que c'était déjà un parti fini* » pense, tout comme M. Philippe Farine, délégué général de ce parti aux relations internationales et ancien MRP, que s'il faut chercher des héritiers de la pensée démocrate- chrétienne, ceux-ci se retrouvent au sein du Parti socialiste. Mais comme pris d'un doute, M. Huntzinger précise que, de toute façon, « *la démocratie chrétienne s'est suicidée en 1960 quand elle a choisi son camp* ». « *Un nouveau centrisme oui, peut-être,* dit-il, *mais pas une troisième voie démocrate chrétienne* ».

Un point de vue auquel ne peut que se rallier M. Stasi. M. Farine, lui, s'indigne que le CDS, après avoir voté contre les lois Auroux, continue de se dire l'héritier du Sillon. « *C'est quand même bien Marc Sangnier*, rappelle-t-il, *qui a dit :* « Tant que nous aurons une » monarchie dans l'usine, nous » ne pourrons avoir la Républi- » que dans la cité ! » Ainsi, selon M. Farine, si l'on veut parler de démocratie chrétienne en France, on peut remonter au Sillon et au MRP, mais « *on ne peut en aucun cas aboutir au CDS* ».

Si les centristes récusent l'étiquette démocrate-chrétienne, ils « *revendiquent* » en revanche la référence. Ils semblent même vouloir y avoir recours de plus en plus, à un moment où chacun s'interroge sur la crise des valeurs de la société et sur les moyens d'y porter remède. Lors de la dernière université d'été des jeunes démocrates-sociaux, où il fut question de cette crise, M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a tenu à affirmer : « *Le CDS veut être le porte-parole d'une grande tradition, qui, depuis un demi-siècle, joue un rôle majeur en Europe, qui a fait l'Europe : la tradition démocrate-chrétienne, chrétienne-sociale.* » Au cours de ces mêmes journées, M. Stasi évoquait, lui, « *la philosophie personnaliste qui fonde notre doctrine* ». Ce retour à une doctrine laissée en sommeil et à laquelle se rattache, au fond, l'actuel président de la République, traduit les espoirs des centristes de jouer à nouveau un rôle dans la vie politique.

A l'époque de cette université d'été – septembre 1983, – les responsables centristes ne trouvaient pas mauvais non plus de rappeler leur combat de toujours pour l'Europe et l'appartenance du CDS à « *un grand mouvement politique organisé qui traverse les frontières* » – autrement dit, au PPE (ou Fédération des partis démocrates-chrétiens) et aussi à l'Internationale démocrate-chrétienne. Depuis leur alliance, sur la liste de Mme Veil, avec les libéraux et les gaullistes, ce rappel est devenu plus discret. Gageons qu'il réapparaîtra, au lendemain des élections européennes, quand l'UDF s'efforcera, une nouvelle fois, de s'organiser. Le CDS, hostile à la fusion des composantes de l'Union, mettra alors en avant la spécificité du courant dont il se réclame, comme avaient pu le faire avant lui le MRP et le Centre démocrate, quand ils sentirent leur autonomie menacée. C'est ainsi qu'en 1951, pour prévenir l'hémorragie des voix catholiques, le MRP publiait dans son hebdomadaire *Forces nouvelles* un article de *l'Osservatore Romano* qui lui est favorable sous le titre : « *Le Vatican prend position* ». Quelques années plus tard, M. Jean Lecanuet, aujourd'hui président de l'UDF, insistait sur la singularité de la doctrine démocrate d'inspiration chrétienne, pour s'opposer à toute fusion avec le Parti radical de M. Servan-Schreiber au sein du mouvement réformateur. Cette conception utilitariste, instrumentale, de l'idéologie, n'exclut pas que les centristes puissent reprendre sérieusement le chemin de la réflexion doctrinale. « *Il aura tout de même fallu attendre que la gauche arrive au pouvoir pour que les intellectuels français comprennent que Marx était mort et avait entraîné dans sa mort toutes les idéologies qui étaient ses compagnes de route* », explique M. Stasi, qui puise dans cette constatation tout son optimisme : « *Jamais,* note-t-il, *le terrain politique, idéologique et culturel de notre pays n'a été aussi propice pour notre mouvement.* » Le journal *la Croix* qui, à la fin de l'année dernière, lançait une campagne sur la défense des « *nouvelles valeurs* » a dû, semble-t-il, se livrer à la même réflexion.

Ainsi le CDS, qui est en train de procéder à l'actualisation de son projet « *L'autre solution* » (qui date de 1977, époque où il participait au pouvoir) se prépare-t-il pour la croisade. « *Nous sommes,* pense M. Etienne Borne, philosophe chrétien, *devant une formidable alternative. L'humanité est en péril. Ou il y aura un renouveau spirituel ou le pire est possible. Je crois véritablement*, ajoute-t-il, *que l'inspiration chrétienne en politique est essentielle ; la démocratie chrétienne n'est qu'un aspect contingent.* » M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, croit à cette nécessité de faire passer la réflexion par « *un renouveau des valeurs spirituelles mais,* dit-il, *il appartient à tous, sans exclusive, de l'alimenter* ». Et l'on sent dans cette réflexion cette crainte commune à tant de centristes de voir ressurgir l'accusation de confessionnalisme. « *Je ne veux pas faire la collecte des militants à la sortie de l'église* », s'exclame-t-il, estimant que « *si l'on est obligé de mettre un uniforme pour se faire reconnaître, c'est que l'on n'incarne pas bien les valeurs dont on se réclame.* »

Les responsables du CDS n'oublient pas non plus les perspectives que pourrait leur ouvrir un changement de mode de scrutin lors des prochaines élections. Ils se gardent toutefois, en public, de se livrer à ces rêves d'un grand rassemblement « démocrate-social ». Moins tenu à de telles prudences, M. Borne reconnaît qu'il « *pense toujours, depuis 1944-1945, que la vérité politique française est à la convergence de la démocratie chrétienne et d'un socialisme authentique* ». M. Delors ne le démentirait pas. De son côté, M. François Bayrou, secrétaire national et responsable de l'organe de presse de son parti *Démocratie moderne* croit que « *le contexte historique va exister* », qui rendra à nouveau possible le dialogue entre les différentes familles d'inspiration chrétienne. Parmi les signes favorables, il note l'influence du pape Jean-Paul II, qui demande aux chrétiens de ne plus « *avoir peur* » d'affirmer leur identité. Ainsi pourrait naître, non pas comme le soulignait M. Huntzinger, « *une troisième voie démocrate-chrétienne* », mais « *un nouveau centrisme* », qui retrouverait une filiation avec le MRP.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(1) Il convient cependant de mentionner l'existence, depuis 1977, d'un petit mouvement Démocratie chrétienne française qu'anime M. Alfred Coste-Fleuret.

(2) Le journal *la Croix* a rendu compte de ce colloque « Chrétiens engagés dans la politique, pourquoi ? », dans ses éditions datées du 17 février 1981.

Un socialiste et deux catéchismes

M. Michel de La Fournière s'explique.

LA vie politique française reste marquée par l'empreinte du catholicisme et de ses divers courants de pensée. A droite comme à gauche. Les récents débats sur l'école privée en témoignent, de même que les querelles au sein du PS. Il est vrai que tout un courant laïc a toujours soupçonné les chrétiens de vouloir se livrer à une OPA sur le Parti socialiste, M. Rocard étant désigné comme l'instrument de cette entreprise. M. Michel de La Fournière, secrétaire national du PS aux droits de l'homme et aux libertés, a participé à l'aventure des membres de l'équipe nationale de la Jeunesse étudiante chrétienne de 1950 à 1955, et présidé l'UNEF, avant d'adhérer en 1958 à l'Union de la gauche socialiste et de rejoindre le PSU, puis le PS. Son itinéraire se confond avec celui de bon nombre des militants chrétiens que met en cause M. Poperen.

« Ma génération, explique M. de La Fournière, *n'a rien eu à voir avec les démocrates-chrétiens car quand, dans les années 50, elle s'est éveillée à la vie politique, elle a vu le MRP à l'ouvrage. C'était l'époque de la guerre d'Indochine et des attaques contre Pierre Mendès France ; attaques dont l'injustice et l'imbécillité ont été rarement égalées. Or, pour nous, Pierre Mendès France représentait la dernière chance de salut de la IVe République. Les démocrates-chrétiens ont contribué à l'abattre. Nous ne pouvions adhérer au MRP, mais comme nous étions des gens de culture et de foi chrétiennes, nous avons cherché un point d'application. Nous sommes tombés dans le socialisme.*

» Aujourd'hui, du fait de la crise et de l'effondrement du mirage de l'Est, nous vivons une période qui ressemble à celle du début des années 20. Il est porté un coup très fort aux idées de progrès, au matérialisme et au marxisme comme modes d'inspiration. Le paysage s'est métamorphosé. Des questions ressurgissent. Pour y répondre, nous avons cherché, comme cela est normal, des points de référence dans notre propre passé. Une certaine église avec un évêque de choc en soutane blanche peut être un point de référence. Je ne le souhaite pas. Je préférerai que l'on retrouve le meilleur de notre vieil humanisme occidental.

» Une idéologie des droits de l'homme est la seule réponse pour moi. Appelons-la démocratie chrétienne si vous voulez. Je crois à la possible réconciliation de deux Français sur trois, au nom de cette idéologie, et je pense que le Parti socialiste français en est le meilleur porte-parole.

» Cette réconciliation suppose que cessent les anathèmes portés sur les uns et les autres. En ce sens, tous les jugements portés sur la deuxième gauche et son action me paraissent injustes et dangereux dans leurs conséquences. Rien n'est pire que le discours de M. Poperen selon lequel le seul vrai laïc est l'athée. Nous qui sommes des catholiques sommes considérés comme des socialistes de seconde zone. Nous n'avons pas le droit d'évoluer, sauf à brûler ce que nous avons adoré. Or, je n'ai pas abandonné un catéchisme pour en embrasser un autre, matérialiste celui-là. Qui essaiera de prendre le risque d'éloigner du PS les électeurs catholiques, les sympathisants et les militants brisera le socialisme d'Epinay.

C. F.-M.

sieurs pays, en Allemagne et en Italie notamment. Mais elle a su déborder largement des frontières du Vieux Continent.

Une doctrine à visage changeant

Conservatisme chez les uns, progressisme chez les autres.

LA démocratie chrétienne italienne a acquis une existence formelle dès la chute du fascisme, en 1943, et devait connaître, à ses débuts, cette phase de centre gauche, marquée par le catholicisme social et les leçons tirées de la résistance à la dictature, que traversa aussi, en France, le MRP. Ses origines spirituelles étaient anciennes et composites. On y trouve, bien entendu, la doctrine sociale de l'Eglise, telle que Léon XIII avait commencé de l'exprimer, les réflexions de De Gasperi, à partir des années trente, sur la nécessité d'un grand parti « de médiation ». Mais aussi, en particulier dans l'entre-deux-guerres, les travaux d'un certain nombre d'intellectuels catholiques italiens, notamment les *Croniche sociali* du groupe de Dossetti, ceux de Fanfani et de La Pira, qui situent leur analyse politique dans une perspective clairement antifasciste.


M. RIBOUD/MAGNUM

Des influences étrangères ont également contribué à façonner la doctrine démocrate-chrétienne italienne, notamment allemandes (y compris protestantes avec Barth, Moltmann et d'autres) et françaises, avec Jacques Maritain et son *Humanisme intégral*, traduit en italien en 1946.

Durant plusieurs décennies, les démocrates-chrétiens ont régné, sinon sans partage, du moins sans interruptions. Avec tous les risques que présentait une telle permanence au pouvoir. L'usure du pouvoir a fait son œuvre (1).

Les démocrates-chrétiens italiens ont dû aussi, peu à peu, céder du terrain devant la progression de certaines idées, qu'ils avaient d'abord combattues et qui tenaient à l'évolution de la société : la libéralisation du divorce et la dépénalisation de l'avortement. Le combat des plus clairvoyants de ses dirigeants s'est porté sur un autre front : il s'agissait désormais de modifier en profondeur l'image, devenue désuète, de parti confessionnel. Et aussi de tenir compte de l'aggiornamento du PCI, qui avait cessé d'être politiquement infréquentable, en tout cas aux yeux d'une bonne partie de l'opinion. Ce fut notamment le rôle d'Aldo Moro que de procéder à ce réajustement, qui devait déboucher sur le *« compromis historique »* avec les amis de M. Berlinguer. Tout comme, dès avant les dernières élections qui ont vu la Démocratie chrétienne descendre à 32 % des suffrages, M. De Mita devait se consacrer à la *rénovation* d'un parti encore puissant, mais usé, et parfois enlisé dans les alliances locales les plus douteuses.

Outre-Rhin, les Eglises n'ont jamais eu un poids politique comparable, même approximativement, à celui de Rome pour l'Italie. Ce qui a sauvé les partis de l'« *Union* », comme on dit outre-Rhin (c'est-à-dire la CDU chrétienne-démocrate et les chrétiens-sociaux bavarois de M. Franz Josef Strauss, la CSU, sensiblement plus conservatrice et catholique), est sans doute, paradoxalement, d'avoir perdu le pouvoir en 1969, pour ne le reconquérir qu'à l'automne 1982, après un renversement d'alliances du Parti libéral. Après avoir eu longtemps pour figure de proue le grand mais terriblement encombrant Adenauer, que ni Ludwig Erhard en 1963 ni Kurt Georg Kiesinger en 1966 n'étaient parvenus à remplacer dans la mythologie populaire, ils ont ainsi pu refaire surface avec une certaine apparence de nouveauté.

L'histoire de la CDU s'est si bien confondue, comme pour la DC italienne, avec celle de la nouvelle démocratie d'après guerre que l'on a fini par oublier qu'il ne s'agissait pas d'une sorte de génération spontanée en 1949 ni même de la création, *ex nihilo*, d'un parti qui devait beaucoup à la dimension personnelle du premier chancelier de la jeune RFA. L'aspiration chrétienne-démocrate – car il ne s'agissait guère alors que d'une aspiration – avait commencé de se manifester sous l'Empire. Mais il faudra attendre 1945 et l'effondrement du nazisme pour que différents groupes catholiques et protestants fusionnent et constituent officiellement ce qui allait devenir la CDU.

La division entre catholiques et protestants aurait sans doute fini par perdre toute importance réelle au sein de la démocratie chrétienne ouest-allemande si elle ne s'était superposée, dans la réalité, avec le clivage introduit par le particularisme bavarois. Sans doute serait-il aussi abusif de considérer la CDU comme uniquement *luthérienne* que de voir en tout militant ou cadre catholique de ce mouvement un supporter de M. Strauss. Mais le fait est que le ministre-président de Bavière a incarné une tendance si nettement distincte qu'elle a failli s'ériger en parti non plus seulement régional, mais national et autonome.

Les chrétiens-démocrates ouest-allemands se veulent aujourd'hui, à leur façon, l'incarnation d'une certaine « force tranquille » – de droite, *si* l'on tient à leur appliquer une nomenclature qu'ils jugent avant tout française, mais certainement moins, dans ses intentions, que les conservateurs « thatchéristes » britanniques... ou les inconditionnels de M. Strauss.

Ces deux exemples européens de *démocraties* chrétiennes « installées » pourraient être complétés de plusieurs autres, en particulier dans les trois pays du Benelux. Dans des registres différents, les Pays-Bas avec le CDA (littéralement « Appel chrétien-démocrate »), le Luxembourg, la Suisse, connaissent, eux aussi, des formations chrétiennes-démocrates proportionnellement puissantes.

En Amérique latine, la situation est paradoxale. Ce continent peut aujourd'hui être décrit, à plus d'un titre, comme le continent *« le plus christianisé de la planète »* (3). Mais, par là même, l'influence catholique (puisque c'est essentiellement de l'Eglise de Rome qu'il s'agit en l'occurrence) ne se limite pas à telle ou telle famille politique : seuls les mouvements marxistes – *il est vrai que* l'exception, ici, n'est pas mince – résistent à l'imprégnation chrétienne, et encore... Il n'en demeure pas moins que la démocratie chrétienne latino-américaine, au-delà de situations nationales très variées, présente un certain nombre de caractères communs : celui d'être aidée par les partis européens, la CDU notamment ; celui aussi d'être confrontée à une double offensive, celle qui s'inspire peu ou prou du castrisme et celle qui, sur sa droite et même son extrême droite, tente de trouver des cautions religieuses au service de l'ordre établi, parfois le plus implacable.

Etre démocrate-chrétien au Chili ou en Argentine n'est sans doute pas beaucoup moins compliqué qu'au Nicaragua. Mais nombre de ceux qui se réclament de cette famille politique et spirituelle mesurent aujourd'hui *que le fait de se tenir* à égale distance du totalitarisme des uns et des autres ne peut remplacer une véritable réflexion doctrinale : la situation en Amérique latine rappelle que la démocratie chrétienne, *si elle veut mériter son* titre, ne saurait se limiter à une sorte de centrisme ressourcé de loin en loin par un voyage du pape : il lui faut encore proposer un projet cohérent et généreux de développement économique et social et une transition vers la démocratie pluraliste, sans laquelle les mots dont se réclament les démocrates-chrétiens n'auraient, au minimum, plus grand sens.

BERNARD BRIGOULEIX.

---

(1) Jacques Nobécourt, *la Démocratie chrétienne italienne après la déroute, le Monde* daté 10-11 juillet 1983.

(2) *Documents*, revue des questions allemandes, nº 2, 1983.

(3) *La Démocratie chrétienne en Amérique latine, le Monde diplomatique*, février 1981.

Philippines

L'espoir de Raoul Manglapus

RAOUL MANGLAPUS vous le dit doucement mais avec fermeté : la démocratie chrétienne peut être une excellente solution politique pour certains pays d'Asie. Lui, en tout cas, philippin vivant aux Etats-Unis, y croit plus que jamais, à soixante-cinq ans, après onze années d'exil.

Cette idée-là, après tout, il pourrait fort bien la soutenir en tant qu'ancien élève de jésuites gourmands de la doctrine sociale de l'Eglise. Il a d'autres raisons issues de l'expérience. Celle de sous-secrétaire d'Etat sous l'administration du président Magsaysay, mort en 1957 dans un accident d'avion. Celle de ministre des affaires étrangères ensuite, à l'époque du président Carlos Garcia. Celle de sénateur encore, avant que la dictature ne s'installe aux Philippines.

Après son premier mandat de sénateur, précisément, il participe à la fondation du Mouvement chrétien social aux Philippines, dénonçant le caractère artificiel du système des partis d'alors. Le Mouvement chrétien social s'associe aux instances mondiales de la démocratie chrétienne, refuse de participer aux élections. Une exception : *les élections à l'Assemblée* constituante en 1971.

Elu dans le premier district de la province philippine de Rizal, Raoul Manglapus devient chef de l'opposition. Le 21 septembre 1972, il interrompt la difficile résistance aux ambitions montantes du président Marcos pour aller donner en Californie quelques conférences. Le lendemain, c'est la loi martiale, l'exil américain.

Aujourd'hui, il espère. Les formes de l'espoir : la remontée à la surface et l'organisation reconstituée des démocrates-chrétiens, après l'assassinat, en août 1983, de Benigno Aquino, de retour d'exil. L'espoir encore : réorienter la politique nord-américaine d'aide intéressée à la dictature pour assurer la pérennité de deux énormes bases ou assurer le succès d'un comité de préparation au changement du régime formé à Hongkong au début du mois d'avril.

L'espoir surtout : rentrer aux Philippines, reprendre le travail entrepris. Applicable en Asie, la démocratie chrétienne ? Et que fit donc jadis la loi de réforme agraire du sénateur Raoul Manglapus, sinon s'inspirer de la *« philosophie chrétienne de la redistribution de la richesse et donc de la terre »* ?

M. K.

Ouganda

Paul Ssemogerere prend des risques

QUAND la démocratie chrétienne ouvre grand ses bras, il lui arrive d'accueillir catholiques, protestants... et musulmans. *« Un large éventail »*, dit Paul Ssemogerere, membre du Parlement ougandais, chef de l'opposition, président du Parti démocrate ougandais. Personne, ni cet Ougandais catholique de cinquante-deux ans ni ses interlocuteurs européens, ne songerait à s'en offusquer. Inspiration n'est pas dogme.

Ce tempérament politique démocrate-chrétien est venu à Paul Ssemogerere par des lectures et des réflexions personnelles surtout. Il est arrivé à cette certitude : *« Le discours social chrétien est universel car il est fondé sur une conception de la nature humaine incarnée dans toutes les cultures. »*

Il est vrai que le credo politique de Paul Ssemogerere peut, comme son parti, rassembler *« un large éventail »* : libertés de pensée, de choix, d'association, de participation à la prise de décision.

Il fallait y croire en effet, et fort, dans l'Ouganda d'hier et d'aujourd'hui. Les trente années d'existence et d'effort du Parti démocratique ougandais sont jonchées de morts, pas seulement pendant le « règne » d'Idi Amin Dada : Alex Latim, qui était secrétaire général du parti, Jacques Bamuturaki, membre du Parlement tout comme Africanus Ssembatya, etc.

Pour d'autres, c'est l'exil. Paul Ssemogerere l'a connu de 1973 à 1979, aux Etats-Unis. Aujourd'hui il dit : *« Je connais les risques. Je les accepte. J'ai l'intention de rester en Ouganda et d'y jouer un rôle actif. »*

M. K.

Amérique latine

Les chemins de la troisième voix.

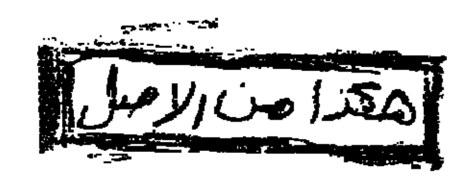
AU Venezuela, Aristides Calvani est le secrétaire général adjoint du Parti démocrate-chrétien pour les affaires politiques, après avoir été, de 1969 à 1974, ministre des affaires étrangères du président Rafael Caldera. Mais il est aussi le secrétaire général de l'Organisation démocrate-chrétienne d'Amérique (OCDA), qui regroupe dix-neuf pays d'Amérique latine et centrale. Tout en insistant sur *« la cohérence et l'homogénéité de cette organisation »*, M. Aristides Calvani reconnaît qu'il faut admettre que cette cohérence s'entend *« avec toutes les nuances qu'impose l'enracinement politique de chacun des pays membres ». « Il est évident*, dit-il, *que le Salvador, le Nicaragua, le Chili, l'Argentine, connaissent des situations différentes. L'important est qu'il existe une grande solidarité entre nous si nous voulons survivre, si nous voulons que nos partis continuent de vivre. » « A l'OCDA, nous parlons toujours de « processus de démocratisation » et non de démocratie*, poursuit-il. *En mettant l'accent sur le mot « processus » nous voulons signifier que notre effort porte sur le moyen et le long terme, qu'il doit s'adapter à chaque étape, admettre les nuances. La question centrale est de savoir comment assumer de la meilleure façon, dans chaque pays, le processus de démocratisation en cours ou le rendre possible. Nous devons faire preuve de souplesse, sinon nous courons le risque de sacrifier le principe même pour lequel nous nous battons : la démocratie.*

Nous cherchons dans ce but à collaborer avec les autres partis démocratiques. L'effort est si grand que personne n'est de trop », a coutume de dire M. Calvani.

Ces nécessaires adaptations n'impliquent pas, selon le secrétaire général de l'ODCA, de renoncement à la doctrine. *« Nous avons fait de grands efforts pour la mise à jour et le développement de la pensée démocrate- chrétienne, mais il est vrai que, dans nos pays, les hommes politiques et les hommes de pensée se confondent très souvent. Or l'action politique n'offre pas le temps d'écrire à l'homme politique. C'est sans doute une de nos grandes carences. Mais on ne peut s'asseoir pour écrire quand les hommes avec lesquels on travaille risquent leur vie. Pour l'Amérique latine, le projet démocrate-chrétien a cependant été précisé dans ses grandes lignes, avec notamment l'expérience qu'ont eu du pouvoir des hommes comme Rafael Caldera, Eduardo Frei ou Napoleon Duarte. Nous avons aussi pris conscience du fait qu'il ne suffisait pas d'avoir accès au pouvoir. Il ne faut pas oublier tous les autres centres de décision qui peuvent bloquer nos efforts. Notre projet ne doit pas seulement toucher le politique. Il doit intégrer le secteur économique, social, culturel. Avec un projet complet, il doit chercher à s'assurer la participation de ces différents centres de puissance, sinon il fait naître une frustration à l'égard de la démocratie. »*

S'il reconnaît que le dialogue avec les organisations démocrates-chrétiennes européennes s'est ouvert, s'il convient du poids de la CDU allemande dans l'aide financière qui leur est apportée, M. Calvani pense cependant qu'un *« effort de compréhension »* doit encore être recherché de part et d'autre. *« Ce qui est terrible*, dit-il, *c'est que les démocrates n'aient pas de stratégie pour défendre la démocratie. Cette carence est impardonnable ! »*

C.F.-M.



Argentine : « Je voudrais redire combien j'ai été heureux en apprenant la bonne

Borges-Voltaire mise sur l'optimisme

« Ce pays paraît si superficiel, si frivole... »



BASSOULS/BUSH

SUR la porte de son appartement, il y a une petite plaque en bronze avec son nom gravé. Une femme m'ouvre et m'indique le chemin. L'appartement est dans la pénombre. Dans le salon, deux murs sont tapissés de livres, reliés pour la plupart. Sur une table sombre, quelques objets discrets et raffinés. Au milieu du parquet, un énorme chat blanc couché sur le dos joue avec des êtres invisibles. Borges est assis dans un sofa au seuil d'une porte qui s'ouvre sur une terrasse, d'où quelques plantes et fleurs semblent nous regarder. Une légère brise tente de déloger la chaleur et la nonchalance de cet après-midi d'été, au centre de Buenos-Aires.

«Ce qui se passe actuellement en Argentine est très important. J'aimerais que vous qui, dans votre œuvre, avez toujours attaché si peu d'importance à l'« actualité » et à ses valeurs éphémères, vous nous parliez de cela.

– Que puis-je dire, moi qui n'ait jamais lu un journal? Il est vrai que ce moment est très important. J'étais sûr que les péronistes allaient gagner et que nous devrions continuer dans le même cauchemar, péroniste ou militaire. Il semble que par chance on a évité cela.

– Vous avez commencé à prendre connaissance des ténébreux agissements de la dictature militaire voici deux ou trois ans. Comment et pourquoi?

– Oui. L'explication devrait être facile : je ne lis pas les journaux, je connais très peu de gens. Quand, comme moi, on commet l'imprudence d'avoir quatre-vingt-quatre ans, on reste assez seul. Je suis né à la fin du siècle dernier, en 1899, quand Buenos-Aires était une ville de maisons basses, de patios, de citernes, de vestibules, de portes grillagées. La ville était très petite. Ma mère me racontait que, quand elle était enfant, les constructions ne dépassaient pas la rue CentroAmerica, qui s'appelle maintenant Pueyrredon-e-Jujuy. Au-delà, il y avait des terrains vagues, la lagune Guadalupe – où se trouve maintenant la plaza Guadalupe des fours à briques, et des gens à cheval. C'était un endroit où personne ne s'aventurait la nuit. Dans mon enfance, la ville était un peu plus grande, limitée par le ruisseau de Maldonado, et nous habitions les faubourgs de Palermo... Bon, j'ai l'impression que je m'éloigne du sujet.

» De fait, j'en ai entendu parler. Alors j'ai interrogé des amis. Ils m'ont dit, sincèrement, je crois, qu'il n'y avait pas de telles disparitions, qu'il s'agissait de touristes qui ne disparaissaient pas, mais simplement quittaient le pays. Plus tard, sont venues chez moi les mères et les grands-mères de la plaza de Mayo. Parmi elles se trouvait une femme, cousine des propriétaires du journal *la Prensa*, et cette femme, qui à l'évidence n'était pas une actrice, qui à l'évidence était sincère, m'a dit que depuis six ans elle n'avait plus de nouvelles de sa fille. Ici on utilise cet euphémisme de *« desaparecidos »*, mais non, la réalité est bien plus terrible : ils n'ont pas disparu, ils ont été séquestrés, peut-être torturés et certainement assassinés. Le général Camps donne le chiffre de trente mille. Le plus terrible, c'est que, paraît-il, ils ont un peu augmenté, arrondi le chiffre, pour « se vanter ». Nous avons subi ici le terrorisme des terroristes – et de celui-là j'ai entendu beaucoup parler, – mais après, ce terrorisme a été remplacé par un autre, silencieux, le terrorisme des séquestrations, ce que l'on appelle *« forces paramilitaires »*, *« parapolicières »*, et qui sont en vérité des *« mazorqueros »* (1).

– Que pensez-vous des atrocités commises dans ce pays, dont on découvre maintenant, jour après jour, les traces et l'ampleur ? Une ampleur que même les mieux informés ou les plus pessimistes n'avaient pu imaginer.

– Eh bien, je crois que cela a été l'époque la plus sombre de notre histoire. Comparable en tout cas aux temps de Rosas ou peut-être plus terrible, parce que tout a été atroce. Bien sûr, le fait de lancer des bombes était terrible. Déjà avant, avait eu lieu l'enlèvement et l'assassinat du général Aramburu, organisé depuis Madrid par Peron, qui a payé des gens dont on a entendu la confession à la radio. Et maintenant, ces derniers jours, on a exhumé des corps d'enfants de cinq ans, et on appelle cela, précautionneusement, *« la répression »* ; *« forces parapolicières »*... Les militaires doivent être complètement fous. Ils ont inventé une guerre qu'ils ont perdue, comme c'était prévisible, mais on n'a pas parlé de défaite ou de capitulation, ils ont dit *« cessation d'hostilités »*. C'est un pays d'euphémismes !

– Quand les radicaux ont gagné les élections et accédé au pouvoir, vous avez déclaré : *« J'espère qu'une fois pour toutes on en a fini avec le péronisme et sa fée blonde. »* Gardez-vous encore de la rancœur envers Peron ?

– Je ne sais pas... J'essaye de ne pas penser à cela. Oui, peut-être, j'ai de la rancœur pour lui, de la même manière que j'en ai pour Rosas.

– Pour vous, Eva Peron, *« la fée blonde »*, ne mérite-t-elle pas, malgré tout, une certaine indulgence ?

– Ce n'est pas moi qui l'appelais comme ça, c'était une épithète populaire. Parfois on disait aussi *« la putain »*, selon les circonstances. Elle-même se faisait appeler *« la fée blonde »*. Peron s'était surnommé lui-même *« le premier travailleur »*. Saviez-vous qu'il rassemblait des milliers de gens, qui étaient obligés d'aller lui chanter (Borges chante) : *« Peron, Peron, que grande sos ! Sos el primer trabajador ! »* (Peron, Peron comme tu es grand ! Tu es le premier des travailleurs !)

Une personne qui agit de cette façon doit être folle. Déjà, entendre parler de nous est très gênant, alors, rassembler des gens pour se faire aduler avec des chansons, c'est le comble ! Il est étrange que maintenant il y ait des péronistes qui vénèrent impartialement Peron ou sa femme, et tout le monde oublie que Peron a fait assassiner le frère de sa femme devant elle.

– Elle vous paraît aussi terrible que lui ?

– Aussi méprisable plutôt. Ils étaient terribles aussi, bien sûr, c'étaient des criminels. Ils ont sûrement été des gens assez rudimentaires, non ? Comme les militaires, des simples aussi. L'ambition majeure du général Galtieri était de ressembler à Peron, une ambition on ne peut plus modeste, n'est-ce pas ? Il est impossible de concevoir une ambition plus modeste que celle-là !

– Moi qui ne suis pas ce que l'on appelle un « croyant », je vois ce changement comme un véritable « miracle », car l'Argentine me paraissait condamnée, pour longtemps encore, à l'infamante fatalité subie depuis vingt ou trente ans. Croyez-vous qu'enfin nous nous sommes libérés de cette fatalité ?

t la bonne

nouvelle, et que j'essayerai de ne pas être indigne de cette première stupeur, de ce premier bonheur. »

– Espérons que vous avez raison. Mais la plupart des habitants de ce pays ne sont pas adultes. Ce pays paraît si superficiel, si frivole. Un des derniers *gouvernements* avait organisé des matches de football. C'est incroyable qu'un gouvernement organise de telles choses. Et le chef de l'Etat lui-même, qui assistait à une rencontre, s'est levé et a crié : « *Gol !* » (But !). Comment peut-on être ridicule à ce point-là ? Les gens semblaient contents et disaient : « *Nous avons vaincu la Hollande.* » Le fait que onze joueurs argentins aient vaincu onze joueurs hollandais ne veut pas dire que nous avons vaincu la Hollande ; et d'ailleurs, pourquoi vaincre la Hollande ? Moi, je ne veux pas vaincre Erasme.

– Nous sommes-nous libérés de la fatalité ?

– Je crois... que nous devons croire que nous nous sommes libérés de cette fatalité. Mais peut-être il faut un acte de foi et j'essaye d'accomplir cet acte de foi. J'ai reçu la nouvelle avec beaucoup de joie. Je me trouvais à Madison, dans le Wisconsin, et c'était Halloween, la fête des sorcières. J'ai très peur des carnavals, j'ai peur des masques, mais j'étais là, dans cette université, et tout le *monde se déguisait. Les dé*guisements étaient spectraux. Certains avaient mis une tête de mort, d'autres étaient en squelettes, vampires, ou en extraterrestres qui se voulaient monstrueux. Quelqu'un portait un masque : d'un côté coulait du sang, et de l'autre surgissait une autre tête. Tout était ainsi, monstrueux, mais pour s'amuser, bien sûr.

» Alors je me suis dit, je ne veux pas jouer les trouble-fête et je vais me déguiser. De toute façon, ça n'allait durer que peu de temps. J'ai donc investi deux dollars pour m'acheter une grande tête de loup, dûment *hirsute*, aux yeux effrayants, avec d'énormes crocs, etc. Je suis alors entré dans une salle où il y avait beaucoup de gens travestis, *aussi* terrifiants que moi, en hurlant « *Homo homini lupus* », la phrase de Hobbes : l'homme est un loup pour l'homme. Tout le monde riait. C'était un lundi, à midi, et soudain je sens que quelqu'un me tire par la manche. Je me retourne. C'était un Argentin. Il me dit : « *Alfonsin a gagné.* » Alors... j'ai éprouvé une grand étonnement et une grande joie. Je me suis dit : « Il m'arrive ici un petit miracle. Je me suis déguisé en loup et je suis en train de hurler. Je suis entouré de squelettes, de fantômes et de sorcières ; et dans ma patrie, un miracle important : Alfonsin a gagné, ce qui signifie que l'Argentine a choisi la sagesse, après le long cauchemar.



GAMMA

– C'est ce que vous pensez de l'Argentine maintenant ?

– Oui. Mais j'ai peur que les gens ne s'impatientent, parce qu'on ne peut pas tout changer du soir au lendemain, il faudra attendre quelques années. Economiquement ce pays a été ruiné, dépouillé, saccagé. L'Uruguay et le Paraguay, par exemple, sont des pays très pauvres, mais leur monnaie est cotée, le peso argentin ne l'est pas. Et on en est arrivé là grâce aux agissements de gens qu'on appelle « économistes ». J'ai deux bonnes pensions, une de la Bibliothèque nationale et une autre de l'université de Buenos Aires. Eh bien, hors de ce pays, cet argent ne vaut rien. Heureusement pour moi, je suis invité assez souvent à l'étranger. Dernièrement, je suis allé en France où l'on m'a nommé commandeur de la Légion d'honneur. Les pays étrangers ont été très généreux avec moi.

– Ce paysage de fin de guerre, de désolation, a-t-il renforcé votre pessimisme sur l'homme ?

– Je crois que notre devoir maintenant, ici, c'est l'optimisme. Je ne sais pas si je pourrai y parvenir sincèrement. En parlant d'optimisme, savez-vous qui a inventé ce mot ? Ce fut Voltaire, qui, en apprenant que Leibniz avait dit : « *Ce monde est le meilleur des mondes* », s'exclama : « *Décidément, M. Leibniz est un optimiste !* » (Borges le dit en français.)

– Dans vos nouvelles et poèmes, vous avez *parlé*, non sans une certaine ferveur, de l'héroïsme ambigu du guerrier, du militaire, du « cuchillero », du « guapo ». L'image de ces hommes qui souvent tuent sans raison véritable, comme s'il s'agissait de danser un tango ou de boire un verre de vin, peut être attirante esthétiquement et même révélatrice de certains comportements du genre humain. Mais si nous pouvions laisser cela de côté, que reste-t-il de cette image ?

– Que reste-t-il ? Tout. Il reste l'univers, toujours. Vous pensez que l'épique disparaît avec ces images ?

– Non, mais je pense que vous rendez, dans ces écrits, un trop grand hommage à des valeurs à mon avis un peu creuses, comme « la patrie » ou « l'héroïsme guerrier ».

– Le propre de l'homme, c'est de se tromper. Il est possible que derrière les images épiques il n'y ait que des fripons. Mais je crois que le sens de l'épique demeure au-delà des hommes.

– Qu'est-ce que vous écrivez en ce moment ?

– Je suis en train d'écrire un livre avec Maria Kodama qui s'appelle *Atlas*. Ce livre est fait de photographies d'elle et de textes de moi, sur de nombreux *voyages que nous avons* fait. Je suis allé trois fois en Islande – une sorte de pèlerinage pour moi, j'ai le culte de la Scandinavie ; on est *allé aussi* au Japon, un pays très étrange.

– Dans ce monde qui tend de plus en plus à l'uniformité, à la médiocrité, à l'autodestruction...

– L'autodestruction, ça serait terrible, oui. L'autre jour, j'ai signé une pétition contre les armes nucléaires, mais en vérité toute arme est terrible. La pierre de Caïn fut terrible, l'idée d'un instrument pour tuer des hommes, une arme, est toujours atroce. Peut-être les armes nucléaires sont encore plus atroces.

– Dans ce monde est-il possible que la création, la fantaisie, l'art, puissent encore jouer un rôle important ?

– Bien sûr ! L'art est beaucoup plus important que la politique. La politique est éphémère, changeante, et l'art, non.

– Voulez-vous ajouter quelque chose à ce que vous venez de dire ?

– Je voudrais redire combien j'ai été heureux dans le Wisconsin en apprenant la bonne nouvelle, et que j'essayerai de ne pas être indigne de cette première stupeur, de ce premier bonheur. Nous devons oublier les notions de partis, de comités, de victoire ou de défaite. Il faut essayer de sauver notre pays, et cela dépend de la foi de chaque individu, parce que seulement les individus existent. Les communautés, les Etats, ne sont... eh bien... ne sont que des hallucinations. »

JUAN PINEIRO
(écrivain espagnol-argentin, auteur de le Voyage nu *et les* Amours du Nil*).*

(1) Bande d'assassins à l'ordre de Nasas, dictateur argentin du dix-neuvième siècle.

Inédits

Un samedi

Un homme aveugle dans une maison creuse
fatigue des directions limitées
et tâte les murs qui s'allongent
et le cristal des portes intérieures
et le dos rugueux des livres
interdits à son amour et l'éteinte
argenterie qui fut des aînés
et les robinets d'eau, les moulures,
et des vagues monnaies et la clef.
Il est seul. Dans le miroir personne.
Aller et venir. La main effleure le bord
de la première étagère. Sans y penser
il s'étend sur le lit solitaire
et sent que les actes qu'il exécute
interminablement dans son crépuscule
obéissent à un jeu incompréhensible
que dirige un dieu indéchiffrable.
A voix haute, en cadence, il répète
des fragments des classiques, essaye
des variations de verbes, d'épithètes,
et écrit bien ou mal ce poème.

(1977)
Extrait de *Historia de la Noche.*

Elégie d'un parc

Le labyrinthe s'est perdu. Tous
les eucalyptus rangés se sont perdus,
les stores de l'été et le miroir
incessant qui veille répétant
chaque expression de chaque visage humain,
chaque fugacité. La pendule
arrêtée, le chèvrefeuille entrelacé,
la tonnelle, les frivoles statues
de l'autre côté du soir, le trille,
les clefs et leurs portes et les patios,
[le mirador et la fontaine oisive
sont des choses du passé. Du passé ?
Si le début ne fut et la fin ne sera pas,
[si nous attend une somme interminable
de jours blancs, de noires nuits,
si nous sommes déjà le passé que nous serons.
Nous sommes le temps, l'indivisible fleuve,
nous sommes Uxmal, Carthage, la muraille
effacée du romain, et le parc
perdu que commémorent ces vers.

(1981)

Ecclésiaste 1-9

Si je passe la main sur mon front,
si je caresse le dos des livres,
si je reconnais le Livre des Nuits,
si je fais tourner la serrure obstinée,
si je m'attarde sur le seuil incertain,
si l'incroyable douleur m'anéantit,
si j'évoque la Machine du Temps,
si j'évoque la tapisserie de la licorne,
si lorsque je dors je me retourne,
si la mémoire me restitue un vers,
sans arrêt ce qui fut exécuté
je répète sur ma route signalée.
Je ne peux accomplir un acte nouveau,
tisse et tourne à tisser la même fable,
répète un hendécasyllabe répété,
je dis ce que les autres me dirent,
éprouve les mêmes choses à la même
heure du jour et de l'abstraite nuit.
Chaque nuit le même cauchemar,
chaque nuit la rigueur du labyrinthe.
Je suis la lassitude d'un miroir immobile
ou la poussière d'un musée.
Je n'attends qu'une chose non goûtée,
une offrande, un or de l'ombre,
cette vierge, la mort. (L'espagnol
permet la métaphore.)

(1981)
Extrait de *La cifra*

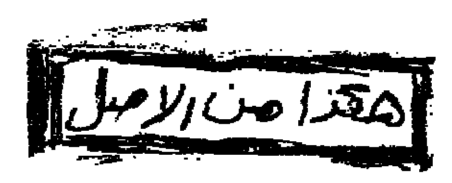
On his blindness

Au bout des années un brouillard
obstiné m'entoure lumineux
réduisant les choses à une chose
sans forme ni couleur. Presque à une idée.
La nuit élémentaire et vaste et le jour
plein de gens sont ce brouillard
d'imprécise et fidèle lumière
qui ne décline pas, et guette à l'aube.
J'aimerais une fois voir un visage. J'ignore
l'encyclopédie close, la jouissance
de livres que ma main reconnaît,
les hauts oiseaux et les lunes d'or.
Il reste pour les autres l'univers ;
à ma pénombre l'habitude d'un vers.

(1984)

Traduction de
Silvia Baron Supervielle.

Ces quatre textes sont inédits en français.



Kiosque

Le printemps de Satan

ON a de bonnes raisons de s'inquiéter. Chômage, récession, tensions internationales, violence, effondrement des valeurs : la peur rôde. Mais elle ne se limite pas à ces thèmes, si l'on peut dire, classiques. Elle s'insinue partout. La menace plane au-dessus des forêts, la pauvreté gangrène jusqu'aux sociétés les plus cossues, les Chinois sont entrés dans Paris, le diable est à l'œuvre au cœur des hommes. Jusqu'aux retraites, dont le financement futur n'est pas assuré !

Si l'on pouvait au moins, pour oublier ces périls, se réfugier dans les forêts profondes sous le feuillage épais des arbres centenaires ! Si l'on pouvait seulement entendre le soir au fond des bois le silence des espérances ! Pas même : en Europe les forêts n'ont le choix qu'entre deux inconvénients, la sécheresse qui les tue et les pluies acides qui les rongent. *Ça m'intéresse* dresse un tableau d'apocalypse : « *Le mal s'est tout d'abord introduit en Scandinavie, voici une vingtaine d'années. Puis ce fut le tour du Canada, où 20 % des lacs sont maintenant stériles. Et la maladie s'étend aux forêts d'Europe centrale. Elle frappe l'Allemagne fédérale, où l'on parle d'un véritable fléau : pour 34 %, la forêt allemande est atteinte. Les dégâts atteignent la Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie, le nord de la Suisse. Et, depuis peu, ils gagnent la France.* »

Que se passe-t-til ? Que la pluie bienfaitrice devient parfois une calamité, et le coup de fraîcheur un bombardement chimiquement impur. Ces pluies malfaisantes déversent les oxydes de soufre et d'azote qu'elles ont trouvés dans l'air. Retour à l'envoyeur, en quelque sorte. Nous envoyons nos saletés dans l'air, en fumées. Elles nous reviennent, plus loin, parfois très loin. Rien ne se perd, rien ne se crée : c'est le boomerang écologique. Les vents dominants, en Europe, expliquent que l'est soit le premier atteint. Pour l'heure, la forêt bretonne tient le coup.

La pierre même subit les effets des précipitations : « *Alors que, durant des millénaires, les monuments ont résisté à l'action des polluants, il a suffi de quelques décennies pour endommager le Parthénon, la colonne de Trajan ou la cathédreale de Cologne.* » Cathédrales de pierre ou cathédrales végétales, nos trésors s'amenuisent.

L'équilibre écologique en question mais aussi les équilibres sociaux. *Révolution*, l'hebdomadaire du PCF, a mené l'enquête sur le fameux quartier « chinois » du treizième arrondissement de Paris. Ils y sont en terrain conquis. Songez que « *les habitants français du quartier prétendent avoir de plus en plus de mal à trouver une baguette de pain* » et que la police « *ne parvient pas à contrôler ce qui se passe dans cette communauté entièrement fermée* ». Sans parler de la drogue : « *Les Chinois contrôlent la chaine d'un bout à l'autre. Depuis le Triangle d'or jusqu'à Paris.* » Décidément, il faut le dire, et l'hebdo du PCF le dit : « *Le développement par trop important d'un quartier chinois en plein Paris risque de créer une situation explosive. Rien de bon ne peut sortir d'un développement séparé de la communauté chinoise.* » D'ici qu'on y envoie les bulldozers...

Au moins ces Chinois ont-ils tissé entre eux des liens de solidarité dont les Français gagneraient à s'inspirer. Or les largués, les paumés, les pauvres comme on ne dit plus guère, les miséreux, comme on n'ose plus dire, sont aussi parmi nous. Dispersés, certes, moins voyants que les Chinois, mais nombreux, et de plus en plus. *Messages*, le journal du Secours catholique, publie une enquête dramatique. « *Depuis 1979, les demandes d'aide au Secours catholique s'accroissent au rythme d'environ 30 % par an.* » Une étude portant sur quarante-huit mille cas - une partie seulement des demandes faites en 1983 - montre que « *plus de la moitié des personnes accueillies sont nouvelles* ». La « *gangrène* » gagne des « *couches sociales plutôt épargnées jusque-là* ». A Lyon, dans un centre d'accueil, on a noté que « *20 % des demandeurs sont des ouvriers qualifiés, ou ayant des diplômes professionnels* ». Plus grave encore : « *Voici quelques années, on venait surtout solliciter un peu d'argent pour « boucler » un budget précaire. On a ensuite demandé des vêtements et présenté des factures d'électricité. Aujourd'hui, de plus en plus de familles, lors d'une première visite, sont en état de survie.* » A la délégation de Lyon, 67 % des pauvres « *ont exprimé d'abord une demande alimentaire. Ils ont faim !* » Nos sociétés d'abondance ont bonne mine.

Les retraités devront-ils, demain, s'adresser eux aussi au Secours catholique ? Ce n'est pas absolument certain, mais on peut se poser la question quand on lit l'enquête du *Point* : « *Retraites : pourra-t-on payer ?* » Cette crainte n'est pas nouvelle mais il faut admettre que les débats de naguère sur le sujet deviennent, d'année en année, moins théoriques. Les jeunes, quand il y en a, sont souvent au chômage. Les cotisations des actifs seront bientôt insuffisantes pour couvrir les pensions des inactifs - surtout depuis que la barre a été abaissée à soixante ans. Les travailleurs naïfs qui ont cotisé toute leur vie pour « *se payer une retraite* » finiront par comprendre que leur argent... a déjà été dépensé. « *Il sera impossible de maintenir la retraite à son âge actuel et les cotisations à leur niveau* », dit Jean Neidinger, du CNPF, au *Point*, qui conclut sur cette perspective : « *En matière de retraites, on est désormais dans l'ère du « toujours moins ». Plus les temps deviendront durs, moins on pourra s'abriter sous le parapluie de la protection sociale : l'Etat-mamma a du plomb dans l'aile, et les retraités seront les victimes de sa première convulsion. Ils devront compter beaucoup moins sur lui et un peu plus sur eux. Certains, pour compenser, vont se jeter sur le travail au noir. Parce que les retraités ont – qui l'eût cru ? – déjà mangé leur pain blanc.* »

Pain noir pour les retraités, pas de pain – ni blanc ni noir – pour les pauvres, péril jaune, forêts moins vertes, reconnaissons qu'il y a de quoi perturber les esprits faibles. Sans compter le travail du Malin, depuis l'aube des temps.

L'Ane, magazine freudien, de tendance lacanienne, publie un étonnant entretien avec un prêtre – qui a pris le pseudonyme du Père Georges Olier parce que ses fonctions l'obligent à la discrétion : il pratique l'exorcisme. *Vade retro Satanas :* chasser le démon suppose qu'on croie à son existence. Après un entretien préalable, le Père Olier traite ceux qui lui semblent réellement possédés du démon. Il prend alors quelques précautions : « *Je demande toujours au Seigneur de me protéger, ainsi que la personne, mon entourage, son entourage, toutes les personnes qui prient avec nous, contre les retours de bâton possibles. Car, tout naturellement, s'il est vrai que l'Adversaire s'en prend à la victime en question, le fait de s'en prendre à Lui pour délivrer la victime risque de provoquer une réaction de sa part. C'est de bonne guerre. Et ce n'est pas sans une extrême prudence qu'il faut s'engager dans un combat semblable.* »

Quant aux sectes sataniques, elles existent encore : « *Je connais plusieurs personnes qui ont fréquenté divers groupes satanistes – qui, ayant fait un pacte avec le Démon, ont leurs rites, leur doctrine propre et les démons privilégiés auxquels ils ont recours et qu'ils invoquent.* » Satan à l'œuvre ? Bon sang mais c'est bien sûr !

BRUNO FRAPPAT.

Cinéma

Fictions d'actualité

L'ESPECE de voracité, la hâte avec lesquelles le cinéma se jette sur l'actualité, mettant en fiction telle ou telle affaire criminelle, avant que l'émotion soulevée dans l'opinion se soit apaisée (le suicide de Gabrielle Russier et *Mourir d'aimer*, en 1970, la disparition de Mehdi Ben Barka et *l'Attentat*, en 1972, la mort du juge Renaud et *le Juge Fayard, dit le Shériff*, en 1976, la fin de Jacques Mesrine et les deux films qu'elle a inspirés, en 1983), ou même que la justice se soit prononcée (l'assassinat du juge Michel et le tout récent *Juge*, le meurtre du général Dalla Chiesa et *Cent jours à Palerme*), constituent pour certains un sujet d'étonnement.

Pourtant, la chose est plus ancienne qu'on pourrait le croire : dès ses débuts, le cinéma a cédé à la fascination de l'actualité, et cela non seulement en s'efforçant, à la manière de Lumière, de fixer pour la postérité mombre de scènes remarquables... ou insignifiantes, mais également, comme le fit Méliès dans son studio de Montreuil, en reconstituant, à l'aide de comédiens, de figurants et de toiles peintes (ou de maquettes), quelques événements mémorables se déroulant à plusieurs centaines de kilomètres de là (le sacre d'Edouard VII à Westminster ou l'éruption du mont Pelé). Ces reconstitutions pouvaient, du reste, quoique exceptionnellement, prendre les proportions d'un véritable film : en 1899, en plein procès de Rennes, Méliès tourne, à partir d'une documentation abondante et soigneuse, son *Affaire Dreyfus*.

Comme on le voit, le rapport cinéma/actualité se définissait déjà, dès les origines de celui-ci, dans les termes où il se définit aujourd'hui. *L'Affaire Dreyfus* était même, très exactement, un film *engagé*. L'auteur, dreyfusard convaincu, y faisait œuvre de cinéaste *militant*. Autrement dit, il voulait peser sur l'opinion (la convaincre de l'innocence de son héros), modifier la conscience du spectateur.

Tous les films, certes, modifient la conscience du spectateur : on ignore seulement, en règle générale, quand, comment et en quel lieu exact de la conscience s'opère cette modification. Le film militant, lui, croit à la possibilité d'une action immédiate et précise. D'où sa relation, nécessairement étroite, à l'actualité. On a parfois nommé ce cinéma, cinéma d'*intervention* : car c'est sur *le présent* qu'il veut agir, c'est lui qu'il veut modifier en modifiant la conscience du spectateur. Hors du contemporain, il n'a donc plus de raison d'être.

Mais ce mariage actualité/politique s'est rompu. Seule l'attraction de celle-la a survécu au détriment de celle-ci, et s'est même fortifiée à ses dépens. En d'autres termes, si le cinéma « du présent » existe plus que jamais, le cinéma militant, en revanche, qui eut son heure de gloire dans les dix années suivant mai 68, n'existe plus guère. Soit parce que le public s'en est lassé, soit parce qu'il était surtout le fait d'hommes de gauche, et que la conjoncture politique, en France du moins, ne le justifie plus en principe (un cinéma militant de droite – *Mauvaise conduite* – tente, semble-t-il, de prendre sa place. Sans grand succès pour le moment).

Au cinéma engagé a donc succédé un cinéma qui lui doit beaucoup et que le public a du reste tendance à confondre avec lui. Il se présente sous deux formes : ce que Serge Toubiana appelle « le cinéma de terrain », c'est-à-dire un cinéma qui « *pose les problèmes non en termes de conscience à élever ou à éduquer, mais en termes de regard* » (1) (les films de Raymond Depardon, *Reporters, San Clemente, Faits divers*, certaines œuvres de la jeune école allemande : *Si c'est ça, la vie..., Mein Vater*, etc.), et ce genre nouveau où le rapport politique/actualité, en quelque sorte, se renverse. Ainsi, lorsque Boisset s'emparait de l'affaire Ben Barka pour la transposer dans *l'Attentat*, ou de celle de l'assassinat du juge Renaud pour en tirer *le Juge Fayard*, il visait, à travers l'actualité, le régime en place, ou, au moins, le système, tandis que, lorsque Philippe Lefebvre tourne *le Juge*, il ne prend vraisemblablement en compte les implications plus ou moins politiques du sujet que dans la mesure où elles sont un élément parmis d'autres de l'actualité, et où il importe donc, à ce titre, de ne point trop les gommer. En somme, dans le couple politique/actualité, la seconde seule reste vraiment une préoccupation pour le cinéaste.

Dépolitisation du citoyen, et, par conséquent, du public ? Désintérêt des cinéastes pour le militantisme ? Mutation culturelle liée aux incertitudes économiques et définie par certains comme le « retour de la fiction » ? Il semble bien qu'il y ait un ou deux autres éléments d'explication à retenir. Ceux-ci devant être cherchés, peut-être, dans la concurrence entre le cinéma et la télévision, concurrence qui paraît s'exprimer d'une double façon : d'une part, par une rivalité sur le plan temporel, le grand écran essayant de ne point trop se laisser distancer par le petit dans cette répercussion, ce décalque médiatique, de l'événement (Paul Virilio, dans *Vitesse et Politique* (2), estime que nous vivons aujourd'hui l'« état d'urgence », ce qui veut dire, entre autres choses, que *l'accélération* a succédé à *l'accumulation* comme moteur principal du développement) ; d'autre part, par une rivalité d'ordre très banalement visuel, les images de la télévision donnant naissance, comme par un phénomène de contamination, ou de séduction, à celles du cinéma.

De la sorte, la fidélité – bien sûr, très relative – au réel qui apparaît à travers ce besoin de *refléter* l'actualité presque aussi vite et aussi bien que la télévision a, dirait-on, fait redécouvrir au cinéma cette vérité peut-être un peu oubliée : de même que le chemin du réel passe parfois nécessairement par la fiction (*Biquefarre*, de Georges Rouquier), il arrive que cette dernière se cache au cœur même de la réalité. Comme s'il y avait une source naturelle de fiction dans cet effort pour reconstituer les faits dans leur articulation visible, dans ce que l'information nomme l'enquête ou le reportage, et comme si les scénarios les mieux charpentés, les mieux ficelés, pouvaient naître d'un patient labeur d'archéologue ou d'historien, voire de journaliste, autant que de l'intervention de l'imaginaire, et d'un travail de fabrication, de pure construction (ce qu'au fond avait déjà compris un cinéaste comme Francesco Rosi : *Salvatore Giuliano, l'Affaire Mattei*).

Quant aux images proprement dites que le cinéma oppose à celles de la télévision, elles prennent, du fait d'une préférence apparente de celui-ci pour la vérité du détail, un caractère quasiment magique : ainsi, dans *le Juge*, la moto, le casque et l'imperméable kaki du héros, traits à la fois signifiants et non signifiants empruntés à la réalité, mais en passe déjà de devenir légendaires, et qui, revenant, tel un leitmotiv musical, dans le cours de la narration, donnent à cette dernière comme son cachet d'authenticité en même temps qu'un parfum troublant d'inimitable fiction, de *poésie*. Car *le détail*, c'est la contingence, et donc aussi la poésie.

CHRISTIAN ZIMMER.

(1) Pour un cinéma de terrain (*Libération*), vendredi 7 mai 1984.
(2) Editions Galilée, 1977.



LES CAHIERS DU CINEMA

« Elise ou la vraie vie » (1970), de Michel Drach.